



RAPPORT ANNUEL 2021



RAPPORT ANNUEL

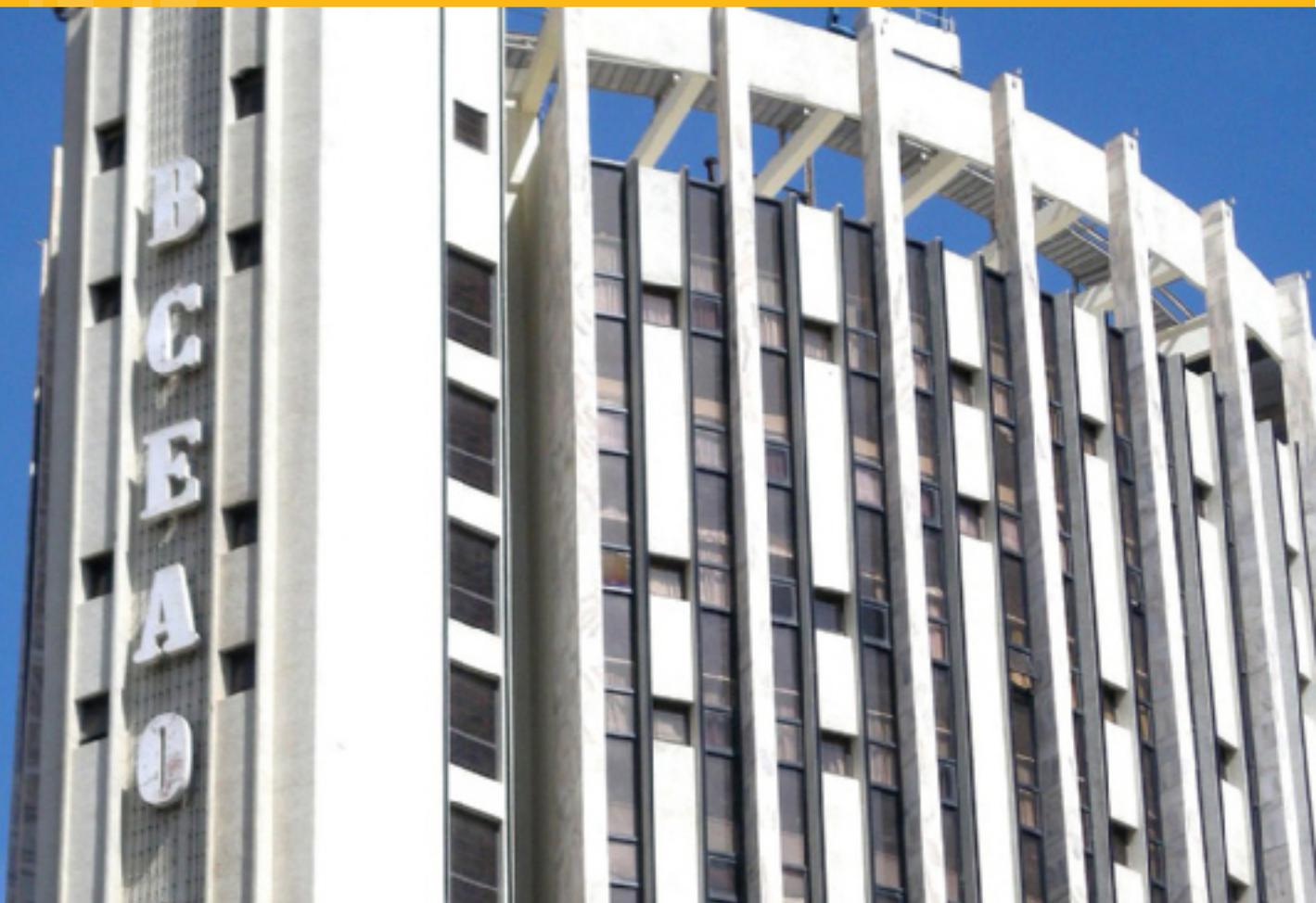
2021



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

RAPPORT ANNUEL

2021



Le rapport annuel de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest peut être consulté sur le site Web de la Banque, à l'adresse :

<https://www.bceao.int/fr/publications/rapport-annuel-de-la-bceao-2021>

Pour de plus amples renseignements, veuillez contacter la Direction de la Documentation, des Publications et des Archives :

Siège de la BCEAO : Avenue Abdoulaye Fadiga - BP 3108 - Dakar, SENEGAL

Tél. : (221) 33 839 05 00 • Fax : (221) 33 823 93 35

E-mail : courrier.bceao@bceao.int • Site web : www.bceao.int

ISSN : 08505691

© Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest

SOMMAIRE

MESSAGE DU GOUVERNEUR	VII
TEMPS FORTS DE L'ANNEE 2021	XI
COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO	XXI
VUE D'ENSEMBLE	XXVII
I DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER.....	1
II MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE MONETAIRE	27
III EVOLUTION DU SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER, STABILITE ET INCLUSION FINANCIERES	41
IV GESTION DES SIGNES MONETAIRES, SYSTEMES ET MOYENS DE PAIEMENT, RESERVES DE CHANGE	61
V ORGANES STATUTAIRES ET ADMINISTRATION DE LA BCEAO.....	73
VI COOPERATION INTERNATIONALE	113
ANNEXES.....	117

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1 : Croissance de l'activité économique dans le monde.....	3
Graphique 2 : Evolution des cours du pétrole (NYMEX).....	6
Graphique 3 : Evolution des cours du cacao.....	6
Graphique 4 : Evolution des cours du café.....	7
Graphique 5 : Evolution des cours du coton.....	7
Graphique 6 : Evolution des cours du caoutchouc.....	8
Graphique 7 : Taux d'inflation (moyenne annuelle en %).....	9
Graphique 8 : Evolution de la liquidité globale.....	29
Graphique 9 : Evolution des taux débiteurs dans l'Union (en %).....	35
Graphique 10 : Couverture des importations par les réserves de change de l'Union (en mois).....	36
Graphique 11 : Croissance annuelle du crédit bancaire (en points de pourcentage).....	38
Graphique 12 : Croissance annuelle de la masse monétaire.....	39
Graphique 13 : Niveaux de concentration des risques bancaires par secteur d'activité.....	52
Graphique 14 : Evolution de la circulation fiduciaire de 2012 à 2021 (milliards de FCFA).....	62
Graphique 15 : Evolution en volume des échanges inter-pays de 2017 à 2021.....	65
Graphique 16 : Evolution en valeur des échanges inter-pays de 2017 à 2021.....	66
Graphique 17 : Evolution des effectifs de la BCEAO.....	98

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Evolution des taux de change moyens annuels (quantité de monnaie étrangère pour 1.000 FCFA).....	12
Tableau 2 : Evolution des taux de change moyens trimestriels (quantité de monnaie étrangère pour 1.000 FCFA) ...	13
Tableau 3 : Evolution des contributions à la croissance du produit intérieur brut de l'Union.....	14
Tableau 4 : Variation des prix à la consommation en 2020 et 2021 (en %).....	19
Tableau 5 : Situation des finances publiques en 2020 et 2021.....	21
Tableau 6 : Ratios d'endettement extérieur en 2020 et 2021 (en % du PIB).....	23
Tableau 7 : Evolution de la balance des paiements sur la période 2019-2021 (en milliards de FCFA, sauf indication contraire).....	23
Tableau 8 : Coefficients des réserves obligatoires applicables aux banques.....	30
Tableau 9 : Evolution des taux interbancaires en 2021 (moyenne pondérée en pourcentage).....	33
Tableau 10 : Evolution des prêts interbancaires dans l'UMOA en 2021 (en millions de FCFA).....	34
Tableau 11 : Créances nettes des institutions de dépôt sur l'APUC (en milliards).....	37
Tableau 12 : Emissions brutes par adjudication et syndication sur le marché régional des titres publics (en milliards de FCFA).....	47
Tableau 13 : Taux et rendements moyens pondérés.....	48
Tableau 14 : Encours des titres publics à fin décembre 2021 sur le marché financier régional (montants en milliards de FCFA).....	48

LISTE DES ENCADRES

Encadré 1 : Création du Bureau de Connaissance et de Suivi des FinTech dans l'UEMOA.....	59
Encadré 2 : Rapatriement des recettes d'exportation.....	71
Encadré 3 : Edition 2021 du parcours du CEMSTRAT.....	101
Encadré 4 : Formation des agents de la CRRAE-UMOA en finance de marché.....	102
Encadré 5 : Plan Stratégique 2022-2024.....	111

LISTE DE SIGLES ET ABBREVIATIONS

AFD	: Agence Française de Développement
AFI	: Alliance pour l'Inclusion Financière
AfPI	: Initiative Africaine sur les Politiques d'Inclusion Financière
AICFM	: Association Internationale des Chercheurs Francophones en Microfinance
APBEF	: Association Professionnelle des Banques et Etablissements Financiers
APSF	: Association Professionnelle des Systèmes Financiers Décentralisés
APUC	: Administration Publique Centrale
ASE	: African School of Economics
ATTF	: Agence de Transfert de Technologie Financière
BAD	: Banque Africaine de Développement
BCE	: Banque Centrale Européenne
BCEAO	: Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
BCRG	: Banque Centrale de la République de Guinée
BCSF	: Bureau de Connaissance et de Suivi des FinTech dans l'UMOA
BEAC	: Banque des Etats de l'Afrique Centrale
BIC	: Bureau d'Informations sur le Crédit
BOAD	: Banque Ouest Africaine de Développement
BoG	: Banque du Ghana
BPR	: Balance des Paiements en termes de Règlement
BRB	: Banque de la République du Burundi
BRVM	: Bourse Régionale des Valeurs Mobilières
BRI	: Banque des Règlements Internationaux
BSR	: Bons de Soutien et de Résilience
CBILANS	: Centrale des Bilans
CBN	: Banque Centrale du Nigéria
CCBS	: Center for Central Banking Studies
CEMAC	: Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale
CEMSTRAT	: Certificat Executive Management Stratégique Bancaire
CEMTDB	: Certificat Executive Management de la Transformation Digitale Bancaire
CFA	: Communauté Financière Africaine
CIP	: Centrale des Incidents de Paiement
COBANK	: Conditions de Banque
COFEB	: Centre Ouest Africain de Formation et d'Etudes Bancaires
COMINAK	: Compagnie Minière d'Akouta
COSC	: Centre Opérationnel de Supervision et de Cybersécurité
CRB	: Centrale des Risques Bancaires
CREA	: Consortium pour la Recherche Economique en Afrique
CREPMF	: Conseil Régional de l'Epargne Publique et des Marchés Financiers
CRRAE-UMOA	: Caisse de Retraite par Répartition Avec Epargne de l'UMOA
CSF-UMOA	: Comité de Stabilité Financière dans l'UMOA
CTF	: Centre de Traitement Fiduciaire
DC/BR	: Dépositaire Central/Banque de Règlement
DTS	: Droits de Tirage Spéciaux
EBIS	: Etablissement Bancaire d'Importance Systémique
EGFIP	: Groupe des Experts sur les Politiques d'Inclusion Financière
EME	: Etablissement de Monnaie Electronique
ENSAE	: Ecole Nationale Supérieure de Statistique et d'Economie Appliquée d'Abidjan
eKYC	: Connaissance électronique du client
FAPBEF-UEMOA	: Fédération des Associations Professionnelles des Banques et Etablissements Financiers de l'UEMOA
FCC	: Facilité de Crédit de Confirmation
FCR	: Facilité de Crédit Rapide
FEC	: Facilité Elargie de Crédit
FED	: Réserve fédérale des Etats-Unis
FERDI	: Fondation pour les Etudes et Recherches sur le Développement International

FF-ARC	: Fonds Fiduciaire d'Assistance et de Riposte aux Catastrophes
FinTech	: Entreprise de technologie financière
FISEC	: Fichier de la Situation des Etablissements de Crédit
FMI	: Fonds Monétaire International
FODEP	: Formulaire de Déclaration des Etats Prudentiels
FOPAO	: Fédération des Organisations Patronales de l'Afrique de l'Ouest
FSD Africa	: Financial Sector Deepening Africa
FTSE	: Financial Times Stock Exchange
GAMA	: Gestion Automatisé des Missions d'Audit Interne
GERDDES	: Groupe d'Etudes et de Recherches sur la Démocratie et le Développement Economique et Social
GPE	: Gestion de la Politique Economique
GIM-UEMOA	: Groupement Interbancaire Monétique de l'UEMOA
HEC	: Ecoles des Hautes Etudes Commerciales
HKS	: Harvard Kennedy School
IFI	: Institution Financière Islamique
IFR	: Instrument de Financement Rapide
LBC/FT	: Lutte contre le Blanchiment des Capitaux et le Financement du Terrorisme
LIF	: Laboratoire d'Innovation Financière
MDBC	: Monnaie Digitale de Banque Centrale
MEDC	: Mécanisme Elargi de Crédit
MPME	: Micro, petites et moyennes entreprises
NYMEX	: New York Mercantile Exchange
OCDE	: Organisation de Coopération et de Développement économiques
OdR	: Obligations dites de relance
PAF	: Prix Abdoulaye FADIGA
PBoC	: Banque Populaire de Chine
PCA	: Plan de Continuité d'Activité
PCI-DSS	: Payment Card Industry Data Security Standard
PCIT	: Plan de Continuité Informatique et Télécoms
PEPP	: Programme d'achats d'urgence pandémique
PESF	: Programme d'Evaluation du Secteur Financier
PIB	: Produit Intérieur Brut
PIMF	: Principes pour les Infrastructures de Marchés Financiers
PPP	: Partenariat Public-Privé
QR	: Quick Response
REM	: Revue Economique et Monétaire
SAGETIL-UMOA	: Système Automatisé de Gestion des Titres et de la Liquidité de l'UMOA
SFD	: Système Financier Décentralisé
SFI	: Société Financière Internationale
SGI	: Société de Gestion et d'Intermédiation
SGCB	: Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA
SG-COBAC	: Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'Afrique Centrale
SICA-UEMOA	: Système Interbancaire de Compensation Automatisé dans l'UEMOA
SIMARIS	: Système Informatisé de Management des Risques
SMQ	: Système de Management de la Qualité
SMS	: Structures Ministérielles de Suivi
SRIF	: Stratégie Régionale d'Inclusion Financière
STAR-UEMOA	: Système de Transfert Automatisé et de Règlement dans l'UEMOA
SWIFT	: Society for Worldwide Interbank Financial Telecommunication
TIAO	: Taux d'Intérêt des Appels d'Offres
TPN	: Trésors Publics Nationaux
UEMOA	: Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
UMOA	: Union Monétaire Ouest Africaine
UNCDF	: United Nations Capital Development Fund
UNSGSA	: Secrétariat Général des Nations-Unies en Finance inclusive pour le Développement
ZLECAF	: Zone de libre-échange continentale africaine.

MESSAGE DU GOUVERNEUR



Tiémoko Meyliet KONE

Gouverneur de la Banque Centrale
des Etats de l'Afrique de l'Ouest,
Président du Conseil d'Administration

Après la récession provoquée en 2020 par la pandémie de la Covid-19, l'année 2021 a été caractérisée par une reprise relativement vigoureuse de l'activité économique à l'échelle mondiale et régionale, en dépit de la persistance des incertitudes sur le plan sanitaire. Ainsi, après avoir accusé une baisse de 3,1% en 2020, la production mondiale a connu un rebond de 6,1% en 2021, résultant de la forte reprise de la demande. Cette reprise s'est accompagnée d'une remontée de l'inflation dans la plupart des régions du monde, alimentée notamment par la hausse des coûts de l'énergie et des prix des produits alimentaires ainsi que par les perturbations des chaînes d'approvisionnement.

L'amélioration de l'environnement économique et sanitaire a permis aux pays membres de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) de renouer avec le rythme soutenu de l'activité économique qui prévalait avant la crise sanitaire. En effet, le taux de croissance du produit intérieur brut de l'Union, qui avait chuté pour se situer à 1,8% en 2020, a enregistré en terme réel une progression de 6,0% en 2021. Ce gain d'activité

résulte de l'effet d'entraînement des politiques et programmes de relance économique mis en œuvre par les Etats, et des meilleures conditions d'accès au financement découlant des actions entreprises par la Banque Centrale.

En vue de faciliter la mobilisation des ressources nécessaires au financement des plans de relance économique, la Banque Centrale a ouvert, en février 2021, un guichet spécial dédié au refinancement des Obligations de relance (OdR) émises par les Etats de l'Union. Par ailleurs, pour assurer les meilleures conditions financières à l'émission de bons du Trésor pour les besoins urgents de trésorerie des Etats, la BCEAO a institué, en août 2021, un guichet spécial de refinancement dénommé « Guichet de Soutien et de Résilience ». Les facilités accordées sur ces nouveaux guichets ont permis de baisser considérablement le coût de mobilisation des ressources par les Trésors nationaux et de rallonger les maturités des titres émis jusqu'à quinze ans.

Outre ces mesures spécifiques, la Banque Centrale a continué d'apporter son soutien aux économies de l'Union, à travers la mise en œuvre d'une politique monétaire accommodante, dans un contexte de tensions inflationnistes modérées. Le taux minimum de soumission aux adjudications, principal taux de la BCEAO, est resté inchangé à 2,00%, son niveau historique le plus bas. Dans ces conditions, les économies de l'Union ont bénéficié de financements accrus à des taux relativement favorables.

L'inclusion financière est restée pour la Banque Centrale un axe stratégique de son action en faveur de la promotion d'une croissance davantage inclusive au sein de l'Union. A ce titre, un programme régional d'éducation financière dans l'UEMOA a été conçu et sera déployé dans tous les Etats membres au profit des couches concernées de la population. Des efforts ont également été centrés sur la réalisation d'un état des lieux approfondi des besoins des micro-entreprises et des populations mal desservies en produits et services financiers innovants et sur la mise en place d'un système d'identification unique des usagers des services financiers dans l'UEMOA.

En outre, la Banque Centrale a développé un dispositif pour accompagner les Etats dans le processus de digitalisation des paiements publics.

Dans le cadre de ses initiatives en faveur de la promotion des innovations financières et des activités des FinTech, la BCEAO a mis en place un cadre en vue d'organiser les échanges entre l'industrie de l'innovation financière et le régulateur.

Au cours de l'année 2021, la Banque Centrale a également poursuivi ses actions visant la diversification des sources de financement des économies, en mettant l'accent sur la promotion de la finance islamique, à travers un accompagnement des initiatives de création d'Institutions Financières Islamiques (IFI). Au 31 décembre 2021, les secteurs bancaire et de la microfinance de l'Union font ressortir un total de neuf (9) banques et trois (3) SFD exerçant une activité de finance islamique. L'Institut d'émission a, en outre, conduit des travaux pour doter les IFI d'outils de gouvernance charaïque et de contrats-types, destinés à prévenir les risques liés à leur conformité aux normes en vigueur.

Par ailleurs, un nouveau jalon a été posé dans le processus d'assainissement du secteur de la microfinance et de la consolidation de ses acquis, avec l'organisation en 2021 de missions de diagnostic auprès de systèmes financiers décentralisés (SFD) en difficulté. Des actions ont également été menées en vue de la modernisation des outils de suivi des SFD.

En outre, les actions initiées par la BCEAO dans le cadre du Projet d'appui à la promotion de l'accès

des SFD au système de paiement régional de l'UEMOA ont abouti en 2021 à une automatisation de bout en bout du traitement des opérations interbancaires de six (6) SFD, dans le système régional de compensation automatisé SICA-UEMOA, via les banques. Le bénéfice immédiat attendu est la réduction des délais de traitement des paiements de la clientèle.

La BCEAO a accompagné ces réformes en mettant en place un programme de renforcement des capacités des administrations et des institutions financières des Etats membres de l'UEMOA, afin de permettre une meilleure appropriation des textes réglementaires, ainsi que des enjeux liés aux innovations financières et aux mutations de l'environnement international. Dans cette perspective, la Banque Centrale a noué des partenariats avec des institutions de renommée mondiale pour apporter une plus-value à ses programmes de formation et de recherche. En 2021, la population cible bénéficiaire des actions de formation initiées par la BCEAO a été élargie aux SFD, aux établissements de monnaie électronique (EME) ainsi qu'à d'autres banques centrales africaines partenaires.

Conformément à ses missions, la Banque Centrale continuera d'œuvrer pour la création de conditions propices au développement d'un environnement financier innovant, au maintien de la stabilité des prix et à la réalisation d'une croissance forte.

**Le Gouverneur de la Banque Centrale
des Etats de l'Afrique de l'Ouest,
Président du Conseil d'Administration.**



Madame Kristalina GEORGIEVA, Directrice Générale du FMI
et le Gouverneur de la BCEAO, M. Tiémoko Meyliet KONE

TEMPS FORTS DE L'ANNEE 2021

EVENEMENTS MARQUANTS

SECTEUR BANCAIRE

21/05/2021

Première rencontre entre le Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA et les Directeurs Généraux des systèmes financiers décentralisés de grande taille

Le Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA a tenu une rencontre le 21 mai 2021, avec les Directeurs Généraux des systèmes financiers décentralisés (SFD) de grande taille. La réunion avait principalement pour objet d'échanger avec les acteurs de la microfinance sur les risques du secteur ainsi que les attentes du régulateur et de l'Autorité de contrôle. Elle a été précédée d'une concertation avec les principaux responsables des Structures Ministérielles de Suivi (SMS) des systèmes financiers décentralisés de l'UMOA, le 18 mai 2021.

Dans son allocution d'ouverture, Monsieur Tiémoko Meyliet KONE, Gouverneur de la BCEAO, Président de la Commission Bancaire, a souligné toute l'importance que la Banque Centrale attache au secteur de la microfinance. Il s'est réjoui des progrès notables enregistrés en termes d'inclusion financière et de financement de projets à fort impact social, grâce à la contribution des acteurs de la microfinance.

Sous la conduite du Secrétaire Général de la Commission Bancaire, les échanges avec les principaux responsables des SFD visés à l'article 44 de la Loi portant réglementation des SFD, ont été principalement organisés autour de la situation du secteur et la sensibilisation à l'application stricte du cadre réglementaire régissant les activités de microfinance dans l'UMOA.





INCLUSION FINANCIERE

Janvier, avril et juin 2021

Rencontres avec sa Majesté la Reine Máxima des Pays Bas

L'année 2021 a été marquée par l'organisation de rencontres en mode virtuel entre le Gouverneur de la BCEAO et sa Majesté la Reine Máxima des Pays-Bas, en sa qualité de Conseillère Spéciale du Secrétaire Général des Nations-Unies en Finance Inclusive pour le Développement (UNSGSA). Ces rencontres ont été organisées en janvier, avril et juin 2021, à la suite des visites de la Reine respectivement au Sénégal, au Togo et en Côte d'Ivoire.



Ces rencontres avaient pour objet d'échanger sur les initiatives en cours et les opportunités susceptibles d'accélérer les réformes politiques et stratégiques visant à soutenir l'inclusion financière numérique, notamment dans le cadre des actions de riposte contre la COVID-19. Les échanges entre le Gouverneur et la Reine ont permis de passer en revue les initiatives de la BCEAO et des Etats de l'UEMOA concernant la modernisation des cadres juridiques et réglementaires des institutions de microfinance, la mise en oeuvre de la Stratégie régionale d'inclusion financière, le

développement et la supervision des sociétés de technologie financière (FinTech), la mise en oeuvre du projet d'interopérabilité des services financiers numériques, la promotion de l'inclusion financière des femmes, des producteurs ruraux et des micro, petites et moyennes entreprises, ainsi que les initiatives régionales et nationales en matière de digitalisation des paiements pour la transformation numérique des économies de l'Union.

12/08/2021

Neuvième Table ronde des Leaders de l'Initiative Africaine sur les Politiques d'Inclusion Financière (AfPI)

La BCEAO a pris part à la neuvième Table ronde des Leaders de l'Initiative africaine sur les Politiques d'Inclusion Financière (AfPI), organisée le 12 août 2021 par visioconférence sur le thème *"Approches réglementaires innovantes pour lutter contre le risque d'exclusion des femmes, des jeunes et des micro, petites et moyennes entreprises (MPME) pendant la pandémie de Covid-19 en Afrique"*.

En prélude à cette rencontre, une réunion du Groupe des Experts sur les Politiques d'Inclusion Financière (EGFIP) et une session de renforcement des capacités des représentants des institutions africaines membres du réseau sur les innovations en matière de paiement numérique, ont été organisées les 9 et 10 août 2021. La rencontre a permis d'échanger sur les mesures prises par la Banque Centrale pour mitiger les risques d'exclusion financière des femmes et des MPME pendant la pandémie, en favorisant l'utilisation de la monnaie électronique et la réduction de l'usage de la monnaie fiduciaire ou du cash.

08/09/2021

Sixième Assemblée Générale Annuelle de l'Alliance pour l'Inclusion Financière

La Banque Centrale a participé, le 8 septembre 2021, à la sixième Assemblée Générale Annuelle de l'Alliance pour l'Inclusion Financière (AFI), organisée par visioconférence. Cette rencontre a permis aux membres d'adopter deux modèles de politiques, à savoir :

- le cadre stratégique de politique sur le financement des micros, petites et moyennes entreprises (MPME), qui vise à fournir les piliers et les principes fondamentaux ainsi que les recommandations de haut niveau pour les politiques des MPME. Ces recommandations devraient contribuer à surmonter les obstacles auxquels sont confrontées les MPME dans l'accès aux services financiers formels ;
- le modèle sur l'identité numérique et la connaissance électronique du client (eKYC), qui a pour objectif de faciliter la construction de systèmes interopérables inclusifs, robustes et durables, contribuant à la réalisation des objectifs d'inclusion et d'intégrité financières.

La rencontre a coïncidé avec la fin du deuxième mandat du Gouverneur de la BCEAO, en qualité de membre du Conseil d'Administration de l'AFI. Au terme de ces deux mandats consécutifs, les membres de l'AFI ont exprimé leurs reconnaissances et remerciements au Gouverneur pour la contribution substantielle que la BCEAO a apportée aux travaux du Réseau et au renforcement de l'inclusion financière dans le monde.

17/03/2021 - 23/09/2021

Renforcement des capacités des dirigeants des SFD

Dans le cadre de la mise en œuvre de la Stratégie régionale d'inclusion financière, la Banque Centrale a organisé, au niveau des Etats, des ateliers de renforcement des capacités à l'attention des dirigeants des institutions de microfinance de l'UEMOA, dans le cadre du partenariat entre la BCEAO et la Banque Africaine de Développement (BAD). Lesdits ateliers ont été organisés du 17 mars au 23 septembre 2021 dans les huit (8) pays de l'Union. Ils ont porté sur *"la gestion des risques, le contrôle interne et la surveillance financière"* ainsi que sur *"le pilotage de la performance globale et la notation"*, et ont enregistré la participation de 445 cadres dirigeants des SFD de l'Union.

Les ateliers ont permis de renforcer les performances de ces dirigeants en matière de gestion des risques et de mise en place de dispositifs de contrôle interne, susceptibles d'améliorer la gouvernance des institutions de microfinance. Par ailleurs, ils ont contribué à leur donner l'opportunité de se familiariser avec l'usage des normes permettant la mise en place d'une fonction *«conformité»*, qui devrait leur faciliter la mise en œuvre des règles en matière de surveillance financière.

18/11/ 2021

Création du Bureau de Connaissance et de Suivi des FinTech (BCSF)

Au titre de ses initiatives en faveur de la promotion des innovations financières et des activités des FinTech, la Banque Centrale a

mis en place, en novembre 2021, le Bureau de Connaissance et de Suivi des FinTech (BCSF). Le Bureau a pour mission de promouvoir et d'organiser les échanges entre le Régulateur et les FinTech, qui sont devenues des acteurs incontournables de la transformation digitale et de la promotion de l'inclusion financière.





RENFORCEMENT DES CAPACITES

25/05/2021

Lancement du programme conjoint COFEB / HEC Paris d'accompagnement des établissements de crédit de l'UEMOA - édition 2021

Dans le cadre du lancement de l'édition 2021 du programme d'accompagnement et de renforcement des capacités managériales des dirigeants des établissements de crédit de l'UEMOA, le COFEB a organisé le 25 mai 2021, en partenariat avec l'École des Hautes Etudes Commerciales de Paris (HEC Paris), un webinaire international de haut niveau sur le thème « *Les enjeux de la transformation digitale pour les banques africaines* ».

La session a été présidée par le Gouverneur Tiémoko Meyliet KONE, en présence de Messieurs Cheikh El Kébir Moulaye TAHER et Younoussa IMANI, respectivement Gouverneur de la Banque Centrale de Mauritanie et Gouverneur de la Banque Centrale des Comores. Elle a enregistré la participation de plusieurs hauts responsables



de banques centrales africaines (BEAC, Mauritanie, Comores, Maroc et Burundi), des Associations Professionnelles de Banques et Etablissements Financiers de l'Union, d'organisations communautaires, d'institutions financières régionales et de dirigeants de banques.

COOPERATION INTERNATIONALE

10 - 11/03/2021

Sommet Africa CEO Forum / Société Financière Internationale sur le thème : « Transformer, digitaliser, relancer : réinventer la finance africaine post-Covid »

Une délégation de la BCEAO, conduite par le Gouverneur, a pris part au sommet organisé par Africa CEO Forum et la Société Financière Internationale, les 10 et 11 mars 2021. Cette rencontre par visioconférence a permis de mener des réflexions sur les apports futurs de la création de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF) à la sphère financière ainsi que les mesures visant à faire de la ZLECAF un maillon essentiel dans la transformation de l'industrie financière africaine. Les principales conclusions de la rencontre ont porté sur le maintien par les autorités de régulation d'un dialogue avec les acteurs de l'industrie financière panafricaine, la construction de stratégies durables d'inclusion financière impliquant tous les acteurs de l'écosystème et la disposition des autorités à adapter le cadre de la régulation en période de crise, en prenant appui sur la gestion de la crise de la Covid-19.

08/07/2021

Audience accordée par le Gouverneur de la BCEAO au Directeur du Département Afrique du FMI

Le 8 juillet 2021, le Gouverneur Tiémoko Meyliet KONE a reçu en audience Monsieur Abebe Aemro SELASSIE, Directeur du

Département Afrique du FMI. La rencontre s'est articulée autour de points d'intérêt communs, notamment les principales conclusions de la séance de travail que les Services du FMI ont tenue avec la BCEAO en juin 2021, l'état des relations entre le Fonds et les Etats membres de l'UEMOA ainsi que l'allocation générale de DTS que le FMI prépare au profit des pays de l'Union.

09/08/2021

Réunion de haut niveau sur l'allocation générale de DTS du FMI aux Etats membres de l'UMOA

Monsieur Tiémoko Meyliet KONE, Gouverneur de la BCEAO, a conduit la délégation de la Banque Centrale à une réunion de haut niveau, organisée par le FMI le 9 août 2021. L'objectif de cette rencontre était de discuter de l'allocation générale de DTS aux Etats membres, approuvée par le Conseil des Gouverneurs du FMI. Elle a permis, en outre, de prendre connaissance des priorités des Etats et des projets qu'ils envisagent de mettre en œuvre au moyen de ces ressources.

18/10/2021

Partenariat en matière de recherche et de formation

La BCEAO a signé le 18 octobre 2021, un protocole d'accord de partenariat en matière de recherche et de formation avec l'Université de Princeton et l'African School of Economics (ASE). Dans le même élan, un protocole d'accord a été élaboré avec l'Ecole Nationale Supérieure de Statistique et d'Economie Appliquée d'Abidjan (ENSEA), dans la perspective d'un partenariat. Ces accords permettront à l'Institut d'émission d'offrir à son personnel, à ses assujettis et



aux administrations publiques financières de l'Union, des opportunités d'accès à des formations et des programmes de recherche de haut niveau.

En outre, la coopération avec Harvard Kennedy School a pris un nouvel essor avec l'organisation d'activités de formation en faveur du haut management de la Banque.

30/11/2021

Table ronde 2021 des Gouverneurs des banques centrales africaines

Le Gouverneur de la BCEAO a pris part à la table ronde 2021 des Gouverneurs des banques centrales africaines sur le thème : « *Interactions entre les politiques monétaires et fiscales en Afrique* », organisée par la Banque des Règlements Internationaux (BRI) le 30 novembre 2021. Lors de la rencontre, les débats ont porté notamment sur les perspectives économiques et monétaires en Afrique, ainsi que sur les leçons et les implications pour les banques centrales de l'interaction plus étroite entre les politiques monétaire et budgétaire pendant la pandémie de Covid-19.

10/12/2021

Visite de la Directrice Générale du FMI au Siège de la BCEAO

Madame Kristalina GEORGIEVA, Directrice Générale du FMI, a effectué une visite de courtoisie et de travail à la BCEAO le 10 décembre 2021.

La rencontre a été marquée par une audience restreinte entre les deux Chefs d'Institution et une séance de travail avec les Présidents des Organes et Institutions communautaires de l'UEMOA (Commission de l'UEMOA, BOAD, CREPMF). Ont également pris part à cette rencontre, la Présidente de la Fédération des Associations Professionnelles des Banques et Etablissements Financiers de l'UEMOA (FAPBEF-UEMOA) et le premier Vice-Président de la Fédération des Organisations Patronales de l'Afrique de l'Ouest (FOPAO).

Au cours de l'audience qu'il a accordée à la Directrice Générale, le Gouverneur a relevé, avec satisfaction, l'excellence de la coopération entre les deux Institutions et souligné l'assistance exceptionnelle apportée par le FMI aux Etats membres de l'UEMOA dans la gestion des conséquences de la pandémie de Covid-19. Il a également abordé les perspectives économiques de l'Union et les risques qui les entourent. Pour sa part, Madame GEORGIEVA a salué les mesures mises en œuvre par la BCEAO pour lutter contre les effets de la crise sanitaire, qui ont renforcé la résilience et contribué à la reprise des économies de l'Union.

La séance de travail avec les autres Chefs d'Institution de l'UEMOA et les responsables de la FAPBEF et de la FOPAO, a permis de passer en revue leurs préoccupations. Ils ont noté la bonne tenue des économies de l'UEMOA malgré les incertitudes, et plaidé pour que le FMI tienne compte du contexte difficile lié à la Covid-19 dans la mise en place des programmes économiques et financiers avec les Etats.

VIE DE LA BCEAO

Avril 2021

Nomination de Monsieur Mamadou DIOP au poste de Vice-Gouverneur de la BCEAO

Le Conseil des Ministres de l'Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine a, au cours de sa session extraordinaire du 29 avril 2021, procédé à la nomination de Monsieur Mamadou DIOP au poste de Vice-Gouverneur de la BCEAO, pour un mandat de cinq (5) ans à compter du 1^{er} mai 2021.

07/10/2021

Participation de la BCEAO à la cérémonie d'hommage organisée à la suite du décès de Monsieur Charles Konan BANNY, ancien Gouverneur de la BCEAO

Le Gouverneur Tiémoko Meyliet KONE, à la tête d'une importante délégation, a pris part, le 7 octobre 2021, à la cérémonie d'hommage organisée en République de Côte d'Ivoire en l'honneur de Monsieur Charles Konan BANNY, ancien Gouverneur de la BCEAO, ex-Premier Ministre de la République de Côte d'Ivoire et ex-Président de la Commission Dialogue, Vérité et Réconciliation en Côte d'Ivoire, décédé le 10 septembre 2021. Le Gouverneur Tiémoko Meyliet KONE a, lors de la cérémonie, exprimé la *"grande émotion et l'infinie tristesse de la famille BCEAO qui a perdu un des siens et pas des moindres"*, avant de présenter les condoléances de toute la Banque Centrale à la famille éplorée et à la Côte d'Ivoire avec qui elle partage ces moments difficiles.

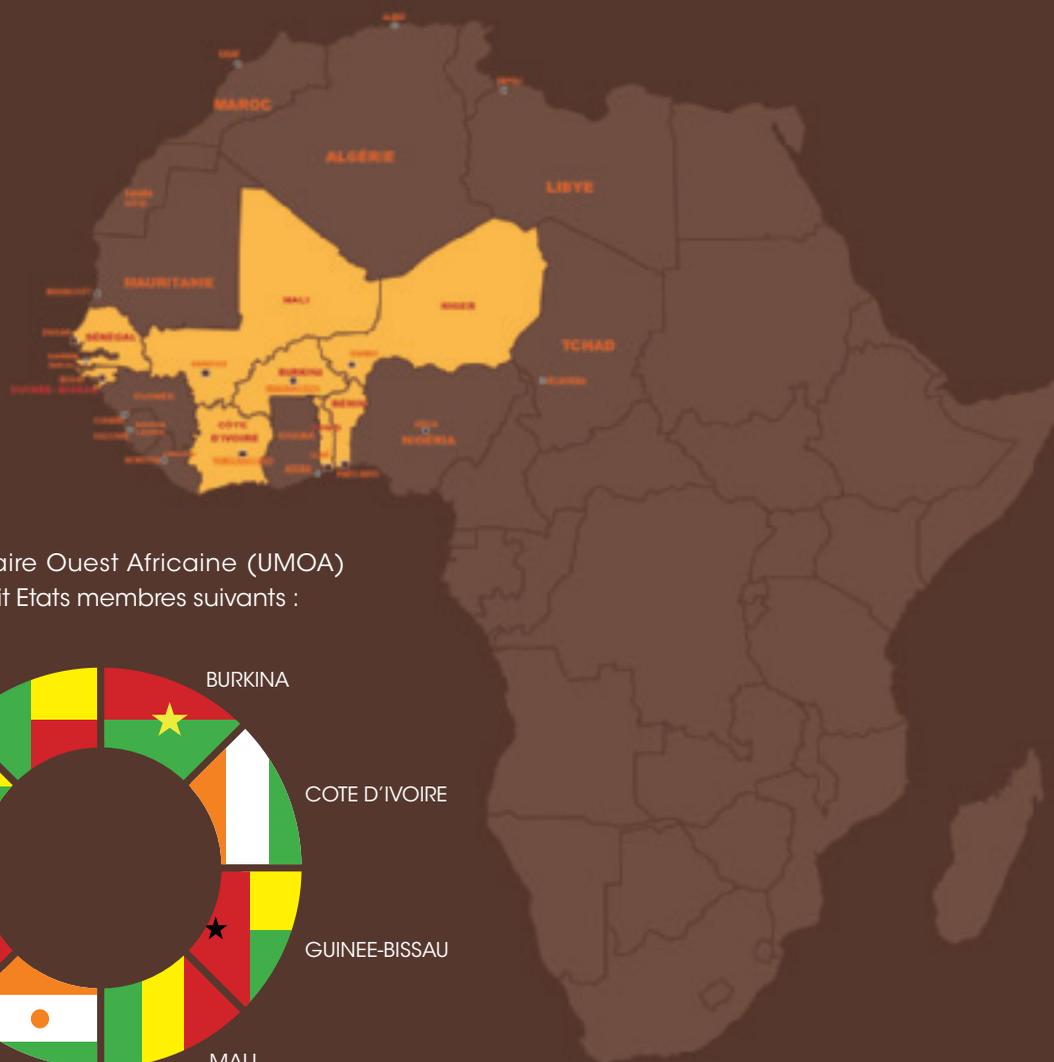






COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO

L'UNION MONETAIRE OUEST AFRICAINE (UMOA)



L'Union Monétaire Ouest Africaine (UMOA) regroupe les huit Etats membres suivants :



L'Union Monétaire constituée entre les Etats susmentionnés se caractérise par la reconnaissance d'une même unité monétaire dont l'émission est confiée à la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO).

Institut d'émission commun des Etats membres de l'UMOA, la BCEAO est chargée notamment d'assurer la gestion de leur monnaie commune, le Franc de la Communauté Financière Africaine (FCFA) ainsi que de leurs réserves de change et de mettre en œuvre la politique monétaire commune.

N.B. - En l'absence de toute autre précision, les valeurs indiquées dans ce rapport sont exprimées en FCFA.

CONFERENCE DES CHEFS D'ETAT ET DE GOUVERNEMENT DE L'UMOA

PRÉSIDENT : Son Excellence Monsieur **Roch Marc Christian KABORE**,
Président du Faso.

Son Excellence Monsieur **Patrice Athanase Guillaume TALON**,
Président de la République du Bénin.

Son Excellence Monsieur **Alassane OUATTARA**,
Président de la République de Côte d'Ivoire.

Son Excellence Monsieur **Umaro Sissoco EMBALO**,
Président de la République de Guinée-Bissau.

Son Excellence Monsieur **Assimi GOÏTA**,
Président de la Transition, Chef de l'Etat
République du Mali.

Son Excellence Monsieur **Mohamed BAZOUM**,
Président de la République du Niger.

Son Excellence Monsieur **Macky SALL**,
Président de la République du Sénégal.

Son Excellence Monsieur **Faure Essozimna GNASSINGBE**,
Président de la République Togolaise.

CONSEIL DES MINISTRES DE L'UMOA

REPUBLIQUE DU BENIN

- **M. Romuald WADAGNI**, Ministre d'Etat, chargé de l'Economie et des Finances ;
- **M. Hamet AGUEMON**, Ministre Conseiller aux Investissements du Président de la République.

BURKINA FASO

- **M. Lissané KABORE**, Ministre de l'Economie, des Finances et du Plan.

REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE

- **M. Adama COULIBALY**, Ministre de l'Economie et des Finances ;
- **M. Abdourahmane Cisse**, Ministre, Secrétaire Général de la Présidence de la République.

REPUBLIQUE DE GUINEE-BISSAU

- **M. João Alage Mamadu FADIA**, Ministre des Finances ;
- **M^{me} Mónica Buaró DA COSTA**, Secrétaire d'Etat du Plan et de l'Intégration Régionale.

REPUBLIQUE DU MALI

- **M. Alousséni SANOU**, Ministre de l'Economie et des Finances ;
- **M. Lamine Seydou TRAORE**, Ministre des Mines, de l'Energie et de l'Eau.

REPUBLIQUE DU NIGER

- **M. Ahmat JIDOUD**, Ministre des Finances ;
- **M. Rabiou ABDOU**, Ministre du Plan.

REPUBLIQUE DU SENEGAL

- **M. Abdoulaye Daouda DIALLO**, Ministre des Finances et du Budget ;
- **M. Amadou HOTT**, Ministre de l'Economie, du Plan et de la Coopération.

REPUBLIQUE TOGOLAISE

- **M. Sani YAYA**, Ministre de l'Economie et des Finances, Président du Conseil des Ministres ;
- **M. Simféitchéou PRE**, Ministre, Conseiller du Président de la République.

COMITE DE POLITIQUE MONETAIRE DE LA BCEAO

M. Tiémoko Meyliet KONE,
Gouverneur de la BCEAO
Président du Comité.

M. Norbert TOE, Vice-Gouverneur

M. Mamadou DIOP, Vice-Gouverneur

MEMBRES REPRESENTANT LES ETATS

REPUBLIQUE DU BENIN

M. Yaovi Clément AZIAGNIKOUDA, Directeur des Affaires Monétaires et Financières, Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique.

BURKINA FASO

M. Tertius ZONGO, Directeur de la Chaire Sahel de la Fondation pour les Etudes et Recherches sur le Développement International (FERDI).

REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE

M. Mama OUATTARA, Professeur à l'Université Félix Houphouët-Boigny de Cocody, Directeur du programme de formation en Gestion de la Politique Economique (GPE)

REPUBLIQUE DE GUINEE-BISSAU

M. José BIAI, Conseiller du Premier Ministre et Coordinateur du Programme d'Assistance Technique de l'UEMOA.

REPUBLIQUE DU MALI

M. Sidiki TRAORE,
Inspecteur du Trésor.

REPUBLIQUE DU NIGER

M. Ibrahim MAHAMANE DAN SOUNSOU, Consultant à la Maison de l'Entreprise (Coach Lauréat CPA), Administrateur à SAHFI Tanyo, établissement financier de garantie.

REPUBLIQUE DU SENEGAL

M. Moussa TOURE, Directeur de la Monnaie et du Crédit au Ministère des Finances et du Budget.

REPUBLIQUE TOGOLAISE

M. Mohamed TAKPARA-KHOURA,
Enseignant-Chercheur à la retraite.

MEMBRES NOMMES INTUITU PERSONAE

- **M. Lansina BAKARY,** Président du Conseil de Surveillance de la Caisse des Dépôts et Consignations de Côte d'Ivoire ;
- **M. Maïna Boukar MOUSSA,** Vice-Président du Groupe d'Etudes et de Recherches sur la Démocratie et le Développement Economique et Social (GERDDES), Niamey (République du Niger).
- **M. Adama DIAW,** Professeur Titulaire des Universités Université Gaston Berger, Saint-Louis (République du Sénégal) ;
- **M. Kodzo Mawuena DOSSA,** Economiste, Lomé (République Togolaise) ;
- **M. Michel LAZARE,** Economiste, Chevy Chase (USA).

CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA BCEAO

M. Tiémoko Meyliet KONE,
Gouverneur de la BCEAO
Président du Conseil.

REPUBLIQUE DU BENIN

M. Oumara KARIMOU ASSOUMA, Directeur
Général du Trésor et de la Comptabilité Publique.

BURKINA FASO

M. Célestin Santéré SANON, Directeur Général
du Trésor et de la Comptabilité Publique.

REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE

M. Konan Jacques ASSAHORE, Directeur
Général du Trésor et de la Comptabilité Publique.

REPUBLIQUE DE GUINEE-BISSAU

M. Mamadu BALDE, Directeur Général du Trésor
et de la Comptabilité Publique.

REPUBLIQUE DU MALI

M. Abdoulaye TRAORE, Secrétaire Général
du Ministère de l'Economie et des Finances.

REPUBLIQUE DU NIGER

M. Mamane BOUKARI, Secrétaire Général
du Ministère des Finances.

REPUBLIQUE DU SENEGAL

M. Abdoulaye FALL, Trésorier Général, Direction
Générale de la Comptabilité Publique
et du Trésor.

REPUBLIQUE TOGOLAISE

M. Ekpao ADJABO, Directeur Général du Trésor
et de la Comptabilité Publique.

COMITE D'AUDIT DE LA BCEAO

BURKINA FASO

M. Célestin Santéré SANON, Directeur Général
du Trésor et de la Comptabilité Publique.

REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE

M. Konan Jacques ASSAHORE, Directeur
Général du Trésor et de la Comptabilité Publique.

REPUBLIQUE DE GUINEE-BISSAU

M. Mamadu BALDE, Directeur Général du Trésor
et de la Comptabilité Publique.

REPUBLIQUE TOGOLAISE

M. Ekpao ADJABO, Directeur Général du Trésor et
de la Comptabilité Publique, Président du Comité
d'Audit.

VUE D'ENSEMBLE

6,1% (2021)
-3,1% (2020)

Le taux de croissance de l'économie mondiale est passé de -3,1% en 2020 à 6,1% en 2021.

6,0% (2021)
1,8% (2020)

Dans l'Union, il s'est établi à 6,0% en 2021 après 1,8% en 2020.

3,6% (2021)
2,1% (2020)

Le taux d'inflation annuel de l'Union est ressorti à 3,6% en 2021 après 2,1% en 2020.

L'année 2021 a été marquée par une nette reprise de l'activité économique, après la récession enregistrée en 2020, induite par la crise de la Covid-19. Selon les estimations publiées en avril 2022 par le Fonds Monétaire International (FMI), l'économie mondiale a enregistré une croissance de 6,1% en 2021 après la contraction de 3,1% en 2020. Cette reprise, observée dans tous les pays du monde, est tirée par le regain de vigueur de la demande consécutif à l'assouplissement des restrictions sanitaires.

La reprise de l'activité économique observée en 2021 s'est accompagnée d'une rapide remontée de l'inflation partout dans le monde. Le taux d'inflation mondiale est ressorti en moyenne annuelle à 3,5% en 2021 après 1,9% en 2020. Ce regain d'inflation est imputable à une dissociation temporaire des dynamiques d'évolution de l'offre et de la demande mondiale. Il s'est surtout fait sentir dans les domaines de l'énergie et des produits alimentaires, comme en témoigne l'envolée des cours mondiaux de ces produits.

Reflétant le redressement de l'activité économique, les flux commerciaux à l'échelle mondiale ont affiché une hausse de 10,2% en 2021, après un effondrement de près de 7,2% l'année précédente.

Les économies des Etats membres de l'UEMOA ont montré des signes de résilience face à la pandémie, comme en atteste la reprise

soutenue de l'activité économique après le choc subi en 2020. Selon les récentes estimations, le taux de croissance du PIB de l'Union s'est établi à 6,0% en 2021 après 1,8% un an auparavant. Cette reprise découle des effets d'entraînement d'une nette amélioration de la conjoncture économique internationale, de la conduite des projets de relance économique par les Etats ainsi que du redémarrage à un rythme inattendu des activités dans le transport, l'hôtellerie et la restauration.

En 2021, l'inflation s'est quelque peu accélérée, le niveau général des prix ayant augmenté en moyenne de 3,6% après 2,1% en 2020. Cette évolution est imputable aux répercussions des pressions inflationnistes notées à l'échelle internationale sur le panier de la ménagère et en grande partie à la hausse des prix des produits alimentaires. Le différentiel d'inflation entre l'UEMOA et ses principaux partenaires est demeuré favorable à l'Union de 0,9 point de pourcentage.

La pression sur les finances publiques s'est maintenue, en raison de l'importance des dépenses réalisées dans le cadre de la mise en œuvre des actions de relance économique des Etats membres. En effet, le déficit global, base engagements, dons compris est resté élevé, ressortant à 5,5% en 2021 contre 5,6% en 2020, pour une norme communautaire de 3,0% en vigueur, avant la crise de la Covid-19. Le solde déficitaire du compte des transactions courantes s'est creusé de 1.578,4 milliards pour

5,5% (2021)
5,6% (2020)

Le déficit global, base engagements dons compris, est ressorti à 5,5% en 2021 contre 5,6% en 2020.

475,6 milliards (2021)
15,8 milliards (2020)

Balance des paiements excédentaire de 475,6 milliards en 2021 (0,48% du PIB) après 15,8 milliards en 2020 (0,02% du PIB).

14,040 milliards
(6 mois d'importations de biens et services)

A fin décembre 2021, le stock des réserves de change a atteint 14.040 milliards, couvrant 6 mois d'importations de biens et services, contre 5,6 mois à fin décembre 2020.

s'établir à 5.752,4 milliards en 2021, sous l'effet de l'aggravation du déficit de la balance des biens et services (+29,8%), ainsi que de celui du revenu primaire (+6,3%). Rapporté au PIB, le déficit courant est ressorti à 5,8% après 4,5% en 2020. Les échanges extérieurs des pays de l'Union, dans leur ensemble, se sont traduits par une balance des paiements excédentaire de 475,6 milliards après 15,8 milliards en 2020.

La situation monétaire de l'Union a été caractérisée en 2021 par un accroissement des actifs extérieurs nets des institutions monétaires et du stock des réserves officiels de change de l'Union. Ces actifs ont augmenté de 609,2 milliards pour s'élever à 7.746,6 milliards à fin décembre 2021. Le stock des réserves officielles de change de la BCEAO a atteint 14.040 milliards à fin décembre 2021, en hausse de 2.309 milliards. Cette performance est imputable à la conjonction de plusieurs facteurs, notamment l'allocation générale de DTS d'un montant total de 1.302,6 milliards francs CFA effectuée par le FMI en faveur des Etats membres de l'Union, la mobilisation d'importantes ressources extérieures par les Etats et le rapatriement effectif des recettes d'exportation. Le niveau des réserves de change assure à l'Union six (6) mois d'importations de biens et services contre 5,6 mois à fin décembre 2020.

L'encours des créances intérieures a augmenté de 6.099,3 milliards ou 16,5% par rapport à son niveau de fin décembre 2020, pour se situer à 43.080,3 milliards. Cette évolution a été induite par l'effet combiné de la consolidation des créances nettes sur les Administrations Publiques Centrales (APUC) et de la hausse des crédits aux autres secteurs résidents des économies de l'Union. Les créances nettes des institutions de dépôt sur les APUC ont, en effet, augmenté de 3.306,9 milliards pour ressortir à 15.651,1 milliards à fin décembre 2021, portées par l'accroissement de 2.073,7 milliards ou 18,4% des concours du système bancaire aux Etats. La hausse des créances nettes de la BCEAO a été essentiellement induite par la mise en place de nouveaux concours adossés aux allocations de DTS, effectuée par le FMI le 23 août 2021.

En outre, les concours des institutions de dépôt aux secteurs de l'économie, autres que l'administration centrale, se sont accrus, en passant de 24.636,8 milliards en 2020 à 27.429,2 milliards en 2021, soit une hausse de 11,3% après 4,8% en 2020. Cette évolution est principalement portée par l'augmentation des concours des banques aux entreprises, qui sont passés de 13.958,8 milliards en 2020 à 15.556,9 milliards en 2021. Les crédits aux ménages et aux Institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM), ont connu

5.944,1 milliards de FCFA (2021)

5.697,5 milliards de FCFA (2020)

L'encours des avances sur les guichets des appels d'offres à une semaine et à un mois s'est établi à 5.944,1 milliards à fin décembre 2021 contre 5.697,5 milliards un an plus tôt.

une croissance annuelle de 13,3% contre 2,1% en 2020.

Reflétant l'évolution de ses contreparties, la masse monétaire s'est accrue de 5.808,7 milliards ou 16,3%, pour ressortir à 41.465,6 milliards à fin décembre 2021. Ce renforcement de la liquidité globale de l'Union s'est traduit par un net accroissement des dépôts (4.704,0 milliards ou 17,2%) et de la circulation fiduciaire (1.104,7 milliards ou 13,3%).

Au cours de l'année 2021, la BCEAO a poursuivi sa politique monétaire accommodante afin de soutenir la reprise de l'activité économique, dans un contexte de maîtrise de l'inflation. Elle a ainsi maintenu le mode d'adjudication à taux fixe de 2,0% et couvert la totalité des besoins des banques, dans la phase de sortie de crise où leur soutien à la relance des économies s'avère crucial. L'encours cumulé des avances sur les guichets des appels d'offres à une semaine et à un mois s'est ainsi établi à 5.944,1 milliards à fin décembre 2021 contre 5.697,5 milliards un an plus tôt, soit une hausse de 246,6 milliards.

Par ailleurs, depuis février 2021, la Banque Centrale a ouvert un guichet spécial à six mois, dédié au refinancement des obligations de relance (Odr) émises par les Etats de l'Union pour le financement de leurs plans de relance. Elle a également mis en place, en août 2021, un guichet spécial de refinancement d'une maturité de douze mois, dénommé « Guichet de Soutien et de Résilience », en vue

d'assurer les meilleures conditions financières à l'émission de bons du Trésor par les Etats de l'Union pour financer des besoins urgents de trésorerie dans le contexte de la crise sanitaire. L'encours global du refinancement, intégrant les concours octroyés sur les guichets spéciaux, a augmenté de 502,0 milliards en un an pour se situer à 6.295,8 milliards à fin décembre 2021.

Enfin, le coefficient de réserves obligatoires applicable aux banques est demeuré inchangé à 3,0%.

Sur le marché interbancaire, un regain de dynamisme des échanges de liquidités a été observé. Le volume moyen des transactions hebdomadaires, toutes maturités confondues, s'est élevé à 428,0 milliards en 2021 contre 275,0 milliards en 2020 (+56,0%). S'agissant des taux d'intérêt, le compartiment à une semaine a enregistré une détente du taux d'intérêt moyen pondéré, de 3,48% en 2020 à 2,36%, sous l'effet des mesures d'assouplissement monétaire mises en œuvre par la Banque Centrale en 2021.

Dans le domaine de l'entretien de la circulation fiduciaire, les mouvements de billets et pièces de monnaie aux guichets de la Banque Centrale ont atteint 45.641,6 milliards de FCFA en 2021 contre 39.759,2 milliards de FCFA un an plus tôt. Comparée à 2020, la part des billets dans la circulation fiduciaire est demeurée quasiment stable à 98,0%.

45.641,6 milliards de FCFA (2021)
39.759,2 milliards de FCFA (2020)

Les mouvements de billets et pièces de monnaie aux guichets de la Banque Centrale ont atteint 45.641,6 milliards de FCFA en 2021 après 39.759,2 milliards l'année précédente.

Au titre de la coopération monétaire et financière, les opérations effectuées par la Banque Centrale avec le FMI pour le compte des Etats membres de l'UEMOA se sont soldées, au cours de l'année 2021, par des entrées nettes de ressources de 134,68 millions de DTS (108,42 milliards de FCFA) contre 897,19 millions de DTS (722,29 milliards de FCFA) un an plus tôt. Les tirages se sont chiffrés à 223,08 millions de DTS (179,59 milliards de FCFA) contre 1.036,01 millions de DTS (834,05 milliards de FCFA) l'année précédente, soit une baisse de 812,93 millions de DTS, liée à la suspension progressive de l'aide d'urgence apportée par le FMI dans le cadre de la riposte à la Covid-19. S'agissant des remboursements, ils ont baissé de 85,31 millions de DTS, passant de 198,75 millions de DTS (160 milliards de FCFA) à 113,44 millions de DTS (91,32 milliards de FCFA). Le montant des allègements du service de la dette est ressorti à 57,67 millions de DTS (46,42 milliards de FCFA). Au cours de l'année 2021, les Etats membres de l'Union ont également bénéficié d'une allocation générale de DTS du FMI d'un montant de 1.302,6 milliards de FCFA, en vue de soutenir leurs stratégies de lutte contre la pandémie de Covid-19 et relancer leurs économies.

Dans le domaine de l'intégration régionale, la persistance de la pandémie de Covid-19 a eu pour effet un ralentissement du processus de mise en œuvre du Programme de la monnaie unique de la CEDEAO au cours de l'année 2021. Les mesures prises par les Etats

membres de la CEDEAO pour lutter contre cette pandémie et relancer les économies ont eu pour conséquence une dégradation des performances des Etats membres en matière de convergence macroéconomique. Prenant en compte les difficultés auxquelles sont confrontés les Etats membres, les Chefs d'Etat et de Gouvernement de la CEDEAO ont décidé, lors de la 58^e session ordinaire de leur Conférence, tenue le 23 janvier 2021, de suspendre le Pacte de convergence entre les Etats membres, afin de les exempter du respect de ses critères. Dans le même mouvement, la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la CEDEAO a, le 19 juin 2021, adopté une nouvelle feuille de route pour le lancement de l'Eco et un nouveau Pacte de convergence. Dans ce Pacte, la phase de convergence des économies ouest-africaines couvrira la période allant de 2022 à 2026. La Conférence a également pris note de la nouvelle feuille de route pour le lancement de l'Eco à l'horizon 2027. Elle a chargé le Comité Ministériel de continuer à tout mettre en œuvre pour résoudre les questions en suspens.

Sur le plan du fonctionnement de la Banque centrale, les organes de l'Union et de la BCEAO ont tenu leurs assises conformément aux dispositions du Traité du 20 janvier 2007 constituant l'Union Monétaire Ouest Africaine et aux Statuts de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest. La Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'UEMOA a tenu une session ordinaire en 2021. Le Conseil

des Ministres de l'Union a tenu quatre réunions ordinaires et trois extraordinaires. Le Comité de Politique Monétaire s'est réuni en quatre sessions ordinaires et une extraordinaire. Le Conseil d'Administration a tenu deux réunions ordinaires. Toutes ces sessions se sont déroulées par visioconférence.

Au 31 décembre 2021, l'effectif global du personnel de la BCEAO s'est établi à 3.443 agents contre 3.517 agents au 31 décembre 2020. Cet effectif comprend 3.379 agents en activité sur l'ensemble des sites de la Banque et 64 agents en position de détachement ou de disponibilité.







DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER

1.1 - ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL	2
1.1.1 - Economies avancées.....	3
1.1.2 - Pays émergents et en développement.....	4
1.1.3 - Marchés financiers et des matières premières	5
1.1.4 - Emploi et inflation	8
1.1.5 - Mesures de politique monétaire et marchés des changes	9
1.2 - EVOLUTION ECONOMIQUE ET FINANCIERE DANS LES ETATS MEMBRES DE L'UEMOA	14
1.2.1 - Produit intérieur brut	14
1.2.1.1 - Production agricole.....	15
1.2.1.2 - Production minière	16
1.2.1.3 - Production industrielle et chiffre d'affaires.....	17
1.2.2 - Evolution des prix à la consommation	18
1.2.3 - Finances publiques et situation de la dette extérieure ..	19
1.2.3.1 - Evolution des opérations financières des Etats	19
1.2.3.2 - Mobilisation des ressources extérieures et situation de la dette extérieure.....	22
1.2.4 - Balance des paiements.....	23

1.1 - ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

Taux de croissance du PIB

ECONOMIE MONDIALE

6,1% (2021)
-3,1% (2020)

6,1% de croissance en 2021 contre
-3,1% en 2020

ECONOMIES AVANCEES

5,0% (2021)
-4,5% (2020)

5,0% de croissance en 2021 contre
-4,5% en 2020

ZONE EURO

5,2% (2021)
-6,4% (2020)

5,2% de croissance en 2021 contre
-6,4% en 2020

PAYS EMERGENTS ET EN DEVELOPPEMENT

6,5% (2021)
-2,0% (2020)

6,5% de croissance en 2021 contre
-2,0% en 2020

CHINE

8,1% (2021)
2,3% (2020)

8,1% de croissance en 2021 contre
2,3% en 2020

AFRIQUE SUBSAHARIENNE

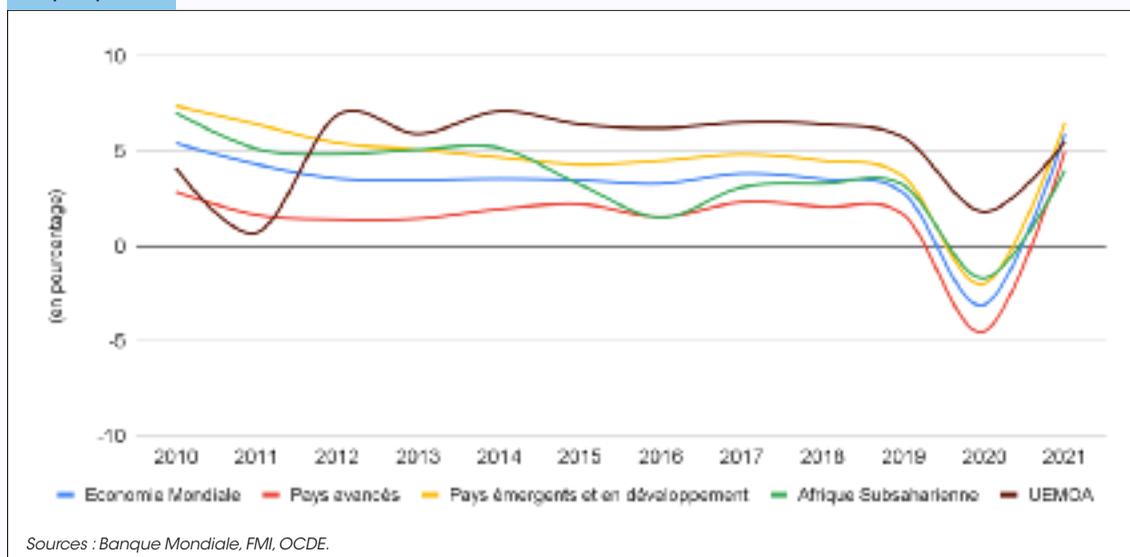
4,0% (2021)
-1,7% (2020)

4,0% de croissance en 2021 contre
-1,7% en 2020

L'année 2021 a été marquée par une nette reprise de l'activité économique, après la récession enregistrée en 2020, du fait de la crise de la Covid-19. Cette reprise, observée dans tous les pays du monde, est portée par le regain de dynamisme de la demande, induit par la réouverture des économies et les

soutiens budgétaires et monétaires. Selon les estimations du Fonds Monétaire International (FMI), publiées le 25 janvier 2022, le taux de croissance de l'économie mondiale est ressorti à 6,1% en 2021 après la baisse de 3,1% enregistrée en 2020.

Graphique 1 : CROISSANCE DE L'ACTIVITE ECONOMIQUE DANS LE MONDE



1.1.1 - ECONOMIES AVANCEES

Au niveau des économies avancées, la croissance est ressortie à 5,0% en 2021 contre une baisse de 4,5% en 2020. Aux Etats-Unis, l'activité économique s'est renforcée de 5,6% après une contraction de 3,4% en 2020. Ce regain de vigueur de l'activité s'explique par les plans de relance massifs mis en place pour soutenir la reprise économique, ainsi que les avancées rapides dans la campagne de vaccination.

En Zone euro, la croissance du PIB est passée de -6,4% en 2020 à +5,2% en 2021, portée par la réouverture des économies ainsi que le maintien des politiques économiques de soutien par les Etats et la Banque Centrale Européenne.

1.1.2 - PAYS EMERGENTS ET EN DEVELOPPEMENT

Taux de croissance du PIB

PAYS EMERGENTS

CHINE

8,1% (2021)
2,3% (2020)

8,1% de croissance
en 2021 contre
2,3% en 2020

INDE

9,0% (2021)
-7,3% (2020)

9,0% de croissance
en 2021 contre
-7,3% en 2020

BRESIL

4,7% (2021)
-3,9% (2020)

4,7% de croissance
en 2021 contre
-3,9% en 2020

RUSSIE

4,5% (2021)
-2,7% (2020)

4,5% de croissance
en 2021 contre
-2,7% en 2020

AFRIQUE SUBSAHARIENNE

NIGERIA

3,0% (2021)
-1,8% (2020)

3,0% de croissance
en 2021 contre
-1,8% en 2020

AFRIQUE DU SUD

4,6% (2021)
-6,4% (2020)

4,6% de croissance
en 2021 contre
-6,4% en 2020

GHANA

4,1% (2021)
0,4% (2020)

4,1% de croissance
en 2021 contre
0,4% en 2020

CEMAC

2,2% (2021)
-2,6% (2020)

2,2% de croissance
en 2021 contre
-2,6% en 2020

Source : FMI

Dans les pays émergents et en développement, le taux de croissance de l'activité est ressorti en moyenne à 6,5% en 2021 après le recul de 2,0% enregistré en 2020. En Chine, en dépit de la crise de l'immobilier, la croissance s'est accélérée, passant de 2,3% en 2020 à 8,1% en 2021, dans un contexte marqué par l'augmentation de la demande extérieure. L'économie indienne a enregistré un taux de croissance de 9,0% en 2021 contre un repli de 7,3% en 2020. Au Brésil, le taux de croissance s'est établi à 4,7% en 2021 après un recul de 3,9% en 2020. En Russie, l'activité économique a tiré parti du renchérissement du pétrole et du gaz induit par la reprise de la demande mondiale pour afficher un taux de croissance de 4,5% en 2021 après une contraction de 2,7% en 2020.

En Afrique subsaharienne, la croissance, après un recul de 1,7% en 2020, a connu une évolution positive en 2021. L'augmentation de la demande extérieure et des prix des produits de base s'est traduite sur les économies d'Afrique subsaharienne par un taux de croissance de 4,0% en 2021. Le Nigeria a enregistré une croissance de 3,0% en 2021 après -1,8% en 2020, en ligne avec la hausse des cours des produits de base, notamment le pétrole. En Afrique du Sud, l'économie a connu une progression de son PIB, avec un taux de croissance de 4,6% en 2021 après un recul de 6,4% en 2020.

1.1.3 - MARCHES FINANCIERS ET DES MATIERES PREMIERES

Sur les marchés financiers, les principales places boursières ont enregistré des évolutions à la hausse, dans un contexte marqué par la reprise de l'activité économique mondiale.

En moyenne, l'indice MSCI World s'est amélioré de 30,0% en comparaison avec sa valeur moyenne de 2020, pour s'établir à 2.985,7 points. Aux Etats-Unis, l'indice de la bourse de New York, le Dow Jones, s'est renforcé de 26,4% en 2021 par rapport à l'année précédente. Le Nasdaq, l'indice des valeurs technologiques, a, de son côté, connu un bond significatif de 40,8%, en lien avec le recours accru aux nouvelles technologies de l'information pendant la pandémie. Dans la Zone euro, l'EuroStoxx 50 a enregistré une forte hausse de 22,8% par rapport à son niveau moyen de 2020, cet indice s'établissant à 4.018,1 points à fin décembre 2021. Au Japon, l'indice NIKKEI 225 a progressé de 27,1% pour se situer à un niveau moyen de 28.843,5 points en 2021. Au Royaume-Uni, l'indice FTSE 100 s'est accru de 11,6% pour s'établir à 6.999,8 points en 2021.

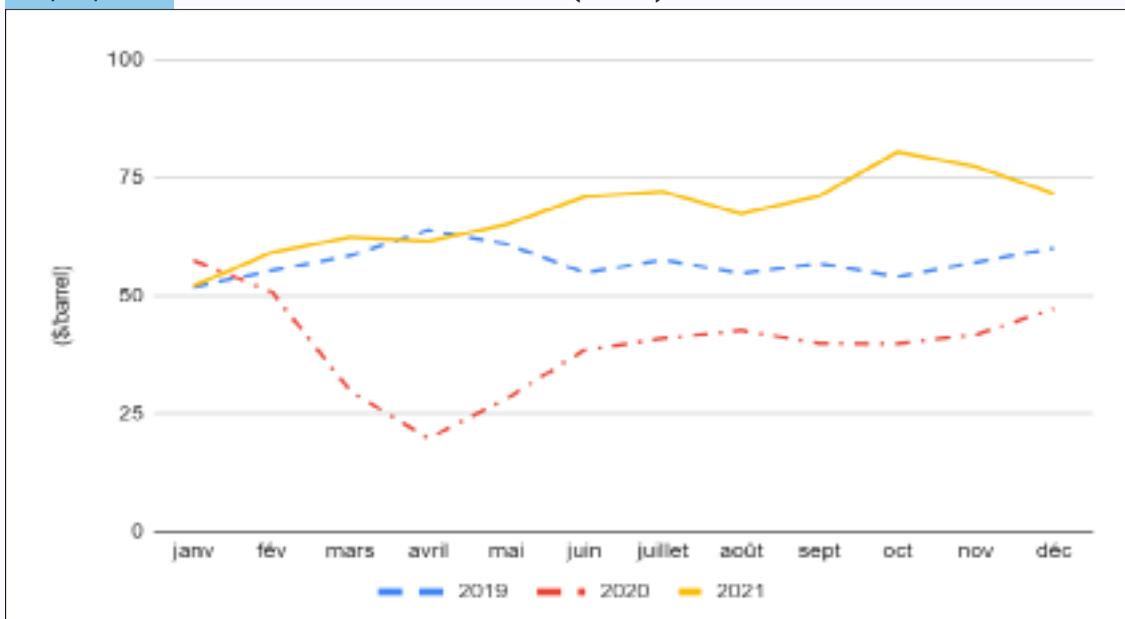
L'embellie générale sur les marchés financiers internationaux a également été observée sur les marchés boursiers africains. Les indices phares ont connu des évolutions à la hausse au cours de l'année 2021. Ainsi, en moyenne annuelle, les indices NSE du Nigeria et GSE du Ghana ont enregistré des accroissements respectifs de 48,0% et 27,9%. L'indice FTSE/JSE All Share de l'Afrique du Sud a progressé de 16,7%, dans un contexte de reprise économique. Dans la Zone UEMOA, après plusieurs années de baisses continues, les indices BRVM composite et BRVM 10 ont entamé un processus de redressement, avec des hausses respectives de 20,7% et 6,3% sur un an.

Les cours des produits de base se sont sensiblement raffermiss, à la faveur de la reprise de la demande à l'échelle mondiale, dans un contexte où de multiples contraintes ont pesé sur l'offre et l'approvisionnement des marchés. L'indice des principaux produits exportés affiche une hausse de 15,9% en 2021 après +1,2% en 2020. Les prix des principaux produits alimentaires importés ont également connu une hausse importante de leur rythme de progression (14,5% en 2021 après +3,3% en 2020).

La hausse des cours mondiaux des principales matières premières exportées par l'Union est localisée au niveau des produits énergétiques avec notamment le gaz (+131,2%) et le pétrole (+66,3%) ainsi que des produits non énergétiques comme les huiles végétales (+61,4%), le coton (+45,0%), le caoutchouc (+37,1%), le zinc (+32,5%), le café (+29,0%), l'uranium (+8,1%), le bois grume (+8,1%), le cacao (+4,2%), la noix de cajou (+1,4%) et les engrais dont le phosphate (+52,9%). L'or est le seul produit de base exporté ayant enregistré une baisse de son cours (-0,1%). Les cours de l'or ont été affaiblis par la vigueur du dollar des Etats-Unis, la stabilisation des taux longs réels et la réduction des incertitudes, liée à l'ouverture des économies malgré la persistance de la pandémie de Covid-19.

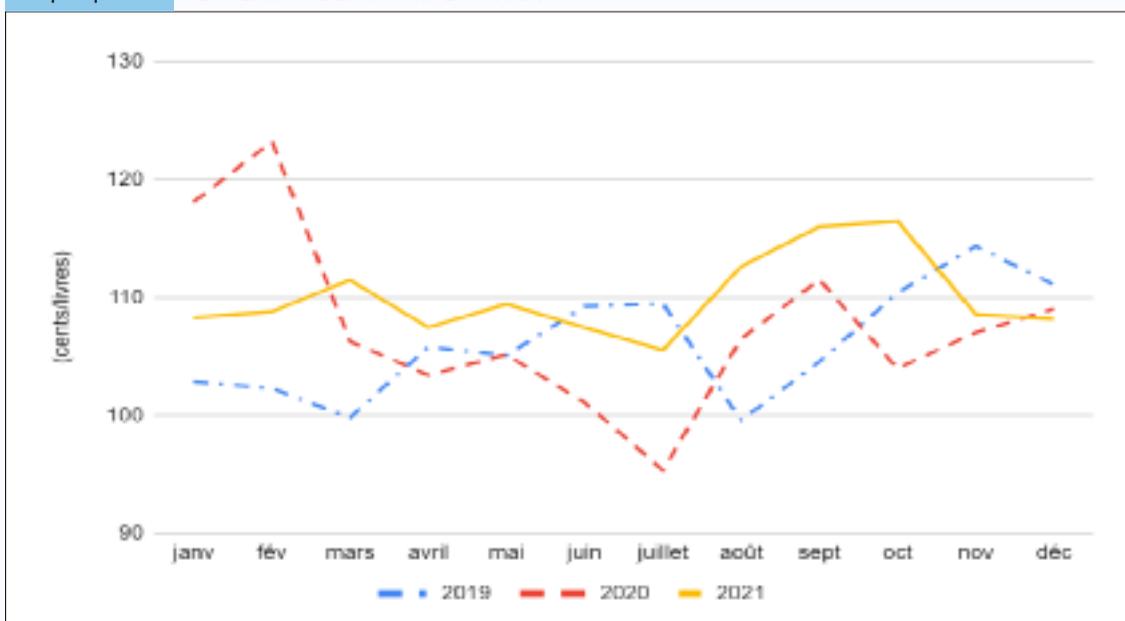
La hausse des prix constatée concerne l'ensemble des produits de base importés, hormis le riz (-1,9%). Il s'agit notamment des huiles végétales (+83,5%), du blé (+28,2%) et du sucre (+21,6%).

Graphique 2 : EVOLUTION DES COURS DU PETROLE (NYMEX)



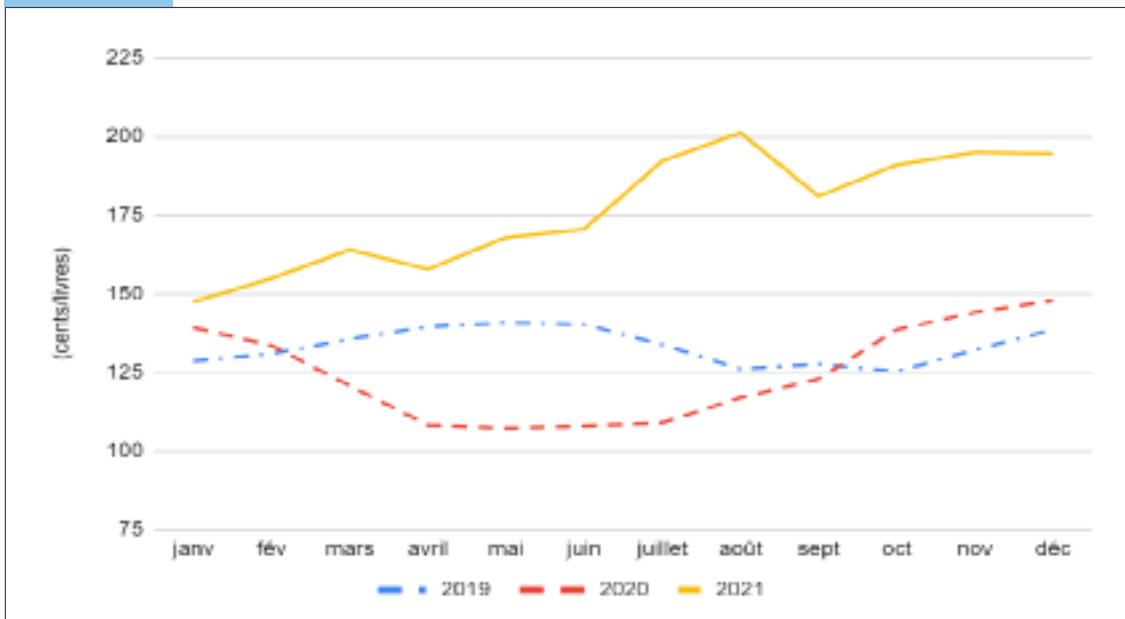
Sources : Reuters, BCEAO.

Graphique 3 : EVOLUTION DES COURS DU CACAO



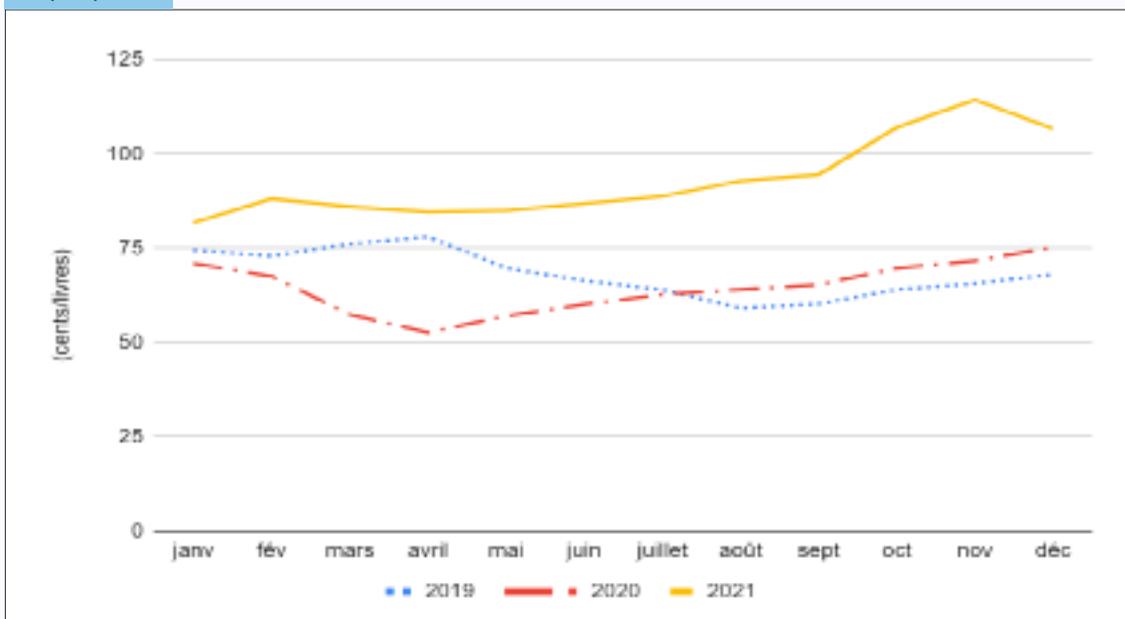
Sources : Reuters, BCEAO.

Graphique 4 : EVOLUTION DES COURS DU CAFE



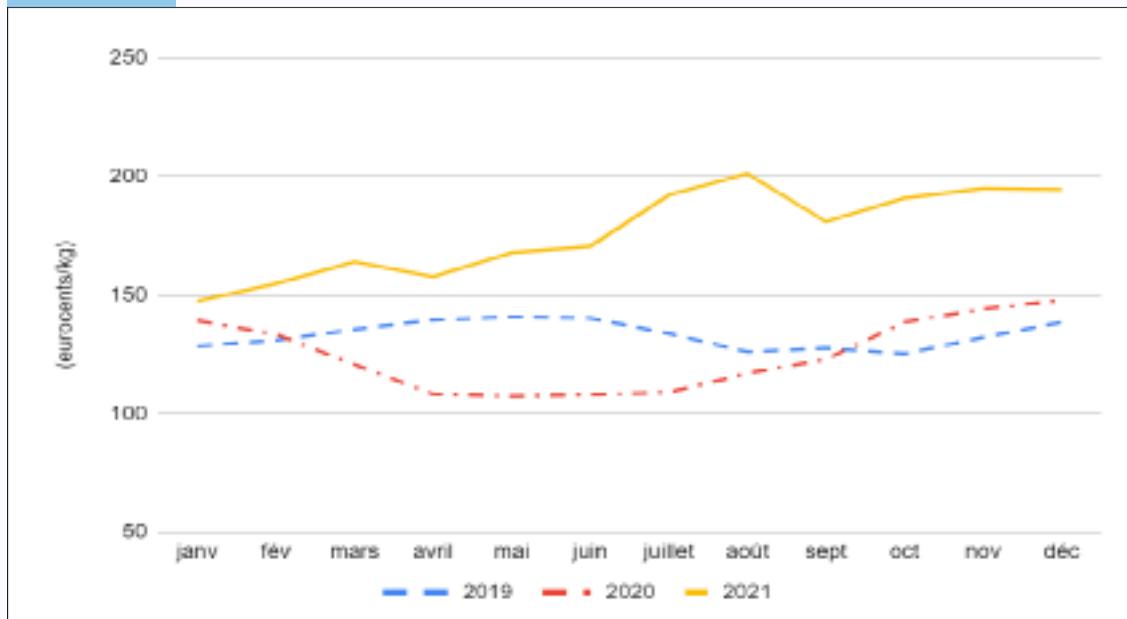
Sources : Reuters, BCEAO.

Graphique 5 : EVOLUTION DES COURS DU COTON



Sources : Reuters, BCEAO.

Graphique 6 : EVOLUTION DES COURS DU CAOUTCHOUC



Sources : Reuters, BCEAO.

1.1.4 - EMPLOI ET INFLATION



➔ **BAISSE DU TAUX DE CHOMAGE ET HAUSSE DE L'INFLATION DANS LES ECONOMIES AVANCEES.**

➔ **INFLATION GLOBALE DE 3,3% EN 2021 CONTRE 0,9% EN 2020.**



➔ **HAUSSE DU TAUX D'INFLATION DANS LES PAYS EMERGENTS ET EN DEVELOPPEMENT (5,5% EN 2021 APRES 3,6% EN 2020).**

➔ **TAUX D'INFLATION DE 10,7% EN 2021 CONTRE 10,3% EN 2020 POUR L'AFRIQUE SUBSAHARIENNE.**

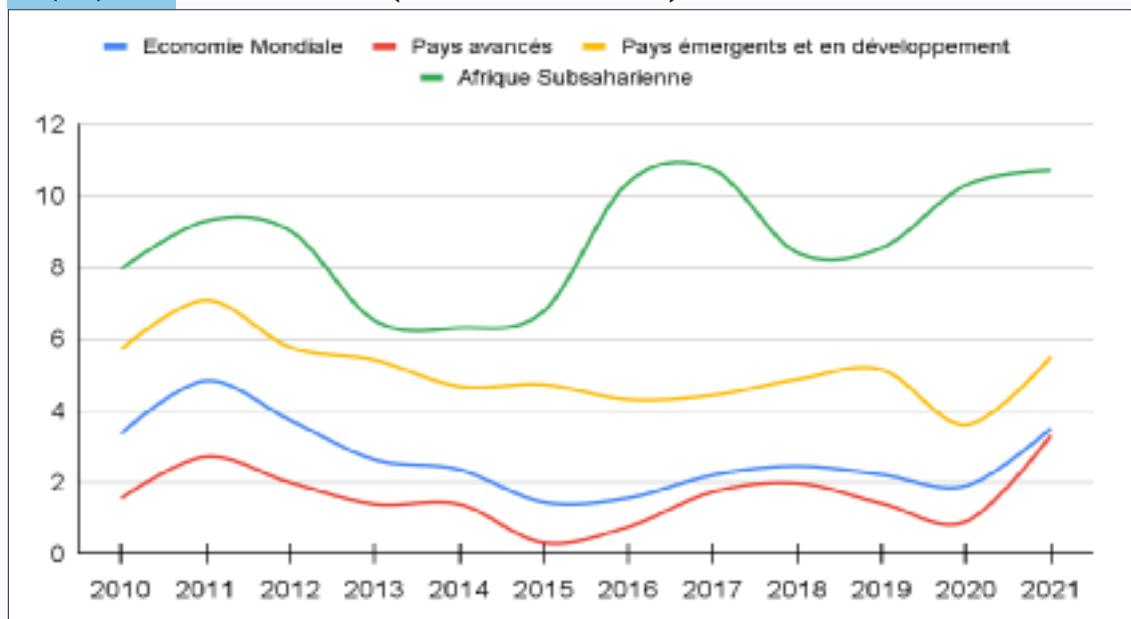
En 2021, le chômage a renoué avec une tendance baissière dans la plupart des économies avancées. Aux Etats-Unis, le taux de chômage est passé de 6,7% en décembre 2020 à 3,9% en décembre 2021. Dans la Zone euro, le taux de chômage a reculé de 1,1 point de pourcentage pour se situer à 7,2% en décembre 2021, son niveau le plus bas depuis

2008. Cette amélioration de la situation sur le marché du travail relevée en 2021 dans les pays avancés porte l'empreinte de plusieurs facteurs dont les effets de base, la levée des restrictions de mobilité favorisée par les progrès dans les campagnes de vaccination et la vigueur de la demande tirée par les mesures de soutien monétaire et budgétaire.

L'inflation globale est en hausse d'une année à l'autre dans toutes les régions du monde. Dans les économies avancées, le taux d'inflation s'est établi à 3,3% en 2021 contre 0,9% en 2020. Ce niveau d'inflation se situe au-dessus des objectifs fixés par les banques centrales. Dans les pays émergents et en développement, il est ressorti, en moyenne, à 5,5% en 2021 après 3,6% en 2020. En Afrique subsaharienne, l'inflation

s'est située à 10,7% en 2021 après 10,3% en 2020. La hausse de l'inflation résulte des déséquilibres entre l'offre et la demande, caractérisés par une demande vigoureuse face à une production contrainte, des perturbations sur la logistique et les chaînes d'approvisionnement mondiales consécutives aux mesures de restriction de mobilité adoptées par les Etats ainsi que les effets de base.

Graphique 7 : TAUX D'INFLATION (MOYENNE ANNUELLE EN %)



Source : BCEAO.

1.1.5 - MESURES DE POLITIQUE MONETAIRE ET MARCHES DES CHANGES



POLITIQUE MONETAIRE ACCOMMODANTE POURSUIVIE PAR LES PRINCIPALES BANQUES CENTRALES



APPRECIATION DE L'EURO FACE AUX PRINCIPALES DEVICES EN 2021 COMME EN 2020



APPRECIATION DU FRANC CFA SUR LE MARCHÉ DES CHANGES OUEST AFRICAIN

- ➔ 22,5% FACE AU NAÏRA NIGERIAN
- ➔ 10,0% VIS-A-VIS DU LEONE SIERRA LEONAIS
- ➔ 7,5% FACE AU CEDI GHANEEN
- ➔ 5,9% FACE AU FRANC GUINEEN
- ➔ 4,0% FACE AU DALASI GAMBIEEN.

L'orientation de la politique monétaire mise en œuvre par les principales banques centrales dans le monde est demeurée globalement accommodante au cours de l'année 2021. L'objectif est de garantir des conditions de financement favorables, stables et prévisibles pour soutenir la reprise de l'activité après la récession mondiale subie en 2020. Toutefois, face à la hausse soutenue des prix au cours de l'année 2021, des divergences notables ont été enregistrées entre pays avancés et pays émergents et en développement dans l'orientation des politiques monétaires.

Au niveau des pays avancés, les banques centrales, à l'exception de la Banque d'Angleterre, ont maintenu inchangée leur politique monétaire.

La Réserve fédérale des Etats-Unis (FED) a conservé la fourchette cible du taux des fonds fédéraux à 0,00% - 0,25%, niveaux en vigueur depuis mars 2020, malgré le contexte de montée rapide de l'inflation. Cette inflation a été jugée provisoire par la FED et expliquée par des facteurs transitoires, résultant des déséquilibres entre l'offre et la demande, liés à la persistance de la pandémie de Covid-19. Toutefois, tenant compte de l'amélioration substantielle de l'économie américaine depuis décembre 2020, l'Institution a décidé, le 3 novembre 2021, de commencer à réduire le rythme mensuel de ses achats d'actifs nets. En outre, la FED a annoncé, le 15 décembre 2021, qu'elle mettrait fin dès mars 2022 à ses achats d'obligations sur les marchés. Elle a également ouvert la voie à trois hausses d'un quart de point de ses taux d'intérêt d'ici la fin 2022.

La Banque Centrale Européenne (BCE) a poursuivi l'orientation accommodante de sa politique monétaire, au cours de l'année 2021,

en laissant ses taux directeurs inchangés. Le taux d'intérêt des opérations principales de refinancement ainsi que ceux de la facilité de prêt marginal et de la facilité de dépôt demeurent inchangés respectivement à 0,00%, 0,25% et -0,50%. Face à la fragilité de la reprise dans la zone, l'Institution a précisé que les taux resteraient à leurs niveaux actuels ou pourraient être ramenés plus bas jusqu'au retour durable de l'inflation à 2%. La BCE a précisé que ce retour durable à une inflation de 2% pourrait impliquer une période transitoire de hausse des prix légèrement supérieure à l'objectif. En revanche, lors de sa réunion du 16 décembre 2021, elle a annoncé la réduction, dès le premier trimestre 2022, du rythme de ses achats nets d'actifs réalisés dans le cadre de son Programme d'achats d'urgence pandémique (PEPP), avant de mettre fin à ce dispositif, comme prévu, en mars 2022. Elle poursuivrait néanmoins son programme traditionnel d'achats d'actifs (Asset purchase programme APP).

Au Royaume-Uni, la Banque d'Angleterre (BoE) a maintenu sur les onze premiers mois de l'année 2021, son taux directeur à 0,10%, soit son plus bas niveau historique, en vue de soutenir la relance de l'activité économique. Toutefois, confrontée à de fortes pressions inflationnistes, elle a relevé ce taux de quinze (15) points de base à 0,25% le 16 décembre 2021.

La Banque du Japon (BoJ) a maintenu l'orientation accommodante de sa politique monétaire, y compris son engagement à maintenir les taux à long terme à un bas niveau. Le taux de la facilité de dépôt (-0,10%) et son objectif de taux de rendement obligataire à 10 ans (0%) sont demeurés inchangés. Lors de sa réunion tenue le 16 décembre 2021, la BoJ a

annoncé, qu'à partir d'avril 2022, elle réduirait son portefeuille de billets de trésorerie et d'obligations d'entreprises à un total d'environ 5.000 milliards de yens (38,8 milliards d'euros), par rapport à la limite précédente de 20.000 milliards de yens.

Au niveau des pays émergents, les principales banques centrales ont modifié l'orientation de leur politique monétaire, à l'exception de l'Inde, dont la Banque Centrale (RBI) a maintenu son principal taux directeur à 4,00%. La Banque Populaire de Chine (PBoC) a, le 20 décembre 2021, baissé son taux directeur de 0,05 point de pourcentage pour le ramener à 3,80% après l'avoir maintenu inchangé depuis avril 2020. La banque centrale chinoise a également abaissé le ratio des réserves obligatoires que les institutions financières sont tenues de constituer. Elle a annoncé son intention de maintenir une politique monétaire flexible en 2022, afin de stabiliser la croissance et de réduire les coûts de financement des entreprises dans un contexte de difficultés économiques croissantes. Dès le premier semestre 2021, face à la résurgence des tensions inflationnistes, les banques centrales de Russie et du Brésil ont relevé leurs taux directeurs respectivement de 425 et 650 points de base (pdb). En revanche, la Banque Centrale de Turquie a baissé de 500 pdb son taux directeur, depuis le pic de 19% atteint au premier trimestre, pour le ramener à 14,00% à fin décembre 2021, en vue de soutenir la reprise économique.

Au niveau des pays partenaires commerciaux de l'UEMOA dans la sous-région ouest africaine, la Banque Centrale du Nigeria (CBN) a maintenu son taux directeur à 11,5%, niveau en vigueur depuis le 22 septembre 2020. En revanche, au Ghana, après avoir baissé

de 100 pdb son taux directeur en mai 2021 pour soutenir la reprise, la Banque du Ghana (BoG) l'a relevé dans la même proportion en novembre 2021 pour le ramener à 14,5%. Dans la Zone CEMAC, la BEAC a relevé de 25 points de base ses principaux taux directeurs le 25 novembre 2021, en raison de la dégradation des réserves de change et des risques qui pourraient continuer de peser sur la stabilité extérieure de la monnaie. Le taux d'intérêt des appels d'offres (TIAO) et le taux de la facilité de prêt marginal ont été portés respectivement à 3,50% et à 5,25%.

Sur les marchés des changes, l'euro s'est apprécié face aux principales devises en 2021. L'indice du taux de change de la devise européenne, calculé par la BCE, s'est renforcé de 1,2%. Le cours de l'euro s'est accru de 3,7% pour s'établir à 1,1835 dollar des Etats-Unis en 2021. La monnaie de la zone euro est également ressortie en hausse par rapport au yen japonais (+6,6%) et au franc suisse (+1,0%). L'euro a également pris de la valeur face aux devises des pays émergents. Il s'est amélioré de 30,1% vis-à-vis de la livre turque, 5,5% face au rouble russe et 3,4% à l'égard de la roupie indienne. En revanche, la devise européenne s'est dépréciée face au dollar australien (-4,9%), à la livre sterling (-3,3%) et au dollar canadien (-3,0%). L'euro s'est également replié de 6,9% par rapport au rand sud africain et de 3,0% face au yuan chinois.

Vis-à-vis des monnaies des autres pays membres de la CEDEAO, le Franc CFA s'est apprécié au cours de l'année 2021, à l'exception du dollar libérien (-7,5%). Sur une base annuelle, le franc CFA s'est apprécié de 22,5% face au naira nigérian, de 10,0% vis-à-vis du leone sierra-léonais et de 7,5% face au cedi ghanéen. La devise des pays de

l'Union a également pris de la valeur face au franc guinéen (+5,9%) et au dalasi gambien (+4,0%). En moyenne annuelle, 1.000 FCFA se sont échangés contre 10,47 cedis ghanéens,

92,02 dalasis gambiens, 18.814,41 leones sierra-léonais, 307,61 dollars libériens, 17.629,73 francs guinéens et 717,68 nairas nigériens.

**Tableau 1 : EVOLUTION DES TAUX DE CHANGE MOYENS ANNUELS
(Quantité de monnaie étrangère pour 1.000 FCFA)**

Monnaie	Sigle	2020	2021	Variation (%)*
Droit de tirage spécial	DTS	1,22	1,20	-1,5
Dollar des Etats-Unis	USD	1,14	1,18	3,7
Franc suisse	CHF	1,07	1,08	1,0
Livre sterling	GBP	0,89	0,86	-3,3
Yen japonais	JPY	121,78	129,86	6,6
Yuan chinois	CNY	7,87	7,63	-3,0
Rouble russe	RUB	82,65	87,23	5,5
Roupie indienne	INR	84,58	87,49	3,4
Dalasi gambien	GMG	88,53	92,05	4,0
Cedi ghanéen	GHS	9,74	10,47	7,5
Franc guinéen	FGN	16 648,60	17 629,73	5,9
Dollar libérien	LRD	332,59	307,61	-7,5
Naira nigérian	NGN	585,69	717,68	22,5
Leone sierra-léonais	SLL	17 102,40	18 814,41	10,0

Sources : AMAO, Banque de France, FMI, BCEAO.

* Le signe (-) indique une dépréciation du franc CFA par rapport à la monnaie étrangère

Tableau 2 : EVOLUTION DES TAUX DE CHANGE MOYENS TRIMESTRIELS
(Quantité de monnaie étrangère pour 1.000 FCFA)

Monnaie	Sigle	1 ^{er} trimestre		2 ^e trimestre		3 ^e trimestre		4 ^e trimestre	
		2020	2021	2020	2021	2020	2021	2020	2021
Droit de tirage spécial	DTS	1,25	1,19	1,24	1,19	1,20	1,21	1,20	1,23
Dollar des États-Unis	USD	1,10	1,20	1,11	1,21	1,18	1,18	1,20	1,14
Franc suisse	CHF	1,06	1,10	1,06	1,10	1,08	1,08	1,08	1,05
Livre sterling	GBP	0,86	0,87	0,89	0,86	0,90	0,86	0,90	0,85
Yen japonais	JPY	119,54	128,60	118,61	132,28	124,85	130,00	124,55	130,40
Yuan chinois	CNY	7,70	7,77	7,84	7,75	8,14	7,61	7,91	7,29
Rouble russe	RUB	76,63	90,30	79,32	89,01	89,26	85,94	91,69	84,08
Roupie indienne	INR	87,31	87,94	80,36	88,78	83,45	86,95	87,47	85,58
Dalasi gambien	GMD	86,30	92,06	85,47	92,36	90,23	91,67	92,91	90,86
Cedi ghanéen	GHS	9,08	10,56	9,36	10,54	10,13	10,46	10,47	10,31
Franc guinéen	FGN	15 766,27	18 467,09	15 842,02	18 050,09	17 153,07	17 498,42	17 841,52	16 463,13
Dollar libérien	LRD	328,39	315,05	333,01	315,68	354,98	308,37	312,40	260,05
Naira nigérian	NGN	515,42	697,26	513,95	718,82	617,97	736,61	690,84	716,12
Leone sierra-léonais	SLL	16 391,47	18 740,97	16 339,62	18 801,77	17 471,16	18 592,21	18 234,50	19 113,47

Sources : AMAO, Banque de France, FMI, BCEAO.

1.2 - EVOLUTION ECONOMIQUE ET FINANCIERE DANS LES ETATS MEMBRES DE L'UEMOA



1.2.1 - PRODUIT INTERIEUR BRUT

Après le ralentissement enregistré en 2020, du fait de la Covid-19, les économies de l'Union ont retrouvé, au cours de l'année 2021, leur dynamisme d'avant la crise sanitaire. Elles ont bénéficié de la mise en œuvre d'importants programmes de relance économique, de la poursuite des chantiers précédemment suspendus du fait de la pandémie et du maintien par la Banque Centrale de sa politique monétaire accommodante, afin de permettre aux établissements de crédit de mieux répondre aux besoins de financement des agents économiques.

Selon les récentes estimations, le taux de croissance du PIB de l'Union s'est établi à 6,0% en 2021 contre 1,8% en 2020, porté par l'ensemble des secteurs d'activité, notamment le secteur tertiaire en lien avec l'augmentation des activités de transport, d'hôtellerie et de restauration. La contribution du secteur tertiaire à la croissance a été de 4,7 points de pourcentage (pdp). Celles des secteurs primaire et secondaire ont représenté respectivement 0,1 et 1,2 pdp.

Tableau 3 : EVOLUTION DES CONTRIBUTIONS A LA CROISSANCE DU PRODUIT INTERIEUR BRUT DE L'UNION

	2019	2020	2021
Secteur primaire	1,3	0,7	0,1
Secteur secondaire	1,3	0,3	1,2
dont			
- Industries manufacturières	0,4	-0,1	0,5
- Bâtiments et Travaux Publics	0,6	0,1	0,4
Secteur tertiaire	3,2	0,8	4,7
PIB réel	5,8	1,8	6,0
Consommation finale	3,5	2,0	4,9
Investissement	1,8	1,6	2,0
Secteur extérieur	0,5	-1,8	-0,9
- dont Exportations	2,2	-1,3	2,1

Sources : Services nationaux, BCEAO

1.2.1.1 - Production agricole



PRODUCTION VIVRIERE :
66.315.451 TONNES, BAISSÉ DE 8,1%

Les récoltes au titre de la campagne agricole 2021/2022 ont accusé une baisse dans la plupart des États membres de l'Union, en particulier dans les pays du Sahel. Sur la base des estimations effectuées par les Services nationaux, la production vivrière dans l'Union est ressortie à 66.315.451 tonnes durant la campagne agricole 2021/2022, en baisse de 8,1% par rapport à la campagne précédente. Cette évolution découle de la chute des récoltes de céréales (13,3%), des autres cultures (9,7%) et de tubercules (1,1%). Ce recul de la production est imputable aux conditions climatiques peu favorables qui ont prévalu au cours de la campagne.

Par rapport à la moyenne des cinq années précédentes, les récoltes de la campagne agricole 2021/2022 sont toutefois en augmentation modérée de 1,0%.

Les récoltes des produits d'exportation, excepté le café et l'arachide, se sont inscrites en hausse, au cours de la campagne agricole 2021/2022, par rapport à la campagne précédente.

Les récoltes de coton graine sont évaluées à 2.836.625 tonnes dans l'Union, durant la campagne 2021/2022, en progression de 30,0% par rapport à la campagne 2020/2021. Le Mali a été la principale locomotive de cette forte hausse de la production de l'Union. Dans ce pays, les mesures prises pour débloquer les subventions aux engrais, précédemment suspendues, et l'augmentation du prix minimum d'achat au producteur porté de 200 à 280 FCFA, ont eu pour effet une augmentation sans précédent des superficies emblavées, passées de 160.000 hectares en 2020/2021 à 790.000 hectares. L'ensemble de ces facteurs expliquent le niveau record de production, soit 741.184 tonnes, atteint par la production au Mali.

La production d'arachide s'est élevée à 3.602.288 tonnes au cours de la campagne 2021/2022, en baisse de 11,7% par rapport à la campagne précédente. Cette évolution est imputable à la régression de 6,7% des récoltes au Sénégal, principal pays producteur de l'Union.

La quantité de noix de cajou produite est estimée à 1.432.266 tonnes au cours de la campagne 2021/2022, en augmentation de



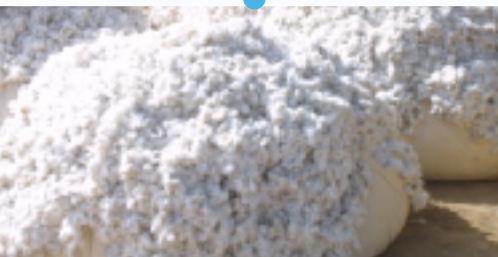
COTON :
2.836.625 TONNES,
HAUSSE DE 30,0%



ARACHIDE :
3.602.288 TONNES,
BAISSE DE 11,7%



NOIX DE CAJOU :
1.432.266 TONNES,
HAUSSE DE 12,9%



12,9% par rapport à la campagne précédente. Cette progression résulte essentiellement de la hausse de 14,1% des récoltes enregistrées en Côte d'Ivoire, plus gros producteur de cette spéculation, avec 66,9% de l'offre totale de l'Union durant la campagne 2020/2021. En Guinée-Bissau, la production de noix de cajou est évaluée à 225.000 tonnes, en progression de 1,6% par rapport à la campagne précédente.

La production de caoutchouc est estimée à environ 1.100.386 de tonnes au cours de la campagne 2021/2022, soit un accroissement de 15,9% par rapport à la saison agricole précédente, sous l'effet de l'augmentation du nombre d'arbres arrivés à maturité.

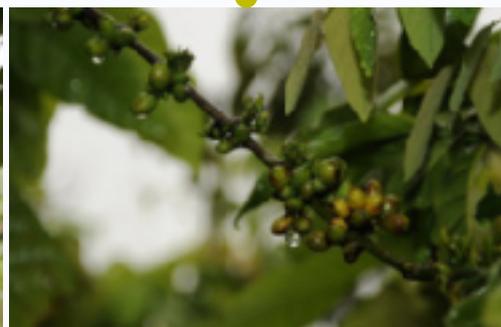
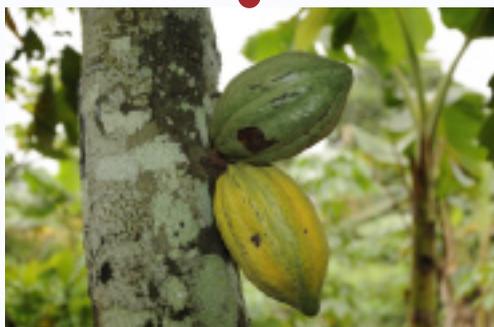
1.2.1.2 - Production minière

Les estimations disponibles sur les activités extractives au cours de l'année 2021 indiquent une évolution positive des productions d'or et de phosphates. En revanche, celles de pétrole et d'uranium sont en baisse.

La production de cacao a connu une hausse de 2,6%, durant la campagne 2021/2022, en s'élevant à 2.244.204 tonnes au sein de l'Union. Cette situation est consécutive à la hausse de 2,6% des récoltes en Côte d'Ivoire, en dépit des actions conduites par les Autorités ivoiriennes pour maîtriser la progression de l'offre de fèves, afin d'éviter un effondrement des cours mondiaux.

En revanche, la production du café est ressortie à 84.418 tonnes au cours de la campagne 2021/2022, en recul de 19,1% par rapport à la campagne précédente, du fait notamment du vieillissement progressif du verger et de l'attrait d'autres spéculations (principalement l'hévéa).

Les quantités d'or extraites dans l'Union en 2021 sont estimées à 195.846 kg, en accroissement de 4,0% par rapport à 2020 après une progression de 10,5% un an plus tôt. Les quantités d'or produites en 2021 sont



évaluées à 69.460 kg au Mali (-2,5%), 66.859 kg au Burkina (+7,6%), 40.000 kg en Côte d'Ivoire (+3,8%), 19.120 kg au Sénégal (+17,8%) et 407 kg au Niger (+203,9%).

L'offre de phosphates a également enregistré une augmentation de 3,5%, en ressortant à 3.074.368 tonnes en 2021, sous l'effet de la progression de 10,2% de la production du Togo, évaluée à 1.456.368 tonnes, atténuée par le repli de 0,2% de celle du Sénégal.

En revanche, les extractions de pétrole brut ont connu une diminution de 3,6% pour ressortir à 16.310,4 milliers de barils, du fait de la réduction de 6,9% de l'offre de la Côte d'Ivoire, atténuée par l'augmentation de 2,1% de celle du Niger.

La production d'uranium a également enregistré une baisse de 23,6%, en ressortant à 2.285 tonnes en 2021, en relation avec le repli de la demande mondiale.

1.2.1.3 - Production industrielle et chiffre d'affaires

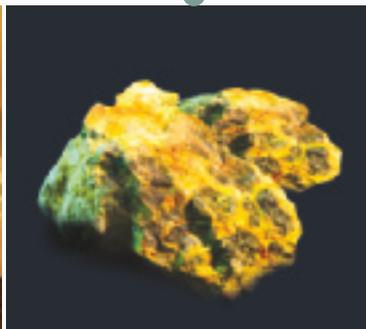
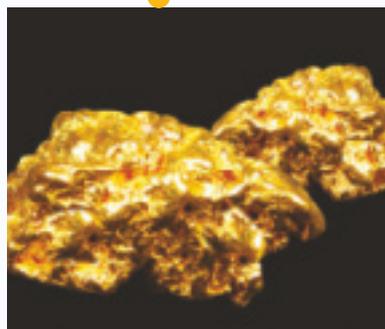
La production industrielle dans l'UEMOA a connu une progression de 6,2% en 2021 après 1,8% un an auparavant. Cette accélération est imprimée par la hausse de la production manufacturière (+8,9% contre -1,2%), atténuée par une décélération de la production extractive (+0,4% contre +7,4%) et énergétique (+5,4% contre +7,8%). La dynamique d'évolution dans l'industrie manufacturière est en lien avec l'accroissement de la production de pétrole raffiné et des produits alimentaires. L'évolution observée dans l'industrie extractive est en rapport avec le repli de la production d'uranium et la décélération de la production d'or. Dans le secteur de l'énergie, le rythme d'accroissement de la production d'électricité a quelque peu ralenti, ressortant à 5,4% en 2021 après une progression de 7,8% en 2020. La production d'énergie hydroélectrique

OR :
195.846 KG,
HAUSSE DE 4,0%

PHOSPHATES :
3.074.368 TONNES,
HAUSSE DE 3,5%

PETROLE : 16.310,4
MILLIERS DE BARILS,
BAISSE DE 3,6%

URANIUM :
2.285 TONNES,
BAISSE DE 23,6%



s'est ressentie de la baisse du niveau des barrages et de la panne survenue à la centrale thermique d'Azito, qui génère le tiers de l'électricité du pays.

Le chiffre d'affaires du commerce de détail dans l'UEMOA a enregistré une hausse de 12,6% en 2021 contre une baisse de 5,7% l'année précédente. Cette dynamique s'explique par le regain d'activités dans le domaine de la commercialisation d'automobiles (+23,0% contre +0,6%), de produits textiles et d'articles d'habillement (+16,8% contre -13,6%), de produits alimentaires (+13,6% contre -12,8%) ainsi que des produits pétroliers (+9,1% contre -7,0%).

L'indice du chiffre d'affaires dans les services marchands (hors services financiers) est

ressorti en hausse de 15,0% en 2021 après une quasi-stagnation en 2020 (+0,4%). Cette évolution s'explique essentiellement par le rebond d'activités des services d'hébergement, de restauration et de transport, qui avaient été les plus affectés par la crise sanitaire au cours de l'année 2020, couplé au regain de dynamisme dans les services d'information et de communication dans la plupart des pays de l'Union.

L'indice des activités dans les services financiers a enregistré une progression de 8,5% en 2021 après une hausse de 8,4% un an plus tôt. Le volume des transactions bancaires (crédits et dépôts notamment) s'est accru, tandis que les taux débiteurs ont baissé.

1.2.2 - EVOLUTION DES PRIX A LA CONSOMMATION

TAUX D'INFLATION EN MOYENNE ANNUELLE

3,6% (2021)
2,1% (2020)

Taux d'inflation en moyenne annuelle ressorti à 3,6% en 2021 après 2,1% en 2020.

Le taux d'inflation en moyenne annuelle est ressorti à 3,6% en 2021 après 2,1% en 2020. Cette remontée de l'inflation s'explique essentiellement par les tensions sur les prix des denrées alimentaires et, dans une



moindre mesure, par la hausse observée au niveau de la fonction logement. L'augmentation des prix de la composante alimentaire résulte essentiellement d'une baisse de la production céréalière dans

l'Union, dans un contexte d'exacerbation des difficultés d'approvisionnement des marchés, en raison principalement des incidences des crises sanitaire et sécuritaire. Le renchérissement des produits alimentaires a, par ailleurs, été accentué par l'envolée des cours internationaux des produits importés (+7,3%), couplée à la flambée des coûts du fret (+296,1%). Quant à la hausse relevée au niveau de la composante logement, elle est imputable au renchérissement du charbon de bois, en raison de l'augmentation des coûts d'acheminement vers les grands centres

urbains, ainsi qu'au relèvement des prix du gaz et du pétrole dans certains pays, dans le sillage de la remontée des cours du pétrole brut.

Nonobstant les évolutions susmentionnées, le différentiel d'inflation entre l'UEMOA et ses principaux partenaires est ressorti favorable à l'Union de 0,9 point de pourcentage en 2021. En particulier, vis-à-vis du Nigeria et du Ghana, le différentiel d'inflation s'est établi respectivement à 11,4 et 5,7 points de pourcentage.

Tableau 4 : VARIATION DES PRIX A LA CONSOMMATION EN 2020 ET 2021 (EN %)

	2020		2021	
	Moyenne annuelle	Glissement annuel à fin décembre	Moyenne annuelle	Glissement annuel à fin décembre
Bénin	3,0	1,1	1,7	5,0
Burkina	1,9	2,3	3,9	8,0
Côte d'Ivoire	2,4	2,3	4,2	5,6
Guinée-Bissau	1,5	1,5	3,3	5,8
Mali	0,5	0,7	3,9	8,9
Niger	2,9	3,1	3,8	4,9
Sénégal	2,5	2,4	2,2	3,8
Togo	1,8	3,6	4,5	6,1
UEMOA	2,1	2,2	3,6	6,0

Sources : Instituts Nationaux de la Statistique, BCEAO.

1.2.3 - FINANCES PUBLIQUES ET SITUATION DE LA DETTE EXTERIEURE

1.2.3.1 - Evolution des opérations financières des Etats

L'exécution des opérations financières des Etats membres de l'UEMOA porte l'empreinte, au cours de l'année 2021, des actions de relance en vue de la reprise économique à la suite du choc de la Covid-19 en 2020.

Au titre des recettes budgétaires, les recouvrements se sont élevés à 16.114,4 milliards à fin décembre 2021, soit une hausse de 2.063,3 milliards ou 14,7% par rapport à l'année précédente. Cette performance est notamment liée à l'accroissement des recettes fiscales qui se sont accrues de 1.769,7



RECETTES BUDGETAIRES ET DONS :

- **17.634,6** MILLIARDS (RECETTES BUDGETAIRES 16.114,4 MILLIARDS ET DONS 1.520,2 MILLIARDS), A FIN DECEMBRE 2021. EN HAUSSE DE 11,5% D'UNE ANNEE A L'AUTRE
- TAUX DE PRESSION FISCALE : **13,6%**, INFERIEUR A LA NORME COMMUNAUTAIRE DE 20% DU PIB MINIMUM RETENUE DANS LE PACTE DE CONVERGENCE DE L'UEMOA EN VIGUEUR AVANT LA CRISE DE LA COVID-19.



DEPENSES ET PRETS NETS :

- **23.125,7** MILLIARDS EN 2021
- EN HAUSSE DE **10,1%** PAR RAPPORT A 2020.



DEFICIT GLOBAL, BASE ENGAGEMENTS, DONS COMPRIS :

- **5.491,1** MILLIARDS A FIN DECEMBRE 2021, (**5,5%** DU PIB) CONTRE 5.187,0 MILLIARDS EN 2020 (5,6% DU PIB).



ENCOURS DE LA DETTE EXTERIEURE DE L'UNION :

- **34.227,1** MILLIARDS A FIN DECEMBRE 2021, EN HAUSSE DE 14,5% CONTRE UNE PROGRESSION MOYENNE DE 16,2% EN 2020
- REPRESENTANT 34,3% DU PIB EN 2021 CONTRE 32,5% DU PIB UN AN PLUS TOT.

milliards, soit 15,0%, et à la hausse des autres recettes de 293,6 milliards, soit 12,9%. La reprise économique, par son ampleur, a permis ce niveau de mobilisation des recettes. Toutefois, le taux de pression fiscale (13,6%) demeure en deçà de la norme communautaire de 20% du PIB minimum, en vigueur au sein de l'UEMOA avant la crise de la Covid-19. Quant aux dons, ils se sont élevés à 1.520,2 milliards, soit un recul de 14,1% par rapport à 2020. Au total, les recettes budgétaires et dons des Etats membres de l'Union se sont inscrits en hausse de 11,5% d'une année à l'autre.

Les dépenses et prêts nets ont progressé de 10,1%, passant de 21.007,4 milliards en 2020

à 23.125,7 milliards en 2021, sous l'effet de la hausse des charges courantes (+8,1%) et des dépenses en capital (+13,0%). Les dépenses courantes se sont accrues, en liaison notamment avec la hausse, en glissement annuel, des intérêts sur la dette des Etats membres (+17,0%), de la masse salariale (+7,1%) et des autres dépenses courantes (+25,3%), atténuée par la baisse des transferts et subventions (-6,9%). La progression des dépenses en capital est tirée par la mise en œuvre des actions de relance ainsi que la réalisation des investissements prévus dans les Plans Nationaux de Développement. En pourcentage du PIB, elles sont ressorties à 7,6% en 2021 contre 7,3% un an plus tôt.

Tableau 5 : SITUATION DES FINANCES PUBLIQUES EN 2020 ET 2021

	Décembre 2020 (1)	Décembre 2021* (2)	Variation (2) - (1)	
			(en milliards)	(en %)
Recettes budgétaires et dons	15 820,4	17 634,6	1 814,2	11,5
(en % du PIB)	17,2	17,7	-	-
Recettes budgétaires	14 051,1	16 114,4	2 063,3	14,7
Recettes fiscales	11 767,6	13 537,3	1 769,7	15,0
(en % du PIB)	12,8	13,6	-	-
Autres recettes (y compris non fiscales)	2 283,5	2 577,1	293,6	12,9
Dons	1 769,3	1 520,2	-249,1	-14,1
Dépenses totales et prêts nets	21 007,4	23 125,7	2 118,3	10,1
(en % du PIB)	22,8	23,2	-	-
Dépenses courantes	13 396,1	14 481,4	1 085,3	8,1
masse salariale	5 129,8	5 495,0	365,2	7,1
transferts et subventions	3 858,7	3 594,3	-264,4	-6,9
intérêts de la dette	1 589,1	1 859,4	270,3	17,0
autres dépenses courantes	2 818,5	3 532,7	714,2	25,3
Dépenses en capital	6 705,4	7 575,0	869,6	13,0
(en % du PIB)	7,3	7,6	-	-
Autres dépenses	874,5	1 022,5	148,0	16,9
Prêts nets	31,4	46,8	15,4	49,0
Solde base engagements, dons compris	-5 187,0	-5 491,1	-304,1	-5,9
(en % du PIB)	-5,6	-5,5	-	-

(*) Estimations.

Sources : Services nationaux, BCEAO.

Sur cette base, le déficit global, base engagements, dons compris, s'est dégradé de 304,1 milliards, pour s'établir à 5.491,1 milliards à fin décembre 2021. Toutefois, en pourcentage du PIB il s'est amélioré en se situant à 5,5% du PIB contre 5,6% en 2020.

1.2.3.2 - Mobilisation des ressources extérieures et situation de la dette extérieure

Les Etats membres de l'UEMOA ont continué à bénéficier de l'appui des partenaires techniques et financiers, comme en 2020, dans le cadre du financement de la reprise économique et de la poursuite de la lutte contre la pandémie. A cet effet, ils ont mobilisé des ressources auprès du FMI pour près de 179,59 milliards, par le biais de plusieurs instruments (Facilité Elargie de Crédit, Facilité de Crédit Rapide et Accord de Confirmation) ainsi que des allocations de Droits de tirage spéciaux (DTS) de cette institution pour un montant total de 1.302,6 milliards.

Les Etats membres, à l'exception de la Côte d'Ivoire et du Sénégal, ont également bénéficié des troisième et quatrième tranches des allègements du service de leurs dettes auprès du FMI, au titre du Fonds Fiduciaire d'Assistance et de Riposte aux Catastrophes (FF-ARC), pour un montant total d'environ

46,2 milliards de FCFA, portant ainsi les remises globales de dette en leur faveur, au titre de cette initiative, à 100,4 milliards.

Par ailleurs, trois (3) pays de l'Union ont levé des ressources sur les marchés internationaux, par le biais d'émissions d'euro-obligations. Le Bénin est intervenu sur ces marchés en janvier et juillet 2021, pour mobiliser un montant total de 1,5 milliard d'euros (984,0 milliards de FCFA). La Côte d'Ivoire a levé sur lesdits marchés, en février 2021, 926,7 millions d'euros, soit 607,9 milliards de FCFA. Le Sénégal a émis des euro-obligations, en juin 2021, pour un montant de 775,0 millions d'euros, soit environ 508,0 milliards de FCFA.

Les données disponibles sur la dette extérieure font état d'un accroissement de l'encours de la dette extérieure de l'Union de 14,5%, soit 34.227,1 milliards en 2021 contre une progression de 16,2% l'année précédente, en liaison avec les emprunts mobilisés pour le financement de la relance économique et celui des besoins liés à la crise sanitaire. En pourcentage du PIB, la dette extérieure représente 34,3% en 2021 contre 32,5% l'année précédente.

Par pays, la situation est résumée dans le tableau 6 ci-après :

Tableau 6 : RATIOS D'ENDETTEMENT EXTERIEUR EN 2020 ET 2021 (en % du PIB)

Pays	2020	2021
Bénin	26,0	34,1
Burkina	24,3	26,3
Côte d'Ivoire	30,5	31,4
Guinée-Bissau	39,6	41,0
Mali	29,8	29,4
Niger	31,0	33,0
Sénégal	53,4	55,0
Togo	22,4	22,7
UEMOA	32,5	34,3

Sources : Services Nationaux, BCEAO.

1.2.4 - BALANCE DES PAIEMENTS



Les échanges extérieurs des pays de l'UEMOA se sont traduits en 2021 par un solde global excédentaire de 475,6 milliards après un excédent de 15,8 milliards un an plus tôt. Cette évolution est liée à la hausse des entrées nettes de capitaux au titre du compte financier, dont

le niveau a permis de couvrir le déficit du compte courant. Celui-ci s'est dégradé d'une année à l'autre, en raison essentiellement d'une hausse des importations de biens et services (+15,7%) plus importante que celle des exportations (+12,3%).

Tableau 7 : EVOLUTION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS SUR LA PERIODE 2019-2021 (en milliards de FCFA, sauf indication contraire)

	2019	2020	2021 (Estimation)
<i>Balance commerciale</i>	-1458,3	-360,3	-1 517,5
<i>Balance des services</i>	-3 599,7	-4 595,5	-4 916,2
Solde du compte des transactions courantes	-4370,2	-4174,0	-5752,4
Solde du compte des transactions courantes (en % PIB)	-4,9	-4,5	-5,8
Solde du compte des transactions courantes hors dons (en % PIB)	-5,7	-5,4	-6,3
Solde du compte de capital	1 235,5	1 307,4	1 734,4
Solde du compte financier	-5 107,0	-3 280,2	-4 731,0
Solde global	1 635,1	15,8	475,6
Réévaluations	171,8	182,3	133,6
Variation des AEN	-1 806,9	-198,0	-609,2
PIB nominal	88 696,2	91 838,0	99 709,8

Source : BCEAO.

Le déficit courant s'est accru de 1.578,4 milliards pour ressortir à 5.752,4 milliards en 2021, en raison de l'aggravation du déficit de la balance des biens et services (+29,8%), ainsi que de celui du revenu primaire (+6,3%). Rapporté au PIB, le déficit courant est ressorti à 5,8%, en hausse de 1,3 point de pourcentage par rapport à 2020.

L'aggravation du déficit commercial de biens (+1.157,2 milliards) est due à la hausse des importations (+18,0%) plus élevée que celle des exportations (+12,0%), dans un contexte de normalisation progressive des échanges commerciaux.

La dynamique des importations s'explique essentiellement par la facture des produits pétroliers (+38,2%), dans un contexte de flambée des cours internationaux, couplée à un net regain de la demande de biens de consommation (+13,4%) ainsi que de biens d'équipement et intermédiaires (+14,9%). La hausse des acquisitions de biens d'équipement et intermédiaires s'explique par les travaux relatifs aux grands chantiers en cours dans les pays de l'UEMOA après le ralentissement de leur rythme d'exécution en 2020. Il s'agit principalement du projet gazier Grand Tortue Ahmeyim (GTA) de British Petroleum (BP) entre le Sénégal et la Mauritanie, ainsi que de la construction du pipeline de transport de pétrole au Niger et au Bénin.

L'évolution des exportations résulte essentiellement de l'orientation haussière des ventes des principaux produits traditionnellement exportés par l'Union, atténuée par le repli des expéditions d'uranium dû à la fermeture de la Mine de la COMINAK. L'effet de la hausse des ventes des matières premières agricoles, notamment le caoutchouc (+50,6%), le coton (+29,8%), la noix de cajou (+25,1%) et le cacao (+9,8%) a été renforcé par la dynamique des exportations de pétrole (+45,2%) et d'or (+2,2%). L'augmentation des exportations de matières premières agricoles, à l'exception du cacao, est induite par l'orientation à la hausse des cours de ces produits sur les marchés internationaux d'une part et, d'autre part, par l'augmentation des volumes expédiés en lien avec la vigueur de la demande mondiale. L'augmentation des ventes de cacao en volume s'explique par le report des expéditions de la production de la campagne 2020/2021. S'agissant des exportations des produits aurifères et pétroliers, leur dynamisme est imputable à la hausse de la production et à l'augmentation des prix internationaux. En outre, il convient de noter la reprise des réexportations (+21,5%) après les perturbations engendrées en 2020 par la fermeture des frontières nigérianes.

Le déficit de la balance des services s'est creusé de 7,0%, en raison principalement de la hausse de la facture du fret (+21,8%) subséquente à la progression des importations en 2021 et à l'envolée des cours des produits

pétroliers. Le solde déficitaire du revenu primaire, pour sa part, s'est accru de 6,3%, tiré par les paiements d'intérêts au titre de la dette publique (+7,5%). L'excédent du revenu secondaire est en hausse de 1,5%, en lien avec le dynamisme des transferts de fonds des travailleurs migrants dont les flux à destination de l'UEMOA ont connu une hausse de 19,6% en 2021. L'évolution du compte de revenu secondaire a toutefois été atténuée par le repli des aides budgétaires reçues par les pays de l'Union (-42,6%).

L'excédent du compte de capital a progressé de 32,5% pour ressortir à 1.734,4 milliards après une réalisation de 1.309,4 milliards une année plus tôt, en relation notamment avec la hausse des dons-projets dans la plupart des Etats membres de l'Union.

En tenant compte des transactions en capital, le besoin de financement s'est établi à 4.018,0 milliards, en hausse de 40,2%. Ce besoin a été couvert à hauteur de 111,8% par les entrées nettes de capitaux au titre du compte financier contre un taux de couverture de 101,0% en 2020, soit une hausse de 10,8 points de pourcentage.

Les entrées nettes de capitaux au titre du compte financier ont augmenté de 44,2%, en s'établissant à 4.731,0 milliards contre 3.729,4 milliards en 2020. Cette évolution est principalement imputable aux entrées nettes d'investissements directs étrangers

(IDE), couplées aux flux entrants nets d'investissements de portefeuille. Les flux nets d'IDE se sont chiffrés à 2.322,5 milliards en 2021 contre 1.846,1 milliards un an plus tôt, soit une progression de 25,8%. Cette évolution est en rapport avec la reprise de l'activité économique dans l'Union conjuguée au regain des travaux d'exploration minière, pétrolière et gazière au Sénégal et la construction du pipeline au Niger après le ralentissement observé en 2020. Les entrées nettes des investissements de portefeuille sont ressorties à 1.594,7 milliards en 2021 en lien principalement avec les émissions d'euro-obligations pour un montant net global de 1.626,0 milliards par les Etats membres de l'Union, en l'occurrence la Côte d'Ivoire (607,9 milliards), le Bénin (715,5 milliards) et le Sénégal (+276,7 milliards)¹, ainsi qu'avec celles de la BOAD (+486,9 milliards dont un remboursement de +461 milliards) contre une émission globale de 353,2 milliards un an plus tôt. Les entrées nettes au titre des autres investissements ont connu une baisse, en lien avec le repli des tirages publics (-20,2%) après les fortes mobilisations enregistrées en 2020.

Dans ces conditions, tenant compte de l'allocation générale de DTS de 1.302,6 milliards ainsi que des ressources d'un montant de 179,59 milliards mobilisées auprès du FMI via divers instruments², le ratio des réserves en mois d'importations est passé de 5,6 mois en 2020 à 6,0 mois en 2021.

1 - Les émissions nettes d'euro-obligations analysées dans la présente section sont évaluées après déduction des rachats de titres émis antérieurement, alors que les chiffres de la section 1.2.3.2 portent sur les émissions brutes.

2 - Il s'agit de la Facilité Elargie de Crédit, de la Facilité de Crédit Rapide et de l'Accord de Confirmation.



II MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE MONETAIRE

2.1 - OBJECTIFS DE LA POLITIQUE MONETAIRE	28
2.2 - ACTION MONETAIRE	28
2.2.1 - Politique des taux d'intérêt	29
2.2.2 - Dispositif des réserves obligatoires	30
2.3 - OPERATIONS SUR LE MARCHÉ MONETAIRE	30
2.3.1 - Opérations d'open market	30
2.3.2 - Opérations sur les guichets permanents de refinancement	31
2.3.3 - Marché interbancaire	32
2.3.4 - Evolution des taux débiteurs	35
2.4 - EVOLUTION DES AGREGATS MONETAIRES..	35
2.4.1 - Actifs extérieurs nets	35
2.4.2 - Créances intérieures	37
2.4.2.1 - Créances nettes sur l'Administration Publique Centrale (APUC)	37
2.4.2.2 - Créances sur l'économie	38
2.4.3 - Masse monétaire et base monétaire	39

2.1 - OBJECTIFS DE LA POLITIQUE MONÉTAIRE

Depuis le 1^{er} avril 2010, date d'entrée en vigueur de la réforme institutionnelle de l'UMOA et de la BCEAO, le maintien de la stabilité des prix est l'objectif principal de la politique monétaire de la Banque Centrale. Sans préjudice de cet objectif, la politique monétaire apporte un soutien aux politiques économiques des Etats membres de l'UEMOA, en vue d'une croissance saine et durable.

De manière opérationnelle, cet objectif est défini comme un taux d'inflation annuel de l'Union, compris dans une marge de plus ou moins 1 point de pourcentage (1%), autour d'une valeur centrale de 2% à l'horizon de 24 mois.

Dans la conduite de cette mission, les risques potentiels sur la stabilité des prix et sur la croissance sont appréhendés lors de l'exercice de cadrage macroéconomique effectué par les Services de la Banque Centrale. Dans le contexte de la crise sanitaire, cet exercice, auparavant annuel, a été effectué sur une périodicité trimestrielle au cours de l'année 2021, pour fournir aux membres du Comité de Politique Monétaire une analyse actualisée de la situation économique et financière des pays de l'Union ainsi que les perspectives à moyen terme, devenues plus volatiles du fait de l'évolution de la pandémie de Covid-19.

2.2 - ACTION MONÉTAIRE

✓ MESURES DE POLITIQUE MONÉTAIRE AU COURS DE L'ANNEE 2021 :



- ➔ Maintien des taux directeurs de la BCEAO après la baisse intervenue en juin 2020. Le principal taux, à savoir le taux minimum de soumission aux adjudications, est demeuré à 2,00%, son plus bas niveau historique. De même, le taux du guichet de prêt marginal est resté à 4,00%. L'objectif était de soutenir la reprise de l'activité économique, dans un contexte de tensions inflationnistes transitoires ;
- ➔ Maintien du coefficient de réserves obligatoires applicable aux banques à 3,00% depuis le 16 mars 2017, afin de conforter l'orientation accommodante de la politique monétaire.

✓ MESURES DE REGULATION DE LA LIQUIDITE BANCAIRE :



- ➔ Poursuite des adjudications à taux fixe et à service complet sur l'ensemble des guichets classiques d'appels d'offre, à savoir le guichet hebdomadaire et le guichet mensuel ;
- ➔ Ouverture d'un guichet spécial, à maturité de six mois et à service complet, pour le refinancement des obligations de relance (OdR³). La structuration des OdR et l'ouverture d'un guichet dédié visaient à permettre aux Etats de lever des ressources longues, à des conditions de taux favorables, pour couvrir les besoins de financement liés à la crise sanitaire et à la mise en oeuvre de mesures de relance ;
- ➔ Ouverture d'un guichet spécial, à maturité de douze mois et à service complet, pour le refinancement des bons de soutien et de résilience (BSR) d'une maturité de douze mois. Le programme d'émission des BSR avait pour objectif de permettre aux Etats de mobiliser des ressources à des conditions de taux favorables pour faire face à des besoins urgents de trésorerie ;
- ➔ Poursuite de la notation des entreprises afin de permettre aux banques de disposer d'un gisement plus important d'effets privés admissibles aux guichets de refinancement de la BCEAO.

3 - Les Obligations de Relance ou OdR sont « des Obligations Assimilables du Trésor de maturités moyenne et longue (3 ans, 5 ans, 7 ans, 10 ans, 12 ans voire plus), qui ont été émises tout au long de l'année 2021 par voie d'adjudication ouverte sur le Marché des Titres publics de l'UEMOA ».

Les mesures prises par la BCEAO en 2020 pour atténuer les effets de la pandémie sur le financement de l'activité économique dans l'Union, et l'assouplissement des mesures de

restriction de mobilité, ont contribué à un retour rapide des économies sur leur sentier de croissance d'avant la crise dès 2021.

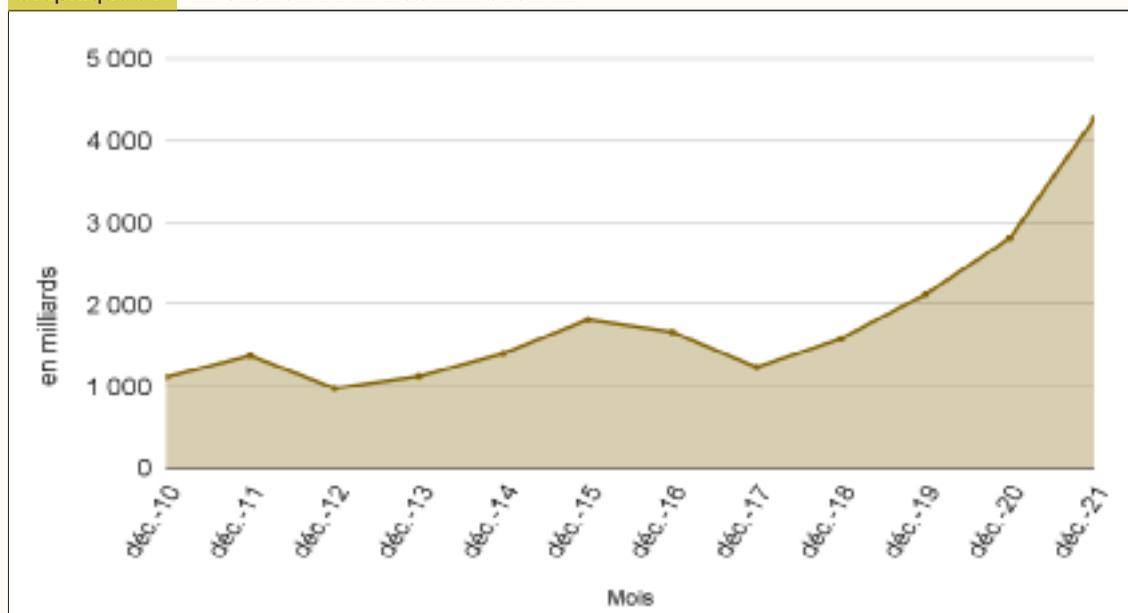
2.2.1 - POLITIQUE DES TAUX D'INTERET

La BCEAO a maintenu inchangés ses taux directeurs au cours de l'année 2021. Cette décision est consécutive à l'analyse des facteurs de risque fortement baissiers, liés notamment à la prolongation de la pandémie et à la détérioration de la situation sécuritaire, qui entouraient la reprise économique en 2021. Aussi, l'inflation récente dans l'Union est-elle essentiellement due à des chocs d'offre sur les produits alimentaires et les produits pétroliers pour lesquels un relèvement des taux directeurs internes serait peu efficace, voire contre-productif. Ainsi, le principal taux, à savoir le taux minimum de soumission aux adjudications, est demeuré à 2,00%, son niveau

historique le plus bas. Le taux du guichet de prêt marginal est également resté inchangé à 4,00%, depuis juin 2020.

Le maintien des taux inchangés s'est accompagné de la fourniture de liquidités aux banques à travers des adjudications dont le but est de satisfaire sur l'ensemble des guichets classiques d'appels d'offres, à savoir le guichet hebdomadaire et le guichet mensuel, les besoins exprimés. Dans ces conditions, la liquidité bancaire globale s'est renforcée de 1.415,5 milliards sur l'année 2021, dont 502,0 milliards résultant de l'accroissement des refinancements accordés par la Banque Centrale.

Graphique 8 : EVOLUTION DE LA LIQUIDITE GLOBALE



Source : BCEAO.

2.2.2 - DISPOSITIF DES RESERVES OBLIGATOIRES

La Banque Centrale a maintenu inchangé à 3,00% le coefficient de réserves obligatoires applicable aux banques de l'Union. Au cours de l'année 2021, les réserves effectivement constituées par les banques de l'Union ont représenté en moyenne 313,5% des réserves requises par la réglementation contre 281,0% l'année précédente.

A titre de rappel, la Banque Centrale a opté pour un taux unique de réserves obligatoires applicable à toutes les banques de l'Union depuis le 16 décembre 2010, à l'issue de la réunion du Comité de Politique Monétaire. Le tableau 8 présente l'historique des coefficients de réserves obligatoires appliqués par la Banque Centrale.

Tableau 8 : COEFFICIENTS DE RESERVES OBLIGATOIRES APPLICABLES AUX BANQUES

	Jusqu'au 15 nov. 1998	16 nov. au 15 déc. 1998	16 déc. 1998 au 15 avril 2000	16 avr. au 15 août 2000	16 août au 15 sept. 2000	16 sept. 2000 au 15 avril 2002	16 avril 2002 au 15 mars 2004	16 mars 2004 au 15 juin 2005	16 juin 2005 au 15 juin 2009	16 juin 2009 au 15 mai 2010	16 mai au 15 déc. 2010	16 déc. 2010 au 15 mars 2012	16 mars 2012 au 15 mars 2017	depuis le 16 mars 2017
En pourcentage (%)														
Bénin	9,0	9,0	3,0	3,0	9,0	9,0	9,0	13,0	15,0	9,0	7,0	7,0	5,0	3,0
Burkina	9,0	9,0	3,0	3,0	3,0	3,0	3,0	3,0	7,0	7,0	7,0	7,0	5,0	3,0
Côte d'Ivoire	9,0	1,5	1,5	3,0	3,0	5,0	5,0	5,0	5,0	5,0	5,0	7,0	5,0	3,0
Guinée-Bissau	5,0	5,0	3,0	3,0	3,0	3,0	3,0	3,0	3,0	3,0	5,0	7,0	5,0	3,0
Mali	9,0	9,0	3,0	3,0	3,0	3,0	9,0	9,0	9,0	7,0	7,0	7,0	5,0	3,0
Niger	5,0	5,0	1,5	3,0	5,0	5,0	5,0	5,0	9,0	7,0	7,0	7,0	5,0	3,0
Sénégal	5,0	1,5	1,5	3,0	9,0	9,0	9,0	9,0	7,0	7,0	7,0	7,0	5,0	3,0
Togo	9,0	3,0	1,5	3,0	3,0	3,0	3,0	3,0	3,0	3,0	5,0	7,0	5,0	3,0

Source : BCEAO

2.3 - OPERATIONS SUR LE MARCHÉ MONÉTAIRE

2.3.1 - OPERATIONS D'OPEN MARKET

La couverture intégrale des besoins des banques, au taux minimum de soumission aux opérations d'open market, a contribué à favoriser l'accès à la liquidité à faible coût, avec comme effet la poursuite de la détente des taux sur le marché monétaire.

Sur le guichet hebdomadaire des appels d'offres, le montant injecté a atteint un volume record de 4.440,5 milliards en décembre 2021

après 3.889,5 milliards un an plus tôt, soit une augmentation de 14,2%. Le montant moyen des injections hebdomadaires de liquidité en 2021 est ressorti à 3.391,8 milliards, en repli de 182,1 milliards, soit 5,1%, par rapport à son niveau de 3.573,9 milliards relevé en 2020.

Le taux marginal moyen des adjudications hebdomadaires s'est situé à 2,00% en 2021, en baisse de 25 points de base par rapport

au niveau de 2,25% atteint en 2020. Le taux d'intérêt moyen pondéré des appels d'offres à une semaine s'est élevé également à 2,00% en 2021 contre 2,35% en moyenne en 2020, en recul de 35 points de base.

Sur le guichet mensuel des appels d'offres, le montant injecté par la Banque Centrale s'est situé à 1.503,6 milliards à fin décembre 2021 contre 1.808,1 milliards une année plus tôt, en baisse de 304,5 milliards (16,8%). Les demandes satisfaites se sont situées à 1.644,8 milliards en moyenne en 2021 contre 1.483,0 milliards en 2020. Le taux d'intérêt marginal et le taux d'intérêt moyen pondéré sont également ressortis à 2,00% en 2021 sur ce guichet, soit des baisses respectives de 20 et 30 points de base sur une année.

En 2021, la crise sanitaire a entraîné des déficits budgétaires importants (5,9% du PIB au niveau de l'Union) qui devaient être couverts en partie sur le marché régional de la dette publique. Ainsi, compte tenu de l'expérience réussie avec la mise en place du guichet spécial Covid-19, la Banque a fait évoluer l'architecture de ses guichets pour faciliter le financement des plans de relance et des besoins de trésorerie des Etats sur le marché intérieur sans dégrader substantiellement la viabilité de leur dette.

Ainsi, depuis février 2021, la Banque Centrale a ouvert un guichet spécial d'une maturité de six mois, dédié au refinancement des obligations

dites de relance (OdR) émises par les Etats de l'Union pour le financement de leurs plans de relance. Elle a également mis en place, depuis août 2021, un guichet spécial de refinancement d'une maturité de douze mois, dénommé « *Guichet de Soutien et de Résilience* », qui a pour but d'assurer les meilleures conditions financières à l'émission des « *Bons de Soutien et de Résilience* » (BSR), effectuée par les Etats de l'Union en vue de financer des besoins urgents de trésorerie.

Sur les guichets spéciaux, les montants mobilisés ont évolué graduellement en fonction des émissions d'instruments qui y sont admissibles et de leur nantissement auprès de la Banque Centrale. A fin décembre 2021, sur les 2.984,3 milliards d'OdR émises, 8,9% ont été refinancées sur le guichet de relance et 41,2% sur les autres guichets traditionnels. Pour les BSR, sur les 705,3 milliards émis, 18,2% sont refinancés sur le guichet de soutien et de résilience et 21,1% sur les guichets traditionnels. L'encours de refinancement sur le guichet de relance est ressorti à 139,6 milliards à fin décembre 2021 et celui du guichet de soutien et de résilience à 112,9 milliards.

Les bons et les obligations émis par les Trésors des 8 pays de l'Union ont représenté l'essentiel des titres présentés par les établissements de crédit comme supports aux opérations de refinancement.

2.3.2 - OPERATIONS SUR LES GUICHETS PERMANENTS DE REFINANCEMENT

Le guichet de prêt marginal n'a pas été sollicité au cours de l'année 2021. Il en est de même du guichet spécial de refinancement, mis en place en janvier 2014. En effet, l'accès

aux guichets spéciaux et la satisfaction de l'intégralité des besoins sur les guichets d'open market, expliquent cette situation.

2.3.3 - MARCHÉ INTERBANCAIRE

L'évolution du marché interbancaire de l'UMOA a été marquée par la hausse du volume des échanges de liquidités et la détente du taux d'intérêt moyen pondéré des opérations à une semaine. Les taux ont évolué sous l'effet des mesures d'assouplissement monétaire mises en œuvre par la Banque Centrale au cours de l'année 2021.

Ainsi, le volume moyen des transactions, toutes maturités confondues, s'est élevé à 428 milliards de FCFA en 2021 contre 275 milliards de FCFA en 2020, soit une progression de 56%. Les opérations ont couvert des maturités allant d'un (1) jour à douze (12) mois. Les compartiments à une semaine et à un jour ont été les plus actifs, représentant respectivement 66% et 18% du volume moyen des transactions contre 69% et 15% en 2020. Ces maturités ont cumulé en moyenne des prêts de montants respectifs de 284 milliards

de FCFA et 77 milliards de FCFA en 2021 contre 191 milliards de FCFA et 40 milliards de FCFA en 2020.

Rapporté au montant moyen des injections de liquidités, le volume des opérations interbancaires s'est accru de 8,0% en 2021 contre 5,0% en 2020.

S'agissant des taux d'intérêt, le compartiment à une semaine a enregistré une détente du taux d'intérêt moyen pondéré, de 3,48% en 2020 à 2,36% en 2021. Toutes les places de l'Union ont participé à l'animation du marché interbancaire. La place d'Abidjan a été la plus active en termes d'offres de ressources (37%), suivie de celles de Ouagadougou (18%), de Dakar (16%) et de Cotonou (12%). Les principales places bénéficiaires ont été celles d'Abidjan (33%), de Dakar (17%), de Lomé (16%), de Bamako (12%) et de Cotonou (9%).



Tableau 9 : EVOLUTION DES TAUX INTERBANCAIRES EN 2021 (moyenne pondérée en pourcentage)

	1 jour	1 semaine	2 semaines	1 mois	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
Janvier	2,48	2,54	3,95	3,64	4,14	4,25	6,95	6,95
Février	2,49	2,67	3,74	4,09	4,42	3,47	-	-
Mars	2,53	2,40	3,53	4,54	4,55	4,59	-	-
avril	2,52	2,33	3,37	3,71	3,98	6,01	4,00	2,50
Mai	2,67	2,37	3,61	4,71	3,79	4,25	-	6,20
Juin	2,58	2,33	3,88	3,60	4,79	3,56	3,50	-
Juillet	2,47	2,48	3,40	3,60	4,21	6,13	-	-
Août	2,39	2,25	3,56	4,38	6,50	3,00	-	5,50
Septembre	2,52	2,32	3,28	4,13	5,48	-	-	-
Octobre	2,30	2,26	3,76	4,16	3,86	-	-	-
Novembre	2,43	2,17	3,49	3,14	5,73	4,25	4,50	-
décembre	2,31	2,30	3,54	3,60	4,99	4,94	-	3,81
Moyenne	2,47	2,36	3,55	3,81	4,47	4,42	4,22	5,60

Source : BCEAO.

Tableau 10 : EVOLUTION DES PRETS INTERBANCAIRES DANS L'UMOA EN 2021 (en millions de FCFA)

	Montants moyens		Encours moyen des prêts	Fourchettes des taux (en %)	Durées des prêts
	Total	dont UMOA			
Janvier	343 918	249 103	483 066	2,48 à 6,95	1 jour à 12 mois
Février	317 129	247 829	441 278	2,49 à 4,42	1 jour à 6 mois
Mars	321 729	206 340	527 209	2,40 à 4,55	1 jour à 6 mois
Avril	496 935	355 119	649 774	2,33 à 6,01	1 jour à 12 mois
Mai	433 944	267 349	690 452	2,37 à 6,20	1 jour à 12 mois
Juin	495 353	335 961	710 403	2,33 à 4,79	1 jour à 9 mois
Juillet	461 875	317 215	623 780	2,47 à 6,13	1 jour à 6 mois
Août	434 397	311 853	590 247	2,25 à 6,50	1 jour à 12 mois
Septembre	390 287	284 616	491 749	2,32 à 5,48	1 jour à 3 mois
Octobre	360 459	264 482	497 407	2,26 à 4,16	1 jour à 3 mois
Novembre	450 591	309 041	558 853	2,17 à 5,73	1 jour à 12 mois
Décembre	629 609	426 364	738 264	2,36 à 5,17	1 jour à 12 mois
Moyenne	428 019	297 939	583 540		

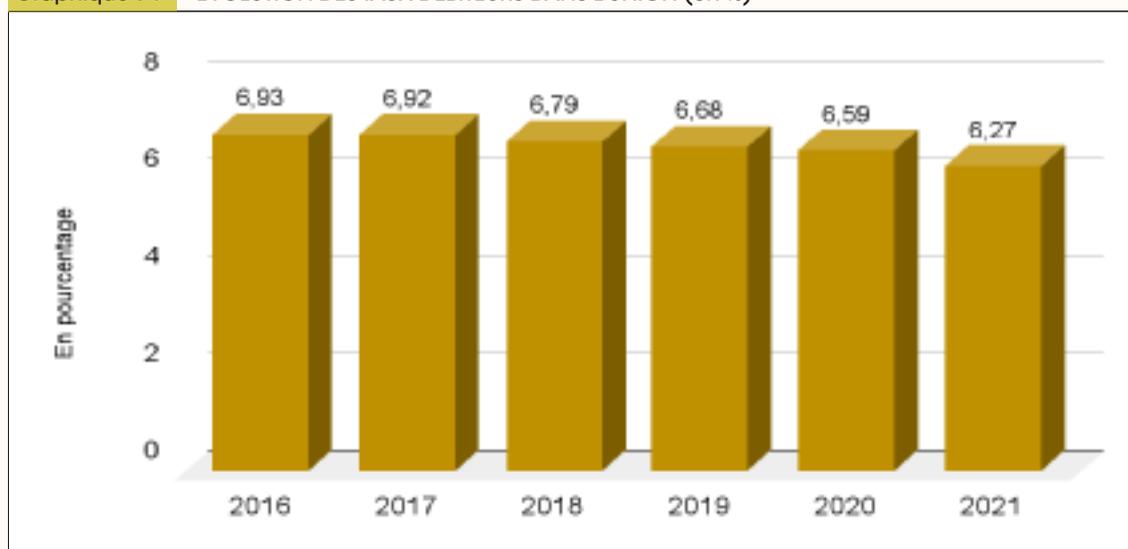
Source : BCEAO.

2.3.4 - EVOLUTION DES TAUX DEBITEURS

Au titre du suivi des conditions de banque, l'orientation baissière du coût du crédit dans les pays membres de l'UEMOA s'est poursuivie en 2021. En effet, le taux d'intérêt débiteur

moyen dans l'Union est passé de 6,59% en 2020 à 6,27% en 2021, soit une baisse de 32 points de base.

Graphique 9 : EVOLUTION DES TAUX DEBITEURS DANS L'UNION (en %)



Source : BCEAO.

2.4 - EVOLUTION DES AGREGATS MONETAIRES

La situation monétaire de l'Union pour l'année 2021 a été marquée par une décélération de l'agrégat de monnaie au sens large, dont le rythme de progression s'est établi à 16,3% après 16,5% en 2020. Les acquisitions par les banques de titres de dettes émis par les Etats pour le financement des dépenses dans le cadre de la riposte contre la pandémie de Covid-19 ont notamment contribué à cette expansion monétaire.

2.4.1 - ACTIFS EXTERIEURS NETS

Les actifs extérieurs nets des institutions monétaires se sont accrus de 609,2 milliards pour ressortir à 7.746,6 milliards, à fin décembre 2021. Cette évolution s'explique par la hausse de 806,7 milliards des actifs extérieurs nets de la Banque Centrale, ceux des banques ayant accusé une baisse de 197,5 milliards.

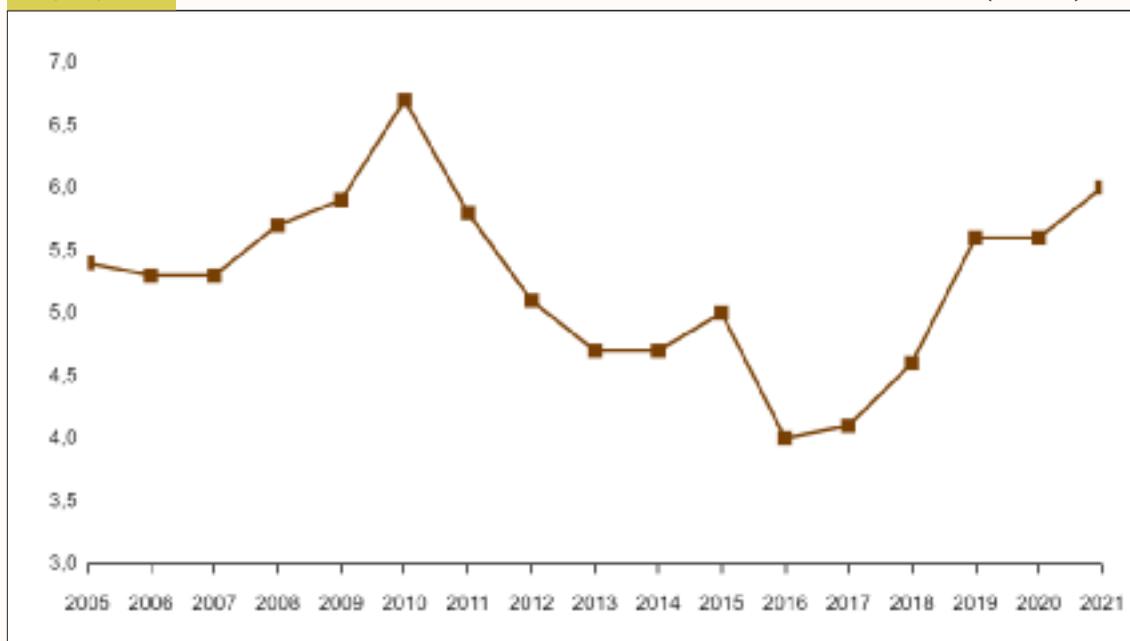
MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE MONÉTAIRE

Le stock des réserves officielles de change de la BCEAO a augmenté de 2.309 milliards pour se situer à 14.040 milliards à fin décembre 2021, à la faveur notamment de l'allocation générale de DTS d'un montant total de 1.302,6 milliards de FCFA au profit des Etats membres de l'Union, d'une mobilisation d'importantes ressources extérieures par les Etats et d'une performance exceptionnelle en matière de rapatriement des recettes d'exportation. Les pays de l'Union ont continué de bénéficier de l'appui des partenaires financiers extérieurs, notamment le FMI, à travers entre autres, la mobilisation de ressources pour près de 179,59 milliards, par le biais de plusieurs instruments (Facilité Elargie de Crédit, Facilité de Crédit Rapide et Accord de Confirmation). Les Etats ont également bénéficié des troisième et quatrième tranches des allègements de leurs dettes auprès du FMI,

au titre du Fonds Fiduciaire d'Assistance et de Riposte aux Catastrophes (FF-ARC), pour un montant total d'environ 46,2 milliards de FCFA, portant ainsi les remises globales de dette en leur faveur au titre de cette initiative à 100,4 milliards. Quant aux ressources mobilisées auprès de la Banque Mondiale, elles se sont chiffrées à environ 1.149,3 milliards au cours de l'année 2021. A ces montants, il convient d'ajouter les ressources mobilisées par trois Etats de l'Union par le biais d'émissions d'euro-obligations.

En conséquence, le niveau des réserves de change assure un taux de couverture de l'émission monétaire confortable de 79,3% et 6,0 mois d'importations de biens et services contre 5,6 mois l'année précédente.

Graphique 10 : COUVERTURE DES IMPORTATIONS PAR LES RESERVES DE CHANGE DE L'UNION (en mois)



Source : BCEAO.

2.4.2 - CREANCES INTERIEURES

L'encours des créances intérieures a augmenté de 6.099,3 milliards ou 16,5%, par rapport à son niveau de fin décembre 2020, pour se situer à 43.080,3 milliards à fin décembre 2021. Cette évolution est induite par l'effet combiné de la consolidation des créances nettes sur l'Administration Publique Centrale (APUC) et des crédits aux autres secteurs des économies de l'Union.

2.4.2.1 - Créances nettes sur l'Administration Publique Centrale (APUC)

Au cours de l'année 2021, le marché financier régional de la dette publique a été fortement sollicité pour le financement des plans de relance élaborés par les gouvernements des pays membres de l'Union. Cette situation

s'est traduite par un net accroissement des concours du système bancaire aux Etats. Les créances nettes des banques sur les administrations publiques centrales se sont consolidées de 2.073,7 milliards, soit une hausse de 18,4%. En particulier, l'encours de leur portefeuille de titres publics s'est accru de 24,4% en 2021, passant de 11.959,4 milliards à 14.873,4 milliards. Au niveau des créances nettes de la BCEAO, la hausse a été induite essentiellement par la rétrocession aux Etats des DTS alloués par le FMI pour l'équivalent de 1.302,6 milliards. En définitive, les créances nettes de l'ensemble des institutions de dépôt sur les administrations publiques centrales ont augmenté de 3.306,9 milliards dans l'année, soit 26,8%.

Tableau 11 : CREANCES NETTES DES INSTITUTIONS DE DEPOT SUR L'APUC (en milliards)

	Décembre 2020	Décembre 2021	Variation annuelle
Créances nettes sur les APUC	12 344,2	15 651,1	3 306,9
Créances des institutions de dépôts	18 240,1	22 658,6	4 418,5
<i>Crédits</i>	6 264,6	7 769,3	1 504,7
<i>Portefeuilles de titres publics</i>	11 959,4	14 873,4	2 914,0
<i>Autres créances</i>	16,1	15,9	-0,2
Engagements des institutions de dépôts	5 896,0	7 007,5	1 111,6
<i>Encaisses du Trésor à la Banque Centrale</i>	32,2	30,5	-1,7
<i>Dépôts</i>	5 761,3	6 861,4	1 100,1
<i>Autres engagements</i>	102,5	115,6	13,2

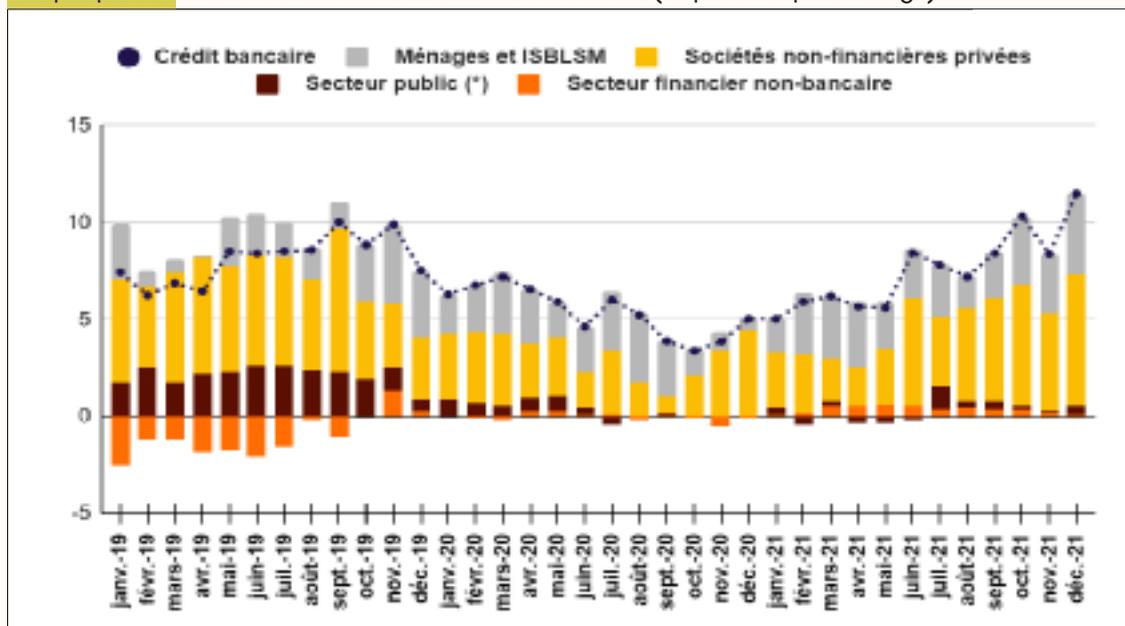
Source : BCEAO.

2.4.2.2 - Créances sur l'économie

Le rythme de progression des créances des institutions de dépôt sur les secteurs de l'économie, autres que l'administration centrale, a fortement augmenté au cours de l'année 2021, en ressortant à 11,3% à fin décembre 2021 contre 4,8% un an plus tôt. Cette évolution est associée à un regain de dynamisme de l'activité économique dans les pays de l'UEMOA impulsé par la mise en œuvre des plans de relance et de soutien post-covid élaborés par les gouvernements.

L'analyse de la distribution du crédit par secteur institutionnel montre que la forte augmentation du crédit est principalement portée par l'accroissement des crédits bancaires au secteur privé (+2.564,3 milliards) avec une contribution à hauteur de 10,4 points de pourcentage. Les crédits accordés aux entreprises privées ont progressé de 11,4% et ceux accordés aux ménages et aux institutions sans but lucratif au service des ménages ont évolué de 13,3%.

Graphique 11 : CROISSANCE ANNUELLE DU CREDIT BANCAIRE (en points de pourcentage)



Source : BCEAO.

(*) Administrations locales et Sociétés non-financières publiques

2.4.3 - MASSE MONETAIRE ET BASE MONETAIRE

LA MASSE MONETAIRE S'EST CONSOLIDEE DE **5.802,2** MILLIARDS OU **16,3%**, EN S'ETABLISSANT A **41.465,6** MILLIARDS A FIN DECEMBRE 2021.



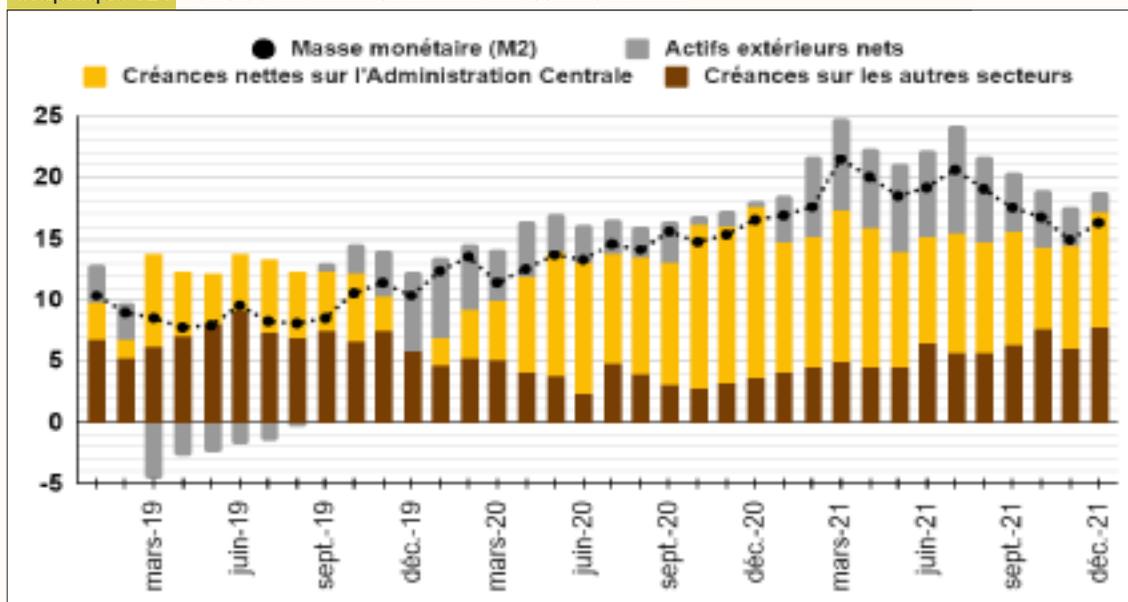
LA BASE MONETAIRE S'EST ELARGIE DE **2.488,6** MILLIARDS OU **19,6%**, EN SE SITUANT A **15.213,2** MILLIARDS A FIN DECEMBRE 2021.

La masse monétaire s'est consolidée de 5.802,2 milliards ou 16,3% d'une année à l'autre, pour ressortir à 41.459,1 milliards à fin décembre 2021. Ce renforcement de la liquidité globale s'est traduit par le raffermissement des dépôts de 4.704,0 milliards, soit 17,2% et de la circulation fiduciaire qui s'est accrue de 1.098,2 milliards soit 13,2% pour s'établir à 9.424,9 milliards.

Comparativement à son niveau de fin décembre 2020, la base monétaire s'est élargie de 2.488,6 milliards, soit 19,6%, en se situant à

15.213,2 milliards à fin décembre 2021. Cette évolution est portée par la croissance de ses différentes contreparties. Les concours aux banques ont augmenté de 503,6 milliards et les actifs extérieurs nets de la Banque Centrale se sont consolidés de 806,7 milliards. Les créances nettes sur les administrations publiques centrales se sont accrues de 1.231,5 milliards, en lien notamment avec la mise en place par la BCEAO en faveur des Etats, de concours adossés aux allocations générales de DTS, d'un montant de 1.302,6 milliards.

Graphique 12 : CROISSANCE ANNUELLE DE LA MASSE MONETAIRE



Source : BCEAO.

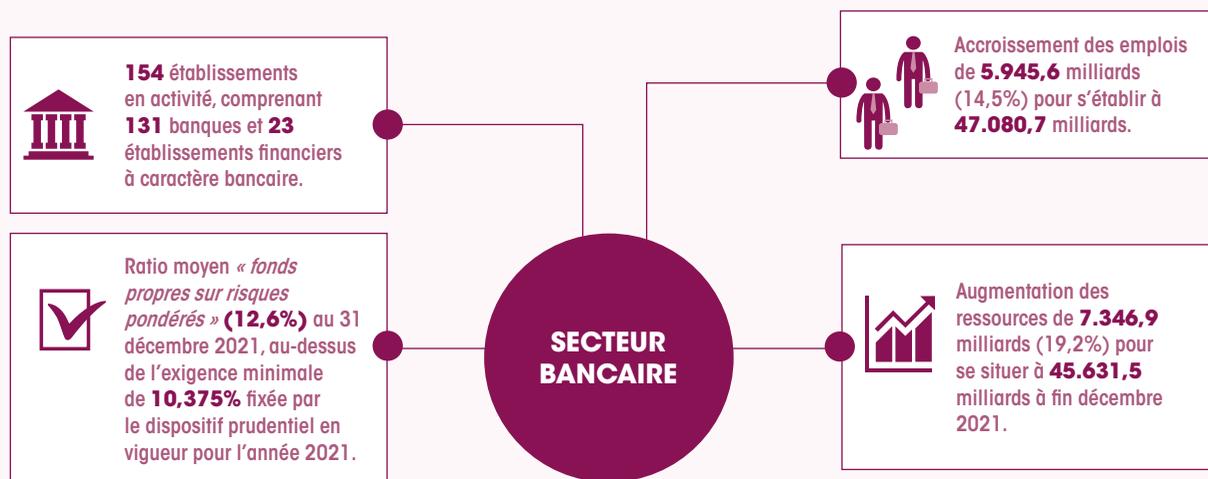


III EVOLUTION DU SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER, STABILITE ET INCLUSION FINANCIERES

3.1 – SITUATION DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET DES INSTITUTIONS DE MICROFINANCE	42
3.1.1 - Situation financière des établissements de crédit	42
3.1.2 - Situation financière des institutions de microfinance	44
3.1.3 - Situation de la finance islamique	46
3.2 – MARCHÉ FINANCIER	46
3.2.1 - Ressources mobilisées par les Etats sur le marché primaire	46
3.2.1.1 - <i>Mobilisation des ressources sur le marché régional</i>	46
3.2.1.2 - <i>Encours des titres publics sur le marché régional</i>	48
3.2.2 - Evolution de l'activité boursière	49
3.3 – STABILITE ET INCLUSION FINANCIERES	49
3.3.1 - Actions visant la consolidation de la stabilité financière	49
3.3.1.1 - <i>Préservation de la stabilité financière</i> ..	49
3.3.1.2 - <i>Renforcement de la supervision bancaire et financière</i>	51
3.3.2 - Centralisation des risques bancaires	51
3.3.3 - Notation des entreprises non financières	52
3.3.3.1 - <i>Cadre conceptuel de la notation</i>	52
3.3.3.2 - <i>Résultats de la notation des entreprises non financières disponibles à la Centrale des bilans</i>	52
3.3.4 - Promotion des Bureaux d'Information sur le Crédit (BIC)	53
3.3.5 - Promotion de l'inclusion financière dans l'UEMOA	54
3.3.5.1 - <i>Mise en œuvre de la stratégie régionale d'inclusion financière (SRIF) dans l'UEMOA</i>	54
3.3.5.2 - <i>Appui aux Etats dans la digitalisation de leurs paiements</i>	55
3.3.5.3 - <i>Renforcement du secteur de la microfinance</i>	56
3.3.5.4 - <i>Mise en oeuvre du projet d'interopérabilité des services financiers numériques dans l'UEMOA</i>	56
3.3.5.5 - <i>Participation aux activités de l'Alliance pour l'Inclusion Financière</i>	57
3.3.6 - Promotion et encadrement des entreprises de technologie financière (FinTech) dans l'UEMOA	58

3.1 - SITUATION DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET DES INSTITUTIONS DE MICROFINANCE

3.1.1 - SITUATION FINANCIERE DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT



Au 31 décembre 2021, le secteur bancaire de l'Union est composé de 155 établissements agréés dont 154 en activité, soit 131 banques et 23 établissements financiers à caractère bancaire.

Dans un contexte marqué par la levée progressive des mesures de restriction des déplacements prises par les Etats pour juguler la pandémie de Covid-19 et l'apparition de nouveaux variants, l'activité des établissements de crédit⁴ a poursuivi sa croissance, accompagnée d'une amélioration de la qualité du portefeuille des assujettis. Le total de bilan du système bancaire a progressé de 8.087,1 milliards (+17,1%), pour atteindre 55.356,0 milliards à fin décembre 2021 après 47.268,9 milliards à fin décembre 2020.

Les ressources et les emplois se sont consolidés respectivement de 19,2% et 14,5%, en glissement annuel, pour ressortir à 45.631,5 milliards et 47.080,7 milliards.

Les ressources se sont accrues de 7.346,9 milliards (+19,2%), pour se situer à 45.631,5 milliards à fin décembre 2021, du fait de la hausse concomitante des dépôts et emprunts (+6.416,5 milliards ; +19,6%), des fonds propres nets (+720,0 milliards ; +17,5%) et des diverses autres ressources (+210,4 milliards ; +13,9%). La structure de ces ressources est demeurée en ligne avec le modèle d'affaires dominant dans la sous-région, à savoir la banque de détail. Ainsi, celles-ci sont constituées à 85,7% de dépôts de la clientèle, 10,6% de fonds propres nets et 3,8% des autres ressources.

4 - Données provisoires.

Les emplois se sont accrus de 5.945,6 milliards (+14,5%) pour s'établir à 47.080,7 milliards. Ainsi, les crédits à la clientèle ont évolué de 3.066,6 milliards (+12,5%), notamment ceux à court terme (+1.764,2 milliards ; +13,3%). Dans la même tendance, les autres emplois ont progressé de 2.879,1 milliards, soit +17,4%, en liaison avec une augmentation des titres de placement (+1.901,0 milliards ; +18,0%). Le modèle d'affaires axé sur les opérations de crédit s'est maintenu en 2021, avec une structure des emplois qui est demeurée la même. Les emplois bancaires sont ainsi composés à 58,7% de crédits à la clientèle et à 41,3% par les autres emplois. En 2020, ces ratios s'établissaient à 59,7% et 40,3% respectivement.

La trésorerie des banques et établissements financiers est en amélioration, le déficit structurel s'étant atténué de 1.401,3 milliards pour ressortir à -1.449,2 milliards à fin décembre 2021 contre -2.850,4 milliards à fin décembre 2020.

La qualité du portefeuille s'est améliorée de 1,3 point de pourcentage avec un taux brut de dégradation du portefeuille s'établissant à 10,3%. Le taux net, qui prend en compte les provisions constituées par les établissements de crédit, s'est situé à 3,9% à fin décembre 2021 en amélioration de 0,4 point de pourcentage.

La solvabilité du secteur bancaire s'est consolidée à fin décembre 2021. Sur la base des déclarations des établissements de crédit, les fonds propres effectifs de l'ensemble du système bancaire de l'UMOA sont estimés à 3.640,1 milliards à fin décembre 2021 contre 3.284,0 milliards

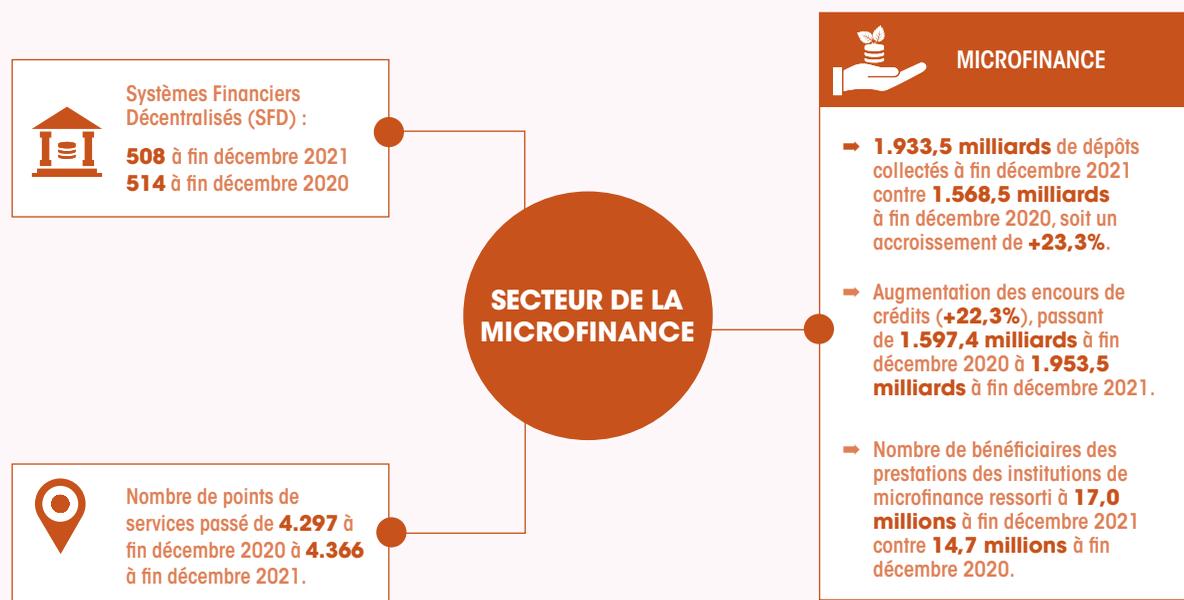


un an plus tôt. Les risques pondérés sont évalués à 29.215,5 milliards contre 26.473,5 milliards en 2020. Il en est ressorti un ratio moyen « *fonds propres sur risques pondérés* » de 12,6% au 31 décembre 2021 contre 12,4% en décembre 2020. Le ratio de solvabilité se situe ainsi au-dessus de l'exigence minimale de 10,375% fixée par le dispositif prudentiel en vigueur pour l'année 2021.

Par ailleurs, l'année 2021 a été consacrée au suivi du dispositif mis en place par la BCEAO dans le cadre de la mesure de report

d'échéances qui a pris fin en décembre 2020, afin d'apprécier l'évolution du stock des créances reportées. Il en ressort que le niveau de stock des créances reportées continue de se dégonfler avec une faible proportion de bénéficiaires qui demeurent en difficulté et ceci à la faveur des mesures prises par la BCEAO. En effet, ce stock, évalué à 769,4 milliards à fin décembre 2020, s'est établi à 179,0 milliards au 31 décembre 2021, soit un taux de résorption de 76,7%. Globalement, une part importante de cet encours reporté a continué à être remboursée normalement.

3.1.2 - SITUATION FINANCIERE DES INSTITUTIONS DE MICROFINANCE



Au cours de l'année 2021, le secteur de la microfinance de l'UMOA a poursuivi son dynamisme en termes d'intermédiation et d'accès des populations aux services financiers, nonobstant la situation liée à la pandémie. En effet, sur la base des informations disponibles, avec un effectif de 508 systèmes financiers décentralisés (SFD) contre 514 en

fin décembre 2020, le nombre de points de services est passé de 4.297 à fin décembre 2020 à environ 4.366 à fin décembre 2021. Le nombre de bénéficiaires des prestations des institutions de microfinance est ressorti à 17,0 millions à fin décembre 2021 contre 14,7 millions à fin décembre 2020, soit une progression de 15,9%. Ces indicateurs

traduisent la poursuite de la pénétration de la finance décentralisée au sein des populations défavorisées.

L'activité d'intermédiation financière des SFD s'est également renforcée. En effet, les dépôts collectés se sont établis à 1.933,5 milliards à fin décembre 2021 après 1.568,5 milliards à fin décembre 2020, soit un accroissement de 23,3%. Ils représentent 5,1% des dépôts collectés par les établissements de crédit de l'Union au cours de la période sous revue. Le poids des dépôts à vue a légèrement baissé (-2,87 points de pourcentage) par rapport à l'année précédente, représentant 57,3% de l'épargne collectée. Les dépôts à terme et les autres dépôts constituent respectivement 21,1% et 21,6%. L'épargne mobilisée par les SFD a été constituée à hauteur de 48,7% par les hommes, 26,9% par les femmes et 24,4% par les groupements.

L'encours des crédits octroyés par les institutions de microfinance a augmenté (+22,3%), passant de 1.597,4 milliards à fin décembre 2020 à 1.953,5 milliards à fin décembre 2021. Il représente 7,1% de l'encours des crédits accordés par les établissements de crédit de l'Union. Par ailleurs, la part des crédits à court terme s'est accrue de 0,89 point de pourcentage pour représenter 51,8% de l'ensemble des concours accordés par les SFD. Les prêts à moyen et long termes constituent respectivement 31,7% et 16,5%. L'encours

moyen des financements des SFD par membre a connu une hausse de 4,2% pour se situer à 114.898 FCFA contre 108.893 FCFA en 2020.

Les créances en souffrance des SFD ont progressé (+13,3%), en raison notamment de l'impact de la crise sanitaire sur les activités de leurs clients. En effet, elles sont ressorties à 154,0 milliards à fin décembre 2021 contre 135,9 milliards au 31 décembre 2020. Toutefois, le taux brut de dégradation du portefeuille des SFD de l'UMOA, mesuré par l'encours des créances en souffrance rapporté à celui des crédits, s'est établi à 7,9% à fin décembre 2021 contre 8,5% à fin décembre 2020, soit une baisse de 0,6 point de pourcentage. Ce taux se situe au-dessus de la norme de 3% maximum généralement admise dans le secteur.

Au cours de l'année 2021, la Banque Centrale a conduit des études et poursuivi les actions visant l'assainissement du secteur de la microfinance, la modernisation des outils de supervision des activités de microfinance, la révision des textes réglementaires et la maîtrise des menaces auxquelles sont confrontés les SFD. S'agissant de l'assainissement du secteur de la microfinance, cette année a été marquée par la réalisation de missions de diagnostic auprès de 40 SFD en difficulté. Ces missions s'inscrivent dans le cadre de la mise en œuvre de l'axe 2 de la Stratégie régionale d'inclusion financière (SRIF).

3.1.3 - SITUATION DE LA FINANCE ISLAMIQUE



PAYSAGE DE LA FINANCE ISLAMIQUE :

- 2 banques exerçant exclusivement l'activité de finance islamique
- 7 banques disposant d'une branche islamique
- 2 SFD exclusivement islamiques
- 1 SFD disposant d'une branche islamique.

La BCEAO a poursuivi les actions de promotion de la finance islamique au cours de l'année 2021. En vue de faciliter l'accès à ce secteur, la Banque Centrale a opté pour un accompagnement des initiatives de création d'Institutions Financières Islamiques (IFI). A cet égard, plusieurs demandes d'agrément pour l'exercice de l'activité de finance islamique ont fait l'objet d'examen, et les promoteurs de ces structures ont été invités à améliorer leurs dossiers. A ce jour, 12 autorisations d'exercice ont été octroyées en faveur de 2 banques exerçant exclusivement l'activité de finance islamique, 7 banques disposant d'une branche

islamique, 2 SFD exclusivement islamiques et 1 SFD disposant d'une branche islamique.

Au titre des actions de vulgarisation des textes spécifiques encadrant la finance islamique, la Banque Centrale a organisé, les 11 et 12 novembre 2021, une formation en ligne au profit des Associations Professionnelles des Systèmes Financiers Décentralisés (APSF) de l'UMOA sur les aspects juridiques et opérationnels de la finance islamique dans l'Union.

L'Institut d'émission a, en outre, initié des travaux visant à doter les IFI d'outils de gouvernance charaïque et de contrats-types destinés à prévenir les risques liés à leur conformité aux normes en vigueur. Une étude a été également entreprise pour identifier les services que les FinTech pourraient offrir aux IFI et pour envisager un mécanisme de refinancement des IFI de l'UMOA.

3.2 - MARCHÉ FINANCIER



Ressources levées par les Etats membres de l'UEMOA sur le marché régional de la dette publique 7.268,0 milliards (Baisse de 3.218,9 milliards par rapport à fin décembre 2020)

3.2.1 - RESSOURCES MOBILISEES PAR LES ETATS SUR LE MARCHÉ PRIMAIRE

3.2.1.1 - MOBILISATION DES RESSOURCES SUR LE MARCHÉ REGIONAL

Au cours de l'année 2021, les ressources levées par les Etats membres de l'UEMOA sur le marché régional de la dette publique se sont élevées à 7.268,0 milliards, soit une baisse de 3.218,9 milliards par rapport à fin décembre 2020. Cette diminution s'explique notamment par le recul des émissions de bons (-62,6%), en raison de la fin du programme de bons

Covid-19 mis en place par la BCEAO, qui n'a pas été renouvelé en 2021. Toutefois, ce recul a été atténué par la progression des émissions d'obligations du Trésor (+4,6%). Les émissions nettes se sont établies à 3.015,9 milliards à fin décembre 2021 contre 3.098,1 milliards un an plus tôt.

Au niveau du compartiment des bons du Trésor, les Etats membres ont mobilisé 2.055,9 milliards en 2021, soit 28,3% des ressources levées sur le marché financier régional contre un montant de 5.504,1 milliards un an auparavant. Les Bons de Soutien et de Résilience (BSR) ont représenté 32,1% des ressources mobilisées sur ledit compartiment, soit 659,8 milliards. Les émissions de maturité 12 mois ont été les plus sollicitées, avec une valeur globale de 1.221,3 milliards, soit 59,4% des bons émis sur la période.

Sur le compartiment des obligations, les Trésors publics ont levé 5.212,1 milliards en 2021 contre 4.982,8 milliards l'année précédente. En particulier, le montant total des obligations de relance⁵ (OdR) émises sur la période s'est élevé à 2.984,3 milliards, représentant 57,3% du total des émissions obligataires. Les émissions d'OdR ont concerné les maturités de 3 ans (697,8 milliards), 5 ans (773,3 milliards), 7 ans (763,0 milliards), 10 ans (608,5 milliards), 12 ans (11,3 milliards) et 15 ans (130,4 milliards).

Tableau 12 : EMISSIONS BRUTES PAR ADJUDICATION ET SYNDICATION SUR LE MARCHÉ REGIONAL DES TITRES PUBLICS (en milliards de FCFA)

Instrument	2020				Total 2020	2021				Total 2021
	T1	T2	T3	T4		T1	T2	T3	T4	
Bons	446,1	1 864,4	1 392,5	1 801,1	5 504,1	575,3	469,0	571,8	439,8	2 055,9
Obligations	1 232,1	1 056,6	1 417,9	1 276,2	4 982,8	1 285,3	1 789,5	1 218,5	918,8	5 212,1
<i>Par adjudication</i>	851,7	807,8	884,9	693,4	3 237,8	957,8	1 331,5	811,5	394,8	3 495,6
<i>Par syndication</i>	380,4	248,8	533,0	582,8	1 745,0	327,5	458,0	407,0	524,0	1 716,5
Total	1 678,2	2 921,0	2 810,4	3 077,3	10 486,9	1 860,6	2 258,5	1 790,3	1 358,6	7 268,0

Sources : UMOA-Titres, CREPMF

Les conditions de financement sur le marché de la dette publique se sont améliorées en 2021 par rapport à l'année précédente. En effet, le coût moyen des ressources levées par les Etats membres s'est généralement inscrit en baisse pour toutes les maturités, tant sur le compartiment des bons que celui des obligations du Trésor. Les baisses des taux moyens pondérés sont ressorties à 0,36 point, 1,27 point et 1,41 point, respectivement pour les

maturités de 3 mois, 6 mois et 12 mois. Quant aux obligations, des évolutions à la baisse des taux de rendement ont été enregistrées sur la plupart des maturités, à savoir celles de 3 ans (-0,85 point), 5 ans (-0,66 point) et 7 ans (-0,24 point). Cette amélioration des conditions de financement est notamment imputable aux faibles taux de sortie sur les BSR et les OdR, à la faveur des dispositions prises par la Banque Centrale dans le cadre de leur structuration.

5 - Pour rappel, les obligations de relance (OdR) ont été structurées en vue de permettre aux Etats membres de l'UEMOA de lever les ressources nécessaires pour le financement de leurs plans de relance en 2021, après le choc de la Covid-19 en 2020. Afin d'accompagner l'émission de ces titres dans des conditions favorables pour les investisseurs et les Etats, la BCEAO a décidé de créer un guichet spécial de refinancement dénommé « Guichet de relance ». En plus d'être admissibles sur les guichets classiques de refinancement de la Banque Centrale, les OdR sont les seuls supports éligibles sur le guichet de relance qui permet aux investisseurs d'obtenir, en contrepartie, des liquidités sous forme de prêts d'une durée de six (6) mois renouvelables, au taux minimum de soumission aux adjudications de la BCEAO, qui est actuellement de 2,00%.

Tableau 13 : TAUX ET RENDEMENTS MOYENS PONDERES

	2020				Moyenne 2020	2021				Moyenne 2021
	T1	T2	T3	T4		T1	T2	T3	T4	
3 mois	3,88	3,22	2,45	3,28	2,96	2,90	2,58	2,47	-	2,60
6 mois	4,38	4,49	4,20	2,96	4,34	3,24	2,86	-	-	3,07
12 mois	4,94	4,91	4,89	4,06	4,68	4,31	3,99	3,01	2,62	3,27
3 ans	6,05	6,35	6,32	5,95	6,20	5,79	5,37	4,98	3,72	5,35
5 ans	6,22	6,45	6,24	6,19	6,29	6,03	5,76	5,29	4,56	5,63
7 ans	6,19	6,03	6,26	6,12	6,14	6,08	5,96	5,63	5,58	5,90
8 ans	6,50	-	6,50	-	6,50	6,50	-	-	-	6,50
10 ans	6,18	6,02	5,90	5,90	5,97	5,90	6,27	6,19	5,89	6,15
11 ans	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
12 ans	-	-	-	-	-	-	6,11	-	-	6,11
15 ans	-	-	-	-	-	-	-	-	5,97	5,97

Sources : BCEAO, Agence UMOA-Titres, CREPMF

3.2.1.2 - ENCOURS DES TITRES PUBLICS SUR LE MARCHÉ REGIONAL

L'encours global des titres publics est estimé à 16.997,5 milliards à fin décembre 2021 ou 17,2% du PIB contre 13.981,6 milliards ou 15,2%

du PIB en 2020. La structure de cet encours est dominée par les obligations du Trésor, qui représentent 92,7% du total.

Tableau 14 : ENCOURS DES TITRES PUBLICS A FIN DECEMBRE 2021 SUR LE MARCHÉ FINANCIER REGIONAL (montants en milliards de FCFA)

	2017	2018	2019	2020	2021
Encours	9 629,9	9 972,7	10 883,5	13 981,6	16 997,5
<i>(en % du PIB)</i>	12,4	12,0	12,3	15,2	17,2
Part relative (en %)					
- bons	12,7	11,0	8,2	9,9	7,3
- obligations	87,3	89,0	91,8	90,1	92,7

Sources : BCEAO, Agence UMOA-Titres, CREPMF

3.2.2 - EVOLUTION DE L'ACTIVITE BOURSIERE

Sur la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières, le cycle baissier amorcé en 2016 s'est inversé en 2021. Tous les indices BRVM se sont orientés à la hausse. Le BRVM10, principal indice boursier, et l'indice composite, se sont établis respectivement à 153,5 points et 202,3 points au 31 décembre 2021, progressant respectivement de 17,3% et de 39,1% par rapport à fin décembre 2020.

La capitalisation boursière s'est élevée à 13.332,5 milliards à fin décembre 2021

contre 10.419,1 milliards à fin 2020, soit une progression de 28,0%, en lien avec la bonne tenue de l'activité sur le compartiment des actions et celui des obligations. En effet, la capitalisation du marché des actions a progressé de 1.717,7 milliards (+39,3%), en ressortant à 6.085,4 milliards au 31 décembre 2021. Sur le compartiment des obligations, elle s'est élevée à 7.247,0 milliards en fin d'année 2021 contre 6.051,4 milliards au 31 décembre 2020, soit un accroissement de 1.195,6 milliards ou 19,8%.

3.3 - STABILITE ET INCLUSION FINANCIERES

3.3.1 - ACTIONS VISANT LA CONSOLIDATION DE LA STABILITE FINANCIERE

Outre la conduite de la politique monétaire, la Banque Centrale a axé ses priorités sur l'approfondissement et le développement du système financier de l'UEMOA ainsi que sur la consolidation de la stabilité financière et des activités dans les secteurs bancaire et de la microfinance au sein des Etats membres de l'Union.

3.3.1.1 - PRESERVATION DE LA STABILITE FINANCIERE

- **Travaux du Comité de Stabilité Financière dans l'UMOA**

Les principales actions réalisées en 2021 pour la mise en œuvre opérationnelle du cadre de politique macroprudentielle dans l'UMOA ont porté sur l'élaboration d'un tableau de bord de suivi des indicateurs macroprudentiels, l'évaluation de la résilience du système bancaire de l'UMOA à des chocs d'ordre économique et financier extrêmes mais plausibles et le suivi des vulnérabilités

inhérentes au secteur financier de l'Union dans le cadre des travaux du Comité de Stabilité Financière dans l'UMOA (CSF-UMOA).

A cet égard, la BCEAO a pris part aux travaux des 19^e et 20^e sessions ordinaires du Comité de Stabilité Financière dans l'UMOA (CSF-UMOA), tenues respectivement les 29 juin et 7 décembre 2021. Au cours de ces rencontres, le Comité a noté qu'en dépit de l'impact macroéconomique de la pandémie de Covid-19, la stabilité du secteur financier de l'UMOA s'est consolidée, en lien avec les mesures de riposte adoptées par les Etats membres ainsi que les Autorités de régulation et de supervision du secteur financier de l'UMOA. Toutefois, il a identifié les principales vulnérabilités susceptibles d'affecter les performances macroéconomiques et la stabilité financière dans l'Union, en particulier :

- les incertitudes liées à la trajectoire de l'évolution de la pandémie de Covid-19 et la progression des campagnes de vaccination ;



- les risques liés aux blanchiment de capitaux et au financement du terrorisme ;
- l'accroissement du niveau d'endettement des agents économiques (Etats, entreprises non financières, ménages, etc.) ;
- la non-atteinte des objectifs de mobilisation de ressources extérieures nécessaires au financement des plans de relance post-Covid-19 des Etats membres de l'Union ;
- la forte concentration des actifs des institutions bancaires et financières ;
- la multiplication des risques liés à la cybersécurité.

Le Comité a formulé des recommandations, notamment à l'endroit des Autorités de régulation et de supervision membres, pour atténuer les risques identifiés, tout en les appelant à redoubler de vigilance face à l'évolution de la crise de la Covid-19.

- **Travaux relatifs au Programme d'Evaluation du Secteur Financier (PESF)**

A la demande de la BCEAO, le FMI et la Banque mondiale ont lancé, en janvier 2021,

la mise à jour du Programme d'Evaluation du Secteur Financier (PESF). Cette action, qui fait suite à l'évaluation réalisée dans l'Union en 2007, consiste en une revue complète et approfondie du secteur financier, visant à mesurer sa stabilité et à estimer sa contribution potentielle à la croissance et au développement économiques des Etats membres de l'Union.

Les travaux ont couvert les quatre composantes d'une évaluation complète, à savoir la stabilité financière, le développement du secteur financier, la conformité du secteur financier aux normes internationales, en particulier les principes fondamentaux pour un contrôle bancaire efficace édictés par le Comité de Bâle, et le dispositif de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme (LBC/FT). L'exercice a été élargi à l'évaluation des capacités de gestion de la cybersécurité dans le secteur financier de l'Union. L'ensemble des Autorités de régulation et de supervision du secteur financier de l'Union ainsi que plusieurs autres intervenants du secteur financier régional ont été mobilisés pour collecter les données nécessaires à l'évaluation des principaux axes retenus et participer aux discussions techniques avec les équipes de la mission.

Les travaux de mise à jour du PESF de l'Union s'achèveront au cours du premier trimestre 2022. Les résultats issus de ces évaluations devraient permettre d'identifier les forces et faiblesses du système financier de l'UMOA ainsi que les actions susceptibles d'être mises en œuvre pour renforcer son efficacité et sa résilience.

3.3.1.2 - RENFORCEMENT DE LA REGLEMENTATION ET DE LA SUPERVISION BANCAIRE ET FINANCIERE

Au titre de l'opérationnalisation du cadre de résolution, deux circulaires ont été édictées. Elles sont relatives respectivement aux modalités d'élaboration et de communication des plans préventifs de redressement, et aux conditions et modalités d'application du régime de résolution des crises bancaires. Par ailleurs, les travaux se poursuivent pour la consolidation du cadre prudentiel issu de la transposition des règles de Bâle II et III dans l'UMOA, conformément à la démarche graduelle et ordonnée de mise en œuvre des standards internationaux adoptée par la Banque Centrale. A cet égard, trois textes d'application du dispositif prudentiel, inspiré des règles de Bâle II et Bâle III, sont en cours de finalisation. Ils portent respectivement

3.3.2 - CENTRALISATION DES RISQUES BANCAIRES

Au titre de la centralisation des risques bancaires, l'encours global des utilisations de crédits recensées à la Centrale des risques est estimé à 15.433,5 milliards à fin décembre 2021 contre 14.452,7 milliards au 31 décembre 2020, soit une hausse de 6,8%. Il est constitué à hauteur de 60,1% de crédits à court terme, correspondant à un montant de 9.273,1 milliards, et de 39,9% de crédits à moyen et long termes, équivalant à 6.160,4 milliards.

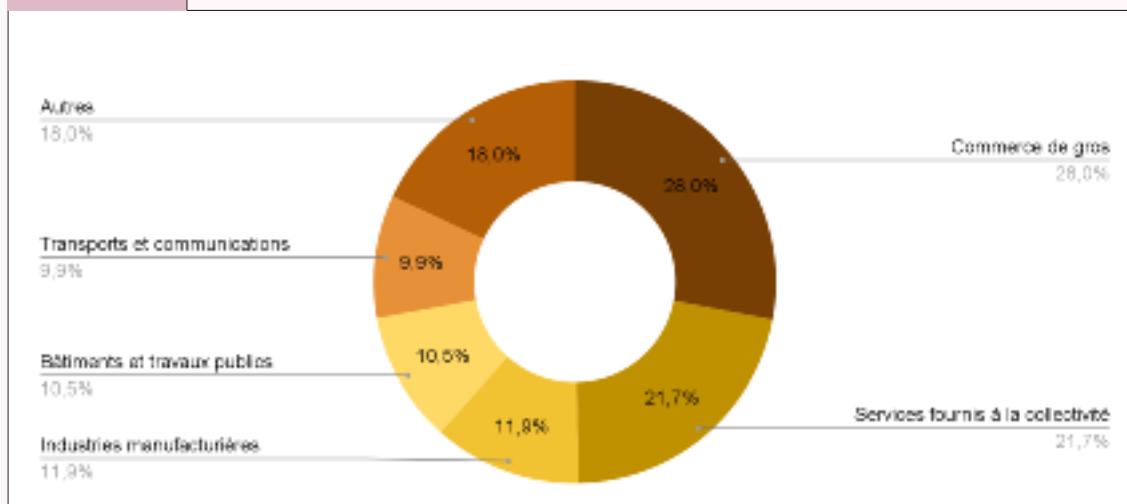
sur les nouvelles normes de liquidité, la simulation de crise et les informations à publier par les établissements de crédit et les compagnies financières. Dans la même veine de convergence vers les standards internationaux du corpus juridique applicable aux établissements assujettis, la Banque Centrale a entamé les travaux de relecture de la réglementation relative aux titres de créances négociables et aux obligations sécurisées.

La BCEAO continue de consolider le cadre réglementaire applicable aux IFI, à travers l'élaboration de textes relatifs aux normes prudentielles et comptables spécifiques aux activités liées à la finance islamique. Des concertations sur ces projets de texte ont été organisées avec l'ensemble des acteurs concernés en décembre 2021.

Des travaux ont également été menés sur la transition du secteur bancaire de l'UMOA vers les normes IFRS. A cet égard, une étude a été conduite auprès des établissements de crédit et des compagnies financières de l'Union pour mesurer leur état de préparation à cette transition et définir la stratégie permettant une mise en œuvre ordonnée du processus de migration vers les normes IFRS.

Ces risques sont essentiellement concentrés dans les secteurs « *Commerce de gros* » (28,0%), « *Services fournis à la collectivité* » (21,7%), « *Industries manufacturières* » (11,9%), « *Bâtiments et travaux publics* » (10,5%) ainsi que « *Transports et communications* » (9,9%). Ces cinq (5) branches d'activité représentent plus de 80% des crédits déclarés à la Centrale des risques.

Graphique 13 : NIVEAUX DE CONCENTRATION DES RISQUES BANCAIRES PAR SECTEURS D'ACTIVITE



Source : BCEAO.

3.3.3 - NOTATION DES ENTREPRISES NON FINANCIERES

3.3.3.1 - CADRE CONCEPTUEL DE LA NOTATION

Après le démarrage du dispositif de cotation en 2020, des investigations ont été menées pour son extension à la notation, qui permet la quantification du risque, en calculant la probabilité de défaut des entreprises non financières.

Sur la base des enseignements tirés de la revue de la littérature financière et des expériences internationales de banques centrales, notamment celles de l'Eurosystème, un modèle statistique a été développé pour mesurer la probabilité de défaut des entreprises non financières. Ce modèle tient compte des informations financières de la Centrale des bilans et de comportement disponibles dans les autres centrales d'information.

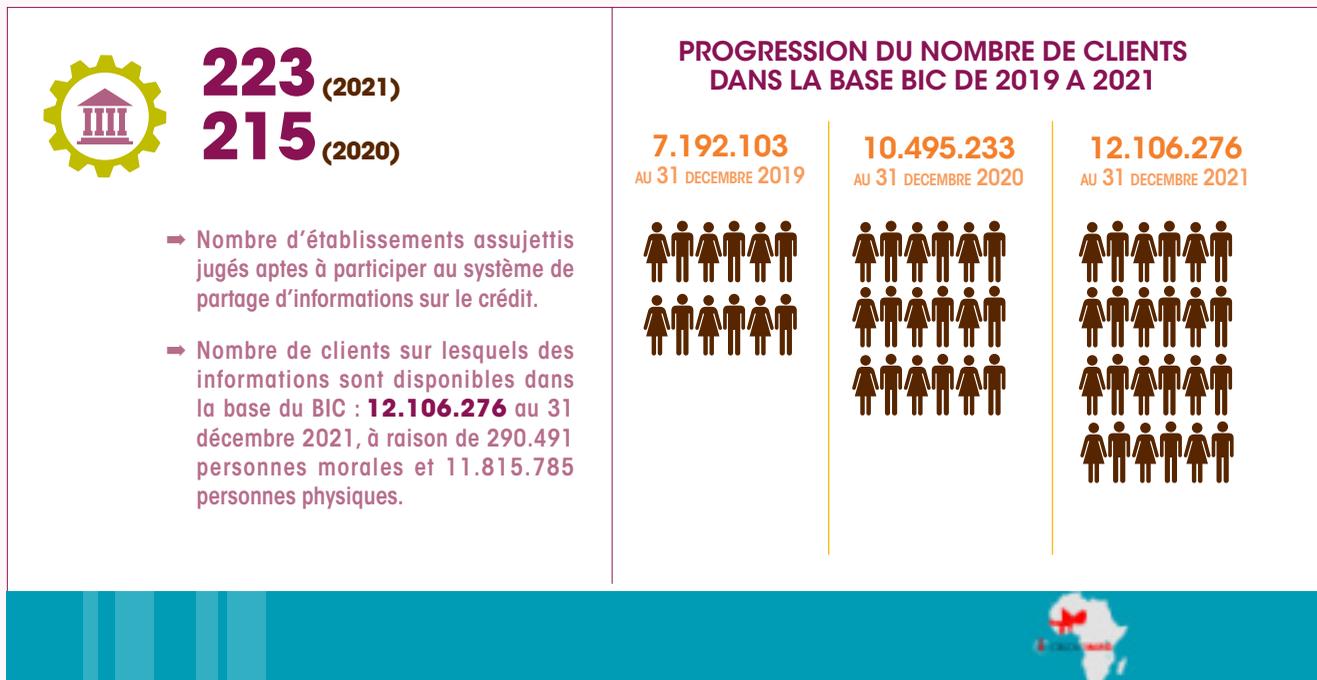
A partir des probabilités de défaut ainsi calculées, cinq (5) classes de risque, allant

de A (classe exceptionnelle ayant la plus faible probabilité de défaut) à E (classe de défaillance ayant la plus forte probabilité de défaut), ont été construites.

3.3.3.2 - RESULTATS DE LA NOTATION DES ENTREPRISES NON FINANCIERES DISPONIBLES A LA CENTRALE DES BILANS

Sur la base du modèle de notation mis en place, en tenant compte des informations disponibles dans la Centrale des Bilans, 5.516 entreprises non financières de l'Union bénéficiant de concours auprès du système bancaire ont été évaluées, dont 2.921 notées A admissibles au refinancement de la BCEAO pour un montant de 2.744,6 milliards. En tenant compte de la possibilité d'admissibilité de la classe B au refinancement avec la garantie souveraine, l'encours des effets admissibles ressort à 3.322,4 milliards de FCFA.

3.3.4 - PROMOTION DES BUREAUX D'INFORMATION SUR LE CREDIT (BIC)



La BCEAO suit l'évolution des activités du Bureau d'Information sur le Crédit (BIC), dont l'objectif est de contribuer à réduire l'asymétrie d'information entre les prêteurs et les emprunteurs afin d'améliorer l'accès des populations aux services financiers à des coûts réduits.

A la date du 31 décembre 2021, 223 établissements assujettis sur les 240 concernés, soit 92,9%, participent au système de partage d'informations sur le crédit, à la suite de tests de qualification. En outre, vingt-et-un (21) grands facturiers, notamment les principales sociétés de fourniture d'électricité, de distribution d'eau, de téléphonie mobile et de télécommunications répartis entre le Bénin, la Côte d'Ivoire, le Niger, le Sénégal et le Togo, sont arrimés au dispositif de partage d'informations

sur le crédit et déclarent des données au BIC de l'UMOA. Pour le Burkina et le Mali, suite à l'adoption des décrets n°2020-0726/PRES/PM/MINEFID/MDENP/MCIA du 24 août 2020 et n°2021-0778/PT-RM du 09 novembre 2021, les travaux sont en cours pour l'intégration des données des grands facturiers de ces pays à la plateforme de partage des données du BIC.

Le nombre de clients sur lesquels des informations sont disponibles dans la base du BIC est passé de 30.694 à fin février 2016, période de démarrage des activités de CREDITINFO WEST AFRICA, à 12.106.276 au 31 décembre 2021, à raison de 290.491 personnes morales et 11.815.785 personnes physiques. Cette évolution s'explique par l'adoption de textes législatifs par l'ensemble des Etats membres de l'Union, qui dispensent

les établissements assujettis de l'obligation de recueil préalable de consentement pour le partage des données des clients ayant bénéficié de prêts avant la date d'entrée en vigueur de la loi uniforme. A ces dispositions, s'ajoutent l'adoption par la plupart de ces pays de textes complémentaires autorisant le traitement automatisé des données des grands facturiers à intégrer à la plate-forme électronique de partage d'informations sur le crédit.

En vue de faire connaître davantage le dispositif de partage d'informations sur le crédit aux populations de l'Union, la BCEAO a signé, le 6 décembre 2019, un Accord de Service de Conseils avec la Société Financière Internationale (SFI) pour la mise en œuvre d'un programme de sensibilisation du public sur les BIC dans les Etats membres de l'UEMOA, au cours de l'année 2020. Les principaux résultats attendus de ce programme ont trait notamment à la consolidation des acquis en termes d'accroissement du volume des consultations de rapports de solvabilité auprès du BIC et des réclamations des clients, qui devraient à terme contribuer à une amélioration de la qualité des données sur le crédit.

3.3.5 - PROMOTION DE L'INCLUSION FINANCIERE DANS L'UEMOA

En 2021, les actions entreprises en faveur de l'inclusion financière ont essentiellement porté sur la mise en œuvre de la stratégie régionale d'inclusion financière (SRIF) et du projet d'interopérabilité des services financiers numériques dans l'UEMOA ainsi que sur les initiatives visant le développement du secteur de la monnaie électronique et la microfinance dans l'Union.

Le démarrage effectif de la campagne de sensibilisation du grand public dans les huit (8) Etats membres de l'Union a eu lieu le 10 décembre 2020. Elle s'est poursuivie au cours de l'année 2021 et s'est traduite sur le terrain par l'affichage de divers posters dans les halls d'attente des établissements assujettis et sur les écrans d'affichage qui y sont installés ainsi que via des spots radios réalisés en français, en portugais et dans les principales langues nationales des Etats membres de l'Union. A cela s'ajoutent les actions des influenceurs sur les réseaux sociaux (notamment Facebook et Whatsapp). Les principaux supports de communication ont également été diffusés sur la chaîne Youtube et le site internet de la BCEAO.

En outre, sur proposition de CREDITINFO WEST AFRICA, une nouvelle grille tarifaire au titre de l'année 2022 a été homologuée par la BCEAO. La nouvelle grille demeure incitative, par l'introduction de réaménagement portant sur l'adaptation de tarifs des rapports de score pour les nano-crédits afin de tenir compte de la spécificité de ce type de financement qui s'avère être le plus souvent de faible montant et de courte durée.

3.3.5.1 - MISE EN ŒUVRE DE LA STRATEGIE REGIONALE D'INCLUSION FINANCIERE (SRIF) DANS L'UEMOA

Dans le cadre de la mise en œuvre de la Stratégie régionale d'inclusion financière, la Banque Centrale a organisé, au niveau des Etats, des ateliers de renforcement des capacités à l'attention des dirigeants des

institutions de microfinance de l'UEMOA. Lesdits ateliers, qui se sont déroulés du 17 mars au 23 septembre 2021, ont vu la participation de 445 cadres dirigeants des SFD de l'Union. Les sessions de formation ont porté sur *"la gestion des risques, le contrôle interne et la surveillance financière"* ainsi que sur *"le pilotage de la performance globale et la notation"* au sein des SFD.

S'agissant du déploiement du programme régionale d'éducation financière dans l'UEMOA, l'année 2021 a été consacrée à la poursuite des travaux de recrutement des consultants chargés de la conception des cours et des modules de formation en éducation financière, à l'animation des sessions de formation des formateurs ainsi qu'à la définition de la stratégie de communication en matière d'éducation financière dans l'Union.

Une étude sur l'état des lieux des besoins des micro-entreprises et des populations mal desservies en produits et services financiers innovants a été lancée en 2021. L'objectif global de cette étude est de fournir un diagnostic mettant en lumière les principaux besoins des groupes cibles de la Stratégie régionale d'inclusion financière en produits et services financiers. Elle devrait aboutir à des propositions visant le développement d'une offre de services financiers de proximité adaptés, innovants et à coûts abordables. Le rapport provisoire est attendu au cours du premier semestre 2022.

L'Institut d'émission a également lancé, en mai 2021, une étude de faisabilité pour la mise en place d'un système d'identification unique des usagers des services financiers dans l'UEMOA, en partenariat avec UNCDF. L'objectif de cette

étude est de proposer une méthodologie de mise en place du système d'identification des clients des institutions financières de l'Union, avec des scénarii de mise en œuvre, assortis de recommandations, sur la base d'une analyse des avantages et des inconvénients, ainsi qu'une estimation des ressources nécessaires à son implémentation. A cet effet, un groupe de travail a été mis en place, avec la participation des Etats et du système financier. De même, un séjour d'information virtuel a été organisé auprès de la Banque des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC), afin de bénéficier de l'expérience de cette institution en matière de mise en place d'un tel système.

Dans le cadre des travaux visant la réalisation des études de référence sur la situation de l'inclusion financière dans l'Union, le processus de sélection du Cabinet international chargé de la réalisation de ces études est en cours d'achèvement. Pour rappel, ces études permettront d'avoir une meilleure connaissance du marché et d'établir une situation de référence de l'inclusion financière dans l'UEMOA, à travers la réalisation d'enquêtes nationales sur la demande et l'offre de services financiers formels et informels. Les enseignements issus de ces études devraient contribuer à l'élaboration de politiques cohérentes d'inclusion financière.

3.3.5.2 - APPUI AUX ETATS DANS LA DIGITALISATION DE LEURS PAIEMENTS

L'Institut d'émission a poursuivi ses actions en faveur de la digitalisation des paiements publics et de l'utilisation des paiements digitaux, avec l'appui notamment des Trésors publics nationaux, en vue de leur connexion à la plateforme monétique régionale du GIM-UEMOA. A cet égard, une séance de partage

d'expériences du Trésor public de la Côte d'Ivoire avec ceux des autres Etats membres de l'UEMOA a été organisée, au regard des avancées de cette structure en matière de digitalisation et de connexion à la plateforme monétique interbancaire régionale. En outre, le GIM-UEMOA a achevé l'interfaçage entre la plateforme régionale interbancaire et les systèmes d'information des Trésors publics pour la comptabilisation de leurs opérations. Une formation des agents des Trésors publics sur la prise en charge des aspects techniques liés à la monétique a été également organisée.

Enfin, la BCEAO a publié, au cours de l'année 2021, un Guide sur la digitalisation des paiements publics pour accompagner les Etats dans leurs processus de digitalisation. Ce document s'adresse à l'ensemble des parties prenantes intervenant dans les activités liées aux paiements publics des Etats membres de l'UEMOA, à savoir les administrations financières, les établissements publics et les grands facturiers.

3.3.5.3 - RENFORCEMENT DU SECTEUR DE LA MICROFINANCE

Dans le cadre de la mise en œuvre de l'Axe 2 de la Stratégie Régionale d'Inclusion Financière (SRIF) de l'UEMOA, intitulé *"Assainir et renforcer le secteur de la microfinance"*, 76 SFD en difficulté ont été identifiés sur la base d'une maquette comportant 37 indicateurs quantitatifs (*ratios prudentiels et indicateurs périodiques*) et qualitatifs (*localisation, gouvernance, système d'information de gestion, contrôle interne, LBC/FT, respect des recommandations des Autorités de contrôle*). Ils ont fait l'objet d'un diagnostic en vue d'un redressement éventuel. Le diagnostic de ces institutions a requis l'organisation de contrôles sur place pour vérifier la situation sur le terrain

et compléter les travaux effectués sur la base des déclarations des assujettis concernés. A cet égard, ces missions, conjointement menées par la BCEAO et les Structures Ministérielles de Suivi, se sont déroulées auprès de 40 structures de microfinance au cours de l'année 2021.

Enfin, conformément à la convention signée avec l'AFD, sur la base des conclusions des missions de diagnostic, un programme sera déployé pour la restructuration et le redressement des structures identifiées.

3.3.5.4 - MISE EN OEUVRE DU PROJET D'INTEROPERABILITE DES SERVICES FINANCIERS NUMERIQUES DANS L'UEMOA

Le projet d'interopérabilité des services financiers numériques dans l'UEMOA a été marqué, au cours de l'année 2021, par la préparation du déploiement de la nouvelle plateforme, notamment à travers les travaux de mise en place du cadre réglementaire, l'élaboration du plan d'affaires, la préparation des acteurs et l'organisation des procédures de passation des marchés.

Ainsi, un projet d'instruction relatif aux règles de fonctionnement de l'interopérabilité dans l'UEMOA est en cours de finalisation. En outre, la convention de participation au système interopérable a été élaborée par le Groupe de projet chargé de la mise en place du cadre réglementaire de fonctionnement de l'interopérabilité.

Dans une perspective de renforcement de l'inclusion financière, le plan d'affaires a été conçu, en veillant non seulement à l'équilibre de l'exploitation de la future plateforme, mais également à l'offre de services financiers à coûts réduits aux populations.

Concernant la préparation des acteurs, des Cellules Nationales de Suivi du Projet ont été mises en place dans chaque pays de l'Union. A cet égard, 61 institutions financières (banques, établissements de monnaie électronique et institutions de microfinance) ont été identifiées et se préparent pour participer à la phase pilote précédant la mise en production du système.

S'agissant de la passation des marchés, les principaux dossiers traités concernent l'acquisition et l'installation des matériels informatiques destinés au site d'hébergement de la solution d'interopérabilité des services financiers numériques, l'organisation des appels d'offres pour la fourniture de la solution d'interopérabilité, le recrutement des consultants chargés respectivement de l'assistance à la maîtrise d'ouvrage, de l'audit des comptes du Projet et de la définition ainsi que de la mise en oeuvre de la stratégie de communication dans l'UEMOA.

3.3.5.5 - PARTICIPATION AUX ACTIVITES DE L'ALLIANCE POUR L'INCLUSION FINANCIERE

Dans le cadre de sa participation aux activités de l'Alliance pour l'Inclusion Financière (AFI), l'Institut d'émission a pris une part active aux réflexions menées au sein des différents groupes de travail de l'AFI mis en place sur les thématiques relatives aux services financiers numériques, aux politiques d'inclusion financière du Réseau au niveau de l'Afrique, à l'autonomisation des consommateurs et la conduite des marchés, aux stratégies nationales d'inclusion financière, à l'application proportionnelle des normes internationales, au financement des PME, à la

gestion des données sur l'inclusion financière et à la finance verte inclusive.

L'Institut d'émission a, en outre, bénéficié de formations sur les banques numériques, le renforcement du réseau d'agents pour les services financiers numériques, la finance verte inclusive ainsi que les opportunités et les risques de l'open finance inclusive.

Enfin, la BCEAO a organisé, en collaboration avec l'AFI, une formation virtuelle sur la finance verte inclusive ainsi que sur les politiques de soutien au financement des micro, petites et moyennes entreprises (MPME).

La formation sur la finance verte inclusive, organisée le 9 juin 2021, avait pour objectif de renforcer les capacités des agents de la Banque Centrale dans l'élaboration et la mise en oeuvre de politiques relatives à la finance verte inclusive.

Une session de formation sur les politiques de soutien au financement des MPME a été organisée du 4 au 7 octobre 2021 à l'intention de 119 personnes provenant de 44 pays. Son objectif était de permettre aux participants de disposer de connaissances et d'outils nécessaires pour concevoir des politiques de financement efficaces pour les MPME et développer des plans d'action permettant d'améliorer l'accès au financement pour ces structures. Ainsi, les grandes lignes du cadre stratégique de politique sur le financement des MPME, adopté lors de la sixième Assemblée Générale de l'AFI ont été discutées. Au cours de cette rencontre, l'expérience de la BCEAO en matière de politique de soutien au financement des PME a été également partagée.

3.3.6 - PROMOTION ET ENCADREMENT DES ENTREPRISES DE TECHNOLOGIE FINANCIERE (FINTECH) DANS L'UEMOA

La BCEAO a entrepris des travaux d'encadrement et de suivi des FinTech, afin de promouvoir le développement de ces nouveaux acteurs dans le secteur financier au profit des populations de l'Union. Ces travaux ont porté sur l'élaboration d'un projet de loi relatif au financement participatif de prêt ou crowdlending qui, une fois adopté, devrait permettre notamment aux PME/PMI et aux particuliers de diversifier leurs sources de financement, ainsi que sur la mise en place au sein de la BCEAO d'un « *regulatory sandbox* » ou Laboratoire d'Innovation Financière (LIF), en vue de permettre aux porteurs de projets innovants de tester leurs produits ou services dans un cadre supervisé par la Banque Centrale. Les travaux ont également concerné

la réalisation d'études sur l'Open Banking, qui renvoient à de nouvelles pratiques liées à l'accessibilité des données bancaires personnelles aux entreprises et aux particuliers, dans le but d'offrir de meilleurs services aux clients.

Par ailleurs, l'Institut d'émission a organisé en juillet 2021 un atelier d'échanges avec les FinTech de l'UEMOA. Cet atelier visait à évaluer l'état des initiatives des FinTech dans l'UEMOA, analyser les défis et les contraintes réglementaires liés au développement de ces entreprises et déterminer les attentes vis-à-vis du régulateur, notamment celles relatives à leur positionnement dans l'écosystème financier de l'UEMOA.



ENCADRE 1 : CREATION DU BUREAU DE CONNAISSANCE ET DE SUIVI DES FINTECH (BCSF) DANS L'UEMOA

Dans le cadre de ses initiatives en faveur de la promotion des innovations financières et des activités des FinTech, la Banque Centrale a mis en place, en 2020, un Comité FinTech. Ce Comité vise à promouvoir le développement harmonieux des entreprises de technologie financière dans les Etats membres de l'UEMOA.

Par Décision n°192-11-2021 du Gouverneur, en date du 18 novembre 2021, un Bureau de Connaissance et de Suivi des FinTech (BCSF) a été créé au sein de ce Comité. Le Bureau a pour objectif principal d'organiser les échanges entre l'industrie de l'innovation financière et le régulateur.

Plus spécifiquement, il est chargé :

- **d'identifier et d'analyser les innovations financières ainsi que leur impact sur l'inclusion financière ;**
- **de recueillir et d'examiner les projets soumis par des FinTech visant à mettre sur le marché des produits innovants. Dans ce cadre, le Bureau soumet les projets de ces entreprises à des tests, sur la base de critères d'éligibilité bien définis ;**

- **d'orienter les projets en fonction de leur conformité réglementaire vers le cadre juridique ou la structure appropriés pour tester les produits et services innovants, dans un environnement sécurisé (Laboratoire d'Innovation Financière) ;**
- **d'orienter les projets dont la maturité n'est pas jugée satisfaisante vers les incubateurs établis dans l'Union ;**
- **d'organiser des rencontres périodiques avec les FinTech ;**
- **de proposer au Comité FinTech les aménagements réglementaires nécessaires pour promouvoir le secteur des FinTech.**

Ainsi organisé, le BCSF devrait favoriser une meilleure connaissance des FinTech et de leurs interventions, à travers l'analyse des tendances et des enjeux liés à leurs activités.

Le dernier recensement, effectué en 2021, a permis d'identifier 170 FinTech dans l'UEMOA, réparties en trois (3) catégories et couvrant six (6) secteurs d'activités, à savoir les services financiers numériques, l'assurance, le développement de plateformes numériques, le financement participatif, la monnaie digitale et l'éducation financière.





IV GESTION DES SIGNES MONETAIRES, SYSTEMES ET MOYENS DE PAIEMENT, RESERVES DE CHANGE

4.1 - GESTION DES SIGNES MONETAIRES	62
4.1.1 - Prélèvements et versements aux guichets des Agences de la BCEAO	62
4.1.2 - Composition de la circulation fiduciaire	62
4.2 - SYSTEMES ET MOYENS DE PAIEMENT DE L'UEMOA	63
4.2.1 - Systèmes de paiement régionaux.....	64
4.2.2 - Contribution des systèmes et services de paiement à une inclusion financière accrue	68
4.2.2.1- <i>Connexion des Trésors Publics Nationaux aux systèmes de paiement de l'UEMOA</i>	<i>69</i>
4.2.2.2 - <i>Promotion de l'accès des systèmes financiers décentralisés aux systèmes de paiement régionaux de l'UEMOA</i>	<i>69</i>
4.2.2.3 - <i>Accès des Sociétés de Gestion et d'Intermédiation (SGI) à STAR-UEMOA.....</i>	<i>69</i>
4.3 - RESERVES DE CHANGE	70

4.1 - GESTION DES SIGNES MONETAIRES

4.1.1 - PRELEVEMENTS ET VERSEMENTS AUX GUICHETS DES AGENCES DE LA BCEAO

Les **prélèvements de billets** au cours de la période sous revue se sont élevés à 23.400,6 milliards de FCFA contre 20.600,3 milliards de FCFA en 2020, soit une hausse en valeur de 13,6%. Les prélèvements les plus importants ont été enregistrés en Côte d'Ivoire (32,7%), au Sénégal (17,8%) et au Burkina (16,1%). S'agissant des **retraits aux guichets de pièces de monnaie**, leur valeur a augmenté de 35,0% en passant de 11,7 milliards de FCFA en 2020 (217,8 millions d'unités) à 15,8 milliards de FCFA un an plus tard (276,6 millions d'unités).

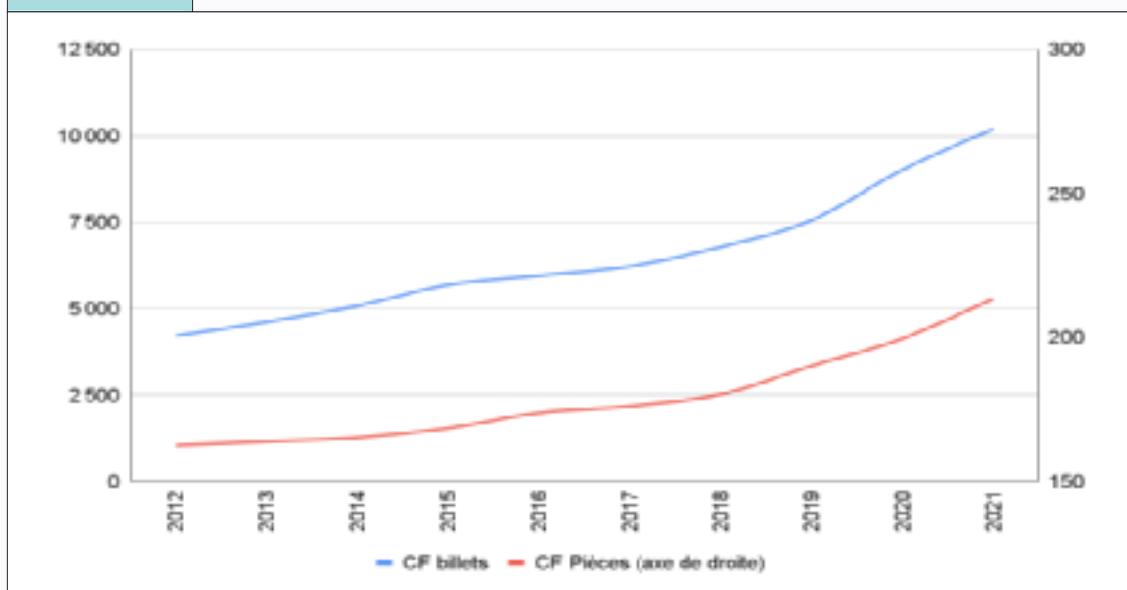
Les **versements de billets** aux guichets de la Banque Centrale sont ressortis à 22.223,3 milliards de FCFA en 2021 contre 19.145,0 milliards de FCFA en 2020, soit une augmentation en valeur de 16,0%. Les entrées les plus importantes en valeur ont été observées en Côte d'Ivoire (31,2%), au Burkina (17,5%) et au Sénégal (15,8%). En ce qui concerne les **entrées aux guichets de pièces de monnaie**, elles ont atteint 1,9 milliard de FCFA en 2021 contre 2,2 milliards de FCFA en 2020, soit une baisse en valeur de 13,6%.

4.1.2 - COMPOSITION DE LA CIRCULATION FIDUCIAIRE

A fin décembre 2021, la circulation fiduciaire s'établit à 10.406,7 milliards de FCFA contre 9.215,7 milliards de FCFA un an auparavant, soit une hausse de 1.191,0 milliards de FCFA. Les grosses coupures représentent 91,6% de la valeur des billets en circulation contre

90,7% en 2020. Comparées à 2020, les parts relatives (en valeur) des billets et des pièces de monnaie dans la circulation fiduciaire sont restées quasiment stables à 98,0% et 2,0% respectivement.

Graphique 14 : EVOLUTION DE LA CIRCULATION FIDUCIAIRE DE 2012 A 2021 (MILLIARDS DE FCFA)



Source : BCEAO.

4.2 - SYSTEMES ET MOYENS DE PAIEMENT DE L'UEMOA

Au cours de l'année 2021, le fonctionnement des systèmes de paiement de l'UEMOA a été

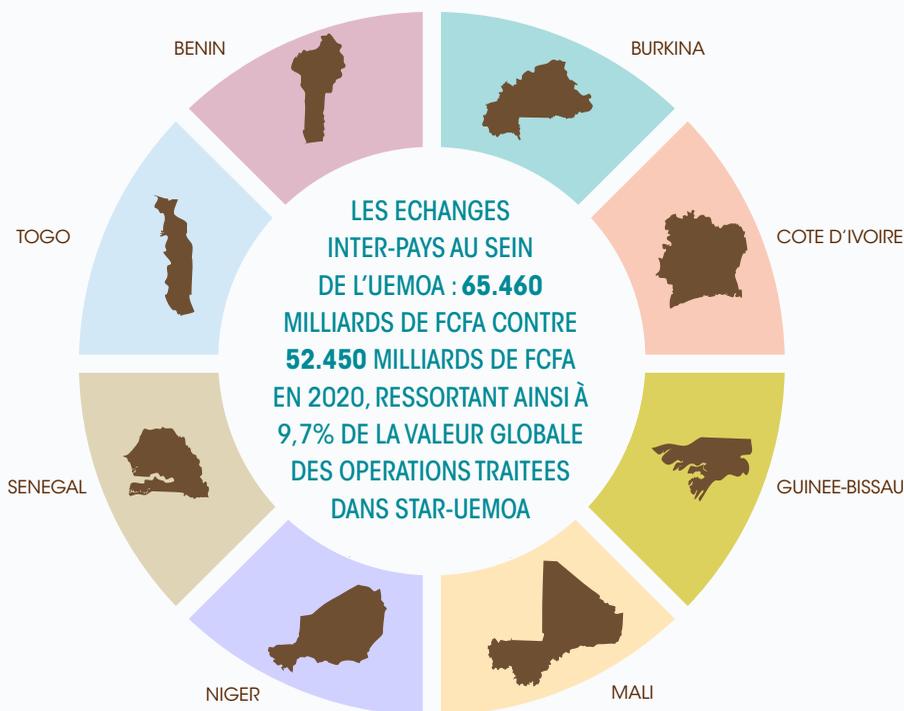
marqué par une évolution contrastée des principaux indicateurs d'activité.

INDICATEURS D'ACTIVITES	
STAR-UEMOA	SICA-UEMOA
<p>145 participants (2021) 146 participants (2020)</p> <p>145 participants au Système de Transfert Automatisé et de Règlement dans l'UEMOA (STAR-UEMOA) à fin décembre 2021 contre 146 l'année précédente.</p>	<p>145 participants (2021) 146 participants (2020)</p> <p>145 participants au Système Interbancaire de Compensation Automatisé dans l'UEMOA (SICA-UEMOA) à fin décembre 2021 contre 146 en 2020</p>
<p>Nombre d'opérations : 1,5 million</p> <p>Valeur des opérations : 677.000 milliards de FCFA</p> <p>Echanges inter-pays :</p> <p>- Nombre d'opérations : 440.953</p> <p>- Valeur des transactions : 65.460 milliards de FCFA</p>	<p>Nombre d'opérations : 25,5 millions</p> <p>Valeur des opérations : 64.057 milliards de FCFA</p> <p>Nombre d'opérations par instrument de paiement (en millions) :</p> <p>- Chèque : 8 - Virement : 17 - Lettre de change : 0,15 - Billet à Ordre : 0,002 - Prélèvements : 0,15</p> <p>Valeur des opérations par instrument de paiement (en milliards de FCFA) :</p> <p>- Chèque : 47.246 - Virement : 10.324 - Lettre de change : 3.395 - Billet à Ordre : 110 - Prélèvements : 1,8</p> <p>Echanges inter-pays :</p> <p>- Nombre d'opérations : 0,3 million - Valeur des opérations : 1,2 milliard</p>

4.2.1 - SYSTEMES DE PAIEMENT REGIONAUX

Le Système de Transfert Automatisé et de Règlement dans l'UEMOA (STAR-UEMOA) est au cœur de l'infrastructure sous-régionale de paiement de l'UEMOA. Au cours de l'année 2021, il est utilisé par les Trésors Publics de tous les pays de l'Union (à l'exception de la Guinée-Bissau), la BCEAO et 137 établissements de crédit et institutions. En outre, les infrastructures de marchés financiers d'importance systémique de l'UEMOA (SICA-UEMOA, GIM-UEMOA, DC/BR, SAGETIL-UMOA) participent à STAR-UEMOA en vue du règlement de leurs opérations. La valeur des opérations réglées dans STAR-UEMOA est passée de 656.000 milliards de FCFA en 2020 à 677.000 milliards de FCFA en 2021, soit une hausse de 3,3% par rapport à l'année précédente.

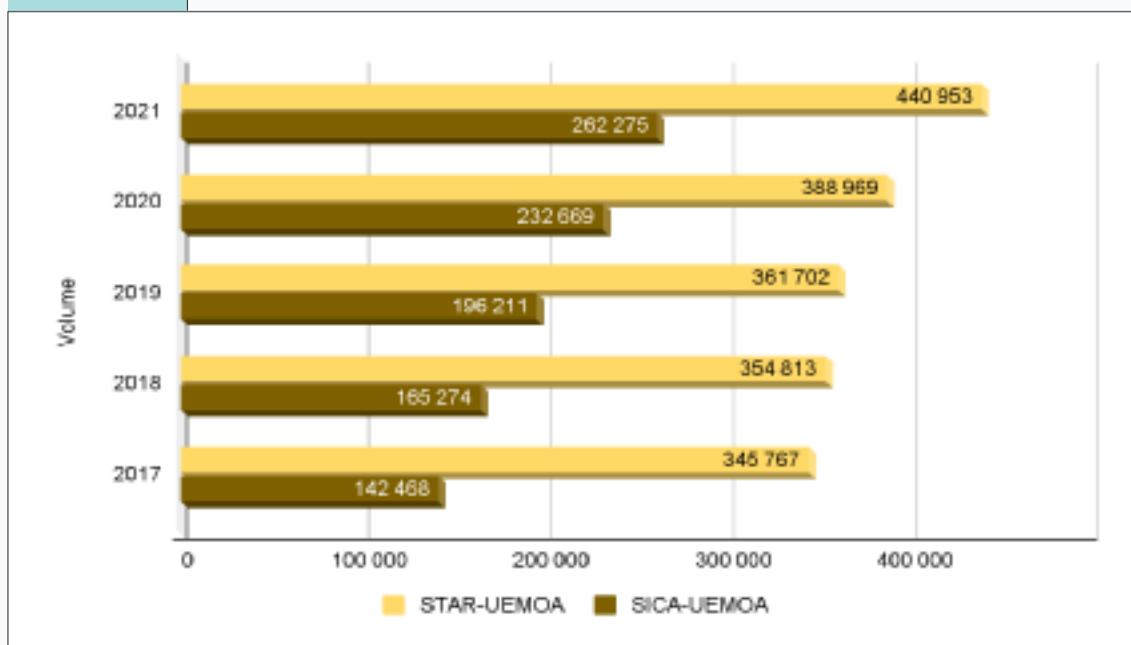
Les Trésors Publics de tous les pays de l'Union (à l'exception du Togo), la BCEAO, 137 établissements de crédit ainsi que les services financiers de la Poste du Bénin, du Sénégal et du Togo participent au Système Interbancaire de Compensation Automatisé dans l'UEMOA (SICA-UEMOA). Au cours de la période sous revue, le volume des échanges s'est établi à 25,5 millions d'opérations pour un montant total de 64.057 milliards de FCFA, en augmentation de 34,2% en volume et de 19% en valeur. Le volume et la valeur des opérations échangées en 2020 étaient respectivement de 19 millions et 53.813 milliards de FCFA.



Les échanges inter-pays au sein de l’UEMOA se sont établis à 65.460 milliards de FCFA contre 52.450 milliards de FCFA en 2020, ressortant ainsi à 9,7% de la valeur globale des opérations traitées dans STAR-UEMOA. Relativement à l’année précédente, il est noté une hausse de 24,8% en valeur des opérations inter-pays contre une baisse de 5,1% sur la période 2019-2020. Cette hausse au titre de l’année

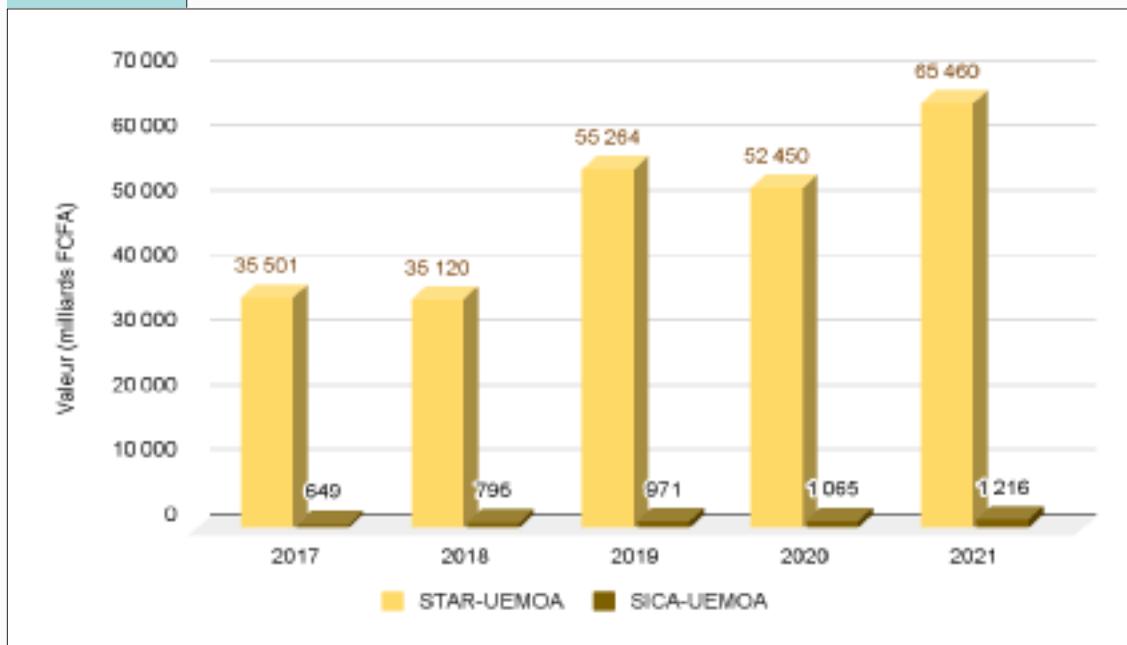
2021 s’explique notamment par une reprise de l’activité économique sous-régionale consécutive au recul de la propagation de la Covid-19 au cours du premier semestre de l’année 2021. En revanche, au niveau de SICA-UEMOA, cette tendance est baissière avec un taux du volume de transactions inter-pays à 1,1% en 2021 contre 1,2% en 2020.

Graphique 15 : EVOLUTION EN VOLUME DES ECHANGES INTER-PAYS DE 2017 A 2021



Source : BCEAO.

Graphique 16 : EVOLUTION EN VALEUR DES ECHANGES INTER-PAYS DE 2017 A 2021



Source : BCEAO.

Au titre de la répartition des instruments de paiement traités dans le système de télécompensation, la part relative en volume des virements est ressortie à 66,0%, en hausse de 8,5% par rapport à l'année précédente. L'utilisation du chèque s'est établie à 31,7% du volume des échanges, soit une baisse de 8,5% par rapport à 2020.

En valeur, les transactions par chèque constituent 73,8% des échanges en 2021, en repli de 1,9% par rapport à l'année précédente.

Au cours de l'année 2021, la préférence des utilisateurs pour le virement au détriment du chèque s'est une fois de plus affirmée, confirmant ainsi le déclin de l'utilisation du chèque observé depuis 2017.

Les prélèvements sont passés, en part relative du volume des paiements, de 0,3% en 2020 à 0,6% en 2021. En termes de valeur, ils se sont établis à 2,7% contre 2,3% l'année précédente. Le taux de progression annuelle de l'utilisation des prélèvements ressort à 140,3% en volume et 41,4% en valeur et révèle l'intérêt croissant des agents économiques, notamment les Trésors Publics Nationaux pour cet instrument, en particulier dans le cadre du recouvrement des recettes fiscales.

Conformément à sa stratégie de « *doter l'UEMOA de systèmes de paiement sûrs, efficaces et accessibles sur la base de critères transparents ainsi que de mettre à la disposition des agents économiques des moyens de paiement modernes et de*

faibles coûts », la BCEAO a mené, au cours de l'année 2021, des actions à l'effet de renforcer la sécurisation, la modernisation et l'impact inclusif des systèmes, des moyens et des services de paiement de l'UEMOA.

Sécurisation et modernisation des systèmes et des services de paiement

Les actions de sensibilisation visant le respect des exigences et des règles minimales de sécurité applicables aux plateformes de raccordement des participants aux systèmes de paiement se sont poursuivies. Elles ont été marquées par :

- **l'entrée en vigueur de l'Instruction n°001-03-2021 du 12 mars 2021 du Gouverneur de la BCEAO, fixant les nouvelles modalités de surveillance des Infrastructures de Marchés Financiers, des moyens et des services de paiement dans les Etats membres de l'Union Monétaire Ouest Africain (UMOA) ;**
- **l'auto-évaluation de la conformité des systèmes de paiement gérés par la BCEAO aux Principes pour les Infrastructures de Marchés Financiers (PIMF). Elle a concerné le Système de Règlement-Livraison des Titres Publics (SAGETIL-UMOA), le Système Interbancaire de Compensation Automatisé dans l'UEMOA (SICA-UEMOA) et le Système régional de règlement brut en temps réel des transactions d'importance systémique (STAR-**

UEMOA). Cet exercice a abouti au constat d'une conformité globale des systèmes de paiement gérés par la BCEAO aux principes d'efficience et de sécurité que sont les PIMF ;

- **la signature d'un Protocole d'entente entre la BCEAO et le Conseil Régional de l'Epargne Publique et des Marchés Financiers (CREPMF), en vue d'échanger des informations dans le cadre de la surveillance du système de règlement du Dépositaire Central/Banque de Règlement (DC/BR).**

Au titre de la modernisation de l'infrastructure de paiement, il convient de souligner les travaux ayant abouti à l'entrée en vigueur de la norme applicable au Quick Response (QR) Code pour les paiements interopérables dans les Etats membres de l'UEMOA. La mise en vigueur de cette nouvelle norme devrait contribuer au développement des paiements électroniques sans contact, qu'ils soient adossés ou non à un compte bancaire.

Des travaux de veille ont également été menés, sous l'égide du Comité Fintech de la Banque Centrale, sur l'émission de monnaies digitales de banque centrale (MDBC). Dans ce cadre, la BCEAO a procédé à une revue d'expériences, à l'analyse des enjeux liés à l'émission de MDBC dans le contexte sous-régional et à la proposition d'études d'opportunité, avec pour objectif de procéder à des travaux d'expérimentation sur la période 2022-2023.



4.2.2 - CONTRIBUTION DES SYSTEMES ET SERVICES DE PAIEMENT A UNE INCLUSION FINANCIERE ACCRUE

Au titre de la contribution des systèmes de paiement à la consolidation de l'inclusion financière des populations de l'Union, la BCEAO a poursuivi les actions menées au cours de l'année 2020 en vue d'accroître l'autonomie opérationnelle des Trésors Publics Nationaux dans le traitement de leurs opérations de paiement. En outre, elle a oeuvré pour l'accès

indirect des systèmes financiers décentralisés au système de paiement régional de l'UEMOA et pour l'amélioration de la participation des Sociétés de Gestion et d'Intermédiation au marché primaire des titres émis par voie d'adjudication à travers le règlement de leurs soumissions dans STAR-UEMOA.

4.2.2.1 - CONNEXION DES TRESORS PUBLICS NATIONAUX (TPN) AUX SYSTEMES DE PAIEMENT DE L'UEMOA

En 2021, le nombre de Trésors Publics connectés à la télécompensation et au système de règlement brut en temps réel s'est maintenu à sept (7), son niveau de 2020, pour un taux de connexion aux systèmes de paiement de 87,5%.

Les travaux sont en cours en vue du raccordement des TPN de Guinée-Bissau et du Togo, respectivement à STAR-UEMOA et à SICA-UEMOA.

Au titre de l'accompagnement des TPN dans la mise en œuvre de plans d'actions destinés à renforcer l'automatisation de leurs circuits de paiement et leur autonomie opérationnelle, des travaux ont été conduits par la BCEAO pour le développement d'une solution technique dédiée, permettant aux TPN de disposer d'une vue globale de tous leurs avoirs dans les livres de la Banque Centrale et de traiter leurs instructions de paiement en toute autonomie.

4.2.2.2 - PROMOTION DE L'ACCES DES SYSTEMES FINANCIERS DECENTRALISES AUX SYSTEMES DE PAIEMENT REGIONAUX DE L'UEMOA

Au titre du Projet d'appui à la promotion de l'accès des SFD au système de paiement

régional de l'UEMOA, la BCEAO a apporté un soutien technique aux SFD pour leur connexion au système de paiement régional via des banques partenaires.

Les travaux réalisés ont permis l'entrée en production dans SICA-UEMOA, via des banques partenaires, de cinq (5) SFD supplémentaires au cours de l'année 2021, suite au passage en novembre 2020 du premier SFD dans SICA-UEMOA.

Ainsi, à fin décembre 2021, six (6) SFD sont connectés à SICA-UEMOA via des banques partenaires.

En 2022, deux (2) SFD éligibles à l'accès indirect au système de paiement régional de l'UEMOA, envisagent de finaliser leurs processus de connexion.

4.2.2.3 - ACCES DES SOCIETES DE GESTION ET D'INTERMEDIATION (SGI) A STAR-UEMOA

L'accompagnement des SGI pour leur participation au dispositif permettant le règlement de leurs opérations sur le marché des titres publics émis par voie d'adjudication, à partir des comptes de leurs banques partenaires, s'est poursuivi. Le nombre de nouvelles SGI raccordées au dispositif au cours de l'année 2021 s'est élevé à six (6) portant le nombre total de SGI configurées à fin décembre 2021 à douze (12).

4.3 - RESERVES DE CHANGE

Les avoirs officiels de réserve de la Banque Centrale se sont établis à 14.040 milliards de FCFA (21,4 milliards d'euros) à fin décembre 2021 contre 11.731 milliards de FCFA (17,9 milliards d'euros) un an plus tôt, soit une hausse de 2.309 milliards de FCFA (3,5 milliards d'euros, +20%) sur la période.

En application de la réforme monétaire décidée par les Chefs d'Etat de l'UEMOA, le Compte d'opérations ouvert dans les livres du Trésor français a été clôturé en avril 2021. A cet égard, les ressources qui y étaient détenues ont été transférées sur d'autres comptes de la Banque Centrale.

Dans ce contexte, la BCEAO a poursuivi la politique de placement de ses avoirs en devises, dans le strict respect des principes et pratiques communément admis pour la gestion des réserves officielles de change, en particulier les Directives du FMI en la matière. A cet égard, les avoirs de réserve ont fait l'objet d'investissement dans des actifs monétaires et obligataires, en considération de leurs critères de liquidité et de sécurité.



ENCADRE 2 : RAPATRIEMENT DES RECETTES D'EXPORTATION

Les exportations de marchandises hors UEMOA ont été évaluées à 15.002 milliards de FCFA au titre de l'année 2021, en hausse de 1.787 milliards (+14%) comparativement à l'année précédente. Les rapatriements de devises afférents aux ventes extérieures de marchandises se sont également inscrits en progression, passant de 8.542 milliards en 2020 à 10.366 milliards sur la période sous revue (+1.824 milliards ou +21%). Rapporté aux recettes d'exportation, le taux de rapatriement est ressorti à 69% au cours de l'année 2021 contre 65% un an plus tôt.

La nette amélioration du taux de rapatriement résulte des progrès enregistrés par les opérateurs économiques ainsi que par les intermédiaires agréés en matière de conformité aux exigences réglementaires. En effet, le taux d'encaissement des recettes d'exportation par les entreprises de l'Union, dans les livres des banques locales, s'est établi à 80% en 2021 contre 75% une année auparavant.

S'agissant du taux de cession à la Banque Centrale des ressources encaissées par les banques de l'Union, il est ressorti à 87%

en 2021 contre 86% à la même période de l'année précédente. Ainsi, l'obligation réglementaire à la charge des banques de rapatrier au moins 80% des recettes encaissées a été respectée en moyenne dans tous les pays de l'Union.

Le montant des recettes d'exportation n'ayant pas fait l'objet de cession à la Banque Centrale est ressorti à 1.636 milliards (11% des exportations) contre 2.030 milliards un an plus tôt (15% des ventes extérieures). Le défaut de rapatriement imputable aux opérateurs économiques s'est établi à 1.617 milliards (2.005 milliards en 2020) et celui à la charge des établissements de crédit à 19 milliards (25 milliards en 2020).

Au total, la situation du rapatriement des recettes d'exportation au cours de l'année 2021 est caractérisée par une bonne tenue des indicateurs de rapatriement, en liaison principalement avec un relèvement des encaissements des opérateurs économiques, combiné à l'amélioration de la conformité du secteur bancaire à l'exigence de cession à la BCEAO d'au moins 80% des recettes encaissées.



V ORGANES STATUTAIRES ET ADMINISTRATION DE LA BCEAO

5.1 - ACTIVITES DES ORGANES STATUTAIRES	74
5.1.1 - Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'UMOA.....	74
5.1.2 - Conseil des Ministres de l'Union	80
5.1.3 - Comité de Politique Monétaire de la BCEAO	83
5.1.4 - Conseil d'Administration de la BCEAO.....	90
5.1.5 - Comité d'Audit de la BCEAO	91
5.2 - ADMINISTRATION DE LA BCEAO	93
5.2.1 - Gouvernance et structure opérationnelle de la BCEAO	93
5.2.2 - Gestion des ressources humaines	97
5.2.2.1 - Effectif	97
5.2.2.2 - Formation, recherche et partenariats.....	98
5.2.3 - Patrimoine immobilier.....	106
5.2.4 - Systèmes d'information	106
5.2.5 - Dispositif de gestion des risques et activités de contrôle	107
5.2.6 - Dispositif du contrôle de gestion	110
5.2.7 - Système de Management de la Qualité de la BCEAO ..	112
5.2.8 - Système d'information comptable	112

5.1 - ACTIVITES DES ORGANES STATUTAIRES

Au cours de l'exercice 2021, les Organes de l'Union ont tenu leurs assises, conformément aux dispositions du Traité de l'Union Monétaire

Ouest Africaine du 20 janvier 2007 et des Statuts de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest.

5.1.1 - CONFERENCE DES CHEFS D'ETAT ET DE GOUVERNEMENT DE L'UMOA



La Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Union a tenu le 25 mars 2021, par visioconférence, une session ordinaire sous la Présidence de Son Excellence Monsieur Alassane OUATTARA, Président de la République de Côte d'Ivoire, son Président statuaire.

Au cours de la session, analysant la situation politique et sociale au sein de l'Union, la Conférence a salué la sérénité qui a prévalu à la suite des dernières élections présidentielles tenues dans les Etats membres. Elle a adressé ses félicitations aux acteurs politiques de ces pays et à l'ensemble des parties prenantes pour leurs contributions à l'enracinement de la culture démocratique dans l'Union.

La Conférence a adressé ses vives félicitations aux Présidents Roch Marc Christian KABORE et Alassane OUATTARA pour leur réélection et à Monsieur Mohamed BAZOUM pour son élection à la Présidence de la République du Niger.

Examinant l'évolution de la situation sanitaire au sein de l'Union, depuis la tenue de sa session extraordinaire du 27 avril 2020, la

Conférence a noté les évolutions positives observées dans la lutte contre la propagation de la pandémie du coronavirus. Elle a salué les efforts déployés par les Etats ainsi que les Organes et Institutions communautaires pour parvenir à ces résultats.

La Conférence, après avoir entendu le rapport des actions mises en œuvre pour soutenir l'activité économique dans le contexte de cette pandémie ainsi que celles prévues pour l'année 2021, a exprimé toute sa satisfaction relativement aux initiatives prises par les Institutions communautaires pour soulager les populations vulnérables et soutenir l'économie, en particulier les petites et moyennes entreprises. Elle les a exhortées à poursuivre dans cette voie.

La Conférence a noté avec satisfaction le rapport de la Commission de l'UEMOA sur la situation de la Covid-19 dans l'Union et a adopté les principales recommandations relatives à la facilitation de la circulation transfrontalière des personnes et des biens.

A cet égard, elle a fixé à cinq (5) jours, à compter de la date de prélèvement de

l'échantillon, la durée de validité des tests de dépistage à l'entrée et au départ des aéroports des Etats membres.

La Conférence a décidé de la reconnaissance mutuelle des résultats des tests Covid-19 réalisés par les structures nationales habilitées. Elle a fixé à vingt-cinq mille (25.000) FCFA le coût du test de dépistage de la Covid-19 pour les voyageurs utilisant le transport aérien à compter de mai 2021.

La Conférence a encouragé la réouverture progressive des frontières terrestres dans le respect des exigences sanitaires requises. En temps opportun, le coût du test de dépistage de la Covid-19 sera fixé à cinq mille (5.000) FCFA pour les voyageurs utilisant les voies terrestres.

Elle a exhorté tous les Etats membres à prendre les dispositions idoines pour la mise en œuvre de stratégies nationales de vaccination des populations cibles contre la maladie à coronavirus.

Au titre du soutien aux investissements privés, les Chefs d'Etat et de Gouvernement ont encouragé les Etats membres à alléger les procédures d'accès aux fonds de soutien Covid-19 et à stimuler l'investissement dans les entreprises par la mise en place de mesures incitatives.

Les Chefs d'Etat et de Gouvernement ont félicité la Banque Centrale pour les mesures prises dans le cadre de la lutte contre la pandémie, notamment l'augmentation sensible de la liquidité et la baisse des taux directeurs pour assurer la poursuite du financement adéquat des économies par les banques ainsi que le lancement des « *Bons*

Covid-19 », pour permettre aux Etats de lever des fonds importants à coût modéré sur le marché financier régional. Ils l'ont encouragée à poursuivre ces actions afin de contribuer à une relance rapide de l'activité économique.

Les Chefs d'Etat et de Gouvernement ont félicité les Institutions Communautaires pour la mise en place effective des mécanismes de financement des Etats membres ainsi que l'appui au secteur privé et aux SFD.

Ils ont salué particulièrement la décision de la BCEAO autorisant les banques et institutions de microfinance à accorder à leur clientèle affectée par la pandémie et qui le sollicite un report d'échéances sur les prêts, pour une période de trois mois renouvelables une fois, sans charge d'intérêt, ni frais, ni pénalité de retard. Ils ont salué également les mesures prises pour réduire les coûts d'utilisation des moyens de paiement digitaux, en vue de promouvoir davantage leur usage et contribuer ainsi à limiter les déplacements et les contacts physiques des populations durant la pandémie.

La Conférence a réitéré son soutien à l'initiative de l'Union Africaine relative à la dette des pays africains.

Elle a adressé ses remerciements à l'ensemble des partenaires, en particulier l'Union Africaine, la Banque Africaine de Développement, le Fonds Monétaire International, la Banque Mondiale et le G20 pour les initiatives qui ont déjà été engagées et les a invités à soutenir encore plus le continent africain dans sa lutte contre la pandémie.

Abordant la situation au sein de la sous-région, la Conférence a condamné avec vigueur les

attaques terroristes perpétrées au Burkina, au Mali et au Niger. Elle a exprimé sa solidarité et sa compassion à l'endroit des populations de ces pays frères. Elle a réaffirmé sa ferme détermination à contrer la progression du terrorisme et à faire face à l'insécurité grandissante dans l'Union.

Dans le cadre du financement de la lutte contre l'insécurité du G5 Sahel, la Conférence a salué la contribution des pays membres notamment celle du Burkina, du Mali, du Niger et du Sénégal à hauteur de 1 milliard de FCFA chacun et celle de la Côte d'Ivoire à hauteur de 2 milliards de FCFA. Par ailleurs, la Conférence a décidé de l'octroi d'un financement exceptionnel de 2 milliards de FCFA pour soutenir cette initiative. Cet appui vient en complément des 100 millions USD déjà décaissés pour les trois pays membres de la ligne de front du G5 Sahel.

Au titre du renforcement du processus d'intégration, la Conférence a apprécié les efforts de la Commission dans l'impulsion et le suivi des réformes communautaires.

Elle a noté avec satisfaction les progrès enregistrés dans la mise en œuvre des chantiers conduits par les Comités de Haut niveau concernant l'énergie, la paix et la sécurité, la sécurité alimentaire et le financement des économies.

S'agissant du chantier relatif à la sécurité alimentaire et nutritionnelle, la Conférence a noté l'état d'exécution satisfaisant des initiatives et mesures en cours pour renforcer la résilience des populations face aux déficits céréaliers et à l'incidence du changement climatique.

Au titre du financement de l'économie, la Conférence a salué les actions de la Banque Centrale qui ont permis une détente du coût du crédit dans l'Union, un renforcement de la gouvernance des institutions financières et une amélioration des mécanismes de financement.

Aussi la Conférence a noté avec satisfaction les financements de la BOAD qui ont permis d'apporter un appui considérable aux Etats ainsi qu'aux petites et moyennes entreprises de l'Union.

Concernant la surveillance multilatérale, la Conférence a noté que la pandémie à coronavirus a affecté profondément les économies des Etats membres. Ainsi, en 2020, la situation macroéconomique de l'Union a connu une dégradation sensible, avec notamment un taux de croissance moyen qui est ressorti à 0,9%, soit une réduction de près de six points de pourcentage par rapport à la prévision initiale de 6,6%.

Dans ce contexte, après avoir rappelé la suspension temporaire du Pacte de Convergence, de Croissance et de Solidarité de l'UEMOA, la Conférence a exhorté les Etats à prendre toutes les mesures qui s'avèreraient nécessaires pour réduire l'impact de la pandémie sur les populations et soutenir l'économie pendant et après la crise.

S'agissant de la revue annuelle des réformes, politiques, programmes et projets communautaires, les Chefs d'Etat et de Gouvernement se sont réjouis de l'amélioration du taux global de mise en œuvre des réformes, qui est passé de 74% en 2019 à 76% en 2020. Ils ont exhorté la Commission et les Etats membres à poursuivre cet exercice.

Les Chefs d'Etat et de Gouvernement ont salué la mise en place par la BCEAO du cadre méthodologique d'identification des Etablissements Bancaires d'Importance Systémique (EBIS) et la réalisation de test de résistance du système bancaire face aux chocs liés à la Covid-19. Ils l'ont exhortée à poursuivre ses efforts pour la consolidation de la stabilité financière dans l'Union.

La Conférence a pris acte des diligences accomplies par la Banque Centrale en vue du renforcement de l'opérationnalisation du dispositif de soutien au financement des PME/PMI et de la diversification des produits de financement des économies. Elle invite les parties prenantes à une forte implication, afin de permettre une atteinte rapide des objectifs visés.

La Conférence a noté avec satisfaction les progrès réalisés par la BCEAO dans le développement et la promotion de l'inclusion financière au sein de l'Union, à travers l'interopérabilité des Services financiers numériques, la mise en œuvre de la Stratégie Régionale d'Inclusion Financière, la promotion et l'encadrement des FinTech.

Les Chefs d'Etat et de Gouvernement ont apprécié les actions conduites par la Banque Centrale pour le renforcement de la sécurisation des plateformes de raccordement des participants aux systèmes de paiement de l'Union ainsi que pour la vulgarisation des textes réglementaires dans le cadre de la mise en œuvre des réformes comptable et prudentielle auprès des établissements de crédit.

La Conférence a salué les mesures prises par la BCEAO pour renforcer les activités des

Bureaux d'Information sur le Crédit (BIC). Elle l'a exhortée à poursuivre ses efforts visant l'amélioration de l'étendue de l'information sur le crédit dans l'Union.

La Conférence a relevé avec satisfaction la contribution de la BOAD au soutien des actions de développement des Etats membres, notamment dans le cadre de la mise en œuvre de leurs projets et programmes d'investissement, qui s'est traduite concrètement par la mise à disposition de financements conséquents.

Les Chefs d'Etat et de Gouvernement ont salué les efforts consentis par la BOAD pour la mobilisation de ressources des mécanismes financiers de la Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques au profit de projets environnementaux dans l'Union. Ils l'ont encouragée à poursuivre et intensifier ses actions dans ce domaine, afin de contribuer au renforcement de la résilience des économies au changement climatique et améliorer les conditions de vie des populations vulnérables.

La Conférence a félicité la BOAD pour l'approbation de son nouveau Plan Stratégique 2021-2025 « *Plan DJOLIBA* » qui permettra d'augmenter l'impact de ses investissements en termes de résultats de développement via la création d'emplois, la construction d'infrastructures de transport pour faciliter le déplacement des personnes et des biens, la facilitation de l'accès à la nourriture à travers la production agricole et l'augmentation des capacités de production énergétique.

Les Chefs d'Etat et de Gouvernement ont exhorté les Organes et Institutions communautaires à poursuivre leurs actions

de promotion des Partenariats Public-Privé (PPP), en vue d'une bonne mise en œuvre des projets structurants, notamment ceux d'envergure régionale.

La Conférence s'est félicité des avancées enregistrées sur la plan réglementaire avec l'adoption d'Instructions spécifiques pour améliorer le cadre d'émission des titres publics et l'instauration de la finance durable, en vue de rapprocher le marché financier des standards internationaux, surtout dans un contexte marqué par un développement rapide des nouvelles technologies. Elle a noté avec satisfaction les mesures de renforcement du cadre prudentiel et de supervision des acteurs du marché financier régional visant la protection des épargnants et la résilience du système financier.

La Conférence a salué la signature de conventions de financement, d'assistance technique et de partenariat entre le Conseil Régional et les partenaires techniques et financiers, tels que le Financial Sector Deepening Africa (FSD Africa) et l'Agence Française de Développement (AFD) pour la mise en œuvre des chantiers de réforme engagés, notamment ceux liés à la modernisation des textes de base du marché, à l'amélioration de la gouvernance sur le marché ainsi que ceux visant le renforcement des dispositifs prudentiels et de protection des épargnants sur le marché financier régional ainsi que les mécanismes de supervision des acteurs du marché.

S'agissant du processus de changement de dénomination du Conseil Régional de l'Épargne Publique et des Marchés Financiers en Autorité des Marchés Financiers, la Conférence a invité les Etats à accélérer le processus de ratification du Traité de l'UMOA.

Concernant le processus de création de la monnaie unique de la CEDEAO, la Conférence a salué les avancées enregistrées et réaffirmé la détermination des Etats membres de l'UEMOA à poursuivre leur engagement dans ce projet.

La Conférence a exprimé ses vifs remerciements à Son Excellence, Monsieur Alassane OUATTARA, Président en exercice de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'UEMOA, pour son leadership et son engagement dans l'adhésion des pays de l'UEMOA au processus de création de la monnaie unique de la CEDEAO.

Au titre de la gouvernance des Organes et Institutions de l'Union, la Conférence a pris acte de l'expiration du mandat du Président de la BOAD. Elle a salué le travail remarquable accompli par Monsieur Christian ADOVELANDE, Président sortant de la BOAD, ainsi que la dynamique qu'il a insufflée au processus de financement du développement dans l'UEMOA.

Les Chefs d'Etat et de Gouvernement ont adressé leurs vives félicitations et leurs vœux de plein succès à Monsieur Tiémoko Meyliet KONE, Gouverneur de la BCEAO, pour sa reconduction à la tête de la Banque Centrale, ainsi qu'à Monsieur Serge EKUE, pour sa nomination à la Présidence de la BOAD.

La Conférence a décidé de créer un poste de deuxième Vice-Président à la BOAD.

La Conférence a pris acte de la fin du mandat du Président du Conseil Régional de l'Épargne Publique et des Marchés Financiers et a félicité Monsieur Mamadou NDIAYE, Président sortant du CREPMF, pour les résultats remarquables

obtenus à travers la contribution du Marché Financier Régional au financement des économies.

La Conférence a pris acte de l'expiration des mandats du Président et des membres de la Commission à compter du 8 mai 2021.

La Conférence a félicité Monsieur Abdallah BOUREIMA, Président sortant de la Commission, pour la dynamique qu'il a insufflée au processus d'intégration de l'Union et pour les résultats obtenus par la Commission, sous sa conduite, durant les quatre dernières années.

La Conférence a enfin tenu à saluer le travail remarquable accompli par l'ensemble des Commissaires sortants dans le cadre de leur mandat.

La Conférence a décidé de confier la Présidence de la Commission de l'UEMOA au candidat proposé par la République du Sénégal.

La nomination des membres de la Commission, sur proposition des Chefs d'Etat et de Gouvernement interviendra au plus tard le 1^{er} mai 2021.

La Conférence a adopté un Acte Additionnel portant réforme du cadre institutionnel de renouvellement des dirigeants des Institutions de l'Union.

La Conférence a exprimé sa satisfaction au Président de la Commission de l'UEMOA, au Gouverneur de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest, au Président du Conseil Régional de l'Épargne Publique et des Marchés Financiers, ainsi qu'au personnel de tous les

Organes et Institutions de l'UEMOA, pour les résultats obtenus dans la mise en œuvre des programmes et projets communautaires.

La Conférence a adressé ses vives félicitations au Président Issoufou MAHAMADOU, pour son leadership dans la conduite des chantiers à lui confiés au plan régional et continental et pour son engagement dans l'enracinement de la démocratie au Niger.

S'agissant de la Présidence en exercice de l'Union, la Conférence a élu à l'unanimité, Son Excellence Monsieur Roch Marc Christian KABORE, Président du Faso comme nouveau Président en exercice de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'UEMOA.

La Conférence a rendu un vibrant hommage à Son Excellence Monsieur Alassane OUATTARA pour son leadership et son engagement dans la consolidation du processus d'intégration sous-régionale.

Les Chefs d'Etat et de Gouvernement du Bénin, du Burkina, de la Guinée-Bissau, du Mali, du Niger, du Sénégal et du Togo ont présenté leurs condoléances à Son Excellence Monsieur Alassane OUATTARA, Président de la République de Côte d'Ivoire et au peuple ivoirien suite au décès du Premier Ministre Hamed BAKAYOKO. Ils se sont associés à l'hommage rendu par le peuple ivoirien à l'illustre disparu. Les Chefs d'Etat et de Gouvernement du Bénin, du Burkina, de la Guinée-Bissau, du Mali, du Niger, du Sénégal et du Togo ont adressé leurs vifs remerciements à Son Excellence Monsieur Alassane OUATTARA, Président de la République de Côte d'Ivoire pour toutes les dispositions prises pour assurer le succès de la Conférence.

5.1.2 - CONSEIL DES MINISTRES DE L'UNION



Au cours de l'exercice 2021, la composition du Conseil des Ministres de l'Union a connu les changements ci-après :

Au titre de la République du Bénin, Monsieur Hamet AGUEMON, Ministre, Conseiller aux Investissements du Président de la République, a été nommé membre du Conseil, pour compter du 4 juin 2021, en remplacement de M. Abdoulaye BIOTCHANE.

Au titre de la République du Mali, Monsieur Lamine Seydou TRAORE, Ministre des Mines, de l'Énergie et de l'Eau, a été nommé membre du Conseil, pour compter du 16 août 2021, en remplacement de Monsieur Harouna NIANG.

Au titre de la République du Niger, Messieurs Ahmat JIDOUD et Rabiou ABDOU, respectivement Ministre des Finances et Ministre du Plan, ont été nommés membres du Conseil, pour compter du 7 avril 2021 et du 20 avril 2021, en remplacement de Monsieur Mamadou DIOP et de Madame Aïchatou BOULAMA KANE.

Au cours de l'année 2021, le Conseil des Ministres a tenu quatre (4) sessions ordinaires. Les 22 mars, 28 juin, 23 septembre et 17 décembre 2021, par visioconférence, à partir des locaux des Agences Principales et du Siège de la BCEAO, sous la présidence de Monsieur Sani YAYA, Ministre de l'Économie et des Finances de la République Togolaise, son Président statutaire.

Le Conseil des Ministres a également tenu, dans les mêmes locaux, par visioconférence, trois sessions extraordinaires respectivement les 15 mars, 29 avril et 20 août 2021.

Au cours de sa session ordinaire du 22 mars 2021, le Conseil des Ministres, examinant la situation économique et les perspectives de l'UEMOA a noté l'amorce d'une consolidation de la reprise de l'activité économique au quatrième trimestre 2020, sous l'effet du regain de vigueur de la demande intérieure. Le taux de croissance de l'Union est ressorti à 1,3% après 0,6% un trimestre auparavant. Pour l'ensemble de l'année 2020, le taux de croissance de l'UEMOA est estimé à 0,9%.

Le Conseil a relevé que l'inflation dans l'Union a légèrement ralenti, en ressortant à 2,7% au quatrième trimestre 2020, en glissement annuel après 2,9% au trimestre précédent. Cette décélération des prix à la consommation provient du ralentissement des prix des produits alimentaires, en lien avec l'amélioration de l'offre de céréales. Pour l'ensemble de l'année 2020, le taux d'inflation est ressorti à 2,1% après -0,7% en 2019.

Les Ministres ont noté que l'exécution des budgets nationaux au cours de l'année 2020 a porté l'empreinte des répercussions de la pandémie de Covid-19. En effet, les Gouvernements ont adopté des mesures vigoureuses pour endiguer la propagation du virus, soutenir les populations vulnérables,

stabiliser l'activité économique et préserver le tissu productif. Dans ce contexte, le déficit budgétaire, base engagements dons compris, s'est dégradé pour se situer à 5,7% du PIB en 2020, alors que les efforts entrepris antérieurement par les Etats avaient pu le ramener à 2,4% en 2019.

Les appuis des partenaires techniques et financiers dans le contexte de la Covid-19 ainsi que les mobilisations réalisées par les Etats membres sur le marché financier régional et les marchés internationaux ont permis de couvrir ce déficit budgétaire.

S'agissant des échanges extérieurs, le déficit des transactions courantes s'est creusé dans le contexte de la crise sanitaire, avec la chute des flux touristiques et le recul des exportations de la zone. Il s'est établi à 5,6% du PIB en 2020 contre 4,9% en 2019.

A la faveur des mesures prises par la Banque Centrale, le secteur financier a continué d'assurer un financement approprié des activités économiques. Les réserves de change de l'Union demeurent à un niveau adéquat, assurant une couverture de 5,9 mois d'importation de biens et services à fin décembre 2020.

En vue de favoriser un retour rapide à la trajectoire de bonne croissance enregistrée durant les dernières années précédant la crise sanitaire, les Etats se sont engagés, non seulement à accroître leurs capacités à maîtriser la pandémie, mais également à conduire efficacement des plans de relance économique.

Les Ministres ont renouvelé le mandat de Monsieur Akuété SANTOS, en qualité de

membre du Collège de Résolution, pour une durée de trois (3) ans échéant le 31 mars 2024, conformément aux dispositions des articles 5 et 8 de l'Annexe à la Convention régissant la Commission Bancaire de l'UMOA.

Les Ministres ont approuvé les comptes de la BCEAO au titre de l'exercice 2020 et procédé à l'affectation du résultat.

Par ailleurs, le Conseil des Ministres a approuvé les conclusions de la réunion du Comité Technique BCEAO/Banque Mondiale qui s'est tenue le 16 février 2021 sur le projet d'appui budgétaire régional proposé par la Banque mondiale et dont les Etats membres de l'UEMOA pourraient bénéficier, dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie régionale d'inclusion financière dans l'UEMOA.

Lors de sa session extraordinaire du 29 avril 2021, le Conseil, en application des orientations de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine, a procédé à la nomination des responsables au Conseil Régional de l'Epargne Publique et des Marchés Financiers (CREPMF) et à la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO).

A cet égard, Monsieur Badanam PATOKI a été nommé à la Présidence du CREPMF pour un mandat de trois (3) ans, à compter du 1^{er} mai 2021 et Monsieur Mamadou DIOP a été nommé au poste de Vice-Gouverneur de la BCEAO pour un mandat de cinq (5) ans, à compter du 1^{er} mai 2021.

Par ailleurs, le Conseil des Ministres a procédé à la modification des dispositions pertinentes des Statuts de la BOAD en vue de la nomination d'un second Vice-Président.

Les sessions ordinaires du 28 juin et 23 septembre 2021 ont été consacrées à l'examen des points inscrits par la Commission de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine et le Conseil Régional de l'Epargne Publique et des Marchés Financiers.

Au cours de sa session ordinaire du 17 décembre 2021, examinant l'évolution récente des économies de l'Union, les Ministres se sont félicités de la consolidation de la reprise de l'activité économique au troisième trimestre 2021. En effet, le taux de croissance du produit intérieur brut (PIB) réel est ressorti à 6,7%, en glissement annuel, après 7,7% le trimestre précédent, et une réalisation de 1,4% un an plus tôt. Cette bonne évolution a été soutenue par un raffermissement progressif de la demande intérieure.

Les Ministres ont relevé, à l'instar des autres régions du monde, une accélération des prix dans la zone. Le taux d'inflation est ressorti à 3,8% au troisième trimestre 2021 après 3,3% un trimestre plus tôt. Cette hausse des prix est imputable essentiellement au renchérissement des produits alimentaires, du fait de la baisse de la production céréalière dans certains pays, des difficultés d'approvisionnement induites par les crises sanitaire et sécuritaire dans d'autres pays, ainsi qu'à la hausse de l'inflation importée. Selon les prévisions, cette poussée inflationniste devrait s'estomper au cours des prochains mois. L'inflation devrait revenir en dessous de 3,0%, dans le courant de l'année 2022, à la faveur de l'atténuation progressive des tensions sur les prix des produits importés.

Le Conseil des Ministres a également souligné le creusement du déficit public global, base engagements, dons compris, qui est ressorti à 4.492,8 milliards à fin septembre 2021 contre 4.388,4 milliards un an plus tôt. Cette situation reflète l'accélération des investissements publics dans le cadre des plans de relance mis en œuvre par les Etats membres.

Le Conseil a noté que les perspectives de croissance économique de l'Union demeurent favorables. La croissance devrait s'établir à 6,4% en 2022 après 6,1% en 2021. Cette performance résulte de la poursuite de la mise en œuvre des plans de relance des Etats membres ainsi que du retour à la normale de l'activité dans les sous-secteurs du transport, du tourisme et des loisirs, à la faveur de l'atténuation de la crise sanitaire due à la Covid-19.

Par ailleurs, le Conseil des Ministres a approuvé le renouvellement du mandat du représentant du Bénin, Monsieur Yaovi Clément AZIAGNIKOUDA, au sein du Comité de Politique Monétaire de la BCEAO, pour un second mandat de cinq (5) ans, à compter du 1^{er} janvier 2022.

Enfin, le Conseil a émis un avis favorable sur les propositions soumises par la BCEAO en vue du renforcement de l'efficacité du Dispositif de soutien au financement des PME/PMI de l'UEMOA lancé en 2018. A cet égard, les différentes parties prenantes au Dispositif ont été encouragées à s'impliquer davantage en vue de sa pleine opérationnalisation.

5.1.3 - COMITE DE POLITIQUE MONETAIRE DE LA BCEAO



Au cours de l'exercice 2021, la composition du Comité de Politique Monétaire de la BCEAO a connu le changement ci-après :

Au titre de la BCEAO, Monsieur Mamadou DIOP, Vice-Gouverneur de la BCEAO a été nommé membre du Comité, pour compter du 29 avril 2021, en remplacement de Monsieur Abdoulaye DIOP.

Au cours de l'exercice 2021, le Comité de Politique Monétaire de la BCEAO a tenu quatre (04) réunions ordinaires par visioconférence, sous la présidence de Monsieur Tiémoko Meyliet KONE, Gouverneur de la Banque Centrale, son Président statutaire, respectivement les 3 mars, 9 juin, 8 septembre et 8 décembre 2021, à partir des locaux des Agences Principales et du Siège de la BCEAO. Au cours de ces sessions, le Comité a passé en revue les principales évolutions de la conjoncture économique internationale et régionale au cours de la période récente, ainsi que les facteurs de risque pouvant affecter les perspectives à moyen terme d'inflation et de croissance économique dans l'Union.

Lors de sa session du 3 mars 2021, le Comité a noté au titre de la conjoncture internationale, l'apparition de nouveaux variants du coronavirus, avec des effets contagieux plus importants. Cette situation a nécessité l'adoption de mesures supplémentaires pour endiguer la nouvelle vague de la pandémie, fragilisant ainsi la reprise économique

escomptée suite à la découverte de vaccins contre la Covid-19. Toutefois, le démarrage des campagnes de vaccination à partir de décembre 2020 dans plusieurs pays avancés et émergents, ainsi que la poursuite des politiques budgétaire et monétaire de soutien, ont limité la dégradation de l'activité et laissé entrevoir les perspectives d'une normalisation rapide. Selon le Fonds Monétaire International, l'économie mondiale connaîtrait en 2021, malgré de fortes incertitudes, un taux de croissance attendu à 5,5% après une contraction de 3,5% enregistrée en 2020.

Sur les marchés internationaux des matières premières, les cours des produits énergétiques et des autres produits de base se sont redressés pour le deuxième trimestre consécutif après deux trimestres successifs de baisse. Selon les données de la Banque Mondiale, les prix de l'énergie ont connu, durant le quatrième trimestre 2020, une hausse de 8,4% après la progression de 33,9% observée au trimestre précédent. Quant aux prix des produits de base non énergétiques, ils ont maintenu une tendance haussière, avec un accroissement de 9,5% au quatrième trimestre 2020, comme au trimestre précédent. En particulier, les cours des matières premières agricoles exportées par les pays de l'Union ont enregistré une accélération du rythme de leur progression avec une croissance de 10,5% au quatrième trimestre 2020 après 6,0% le trimestre précédent.

Examinant la conjoncture interne, le Comité a relevé que la reprise de l'activité économique dans l'UEMOA s'est accélérée au quatrième trimestre 2020, avec une hausse de 1,3% du PIB par rapport à la même période de l'année précédente, après 0,6% un trimestre plus tôt. Ce regain de vigueur reflète l'accélération du rythme de progression de la valeur ajoutée dans l'ensemble des secteurs d'activité, consécutive à la reprise progressive de la demande intérieure. Pour l'ensemble de l'année 2020, les dernières estimations situent le taux de croissance économique de l'Union à 0,9% contre 5,7% en 2019. Les pays de l'Union escomptent une reprise en 2021, avec un taux de croissance attendu à 5,8%, sous l'effet du maintien des mesures de relance budgétaire et de soutien monétaire.

L'exécution budgétaire dans les Etats membres de l'Union au cours de l'année 2020 a fait ressortir un creusement du déficit par rapport à l'année précédente. Cette augmentation des déficits budgétaires est imputable aux effets négatifs de la pandémie de Covid-19 sur les recettes et aux dépenses engagées dans le cadre des plans de riposte et de relance mis en œuvre par les Etats. Ainsi, le déficit budgétaire, base engagements dons compris, rapporté au PIB, a plus que doublé passant de 2,4% en 2019 à 5,7% en 2020.

Sur le marché monétaire, les conditions financières sont demeurées favorables, en relation avec l'orientation accommodante de la politique monétaire de la Banque Centrale. Ainsi, le coût moyen des ressources offertes par la Banque Centrale sur le guichet à une semaine est resté stable à 2,00% comme au troisième trimestre 2020 contre 3,38% un an plus tôt. Sur le compartiment à une semaine du

marché interbancaire, le taux d'intérêt moyen pondéré s'est établi à 2,62% contre 2,73% au trimestre précédent. Un an plus tôt, il s'élevait à 4,36%. Sur le marché des titres publics, les conditions de financement des Etats membres ont continué de s'améliorer. Le taux d'intérêt moyen pondéré des bons du Trésor est ressorti à 3,28% en 2020 contre 5,36% un an plus tôt.

Au plan monétaire, la masse monétaire a connu une accélération sur le dernier trimestre 2020, avec une croissance, en rythme annuel, de 16,4% à fin décembre 2020 contre 15,5% à fin septembre. Cette consolidation a été imprimée par la hausse des crédits bancaires aux Etats et au secteur privé ainsi que par le renforcement des actifs extérieurs nets. Les réserves de change de l'Union se sont confortées, assurant la couverture de 5,9 mois d'importations de biens et services à fin janvier 2021 contre 5,6 mois à fin décembre 2020 et 5,2 mois à fin septembre 2020.

Le Comité de Politique Monétaire a relevé une légère décélération des prix à la consommation sur le quatrième trimestre 2020, le taux d'inflation ressortant à 2,7% contre 2,9% un trimestre plus tôt. La baisse du rythme de progression des prix est attribuable essentiellement à l'amélioration de l'offre de céréales, de légumes ainsi que de tubercules et plantains. Le taux d'inflation sous-jacente s'est, pour sa part, accru, ressortant à 1,8% après une progression de 1,6% un trimestre plus tôt. Pour l'ensemble de l'année 2020, le taux d'inflation s'est situé à 2,1% après -0,7% en 2019. A l'horizon de huit trimestres, soit à fin décembre 2022, les prévisions établissent le taux d'inflation à 1,8%, toujours dans la zone cible (entre 1,0% et 3,0%) définie pour la politique monétaire dans l'Union.

Sur la base de ces analyses, le Comité de Politique Monétaire a décidé de maintenir inchangés le taux d'intérêt minimum de soumission aux opérations d'appels d'offres d'injection de liquidité à 2,00% et le taux d'intérêt du guichet de prêt marginal à 4,00%, niveaux en vigueur depuis le 24 juin 2020. Le coefficient de réserves obligatoires applicable aux banques de l'Union demeure inchangé à 3,0%.

Au cours de sa session du 9 juin 2021, le Comité a noté au titre de la conjoncture internationale, une reprise de l'activité économique au premier trimestre 2021, après la crise mondiale en 2020 causée par la pandémie de Covid-19. Les avancées dans les campagnes de vaccination ainsi que la poursuite de la mise en œuvre de mesures de soutien budgétaire et monétaire ont renforcé la confiance des marchés et amélioré les perspectives économiques. Selon le Fonds Monétaire International, l'économie mondiale connaîtrait en 2021 une reprise forte, avec un taux de croissance attendu à 6,0% après une contraction de 3,5% en 2020.

Sur les marchés internationaux, les cours des matières premières ont, dans l'ensemble, poursuivi leur tendance haussière pour le troisième trimestre consécutif, sous l'effet de la reprise de la demande à l'échelle mondiale et de la persistance de certaines contraintes pesant sur l'offre. Selon les données de la Banque Mondiale, les prix de l'énergie ont connu durant le premier trimestre 2021 une augmentation de 35,3% après une progression de 8,4% observée au trimestre précédent. Parallèlement, les cours des produits de base non énergétiques se sont raffermis avec un accroissement de 27,8% après une hausse de 11,8%. Dans ce sillage, l'indice des prix

des matières premières non énergétiques exportées par les pays de l'UEMOA s'est accru de 5,1% au cours du premier trimestre 2021 après une progression de 2,7% un trimestre plus tôt. Pour sa part, l'indice des prix des principaux produits alimentaires importés par les pays de l'UEMOA a connu une croissance de 19,4% au cours du premier trimestre 2021 après une augmentation de 11,2% un trimestre auparavant.

Examinant la conjoncture interne, le Comité a relevé un raffermissement de la reprise de l'activité économique dans l'UEMOA au premier trimestre 2021, avec un taux de croissance du PIB réel de 3,2%, en rythme annuel après 1,8% au trimestre précédent. Cette évolution a été portée par l'ensemble des secteurs d'activité, consécutivement au regain de vigueur de la demande intérieure. En perspective, le taux de croissance de l'Union est attendu à 5,6% en 2021 après 1,5% en 2020. La consolidation de la reprise de l'activité économique dans l'Union serait portée par une bonne exécution des plans de relance, le maintien des mesures de soutien budgétaire et monétaire ainsi qu'une amélioration de la situation sécuritaire.

L'exécution des opérations financières des Etats membres de l'UEMOA, au cours des trois premiers mois de l'année 2021, s'est soldée, en référence à la même période de l'année précédente, par une atténuation du déficit budgétaire global, base engagements, dons compris, ressortant à 2,9% du PIB contre 4,5% un an plus tôt. Cette évolution résulte d'un accroissement des recettes et dons plus important que celui des dépenses publiques.

Sur le marché monétaire, les conditions financières sont restées favorables, en ligne

avec l'orientation accommodante de la politique monétaire menée par la Banque Centrale. Les taux moyens pondérés des adjudications sur les compartiments à une semaine et à un mois des guichets de la Banque Centrale sont demeurés à 2,00% contre des niveaux respectifs de 2,90% et 3,55% à la même période de l'année précédente. Le taux d'intérêt moyen pondéré sur la maturité à une semaine du marché interbancaire a baissé, s'établissant à 2,53% contre 2,62% au trimestre précédent. En ligne avec ces évolutions, le taux moyen des crédits bancaires a connu un recul de 16 points de base par rapport au quatrième trimestre 2020 pour se situer à 6,42% au premier trimestre 2021. Sur le marché des titres publics, les conditions de financement des Etats membres sont restées favorables sur la période. Le taux d'intérêt moyen pondéré des bons du Trésor est ressorti à 3,6% contre 4,5% un an auparavant.

Au plan monétaire, la masse monétaire a connu une accélération sur le premier trimestre 2021, avec une croissance, en rythme annuel, de 21,5% contre 16,5% un trimestre plus tôt. Cette progression a été portée par les hausses combinées des créances intérieures et des actifs extérieurs nets. En particulier, les créances sur l'économie se sont accrues de 6,5% sur un an. Les réserves de change de l'Union se sont consolidées par rapport au trimestre précédent pour représenter un taux de couverture de l'émission monétaire de 84,0% à fin mars 2021. Elles assurent 6,7 mois d'importation de biens et services contre 5,9 mois au trimestre précédent.

En dépit des tensions inflationnistes au niveau mondial, le Comité de Politique Monétaire a relevé une décélération des prix à la

consommation au premier trimestre 2021, le taux d'inflation ressortant à 2,2% contre 2,7% un trimestre plus tôt. Cette baisse du rythme de progression des prix au niveau de la sous-région est imputable essentiellement à la hausse de moindre ampleur des prix des produits alimentaires, en raison de l'amélioration de l'offre de céréales, de légumes ainsi que de tubercules et plantains. A l'horizon de vingt-quatre mois, soit à fin mars 2023, le taux d'inflation devrait se situer à 1,9%, dans la zone cible [1,0% - 3,0%] définie pour la politique monétaire dans l'UMOA.

Sur la base de ces analyses, le Comité de Politique Monétaire a maintenu inchangés le taux d'intérêt minimum de soumission aux opérations d'appels d'offres d'injection de liquidité à 2,00% et le taux d'intérêt du guichet de prêt marginal à 4,00%, niveaux en vigueur depuis le 24 juin 2020. Le coefficient de réserves obligatoires applicable aux banques de l'Union demeure inchangé à 3,0%.

Au cours de sa session ordinaire du 8 septembre 2021, le Comité a noté au titre de la conjoncture internationale, une forte progression de l'activité économique mondiale au deuxième trimestre 2021, sous l'effet de la poursuite des mesures de soutien budgétaire et monétaire et de l'assouplissement progressif des mesures de restriction de mobilité, lié aux avancées enregistrées dans les campagnes de vaccination. Ce dynamisme traduit également des effets de base favorables, à la suite de la contraction significative de l'activité enregistrée à la même période de l'année précédente. Selon les publications du FMI, en juillet 2021, l'économie mondiale connaîtrait en 2021 une reprise avec une croissance de 6,0% après une contraction de 3,2% en 2020.

Sur les marchés internationaux, les cours des matières premières ont, pour le quatrième trimestre consécutif, poursuivi leur raffermissement sous l'effet de la reprise de la demande à l'échelle mondiale, de l'amélioration des perspectives économiques, ainsi que de la persistance de contraintes pesant sur l'offre. Selon les données de la Banque mondiale, les prix des produits énergétiques ont connu une hausse trimestrielle de 12,8% au deuxième trimestre 2021 après la forte augmentation de 35,2% observée au trimestre précédent. Parallèlement, les cours des produits de base non énergétiques ont enregistré une progression de 8,6% après un accroissement de 11,8% un trimestre auparavant. Dans ce sillage, l'indice des prix des matières premières non énergétiques exportées par les pays de l'UEMOA s'est accru de 2,7% au cours du deuxième trimestre 2021 après une progression de 5,1% un trimestre plus tôt. Pour sa part, l'indice des prix des principaux produits alimentaires importés par les pays de l'UEMOA a connu une croissance de 4,2% au cours du deuxième trimestre 2021 après une augmentation de 6,9% un trimestre plus tôt.

Examinant la conjoncture interne, le Comité a relevé une consolidation de la reprise de l'activité économique au deuxième trimestre 2021, avec une croissance de 7,7% en rythme annuel après 3,4% au trimestre précédent. Cette évolution a été portée par l'accélération de la valeur ajoutée dans l'ensemble des secteurs d'activité. Ce regain de dynamisme de la croissance de l'Union est également attribuable à la vigueur de la demande intérieure.

En perspective, la croissance économique retrouverait sa tendance d'avant le choc sanitaire en se situant à 5,4% en 2021 puis à

6,4% en 2022, à la faveur de la consolidation de la reprise de l'activité économique dans l'Union consécutive à la bonne exécution des plans de relance et au maintien des mesures de soutien budgétaire et monétaire.

Au cours des six premiers mois de l'année 2021, l'exécution des opérations financières des Etats membres de l'UEMOA s'est soldée par une atténuation du déficit budgétaire global, en référence à la même période de l'année précédente. Le déficit budgétaire, base engagements, dons compris, est ressorti à 4,6% du PIB contre 5,4% un an plus tôt.

Sur le marché monétaire, les conditions financières sont restées favorables, en ligne avec l'orientation accommodante de la politique monétaire de la Banque Centrale. Le taux d'intérêt moyen pondéré sur la maturité à une semaine du marché interbancaire a baissé, s'établissant à 2,34% contre 2,53% au trimestre précédent. De même, le taux moyen des crédits bancaires s'est replié de 6 points de base par rapport au premier trimestre 2021, pour s'établir à 6,36% au deuxième trimestre 2021.

Pour sa part, la masse monétaire a progressé, en rythme annuel, de 19,5% à fin juin 2021. Cette évolution reflète la consolidation des réserves de change de l'Union et l'augmentation des créances des banques sur le secteur privé et les Administrations Publiques. En particulier, les réserves de change assurent à l'Union 6,2 mois d'importations de biens et services à fin juin 2021.

Le Comité de Politique Monétaire a relevé une accélération des prix à la consommation, le taux d'inflation ressortant à 3,3% au deuxième trimestre 2021 contre 2,2% un trimestre plus tôt. Cet accroissement du rythme de progression des prix est imputable essentiellement au

renchérissement des produits alimentaires, du fait de la baisse de la production céréalière dans certains pays et des difficultés d'approvisionnement des marchés induites par les crises sanitaire et sécuritaire dans d'autres pays. Le taux d'inflation sous-jacente est également ressorti en hausse, s'établissant à 2,7% après 1,9% un trimestre plus tôt. Cependant, à l'horizon de vingt-quatre mois, le taux d'inflation se situerait à 2,2%, soit dans la zone cible de [1,0% - 3,0%] définie pour la politique monétaire dans l'UMOA, en liaison avec les résultats favorables attendus de la campagne agricole 2021/2022. Cela devrait induire une baisse des prix des produits alimentaires locaux.

Sur la base de ces analyses, le Comité de Politique Monétaire a décidé de maintenir inchangés le taux d'intérêt minimum de soumission aux opérations d'appels d'offres d'injection de liquidité à 2,0% et le taux d'intérêt du guichet de prêt marginal à 4,0%, niveaux en vigueur depuis le 24 juin 2020. Le coefficient de réserves obligatoires applicable aux banques de l'Union demeure inchangé à 3,0%.

Lors de sa session ordinaire du 8 décembre 2021, le Comité a noté au titre de la conjoncture internationale, une croissance continue de l'activité économique mondiale au troisième trimestre 2021, bien qu'à un rythme plus lent qu'au trimestre précédent. La dynamique de cette reprise reste inégale à l'échelle mondiale, avec des bases plus solides dans les pays développés que dans les pays émergents, en raison notamment des meilleurs taux de vaccination et des mesures budgétaires et monétaires plus expansionnistes. Selon le Fonds Monétaire International, l'économie mondiale connaîtrait en 2021 une reprise avec une croissance de 5,9% après une contraction de 3,1% en 2020. Toutefois, l'apparition d'un

nouveau variant et la vague de contamination récente au coronavirus, débutée en Europe en octobre 2021, pourraient à nouveau conduire à l'instauration de mesures de restriction de déplacements et affecter négativement les perspectives de reprise mondiale.

Sur les marchés des matières premières, les cours des produits énergétiques ont poursuivi leur raffermissement sous l'effet de la reprise de la demande à l'échelle mondiale. Les indices des prix des matières premières non énergétiques exportées et des produits alimentaires importés par les pays de l'UEMOA se sont également accrus au cours du troisième trimestre 2021. Pour leur part, les prix des produits hors énergie ont enregistré une légère baisse.

L'inflation s'est accélérée dans la plupart des régions du monde, en raison, d'une part, du dynamisme plus fort qu'attendu de la demande, en lien avec les mesures de soutien budgétaire et monétaire et, d'autre part, de la persistance des contraintes sur l'offre de biens et services.

Examinant la conjoncture interne, le Comité a relevé un raffermissement de l'activité économique au troisième trimestre 2021, avec une croissance, en rythme annuel, de 6,7% après 7,7% au trimestre précédent. Cette bonne évolution a été soutenue par un raffermissement progressif de la demande intérieure ainsi que par la hausse de la valeur ajoutée dans l'ensemble des secteurs d'activité.

L'exécution des opérations financières des Etats membres de l'UEMOA, au cours des neuf premiers mois de l'année 2021, laisse apparaître un creusement du déficit global, base engagements, dons compris, qui est

ressorti à 4.492,8 milliards à fin septembre 2021 contre 4.388,4 milliards un an plus tôt, en lien essentiellement avec l'accélération des investissements publics dans le cadre des plans de relance mis en œuvre par les Etats membres.

Sur le marché monétaire, la détente des taux d'intérêt s'est poursuivie au cours du troisième trimestre 2021, en ligne avec l'orientation accommodante de la politique monétaire de la Banque Centrale. Le taux d'intérêt moyen pondéré sur le marché interbancaire, toutes maturités confondues, est ressorti en légère baisse, s'établissant à 2,60% au troisième trimestre 2021 contre 2,61% un trimestre plus tôt et 3,01% à la même période de l'année précédente. Le taux débiteur moyen des banques, hors taxes et charges, a également enregistré une baisse entre le deuxième et le troisième trimestre 2021 pour s'établir à 6,22% contre 6,36%.

Les créances sur l'économie se sont accrues, avec une progression, en rythme annuel, de 8,9% à fin septembre 2021. Les actifs extérieurs nets se sont également renforcés de 26,2% au troisième trimestre de l'année 2021. La masse monétaire s'est accrue, en rythme annuel, de 17,5% à fin septembre 2021. Les réserves de change de l'Union à fin septembre 2021 correspondent à un taux de couverture de l'émission monétaire de 81,7% et assurent à l'Union 6,1 mois d'importations de biens et services.

Le Comité de Politique Monétaire a relevé une progression de l'inflation, celle-ci ressortant à 3,8% au troisième trimestre 2021 contre 3,3% un trimestre plus tôt. Cette augmentation des prix est imputable essentiellement au renchérissement des produits alimentaires, du fait de la baisse de la production céréalière dans certains pays, des difficultés d'approvisionnement induites par

les crises sanitaire et sécuritaire dans d'autres pays ainsi qu'à la hausse de l'inflation importée. Le taux d'inflation sous-jacente a également augmenté, en s'établissant à 3,0% après 2,7% un trimestre plus tôt.

Selon les prévisions, l'inflation devrait revenir en dessous de 3,0%, dans le courant de 2022, à la faveur de l'atténuation progressive des tensions sur les prix des produits importés et de la bonne campagne agricole attendue pour 2021/2022.

Sur la base de ces analyses, le Comité de Politique Monétaire a décidé de maintenir inchangés le taux d'intérêt minimum de soumission aux opérations d'appels d'offres d'injection de liquidité à 2,00% et le taux d'intérêt du guichet de prêt marginal à 4,00%, niveaux en vigueur depuis le 24 juin 2020. Le coefficient de réserves obligatoires applicable aux banques de l'Union demeure inchangé à 3,0% depuis le 16 mars 2017.

Outre ces sessions ordinaires, le Comité de Politique Monétaire a tenu une réunion extraordinaire le 18 août 2021, par visioconférence, dédiée à l'examen des modalités opérationnelles de rétrocession par la BCEAO de l'allocation générale de Droits de Tirage Spéciaux (DTS), approuvé par le Conseil des Gouverneurs du Fonds Monétaire International (FMI) le 2 août 2021, aux Etats membres de l'UEMOA. Il a donné un avis favorable après avoir analysé l'impact de cette opération sur la stabilité monétaire au sein de l'Union. Le Comité s'est également félicité de cette décision du FMI, qui devrait permettre aux Etats membres de l'Union de disposer de ressources supplémentaires pour prendre en charge les dépenses de lutte contre la pandémie de coronavirus ainsi que de relance économique dans l'Union.

5.1.4 - CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA BCEAO



En 2021, la composition du Conseil d'Administration de la BCEAO a connu les changements ci-après :

Au titre de la République du Mali, Monsieur Abdoulaye TRAORE, Secrétaire Général du Ministère de l'Economie et des Finances, a été nommé membre du Conseil, pour compter du 4 octobre 2021, en remplacement de Monsieur Soussourou DEMBELE.

Au titre de la République du Niger, Monsieur Mamane BOUKARI, Secrétaire Général Adjoint du Ministère des Finances, est nommé représentant du Niger au sein du Conseil d'Administration de la BCEAO, pour compter du 24 août 2021, en remplacement de Monsieur Maman Laouali ABDOU RAFA.

En 2021, le Conseil a tenu deux (02) sessions ordinaires, le 16 mars et le 15 décembre, par visioconférence, à partir des locaux des Agences Principales et du Siège de la BCEAO, sous la présidence de Monsieur Tiémoko Meyliet KONE, Gouverneur de la Banque Centrale, son Président statutaire.

Au cours de sa session ordinaire du 16 mars 2021, le Conseil a examiné les états financiers de la BCEAO établis au 31 décembre 2020, conformément aux normes internationales d'information financière (IFRS) et aux règles spécifiques à la BCEAO. Il a pris connaissance

des rapports du Commissaire Contrôleur de la Banque Centrale au titre de l'exercice 2020.

Le Conseil a été informé des conclusions des travaux du Comité d'Audit de la BCEAO qui s'est réuni, le 11 mars 2021, par visioconférence, à partir des locaux de la Banque Centrale, à l'effet notamment d'examiner les états financiers et d'apprécier la qualité du dispositif de contrôle interne.

Au terme des travaux, le Conseil d'Administration a arrêté les comptes de la BCEAO au 31 décembre 2020 certifiés sans réserve par le Commissaire Contrôleur. A cet égard, il a félicité la Banque Centrale pour les résultats obtenus et a décidé de soumettre les états financiers ainsi arrêtés à l'approbation du Conseil des Ministres de l'Union.

Enfin, les membres du Conseil d'Administration ont pris connaissance du rapport annuel du Comité d'Audit au titre de l'exercice 2020.

Au cours de sa session ordinaire du 15 décembre 2021, le Conseil a examiné et approuvé le budget de l'Institut d'émission pour l'exercice 2022.

Par ailleurs, le Conseil a été informé des conclusions des travaux du Comité d'Audit qui s'est réuni le vendredi 10 décembre 2021.

5.1.5 - COMITE D'AUDIT DE LA BCEAO



Le Comité d'Audit de la BCEAO a tenu, en 2021, trois (03) réunions ordinaires par visioconférence, à partir des locaux des Agences Principales et du Siège de la BCEAO, les 11 mars, 7 juillet et 10 décembre 2021, sous la présidence de Monsieur Ekpao ADJABO, son Président statutaire. A cet effet, il a félicité et encouragé la Banque Centrale pour l'adoption des techniques d'audit à distance, qui a permis la réalisation de l'ensemble des missions d'audit programmées, malgré les incertitudes sur l'évolution de la situation sanitaire liée à la pandémie de Covid-19.

Au cours de sa session du 11 mars 2021, le Comité, après examen des états financiers établis par les Services de la Banque Centrale et des rapports d'audit présentés par le Commissaire Contrôleur, a noté, avec satisfaction, qu'en dépit du contexte marqué au plan régional et mondial par les effets négatifs de la pandémie de Covid-19 sur l'activité, l'exploitation de la Banque Centrale a dégagé un résultat net excédentaire de 69,238 milliards.

Il a relevé l'opinion positive du Commissaire Contrôleur sur la régularité et la sincérité des comptes de l'exercice 2020, la qualité du dispositif de contrôle interne ainsi que sur le respect des dispositions de la Convention de Compte d'opérations.

Le Comité d'Audit a adressé ses vives félicitations au Gouverneur et au personnel de la Banque Centrale pour les résultats obtenus et recommandé qu'il plaise au Conseil d'Administration d'arrêter les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2020, tels qu'ils lui sont soumis.

Par ailleurs, le Comité d'Audit a pris connaissance de l'état de mise en œuvre du plan d'actions issu de son auto-évaluation réalisée en 2019 et a noté la prise en charge diligente de ses recommandations.

Il a, en outre, pris acte des dossiers en information, notamment le rapport annuel sur les activités de contrôle de la BCEAO, les résultats de l'évaluation des prestations du Commissaire Contrôleur et des Contrôleurs Nationaux au titre de l'exercice 2020 ainsi que l'état de mise en œuvre des recommandations formulées par les missions d'audit interne et externe.

Au cours de sa session du 7 juillet 2021, le Comité a noté avec satisfaction l'exécution du programme des missions d'audit interne au 30 juin 2021. Il a pris connaissance des dispositifs de contrôle des opérations mis en place par la Direction de la Comptabilité et du Contrôle de Gestion ainsi que par la Direction des Systèmes et Moyens de Paiement pour maîtriser les

risques auxquels les activités de ces structures sont exposées. Le Comité a félicité la Banque Centrale pour la pertinence des dispositifs mis en place, qui donnent une assurance raisonnable sur la qualité de l'information financière produite par la BCEAO ainsi que sur la fiabilité des systèmes de paiement opérés par l'Institut d'émission.

Au cours de sa session du 10 décembre 2021, le Comité a noté avec satisfaction l'exécution du programme des missions d'audit interne de l'exercice 2021. Il a adopté son rapport annuel d'activités au titre de l'exercice 2021 ainsi que l'état de mise en œuvre du plan d'actions issu de son auto-évaluation réalisée en 2019. Le rapport annuel d'activités sera soumis à l'approbation du Conseil d'Administration lors de sa session de mars 2022.

Le Comité d'Audit a approuvé le programme des missions d'audit interne au titre de l'année 2022, qui couvre les principaux domaines d'activités de la Banque et les risques émergents, notamment ceux liés à la cybersécurité.

Il a également adopté son programme de travail au titre de l'année 2022, consacré notamment à l'examen des états financiers de la BCEAO de l'exercice 2021, ainsi qu'à l'évaluation des prestations des Contrôleurs externes dans le cadre de l'audit externe des comptes de l'exercice 2021 et au suivi de l'exécution du programme des missions d'audit interne de l'année 2022. Ce programme prévoit, en outre, dans le cadre du processus d'amélioration continue, une auto-évaluation du Comité d'Audit.

Le Comité a pris acte de l'état de mise en œuvre de ses recommandations.

Il a pris connaissance de la lettre de mission du Commissaire Contrôleur au titre de l'exercice 2021 et a noté que la stratégie d'audit et le programme d'interventions proposés pour le contrôle des comptes sont conformes aux dispositions contractuelles. Il s'est, en outre, félicité des moyens déployés par le Commissaire Contrôleur pour l'exécution de sa mission.

Il a, en outre, pris acte des dossiers soumis pour information, notamment la synthèse des résultats des missions d'audit 2020-2021, l'état de mise en œuvre, au 30 septembre 2021, des recommandations des missions d'audit interne et externe ainsi qu'une présentation du dispositif de cybersécurité de la BCEAO.

Le Comité d'Audit a donné un avis favorable pour le lancement d'une consultation en vue du recrutement d'un nouvel Expert en audit et information financière, chargé de l'assister dans l'accomplissement de sa mission.

Enfin, le Comité a félicité les Services de la Banque Centrale pour la qualité des documents produits, la clarté des présentations et les performances réalisées par l'Audit interne dans l'exécution de ses missions au titre de l'exercice 2021.

A l'issue des sessions du 7 juillet et du 10 décembre 2021, le Comité d'Audit a réitéré ses félicitations à la Banque Centrale pour l'adoption des techniques d'audit à distance, qui a permis la réalisation des missions d'audit programmées, malgré les incertitudes sur l'évolution de la situation sanitaire liée à la pandémie de Covid-19.

5.2 – ADMINISTRATION DE LA BCEAO

5.2.1 - GOUVERNANCE ET STRUCTURE OPERATIONNELLE DE LA BCEAO

MEMBRES DU GOUVERNEMENT

GOUVERNEUR	M. Tiémoko Meyliet KONE
VICE-GOUVERNEUR	M. Norbert TOE
VICE-GOUVERNEUR	M. Mamadou DIOP
Secrétaire Général	M. Abdoulaye SECK
Directeur de Cabinet	M. Siriki KONE
Conseiller Spécial du Gouverneur	M. Oumar Tatam LY
Conseiller Spécial du Gouverneur	M. Ismaila DEM
Conseiller du Gouverneur	M. Antoine TRAORE
Conseiller du Gouverneur	M. Gbégnon Alain M. KOMACLO
Conseiller du Gouverneur	M. Ahmadou Al Aminou LO
Conseiller du Gouverneur	M. Kossi TENOU

CABINET DU GOUVERNEUR

Conseiller du Gouverneur	M^{me} Danielle BENOIST
Administrateur Délégué de la Fondation BCEAO Abdoulaye FADIGA	M^{me} Akouélé Sylviane MENSAH
Directeur au Cabinet du Gouverneur	M. Abdoulaye TRAORE

SECRETARIAT GENERAL

Conseiller du Secrétaire Général, Administrateur Délégué du Fonds de Stabilité Financière dans l'UMOA	M. Armand BADIEL
---	-------------------------

CONTROLE GENERAL

Contrôleur Général	M. Gbégnon Alain Michel KOMACLO
Conseiller du Contrôleur Général	M. Coulibaly HORO

DIRECTIONS GENERALES

Directeur Général des Activités Fiduciaires	M^{me} Zenaida M. Lopes CASSAMA
Directeur Général de l'Economie et de la Monnaie	M. Bassambié Franck BATIONO
Directeur Général des Opérations et de l'Inclusion Financière	M. Bwaki KWASSI
Directeur Général de la Stabilité Financière et du Financement des Economies	M. Sourou Antonin DOSSOU

ORGANES STATUTAIRES ET ADMINISTRATION DE LA BCEAO

Directeur Général de l'Organisation et des Systèmes d'Information	M^{me} Aminata FALL NIANG
Directeur Général de l'Administration et des Ressources Humaines	M. Alioune Blondin BEYE
Directeur Général du Centre Ouest Africain de Formation et d'Etudes Bancaires	M. Ousmane SAMBA MAMADOU

CONSEILLERS DES DIRECTEURS GENERAUX

Conseiller du Directeur Général des Activités Fiduciaires	M. Siaka KEITA
Conseiller du Directeur Général de l'Economie et de la Monnaie	M. Madani TOURE
Conseiller du Directeur Général des Opérations et de l'Inclusion Financière	M. Mahamane Alassane TOURE
Conseiller du Directeur Général de la Stabilité Financière et du Financement des Economies	M. Habib THIAM
Conseiller du Directeur Général de l'Organisation et des Systèmes d'Information	M. Ekoué Djro GLOKPOR
Conseiller du Directeur Général de l'Administration et des Ressources Humaines	M. Fama Adama KEITA
Conseiller du Directeur Général du Centre Ouest Africain de Formation et d'Etudes Bancaires	M. Patrick KODJO

DIRECTIONS DES SERVICES CENTRAUX

Directeur des Affaires Juridiques et Institutionnelles	M. Vincent SEDALO
Directeur de la Documentation, des Publications et des Archives	M. Kabola Aubin Seth ODAH
Directeur de l'Inspection et des Audits	M. Mouhamed DIOP
Directeur de la Surveillance et de la Prévention des Risques	M. Kora LILIOU
Directeur des Etudes Fiduciaires	M. Mohamed Almountaka ALFIDJA

Directeur des Opérations de Caisse	M. Yamoussa Melargaba KONE
Directeur du Centre de Traitement Fiduciaire	M. Salifou HAMANI
Directeur des Statistiques	M. Mahaman Tahir HAMANI
Directeur de la Conjoncture Economique et des Analyses Monétaires	M. Bléhoué Toussaint DAMOH
Directeur des Etudes Economiques et de l'Intégration Régionale	M. Modibo KAMATE
Directeur des Opérations de Marché	M. Djibril DIAW
Directeur des Systèmes et Moyens de Paiement	M^{me} Akuwa DOGBE AZOMA
Directeur de l'Inclusion Financière	M^{me} Gisèle Catherine KENY NDOYE
Directeur des Activités Bancaires et des Financements Alternatifs	M. Charlie Jerry DINGUI
Directeur de la Stabilité Financière	M^{me} Yaye Aminata SECK MBOW
Directeur de la Comptabilité et du Contrôle de Gestion	M. Ekoué Djro GLOKPOR
Directeur des Systèmes d'Information	M. Tiéguélé Abdoul F. COULIBALY
Directeur du Budget et des Approvisionnements	M. Jean-François JOSSOU
Directeur de la Gestion Administrative et Sociale du Personnel	M. Ezzo-Houna BALE
Directeur de la Gestion des Carrières et des Compétences	M. Theya Jean-Blaise KOUAME
Directeur du Patrimoine et de la Sécurité	M. Ali SEINI OUMAR
Directeur des Enseignements et des Programmes de Formation	M. Toukou Fernand ABOUTOU
Directeur de la Recherche et des Partenariats	M^{me} Ndeye Amy NGOM SECK
Directeur des Affaires Administratives et de la Communication	-

ORGANES STATUTAIRES ET ADMINISTRATION DE LA BCEAO

DIRECTIONS NATIONALES

Directeur National pour le Bénin	M. Emmanuel Junior ASSILAMEHOO
Directeur National pour le Burkina	M. Charles Luanga KI-ZERBO
Directeur National pour la Côte d'Ivoire	M. Chalouho COULIBALY
Directeur National pour la Guinée-Bissau	M^{me} Helena Maria José NOSOLINI EMBALO
Directeur National pour le Mali	M. Konzo TRAORE
Directeur National pour le Niger	M. Maman Laouane KARIM
Directeur National pour le Sénégal	M. Ahmadou Al Aminou LO
Directeur National pour le Togo	M. Kossi TENOU

SECRETARIAT GENERAL DE LA COMMISSION BANCAIRE DE L'UMOA

Secrétaire Général	M. Antoine TRAORE
Secrétaire Général Adjoint	M. Adjoumani KOUAKOU
Directeur de la Résolution des Crises et des Affaires Juridiques	M. Thierry TOFFA
Directeur des Etudes et des Relations Internationales	M. Babacar FALL
Directeur de la Surveillance Permanente	M. Josephate ZOLA
Directeur du Contrôle sur Place des Etablissements de Crédit et des Etablissements de Monnaie Electronique	M. Malick DIARRA
Directeur du Contrôle sur Place des Systèmes Financiers Décentralisés	M. Kalidou Assane THIAM
Directeur des Moyens Généraux	M. Moussa DIARRA

5.2.2 - GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

5.2.2.1 - Effectif

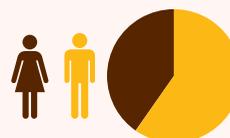
A fin décembre 2021, l'effectif global du personnel de la Banque Centrale, tous corps confondus, s'est établi à 3.443 agents contre 3.517 agents au 31 décembre 2020.

Cet effectif est constitué de 3.379 agents en activité au niveau des sites de la BCEAO et de 64 agents en position de détachement ou de disponibilité.

L'effectif total en activité sur les sites est réparti comme suit :

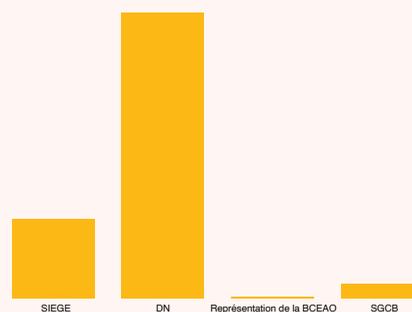
- Haut management et Directeurs : **93 agents, soit 2,75%** ;
- Personnel d'encadrement : **1.141 agents, soit 33,77%** ;
- Personnel administratif et technique : **2.145 agents, soit 63,48%**.

La part du personnel féminin dans l'effectif en activité s'établit à **39,86%**, soit **1.347** agents, tandis que celle du personnel masculin représente **60,14%**, soit **2.032** agents.

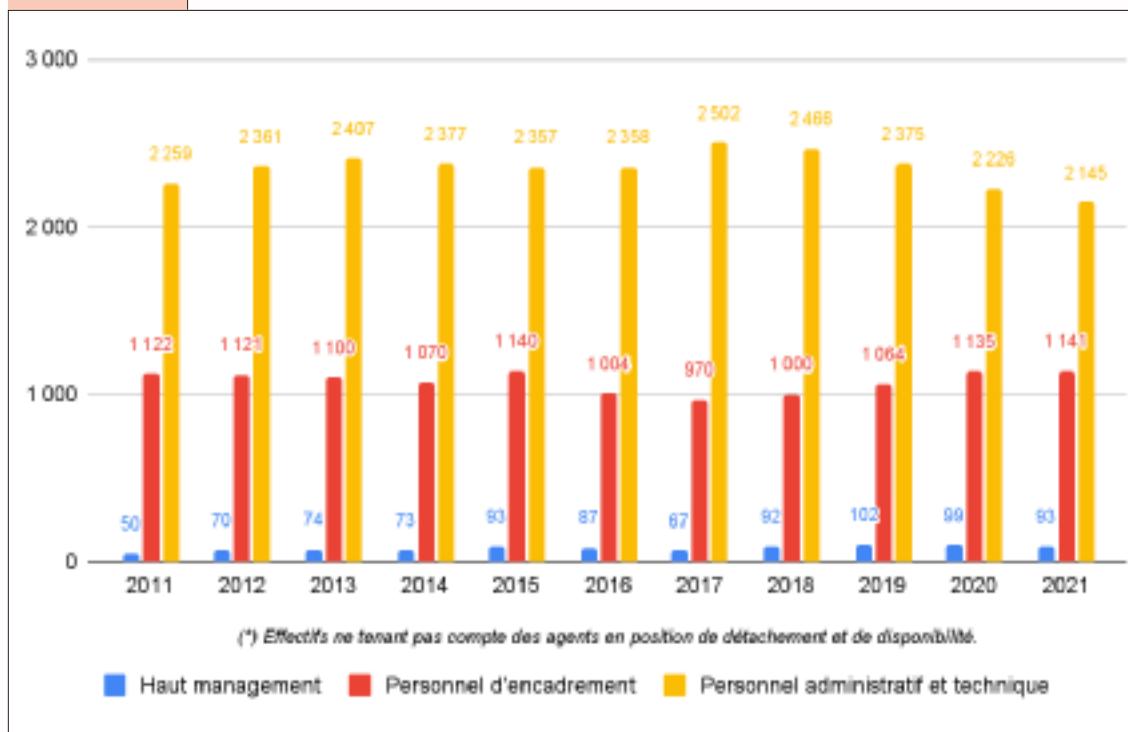


La répartition de l'effectif global du personnel en activité, par site, se présente ainsi qu'il suit :

- Siège : **762 agents, soit 22,55%** ;
- Directions Nationales (8 Agences Principales et 15 Agences Auxiliaires) : **2.476 agents, soit 73,28%** ;
- Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA : **137 agents, soit 4,05%** ;
- Représentation de la Banque Centrale auprès des Institutions Européennes de Coopération : **4 agents, soit 0,12%**.



Graphique 17 : EVOLUTION DES EFFECTIFS DE LA BCEAO



Source : BCEAO.

5.2.2.2 - Formation, recherche et partenariats

5.2.2.2.1 Formation et renforcement des capacités

Au cours de l'année 2021, le COFEB a mis en œuvre son programme de formation, conformément aux orientations issues de la réforme engagée au dernier trimestre de l'année 2019. Le Centre de formation a continué d'apporter un soutien aux Etats membres de l'UEMOA, par l'organisation de la formation diplômante au profit des cadres des administrations économiques et financières.

En outre, le COFEB a poursuivi le recyclage et la formation du personnel de la Banque

Centrale. A ces actions s'ajoutent celles liées à la formation en développement personnel et à l'accompagnement des acteurs du système bancaire et financier de l'UEMOA.

Les formations et enseignements ont été organisés pour l'essentiel en mode digital. Cette option s'inscrit dans une dynamique de modernisation progressive de la logistique et du dispositif de formation du COFEB, notamment par une digitalisation accélérée. Les dispositions prises ont été par ailleurs dictées par les mesures de distanciation mises en œuvre dans le cadre de la lutte contre la pandémie de Covid-19. Par pôle d'activité, les actions de formation conduites par le Centre se présentent comme ci-après.



→ **108 AGENTS NOUVELLEMENT RECRUTES ONT SUIVI UNE FORMATION D'INTEGRATION**

→ **2.445 AGENTS ONT PARTICIPE AUX FORMATIONS DEIEES AU PERSONNEL DE LA BCEAO**

→ **553 AGENTS ONT SUIVI LES COURS DE LANGUE ANGLAISE**

- **Recyclage et formation du personnel de la BCEAO**

Au titre de l'année 2021, les activités de formation du personnel ont concerné l'organisation, par le COFEB, des séminaires prévus au plan annuel de formation ainsi que l'inscription des agents aux formations organisées par des partenaires ou des structures externes. Ces formations ont enregistré la participation d'un effectif total de deux mille quatre cent quarante-cinq (2.445) agents de la BCEAO. Elles ont porté sur des thématiques variées relatives aussi bien aux compétences transversales qu'à l'expertise métier liée aux emplois de la Banque.

Une formation d'intégration des agents nouvellement recrutés a été organisée par visioconférence, du 6 au 30 avril 2021, au profit de cent huit (108) agents recrutés à la Banque au cours de la période de juin 2018 à mars 2021. Cette session visait à faciliter l'intégration des bénéficiaires au sein de l'Institut d'émission en leur permettant notamment de mieux connaître l'environnement de la Banque Centrale, son organisation et son fonctionnement. Elle avait également pour but de les amener à se familiariser avec la culture d'entreprise, les valeurs, les us et pratiques, les règles sociales écrites et non écrites ainsi que le code d'éthique et de déontologie.

Le COFEB a également poursuivi la mise en œuvre du programme de formation en langue anglaise, au titre de la 4^e édition, démarrée au mois de septembre 2020, au profit de cinq cent cinquante-trois (553) participants. Les agents concernés ont été orientés vers les classes d'apprentissage selon leur niveau de base. Les activités au titre de l'édition 2020-2021 se sont achevées à la fin du mois de juin 2021 par une évaluation finale à l'intention des auditeurs de la formation.

- **Formation diplômante**

Au cours de l'année 2021, le COFEB a assuré l'encadrement des 42^e et 43^e promotions du cycle diplômant, respectivement au titre des années académiques 2019/2020 et 2020/2021. Les vingt-huit (28) auditeurs de la 42^e promotion, en provenance de sept (7) Etats membres de l'UEMOA, de la Banque Centrale de la République de Guinée (BCRG) ainsi que de la Banque de la République du Burundi (BRB), ont achevé avec succès la formation et obtenu le Diplôme de Master 2 en finances et gestion bancaire.

En ce qui concerne la 43^e promotion, composée de 12 auditeurs issus des pays de l'UEMOA, ces derniers ont achevé la phase théorique de la formation en septembre 2021 et entamé leur stage pratique.

Les auditeurs de la 44^e promotion ont effectué leur rentrée le 1^{er} décembre 2021. Cette promotion est composée de vingt-trois (23) lauréats, comprenant vingt-deux (22) ressortissants de l'Union et un (1) de la Banque Centrale de la République de Guinée (BCRG).

- **Programme de formation des managers**

Le programme d'accompagnement des dirigeants et hauts cadres de banques, conçu conjointement par le COFEB et HEC Paris, est l'un des principaux instruments de la formation des managers.

Il vise globalement à permettre aux participants de revisiter leurs compétences professionnelles et leur comportement, en vue d'être en capacité de déployer des stratégies innovantes, proactives et agiles dans un contexte économique en pleine mutation. Dans ce cadre, le COFEB a organisé, le 25 mai 2021, un séminaire international de haut niveau sur le thème « *Enjeux de la stratégie digitale pour les banques africaines* ».

Placé sous la présidence du Gouverneur de la BCEAO, ce séminaire a enregistré la participation effective de plus de six cent cinquante (650) personnes, parmi lesquelles des agents de la BCEAO, des Banques Centrales partenaires, des Associations Professionnelles des Banques et Etablissements Financiers (APBEF) de l'Union, des institutions

financières régionales ainsi que des établissements de crédit.

Dans sa mise en œuvre, le programme de l'année 2021 a reposé sur deux (2) parcours certifiants, au profit des dirigeants et cadres supérieurs du système bancaire, à savoir le Certificat Executive Management de la Transformation Digitale Bancaire (CEMTDB) et le Certificat Executive Management Stratégique Bancaire (CEMSTRAT).

Au total, quatre-vingts (80) dirigeants et hauts cadres des banques de l'UMOA et d'autres pays francophones d'Afrique ont pris part à ces deux (2) parcours.

Au titre de la formation des managers au sein de la Banque Centrale, un webinar sur le thème « *Manager en situation de télétravail* » a été organisé du 23 mars au 21 avril 2021, en partenariat avec HEC Montréal. Ce séminaire en ligne, qui était destiné à l'ensemble de la chaîne managériale de la BCEAO, a accueilli deux cent neuf (209) responsables de la Banque. Il visait à doter les participants de compétences managériales à distance nécessaires à l'exercice de responsabilités au sein de leurs structures. Par ailleurs, une formation sur les « *techniques de présentation et de prise de parole en public* » a été organisée au profit des Directeurs des Services Centraux.

ENCADRE 3 : EDITION 2021 DU PARCOURS DU CEMSTRAT

Le Parcours du Certificat Executive Management Stratégique Bancaire (CEMSTRAT) est organisé à l'intention des banques et établissements financiers de l'UEMOA, en partenariat avec HEC Paris.

La première édition a été lancée le 25 mai 2021, simultanément avec le Parcours du Certificat Executive Management de la Transformation Digitale (CEMTDB), lors d'un webinaire international présidé par le Gouverneur de la BCEAO.

L'objectif principal du Parcours CEMSTRAT est de transmettre aux dirigeants de banque les principes et outils de management stratégique afin de leur permettre de devenir des managers performants au service de

leurs établissements respectifs. Le parcours est composé de cinq (5) modules. Les trois (3) premiers ont été organisés en ligne et les deux derniers en présentiel, à Dakar. La cérémonie de clôture, suivie de la remise des certificats, s'est déroulée le 11 novembre 2021, en présence du Gouverneur de la BCEAO.

Le cursus a été animé par une équipe de neuf (09) Professeurs de HEC Paris, dirigée par Monsieur Patrick PROVENZANO. Ce Parcours a accueilli quarante-six (46) dirigeants et responsables de haut rang des banques et établissements financiers des huit pays de l'Union, de la Guinée et des Comores.

- **Programme d'accompagnement des institutions de crédit et des administrations économiques et financières de l'UEMOA**

Le programme d'accompagnement des acteurs du système bancaire dans la mise en œuvre des grandes réformes, dans le domaine de la banque et de la finance, est conduit sur la base d'un recueil des besoins de formation exprimés. Dans ce cadre, des formations de courte durée (séminaires) organisées étaient destinées au renforcement des compétences techniques et professionnelles des acteurs du secteur bancaire, des institutions de microfinance et des établissements émetteurs de monnaie électronique. L'enjeu est de fournir une offre de formation de haut niveau, en partenariat notamment avec des institutions de renom.

Au cours de l'année 2021, vingt-trois (23) sessions de formation en faveur de mille quatre cent trente-huit (1.438) cadres d'établissements de crédit, d'institutions de microfinance et d'établissements émetteurs de monnaie électronique ont été organisées. Elles ont porté sur les thématiques aussi variées que pertinentes, à savoir l'audit et le contrôle interne, la gouvernance et la conformité, le crédit-bail et l'affacturage, la cybersécurité, la transformation digitale et les FinTech, la comptabilisation des opérations de monnaie électronique, les normes IFRS, le dispositif prudentiel Bâle II - III, etc.

ENCADRE 4 : FORMATION DES AGENTS DE LA CRRAE-UMOA EN FINANCE DE MARCHÉ

Le COFEB a organisé sur la période d'octobre à décembre 2021, une formation en Finance de marché à l'intention des agents de la Caisse de Retraite par Répartition Avec Epargne de l'Union Monétaire Ouest Africaine (CRRAE-UMOA). Le public ciblé par la formation était composé des responsables des Finances et de la Comptabilité de la Caisse.

La formation visait à passer en revue les compétences essentielles requises en finance de marché, avec pour objectif de contribuer au renforcement des capacités des participants en matière de gestion d'actifs et de politique d'investissement. Elle a été co-animée par une équipe

pédagogique pluridisciplinaire composée d'agents de la Direction des Opérations de Marché de la BCEAO, de spécialistes provenant de l'Agence UMOA-Titres et de personnes ressources expertes de la finance de marché. Les sessions ont été l'occasion d'un partage d'expériences enrichissantes et d'échanges pertinents sur les différentes thématiques de la finance de marché.

A l'issue de la formation, les deux (2) parties ont convenu de poursuivre la collaboration engagée en l'élargissant à d'autres domaines, tout en consolidant l'accompagnement de la CRRAE-UMOA en matière de finance de marché.

En vue d'élargir la portée de ses activités de formation et de sensibilisation, le COFEB s'est associé à AFREXIMBANK et FCI pour organiser un séminaire continental sur le thème « *Affacturation et financement des créances en Afrique* », du 13 au 15 juillet 2021, à l'intention des banques centrales, des établissements de crédit et des institutions de microfinance. Ces sessions s'inscrivent dans le cadre de la vulgarisation des instruments alternatifs de financement et des actions visant l'appropriation des lois sur l'affacturation adoptées dans les différentes juridictions du continent africain. Au total, plus de huit cents (800) personnes provenant d'Afrique, d'Europe, d'Amérique et d'Asie y ont pris part.

Le COFEB, en partenariat avec l'Agence de Transfert de Technologie Financière (ATTF) du

Luxembourg, a organisé en 2021 la quatrième édition du Parcours certifiant de formation et de coaching dans le cadre de la transposition de Bâle II et Bâle III dans l'UEMOA. L'objectif visé par ce Parcours est de faciliter l'appropriation de la réforme prudentielle par les assujettis et sa transposition dans leurs processus internes. Une quarantaine de cadres d'établissements de crédit y ont participé et obtenu leurs certificats.

Du 27 au 29 octobre 2021, le COFEB et la Direction des Affaires Juridiques et Institutionnelles de la BCEAO ont organisé un séminaire régional de vulgarisation des textes de base de l'UMOA et de la BCEAO au profit des magistrats en service dans les juridictions civiles, commerciales ou pénales, et des formateurs des Centres de formation

judiciaire des Etats membres de l'UEMOA. Le séminaire visait à faciliter l'appropriation, par les magistrats et leurs formateurs, du cadre institutionnel de l'Union Monétaire Ouest Africaine (UMOA) et de la Banque Centrale ainsi que du droit monétaire, bancaire et financier. Au total, trente et un (31) magistrats issus des Etats membres de l'Union ont pris part à cette session.

- **Autres activités de formation**

Le COFEB a organisé quatre (4) conférences-actualités au cours de l'année 2021, en vue de sensibiliser le public sur des sujets liés à l'actualité économique, monétaire et financière. Elles ont porté sur les thèmes suivants :

- *"Euro-bonds africains en période de Covid-19 : effets d'annonce et liquidité mondiale" (16 avril 2021) ;*
- *"Transformation digitale et inclusion financière : opportunités et défis pour le secteur bancaire en Afrique" (8 juillet 2021) ;*
- *"Interactions économiques et méthodes de la physique" (27 août 2021) ;*
- *"Soutenabilité de la dette publique et relance des économies de l'UEMOA dans un contexte de crise" (30 septembre 2021).*

Ces conférences, animées par des personnes ressources externes et des Directeurs Généraux de la BCEAO, se sont déroulées entièrement en ligne. Le nombre de leurs participants se chiffre à 1.449 personnes.

5.2.2.2 Recherche, partenariats et publications

Les activités de recherche se sont articulées, au cours de l'année 2021, autour de

l'élaboration de plusieurs études scientifiques et la conception d'outils d'aide à la décision. A ce titre, quatre (4) Documents d'Etude et de Recherche ont été produits sur les thèmes ci-après :

- *Liquidité bancaire et financement de l'économie dans l'UEMOA ;*
- *Analyse des facteurs explicatifs de l'effort fiscal et du potentiel fiscal dans les pays de l'UEMOA ;*
- *Interconnexions et vulnérabilités au sein du système bancaire de l'UMOA : les enseignements d'un modèle de réseau élargi ;*
- *Soutenabilité de la dette publique des pays de l'UEMOA : la norme communautaire actuelle est-elle pertinente ?*

En outre, trois (3) notes thématiques ont été réalisées pour tirer des enseignements et des recommandations de politiques économiques sur des sujets d'intérêt pour la Banque Centrale et les Etats membres. Elles ont porté sur :

- *La politique monétaire à taux d'intérêt plancher proche de zéro ;*
- *Méthode de détermination de la surcharge de fonds propres applicable aux établissements bancaires d'importance systémique régionale dans l'UMOA ;*
- *Analyse de cycle financier (de crédit) dans l'UEMOA.*

Par ailleurs, dans le cadre de la génération et la dissémination de connaissances en direction d'un public plus large, en particulier sur des sujets d'actualité ou émergents, le COFEB a rédigé un Précis sur le thème « *Les cryptomonnaies : quels enjeux pour les banques centrales* ».

Au titre de la coopération, la priorité a été accordée, en 2021, au développement de nouveaux partenariats. Ainsi, les principales actions menées ont abouti à la signature d'un protocole d'accord de coopération, le 18 octobre 2021, entre la BCEAO, l'Université de Princeton (USA) et l'African School of Economics (Bénin). Celui-ci prévoit, entre autres, l'échange de techniques et d'expériences dans les domaines de la recherche économique, monétaire et financière, la mise en œuvre de programmes de formation, la conduite de projets de recherche et de publications conjointes et l'organisation de manifestations scientifiques conjointes. Les actions du COFEB se sont également traduites par une coopération avec Harvard Kennedy School (HKS) des Etats-Unis, à travers la participation de hauts managers de la Banque Centrale à des séminaires de haut niveau organisés par ladite institution, sur les thèmes « *Leadership decision making: optimizing organizational performance* » et « *Strategic management of regulatory and enforcement Agencies* ».

Dans le même registre, les discussions entamées avec le Consortium pour la Recherche Economique en Afrique (CREA) basé au Kenya et l'Ecole Nationale Supérieure de Statistique et d'Economie Appliquée (ENSEA) d'Abidjan ont permis d'élaborer des projets de protocole d'accord, couvrant notamment les domaines de la formation

et du renforcement des capacités sur la réglementation bancaire Bâle II et Bâle III. Il en a été de même avec l'Association Internationale des Chercheurs Francophones en Microfinance (AICFM), en ce qui concerne le champ de l'inclusion financière et de la microfinance.

En outre, le COFEB a mené au cours de l'année sous revue plusieurs activités de renforcement de capacités en matière de recherche, dont principalement deux (2) ateliers de modélisation macroéconomique et de prévision à l'aide des logiciels EVIEWS et STATA et deux (2) autres ateliers pratiques sur « *La prévision macroéconomique en période de crise* » et « *Econometric modelling and forecasting* ».

Les premiers, organisés au profit des agents de la Banque Centrale et du Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'Union (SGCBU), ont été animés par les Professeurs Robert Freeman MCNOWN (Université Boulder-Colorado) et Christopher BAUM (Université de Boston), du 8 au 11 juin 2021 et du 29 juin au 2 juillet 2021. Quant aux seconds, ils ont été réalisés en collaboration avec la Banque de France et le Centre for Central Banking Studies (CCBS) de la Banque d'Angleterre. Ils se sont tenus du 28 au 30 septembre 2021 et du 11 au 14 octobre 2021, avec la participation de plusieurs banques centrales partenaires, dont la Bank Al-Maghrib, la Banque des Etats

de l'Afrique Centrale (BEAC) ainsi que les Banques centrales du Nigeria, de Sierra Leone, du Congo et de la République de Guinée.

Le Centre a également procédé au lancement du programme de renforcement des capacités des chercheurs de l'Union en méthodologie de la recherche, en réponse à la suite favorable donnée par le Gouverneur à une demande du comité de lecture du Prix Abdoulaye FADIGA (PAF), dans le cadre de la politique de promotion de la recherche mise en œuvre par la BCEAO. A cet égard, des ateliers ont été organisés à leur intention en vue de leur fournir des outils pertinents pour la rédaction d'articles scientifiques de qualité et leur permettre de publier dans des revues à Comité de Lecture. Le volet théorique, tenu du 22 au 23 avril et du 29 au 30 avril 2021, a été animé par les Professeurs Théophile AZOMAHOU du CREA, Patrick PLANE de la FERDI et Abdoulaye SECK de l'Université Cheikh Anta DIOP. Quant à la phase pratique, elle s'est déroulée du 14 au 16 décembre 2021, sous la supervision d'un panel d'animateurs présidé par le Professeur Adama DIAW de l'Université Gaston Berger de Saint Louis au Sénégal. Il était constitué, outre les animateurs de la phase théorique, de Monsieur Sanvi AVOUYI-DOVI, Conseiller principal à la Banque de France et des Professeurs Jean-Paul POLLIN, membre du comité de lecture du Prix Abdoulaye FADIGA et Thierry MONTALIEU, membre de l'AICFM et

co-rédacteur en chef de la revue « *Mondes en Développement* ».

Dans le domaine des publications, le COFEB a procédé à la diffusion sur son site internet de deux numéros spéciaux de la Revue Economique et Monétaire (REM) de la BCEAO sur le thème « *Les économies de l'UEMOA face à la pandémie de Covid-19 : politiques économiques et perspectives* ».

Par ailleurs, dans le cadre de la diversification de ses publications et de la vulgarisation des résultats des travaux de recherche menés par ses chercheurs, le COFEB a mis en place une nouvelle série de documents dénommée « *Les Abrégés du COFEB* ». Légère et dépourvue de formules économétriques complexes, cette publication vise à transmettre les principaux messages et enseignements des résultats de recherche, dans un langage accessible à un large lectorat. Le premier numéro de cette série a été publié sur le site internet du Centre le 25 novembre 2021, à la suite de la diffusion du Document d'Etude et de Recherche dont il est issu.

Dans la continuité des actions de modernisation de ses publications, le COFEB a entrepris l'élaboration d'une Charte anti-plagiat en vue d'encadrer davantage le processus de publication des documents élaborés sous sa supervision.



5.2.3 - PATRIMOINE IMMOBILIER

La Banque Centrale a poursuivi en 2021 son programme de consolidation et d'extension des infrastructures du réseau d'Agences Auxiliaires.

A cet égard, les travaux de réhabilitation et d'extension des immeubles de l'Agence d'Abengourou en Côte d'Ivoire ont démarré en juin 2021, tandis que ceux des Agences de Bobo-Dioulasso au Burkina, Maradi et Zinder au Niger se sont poursuivis.

Au titre de l'extension du réseau d'Agences Auxiliaires, les chantiers de construction des ensembles immobiliers des Agences d'Odienné en Côte d'Ivoire, de Kayes au Mali, de Tahoua au Niger et de Saint-Louis au Sénégal ont également progressé. Enfin, l'appel d'offres pour la sélection du groupement de prestataires qui sera chargé de la conception et de la réalisation des immeubles de la nouvelle Agence Auxiliaire de Ouahigouya a été mené à son terme.

Par ailleurs, le processus de sélection des entreprises pour la surélévation de l'immeuble fonctionnel du Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA à Abidjan est en phase d'achèvement.

5.2.4 - SYSTEMES D'INFORMATION

En 2021, au titre de la gouvernance et du management de son Système d'Information (SI), la BCEAO a poursuivi la montée en

maturité des processus critiques associés aux contrôles opérationnels, à la maîtrise des risques, à l'obsolescence des infrastructures informatiques, à la disponibilité et la capacité des systèmes ainsi qu'à la cybersécurité.

S'agissant de la sécurisation des actifs informationnels, la BCEAO a défini un cadre organisationnel pour son Centre Opérationnel de Supervision et de Cybersécurité (COSC), en lien avec les capacités en ressources humaines et technologiques relatives à la collecte, au contrôle et à l'audit des événements de sécurité des systèmes et des réseaux informatiques.

Concernant la continuité d'activité, la Banque a éprouvé avec succès les solutions de virtualisation des données déployées en 2020, notamment pour faciliter le basculement automatique des applications informatiques entre ses centres de données de production localisés à Dakar.

Au titre du renforcement de la sécurité et la résilience aux cyberattaques, la Banque a renouvelé la certification de son Système d'Information à la norme PCI DSS de sécurité de l'industrie des cartes de paiement. En outre, les exigences relatives au renforcement de la sécurité de la plate-forme de messagerie financière SWIFT ont été respectées.

En ce qui concerne le portefeuille applicatif, la Banque a poursuivi les projets entamés en 2020 afin de prendre en charge les

fonctionnalités additionnelles des métiers et les problématiques liées à l'obsolescence des systèmes. A cet égard, une nouvelle version de la plateforme unifiée de collecte des données auprès des assujettis pour le reporting à la BCEAO a été réalisée, tenant compte des insuffisances du dispositif existant, notamment l'obsolescence des socles techniques, la faible sécurité applicative et l'absence de tableau de bord de suivi pour l'exploitation.

De même, les centrales d'information, à savoir le Fichier de suivi des établissements de crédit (FISEC), le Formulaire de déclaration prudentielle (FODEP), la Centrale des incidents de paiement (CIP), la Centrale des risques bancaires (CRB), la Centrale des bilans (CBILANS) et la Balance des

paiements en termes de règlement (BPR), ont fait l'objet d'évolutions fonctionnelles et de rafraîchissement technologique.

Par ailleurs, l'automatisation du processus de collecte et de traitement des données des émetteurs de monnaie électronique (EME) a été réalisée et celle du suivi des Conditions de banques (COBANK) achevée.

Enfin, il convient de souligner la transformation du dispositif de gestion des enquêtes de conjoncture (ACACIA), en lien avec l'utilisation envisagée de formulaires électroniques en ligne, à travers l'Internet et des centres d'appels téléphoniques mis en place dans les Agences Principales.

5.2.5 - DISPOSITIF DE GESTION DES RISQUES ET ACTIVITES DE CONTROLE



Au cours de l'année 2021, les actions menées au titre du dispositif de gestion des risques et des activités de contrôle se sont inscrites dans la poursuite des travaux de renforcement de la résilience de la Banque face aux situations de crise, de maîtrise des risques et de consolidation du dispositif de contrôle interne.

En effet, la Banque a poursuivi l'alignement de son dispositif de gestion de la continuité d'activité aux standards internationaux. Les travaux entrepris ont permis d'intégrer la version 2019 des exigences de la norme ISO 22301 au dispositif existant et de procéder à la migration de la documentation du Plan de Continuité d'Activité (PCA) sur une plateforme dématérialisée.

En vue d'assurer la prise en compte des menaces liées aux cyberattaques dans le PCA, des scénarios portant sur des actifs critiques ont été élaborés et incorporés aux tests du Plan de Continuité Informatique et Télécoms (PCIT). Ces tests, réalisés avec succès, ont permis d'éprouver l'efficacité des dispositifs de maîtrise des risques cyber et la capacité de résilience de la Banque. De même, la liste des partenaires extérieurs, dans tous les Etats membres de l'Union, pouvant apporter un appui à la réponse aux cyberattaques a été dressée et mise à la disposition des équipes. En outre, les travaux de mise en place d'une infrastructure centralisée de gestion des clés publiques (PKI - "Public Key Infrastructure") et d'une solution de gestion

des identités et des accès (*IAM - "Identity and Access Management"*) devraient consolider substantiellement les progrès enregistrés en matière de cyber-résilience de la BCEAO.

Concernant la maîtrise des risques, le Système Informatisé de Management des Risques (SIMARIS) a été mis en place pour une meilleure maîtrise du processus d'identification, d'évaluation, de traitement et de surveillance des risques opérationnels par les structures de la Banque. Dans ce cadre, les univers harmonisés de risques par processus et par structure ainsi que le retraitement des données collectées sur les incidents opérationnels ont fait l'objet de chargement dans cette nouvelle application.

Au niveau de la gestion des risques de sécurité des systèmes d'information, les actions ont principalement porté sur la poursuite de la sensibilisation à la cybersécurité et la mise à jour trimestrielle de la cartographie des risques liés aux systèmes d'information de la BCEAO. Par ailleurs, la conformité de l'environnement de la Banque aux exigences du Programme de Sécurité (*Customer Security Program - CSP*) de SWIFT et à la norme de sécurité des données des porteurs de cartes bancaires (*Payment Card Industry Data Security Standard - PCI DSS*) a été maintenue.

Le domaine de la sécurité des personnes et des biens a été marqué par la finalisation des travaux relatifs à la mise en œuvre du plan d'actions issu de l'audit du dispositif de sécurité de la Banque. Ces travaux portent sur les installations et équipements de sûreté des sites ainsi que l'implémentation d'un système de gestion intégré pour une optimisation des ressources nécessaires à l'exploitation des

dispositifs de sécurité et de sûreté. Par ailleurs, dans le cadre de la démarche proactive de gestion des risques de sécurité et de sûreté, le recours aux outils de suivi des niveaux d'alerte et des risques pays est resté effectif.

S'agissant du contrôle des opérations, une formation sur les outils et techniques de contrôle au profit des Contrôleurs des Opérations des sites distants a été organisée en deux sessions respectivement du 14 au 18 juin, et du 21 au 25 juin 2021, par visioconférence, à partir du Siège de la BCEAO à Dakar. Les différentes thématiques présentées, enrichies par des exercices et des cas pratiques, ont contribué à renforcer le capital de connaissance et le niveau d'appropriation des techniques de contrôle des participants.

Par ailleurs, le dispositif de contrôle interne a été renforcé avec la mise en production de l'application de la Gestion Automatisé des Missions d'Audit interne (GAMA) qui comporte un volet sur la planification des missions d'audit interne et un autre sur le suivi de la mise en œuvre des recommandations des corps de contrôle.

Au titre de l'audit interne, les activités menées en 2021 ont porté sur l'exécution du programme annuel des contrôles et le renforcement de l'efficacité de l'audit interne de la Banque Centrale. Les contrôles réalisés visaient à donner une assurance sur le respect des dispositions légales, réglementaires et contractuelles, l'efficacité et l'efficience des opérations, la sauvegarde du patrimoine de la BCEAO, la fiabilité des informations ainsi que la sécurité et l'intégrité des systèmes d'information et de paiement.

Au total, l'exécution du programme annuel 2021 s'est traduite par la réalisation de soixante et une (61) missions d'audit.

Les missions effectuées comprennent treize (13) audits de structure, trente-cinq (35) audits des activités fiduciaires, un (1) audit thématique, quatre (4) audits des systèmes d'information et huit (8) missions spécifiques.

Les audits de structure visent à évaluer l'efficacité des dispositifs de contrôle interne mis en place pour assurer la maîtrise des risques inhérents aux activités des structures auditées. L'évaluation a notamment porté sur les aspects liés à la gouvernance, en particulier, le pilotage des activités, le contrôle des opérations et la gestion des risques.

Les missions d'audit des activités fiduciaires et/ou de vérification d'encaisses et de destruction des billets ont eu pour objet l'évaluation de la conduite des activités et des conditions de traitement des opérations de Caisse, la vérification des encaisses et la destruction des billets retirés ou à retirer de la circulation.

L'audit thématique a porté sur le Plan de Continuité d'Activité (PCA). Dans un contexte marqué par la pandémie de Covid-19, la mission visait à donner une assurance raisonnable aux Autorités de la Banque et à l'ensemble des parties prenantes que le PCA remplit bien les objectifs de continuité d'activité édictés.

S'agissant des systèmes d'information, deux (2) audits de conformité ont été réalisés pour évaluer la sécurité du système SWIFT de la BCEAO ainsi que le respect, par un prestataire de services, des exigences de la norme PCI-DSS relative à la sécurité des cartes bancaires. Les deux (2) autres audits ont eu pour objets le Plan de Continuité Informatique et Télécommunication

(PCIT) ainsi que le dispositif de télétravail de la Banque Centrale.

Les audits spécifiques ont porté sur la conformité des transferts émis, une (1) mission d'enquête, l'audit d'une structure rattachée à la BCEAO, une mission de conseil au profit d'une banque centrale partenaire ainsi que sur la vérification de la mise en œuvre des recommandations des missions d'audit interne et externe dans quatre (4) structures de la BCEAO.

Au regard du contexte marqué par les contraintes liées à la pandémie de Covid-19, la Banque Centrale a privilégié l'exécution des missions en mode distanciel. Toutefois, les missions de contrôle des activités fiduciaires et de destruction de billets, qui requièrent une présence sur site, ont été menées dans le strict respect des mesures barrières en vigueur.

Au titre du renforcement des capacités, les Auditeurs internes ont participé à des formations organisées en ligne, portant notamment sur l'audit des activités de marché, la détection et la prévention des fraudes, la maîtrise de la gouvernance du système d'information ainsi que sur l'initiation à la maîtrise des risques et au contrôle interne.

Le suivi des travaux du contrôle externe a porté sur les phases finale et intérimaire respectivement des exercices 2020 et 2021 de l'audit des comptes de la BCEAO par le Commissaire Contrôleur et les Contrôleurs Nationaux. Ainsi, concernant le contrôle externe des comptes au titre de l'exercice 2020 de la BCEAO, il en est ressorti que les états financiers sont réguliers et sincères et donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la BCEAO, de sa performance financière et de ses flux de trésorerie au 31 décembre 2020.

5.2.6 - DISPOSITIF DU CONTROLE DE GESTION



La Banque Centrale a achevé la mise en œuvre de son Plan Stratégique 2019-2021, qui comporte quatorze (14) objectifs stratégiques, déclinés en trente-neuf (39) objectifs opérationnels et soixante-sept (67) projets.

Au terme de l'année 2021, cinquante-deux (52) projets, soit 78 %, ont été achevés ou présentent un déroulement normal. Ces réalisations ont constitué des avancées notables dans les domaines d'attention représentés par les axes stratégiques.

Au titre de la "Gouvernance des processus et des risques", le Plan a contribué à renforcer la veille sécuritaire et la visibilité de la BCEAO. Le cadre réglementaire régissant la sécurité des personnes et des biens a également été mis à jour.

Concernant l'axe stratégique "Stabilité monétaire", la poursuite de la rénovation du système de reporting des établissements assujettis (automatisation de la collecte des informations) et la refonte du dispositif d'élaboration de la Balance des paiements en termes de règlement ont conforté la couverture, la disponibilité et la diffusion des informations économiques, financières et monétaires. En outre, un cadre stratégique de renforcement des réserves de change a été proposé, de même qu'un dispositif opérationnel de gestion active de l'or.

S'agissant de l'axe "Stabilité et inclusion financières, financement des économies", la consolidation des dispositifs de surveillance des systèmes de paiement s'est poursuivie. A cet égard, la mise en place d'un dispositif de supervision de la sécurité des plateformes de raccordement des participants aux systèmes de paiement gérés par la BCEAO, et l'établissement de la cartographie des risques inhérents aux services de paiement adossés à la monnaie électronique ainsi que ceux liés à la participation des Trésors Publics Nationaux aux systèmes de paiement, contribuent au renforcement de la résilience du système bancaire et financier de la zone. Dans le cadre de la prise en charge de cet enjeu stratégique, des modèles d'analyse du risque systémique ainsi qu'un projet de texte réglementaire sur le financement participatif visant à encadrer les entreprises non régulées ont été élaborés.

Enfin, au niveau de l'axe "Efficience des ressources", les textes visant à rendre fonctionnel le Centre de Traitement Fiduciaire (CTF) et à optimiser le processus de traitement des signes monétaires ont été élaborés. Quant au projet de réduction de la consommation de papier et autres consommables, il a été généralisé dans toutes les structures de la Banque. Le déploiement, en 2020, d'outils de travail collaboratif dans l'environnement Google Suite, à la faveur de la mise en œuvre du télétravail à la BCEAO, a renforcé les bénéfices tirés de ce projet.

ENCADRE 5 : PLAN STRATEGIQUE 2022-2024

La BCEAO a élaboré en 2021 son Plan Stratégique 2022-2024. Dans ce cadre, le diagnostic stratégique de l'ensemble des domaines d'activités de la Banque a abouti à l'identification des forces et des faiblesses des processus de l'Institution ainsi que des opportunités et des menaces de l'environnement externe. A l'issue du diagnostic stratégique, réalisé selon une démarche participative avec l'ensemble des structures de la Banque, dix (10) enjeux stratégiques ont été identifiés et répartis en quatre (4) axes stratégiques, comme suit :

Axe 1 « *Gouvernance des processus et des risques* » avec trois (3) enjeux :

- le renforcement de la résilience de la Banque face aux menaces émergentes ;
- le renforcement de la notoriété de la BCEAO ;
- l'amélioration de la fluidité des transactions effectuées en espèces.

Axe 2 « *Stabilité monétaire* » avec trois (3) enjeux :

- le renforcement de la connaissance de la dynamique des économies de l'Union ;
- le renforcement de la stabilité monétaire ;
- l'amélioration de l'adéquation des réserves de change.

Axe 3 « *Stabilité et inclusion financières, financement des économies* » avec deux (2) enjeux :

- la diversification et l'accessibilité des services financiers pour un financement adéquat des économies ;
- la résilience et la solidité du système bancaire et financier.

Axe 4 « *Efficiences des ressources* » avec deux (2) enjeux :

- la maîtrise des charges et la réduction de l'empreinte environnementale ;
- l'adaptation aux technologies innovantes et aux évolutions des activités.

La mise en œuvre du Plan Stratégique sera assurée à travers quatorze (14) objectifs stratégiques, déclinés en cinquante-huit (58) objectifs opérationnels et soixante-et-onze (71) projets.

Les actions stratégiques prévues devraient notamment permettre à la Banque Centrale de s'adapter à la dynamique actuelle de transformation digitale des paiements, en particulier l'émission de Monnaie Digitale de Banque Centrale (MDBC), d'améliorer la qualité de la circulation fiduciaire, de renforcer sa résilience face aux menaces émergentes et de conduire des politiques pertinentes capables de soutenir efficacement les économies de l'UEMOA.

5.2.7 - SYSTEME DE MANAGEMENT DE LA QUALITE DE LA BCEAO



Dans l'objectif d'assurer une dynamique d'amélioration continue de son fonctionnement et de la qualité des services rendus à ses clients et partenaires, la BCEAO bénéficie, depuis janvier 2020, du renouvellement de la certification à la norme ISO 9001-2015 de son Système de Management de la Qualité (SMQ) pour le cycle triennal 2019-2021, à l'issue d'un audit réalisé par le Cabinet Bureau Veritas. Le maintien du certificat, suite à l'audit réalisé

en février 2022, confirme la conformité de la BCEAO à toutes les exigences de la norme ainsi qu'un fonctionnement efficace et efficient de ses processus.

Au titre de l'exercice 2021, la conduite des audits qualité internes de certains processus au niveau des Directions de Services Centraux (DSC) et des Directions Nationales a contribué à l'appréciation de la performance du SMQ et au renforcement de son efficacité.

5.2.8 - SYSTEME D'INFORMATION COMPTABLE



Le système d'information comptable de la Banque n'a pas connu de mutations majeures au cours de l'année sous revue. Les travaux

d'optimisation du traitement automatique des opérations, initiés à travers les divers projets informatiques, sont en cours de mise en œuvre.



VI COOPERATION INTERNATIONALE

6.1 - RELATIONS AVEC LE FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL 114

6.2 - COOPERATION MONETAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO 115

6.1 - RELATIONS AVEC LE FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL

Au cours de l'année 2021, quatre (4) Etats membres de l'UEMOA, à savoir la Guinée-Bissau, le Mali, le Niger et le Sénégal, ont mis en œuvre des programmes appuyés par le Fonds Monétaire International (FMI). Dans le cadre de l'appui du Fonds à la poursuite des efforts de lutte contre la Covid-19, la Guinée-Bissau a bénéficié d'une aide d'urgence au titre de la Facilité de Crédit Rapide (FCR). Le Mali a poursuivi, en début d'année, la mise en œuvre du programme appuyé par la Facilité Elargie de Crédit (FEC). Toutefois, en raison du contexte socio-politique dans le pays, ce programme a été interrompu. Les Autorités nigériennes et le FMI ont conclu en novembre 2021 un accord au titre de la FEC pour la période 2021-2024. Un accord de 18 mois au titre de la Facilité de Crédit de Confirmation (FCC) et du mécanisme des accords de confirmation a été approuvé en faveur du Sénégal. En outre, des allègements de dette ont été accordés aux pays de l'Union, hormis la Côte d'Ivoire et le Sénégal, pour un montant de 57,67 millions de Droits de tirage spéciaux (DTS) (46,42 milliards de FCFA), au titre du Fonds Fiduciaire d'Assistance et de Riposte aux Catastrophes (FF-ARC).

Les opérations effectuées par la Banque Centrale avec le FMI, pour le compte des Etats membres de l'UEMOA, se sont soldées par des entrées nettes de ressources de 134,68 millions de DTS (108,42 milliards de FCFA) contre 897,19 millions de DTS (722,29 milliards de FCFA) un an plus tôt. Les tirages se sont chiffrés à 223,08 millions de DTS (179,59 milliards de FCFA) contre 1.036,01 millions de DTS (834,05 milliards de FCFA) l'année précédente, soit une baisse de 812,93 millions de DTS, en raison de la suspension progressive de l'aide d'urgence

apportée par le FMI dans le cadre de la riposte à la Covid-19. S'agissant des remboursements, ils ont baissé de 85,31 millions de DTS, passant de 198,75 millions de DTS (160 milliards de FCFA) à 113,44 millions de DTS (91,32 milliards de FCFA).

En vue de soutenir ses Etats membres dans le financement de leurs stratégies de lutte contre la pandémie de Covid-19 et de relance de leurs économies, le FMI a décidé d'une allocation générale de DTS d'un montant de 456,0 milliards de DTS soit 650,0 milliards de dollars, valeur 23 août 2021. Dans le cadre de cette allocation générale, les pays membres de l'UEMOA ont bénéficié d'une enveloppe de 1.640,5 millions de DTS, dont la contre-valeur en FCFA leur a été rétrocédée sous la forme de concours financiers de la BCEAO, pour un montant total de 1.302,6 milliards de FCFA.

Les charges supportées par la BCEAO et les Etats membres en 2021 se sont chiffrées à 14,46 millions de DTS (11,64 milliards de FCFA) contre 12,41 millions de DTS (10 milliards de FCFA) l'année précédente. Elles concernent les commissions versées par la BCEAO et les charges d'intérêt au titre du Mécanisme Elargi de Crédit (MEDC), de l'Instrument de Financement Rapide (IFR) et de l'Accord de Confirmation.

Au titre de la rémunération de leurs positions créditrices en 2021, le montant versé par le FMI aux Etats membres de l'UEMOA a baissé de 3,13 millions de DTS, en ressortant à 1,82 million de DTS (1,46 milliard de FCFA) contre 4,95 millions de DTS (3,98 milliards de FCFA) l'année précédente.

6.2 - COOPERATION MONETAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO



Dans le domaine de l'intégration régionale, la pandémie de Covid-19 a ralenti la mise en œuvre du Programme de la monnaie unique de la CEDEAO au cours de l'année 2021. L'effet des mesures prises par les Etats membres de la CEDEAO pour lutter contre cette pandémie et relancer les économies s'est traduit notamment par une dégradation de l'état de convergence macroéconomique de la région au titre des années 2020 et 2021. A cet égard, les Chefs d'Etat et de Gouvernement de la CEDEAO ont décidé, lors des 57^e et 58^e sessions ordinaires de leur Conférence, tenues respectivement le 7 septembre 2020 et le 23 janvier 2021, de suspendre le Pacte de convergence entre les Etats membres, pour ces deux (2) années, afin d'exempter ces derniers du respect de ses critères. Pour rappel, les Chefs d'Etat et de Gouvernement ont également décidé, en septembre 2020, de différer le lancement de la monnaie unique (Eco) et recommandé

l'élaboration d'une nouvelle feuille de route pour la création de ladite monnaie et d'un nouveau Pacte de Convergence et de Stabilité Macroéconomique entre les Etats membres de la CEDEAO.

Conformément à ces instructions, la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la CEDEAO a, le 19 juin 2021, adopté une nouvelle feuille de route pour le lancement de l'Eco et un nouveau Pacte de convergence. Dans ce nouveau Pacte, la phase de convergence des économies ouest-africaines couvrira la période allant de 2022 à 2026, le démarrage de la phase de stabilité étant prévu le 1^{er} janvier 2027. La Conférence a également pris note de la nouvelle feuille de route pour le lancement de l'Eco à l'horizon 2027 et a chargé le Comité Ministériel de continuer à travailler pour résoudre toutes



COOPERATION INTERNATIONALE

les questions en suspens, notamment la définition du concept de majorité des Etats membres requise pour l'entrée de la Communauté en phase de Stabilité et les sources additionnelles de financement des diligences de la feuille de route pour le

lancement de l'Eco qui ne relèvent pas du budget des institutions régionales. De ce fait, la Conférence a instruit le Comité Ministériel de poursuivre les diligences pour résoudre les questions susmentionnées.

ANNEXES

LISTE DES ANNEXES

Cours mondiaux des principaux produits d'exportation de l'Union	A1
Position nette des Etats de l'Union vis-à-vis du Fonds Monétaire International	A2 à A4
Tableaux ressources-emplois du produit intérieur brut (PIB)	A5 à A9
Production des principales cultures d'exportation	A10
Production des principales cultures vivrières	A11
Productions minières	A12
Prix à la production des cultures d'exportation	A13
Indice harmonisé des prix à la consommation	A14
Tableaux des opérations financières des Etats	A15 à A23
Balance des paiements	A24 à A28
Agrégats de monnaie	A29 à A33
Situation résumée de la Banque Centrale	A34 à A38
Situation résumée des Banques	A39 à A43
Créances nettes sur l'administration centrale	A44 à A48
Utilisations déclarées aux Centrales des risques	A49 à A57
Mouvements de billets et pièces aux guichets de la BCEAO	A58
Adresses des sites de la BCEAO	A59 à A62

UMOA - COURS MONDIAUX DES PRINCIPAUX PRODUITS D'EXPORTATION

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2020				2021			
							1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.
<i>Prix moyen de la période en FCFA / kg, sauf indication contraire</i>														
CACAO	1 711,7	1 212,3	1 273,7	1 409,5	1 339,2	1 345,5	1 520,6	1 356,9	1 291,0	1 293,5	1 313,9	1 297,6	1 366,6	1 403,8
<i>Prix indicatif O.I.C.C.</i>														
CAFE	1 144,0	1 317,6	1 028,4	1 004,9	845,3	945,6	876,0	811,4	852,2	841,7	813,6	893,8	1 164,6	1 399,5
<i>Prix indicatif robusta O.I.C.</i>														
COTON	860,3	942,8	1 007,6	929,6	817,2	1 026,4	857,5	743,6	792,1	875,4	1 023,0	1 026,2	1 128,8	1 382,4
<i>Indice A Liverpool</i>														
HUILE DE PALME	416,8	427,2	339,5	433,1	406,3	600,9	433,2	334,1	389,2	468,7	588,8	632,0	668,7	768,8
HUILE DE PALMISTE	797,3	746,4	511,4	390,9	470,5	837,1	489,0	413,7	409,2	570,2	754,4	786,1	747,0	1 060,8
NOIX DE CAJOU	811,8	952,9	899,1	627,8	352,8	346,8	413,5	336,6	320,5	340,8	335,0	342,7	372,0	337,3
CAOUTCHOUC	845,5	1 005,3	807,2	874,4	813,3	1 157,4	841,1	707,6	762,9	941,4	1 019,6	1 085,1	1 256,0	1 269,0
PETROLE BRUT, NYMEX (tonne)	186 694,5	211 500,1	256 015,6	239 253,6	157 963,5	268 365,8	175 969,6	122 325,9	164 932,8	168 625,9	225 125,3	256 190,7	279 009,3	313 137,7
OR BRUT (gramme)	26 084,1	25 765,6	24 853,0	28 800,7	36 063,2	35 201,3	34 068,3	35 973,6	37 815,3	36 395,5	34 488,5	34 858,3	35 129,8	36 328,4

INDICES DES COURS MONDIAUX EN FCFA DES PRINCIPAUX PRODUITS DE BASE EXPORTES PAR L'UMOA

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2020				2021			
							1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.
<i>Indices moyens – Base 100 en 2013</i>														
CACAO	142,0	100,6	105,7	113,8	113,3	113,8	126,1	112,6	107,1	107,3	109,0	107,7	113,4	116,4
CAFE	111,8	128,8	100,5	91,1	82,4	92,2	85,6	79,3	83,3	81,3	79,5	87,4	113,8	135,2
COTON	94,1	103,1	110,2	96,3	89,4	112,3	93,8	81,3	86,6	95,7	111,9	112,2	123,4	151,1
HUILE DE PALME	98,9	101,4	80,6	78,8	96,5	142,7	102,8	79,3	92,4	111,3	139,7	150,0	158,8	182,6
HUILE DE PALMISTE	180,9	169,3	116,0	88,7	106,7	189,8	110,8	93,9	92,8	129,4	170,9	178,4	169,4	240,7
NOIX DE CAJOU	230,4	270,5	255,2	178,2	103,3	101,5	130,0	95,5	91,0	96,6	105,3	97,3	105,6	95,6
CAOUTCHOUC	76,7	91,2	73,2	79,3	74,2	105,6	78,0	64,2	69,2	85,4	94,6	98,4	113,9	115,1
PETROLE BRUT, NYMEX	54,1	61,3	74,2	69,4	47,2	80,2	56,8	35,5	47,8	48,8	72,7	74,3	80,9	90,6
OR BRUT	106,3	105,0	101,3	117,4	146,1	142,6	135,5	146,6	154,1	148,3	137,2	142,1	143,2	148,0

POSITION NETTE DES ETATS DE L'UNION VIS-A-VIS DU F.M.I. (en millions de DTS)

		2019	2020	2021
U.M.O.A. - Position globale				
Département des D.T.S	-Allocations	818,7	818,7	2 459,2
	-Disponibilités	925,8	2 679,5	4 396,9
Département général	-Quote-part	1 711,6	1 711,6	1 712,0
	-Positions de réserve	249,1	249,3	249,5
Facilité Elargie de Crédit	-Encours des prêts	1 451,1	1 657,0	1 744,7
Facilité Protection Chocs Exog.	-Encours des prêts	3,2	0,0	0,0
Facilité de Crédit Rapide	-Encours des prêts	39,8	709,4	743,0
Mécanisme Elargi de Crédit	-Encours des prêts	433,6	562,6	549,5
Instrument de Financement rapide	-Encours des prêts	0,0	731,9	731,8
Facilité de Crédit de Confirmation	-Encours des prêts	0,0	0,0	43,1
Bénin				
Département des D.T.S	-Allocations	59,2	59,2	177,8
	-Disponibilités	75,2	286,4	404,4
Département général	-Quote-part	123,8	123,8	124,0
	-Positions de réserve	18,2	18,2	18,3
Facilité Elargie de Crédit	-Encours des prêts	133,7	207,6	280,4
Facilité Protection Chocs Exog.	-Encours des prêts	0,0		
Facilité de Crédit Rapide	-Encours des prêts	0,0	41,3	82,5
Instrument de financement rapide	-Encours des prêts			82,5
Facilité de Crédit de Confirmation	-Encours des prêts	0,0	82,5	
Burkina				
Département des D.T.S	-Allocations	57,6	57,6	173,0
	-Disponibilités	15,6	152,6	268,0
Département général	-Quote-part	120,4	120,4	120,0
	-Positions de réserve	23,0	23,1	23,1
Facilité Elargie de Crédit	-Encours des prêts	115,8	181,9	189,4
Facilité Protection Chocs Exog.	-Encours des prêts	0,0	0,0	
Facilité de Crédit Rapide	-Encours des prêts	0,0	84,3	84,3

Source : Fonds Monétaire International.

N.B. : La Facilité Elargie de Crédit (FEC) a remplacé, en janvier 2010, la Facilité pour la Réduction de la Pauvreté et pour la Croissance (FRPC).

POSITION NETTE DES ETATS DE L'UNION VIS-A-VIS DU F.M.I. (en millions de DTS)

		2019	2020	2021
Côte d'Ivoire				
Département des D.T.S	-Allocations	310,9	310,9	934,3
	-Disponibilités	436,2	1 157,4	1 637,5
Département général	-Quote-part	650,4	650,4	650,0
	-Positions de réserve	83,4	83,4	83,4
Facilité Elargie de Crédit	-Encours des prêts	615,8	575,6	541,0
Facilité Protection Chocs Exog.	-Encours des prêts	0,0	0,0	
Facilité de Crédit Rapide	-Encours des prêts	24,4	233,1	216,8
Mécanisme Elargi de Crédit	-Encours des prêts	433,6	562,6	549,5
Instrument de Financement Rapide	-Encours des prêts	0,0	433,6	433,6
Guinée-Bissau				
Département des D.T.S	-Allocations	13,6	13,6	41,0
	-Disponibilités	18,1	18,2	59,6
Département général	-Quote-part	28,4	28,4	28,0
	-Positions de réserve	4,0	4,0	4,1
Facilité Elargie de Crédit	-Encours des prêts	19,2	17,5	15,0
Facilité Protection Chocs Exog.	-Encours des prêts	0,0	0,0	
Facilité de Crédit Rapide	-Encours des prêts	0,0	2,8	16,0
Mali				
Département des D.T.S	-Allocations	89,4	89,4	268,0
	-Disponibilités	165,9	330,6	550,0
Département général	-Quote-part	186,6	186,6	187,0
	-Positions de réserve	33,3	33,3	33,3
Facilité Elargie de Crédit	-Encours des prêts	218,3	226,7	270,8
Facilité Protection Chocs Exog.	-Encours des prêts	0,0	0,0	
Facilité de Crédit Rapide	-Encours des prêts	15,4	156,5	151,9

Source : Fonds Monétaire International.

N.B. : La Facilité Elargie de Crédit (FEC) a remplacé, en janvier 2010, la Facilité pour la Réduction de la Pauvreté et pour la Croissance (FRPC).

POSITION NETTE DES ETATS DE L'UNION VIS-A-VIS DU F.M.I. (en millions de DTS)

		2019	2020	2021
Niger				
Département des D.T.S	-Allocations	62,9	62,9	189,0
	-Disponibilités	98,4	205,6	371,4
Département général	-Quote-part	131,6	131,6	132,0
	-Positions de réserve	25,1	25,1	25,1
Facilité Elargie de Crédit	-Encours des prêts	188,0	199,1	206,5
Facilité Protection Chocs Exog.	-Encours des prêts	0,0	0,0	
Facilité de Crédit Rapide	-Encours des prêts	0,0	83,7	83,7
Sénégal				
Département des D.T.S	-Allocations	154,8	154,8	465,0
	-Disponibilités	1,3	319,1	755,6
Département général	-Quote-part	323,6	323,6	324,0
	-Position de réserve	42,7	42,7	42,7
	-Recours au crédit du Fonds dont : Tranches de crédits			
Facilité Elargie de Crédit	-Encours des prêts	0,0	0,0	
Facilité Protection Chocs Exog.	-Encours des prêts	3,2	0,0	
Facilité de Crédit Rapide	-Encours des prêts	0,0	107,9	107,9
Instrument de Financement Rapide	-Encours des prêts	0,0	215,7	215,7
Facilité de Crédit de Confirmation				43,1
Togo				
Département des D.T.S	-Allocations	70,3	70,3	211,0
	-Disponibilités	115,1	209,6	350,4
Département général	-Quote-part	146,8	146,8	147,0
	-Positions de réserve	19,3	19,5	19,5
Facilité Elargie de Crédit	-Encours des prêts	160,3	248,5	241,6
Facilité Protection Chocs Exog.	-Encours des prêts	0,0	0,0	

Source : Fonds Monétaire International.

N.B. : La Facilité Elargie de Crédit (FEC) a remplacé, en janvier 2010, la Facilité pour la Réduction de la Pauvreté et pour la Croissance (FRPC).

UEMOA - TABLEAU RESSOURCES-EMPLOIS DU PRODUIT INTERIEUR BRUT

	2019(*)	2020(**)	2021(**)
	<i>Milliards de francs CFA</i>		
PIB au prix du marché	88 696,2	91 838,0	99 709,8
PIB marchand	80 434,8	83 006,3	90 145,5
Secteur primaire	20 991,5	22 060,5	22 929,8
Agriculture, Elevage, Sylviculture, Forêt, Pêche	20 991,5	22 060,5	22 929,8
Secteur secondaire	18 967,3	19 956,3	22 086,1
Industries extractives	4 250,0	5 074,0	5 583,7
Industries manufacturières	9 714,3	9 711,8	10 883,3
Electricité, Gaz, Eau	1 672,4	1 711,2	1 733,3
Bâtiment, Travaux Publics	3 330,5	3 459,4	3 885,9
Secteur tertiaire	40 476,0	40 989,5	45 129,6
Commerce de gros et de détail	12 094,0	11 982,0	13 508,0
Transports, Entrepôts et Communications	7 019,2	7 225,1	7 785,9
Autres services marchands	14 297,6	14 569,6	15 747,8
Droits et taxes à l'importation et TVA	7 065,1	7 212,8	8 087,9
Services non marchands	8 261,4	8 831,8	9 564,4
Importation de biens et services	25 836,9	25 158,6	29 435,8
Ressources = Emplois	114 533,1	116 996,7	129 145,7
Consommation publique	11 646,7	12 479,1	13 839,2
Consommation privée	60 972,3	61 237,1	67 308,7
Formation brute du capital fixe	20 644,3	21 804,3	24 871,6
Variation des stocks	493,6	964,3	93,6
Exportation de biens et services	20 776,2	20 511,9	23 032,7
Variation du déflateur du PIB (%)	0,7%	1,7%	2,4%
Taux de croissance du PIB nominal (%)	6,5%	3,5%	8,6%
Taux de croissance réel (%)	5,8%	1,8%	6,0%
Population (millions)	126,6	130,5	134,6
PIB au prix courant par habitant (milliers de francs CFA)	700,7	703,6	740,8

(*) Provisoires (**) Estimations

Source : Institut National de la Statistique et de l'Analyse Economique.

BENIN - TABLEAU RESSOURCES-EMPLOIS DU PRODUIT INTERIEUR BRUT

	2019(*)	2020(**)	2021(**)
	Milliards de francs CFA		
PIB au prix du marché	8 432,2	9 008,8	9 809,8
PIB marchand	7 920,5	8 413,5	9 139,4
Secteur primaire	2 266,2	2 442,2	2 798,6
Agriculture, Elevage, Sylviculture, Forêt, Pêche	2 266,2	2 442,2	2 798,6
Secteur secondaire	1 375,5	1 467,6	1 615,5
Industries extractives	34,4	39,1	40,4
Industries manufacturières	831,9	872,8	930,0
Electricité, Gaz, Eau	60,6	71,2	81,2
Bâtiment, Travaux Publics	448,6	484,5	563,9
Secteur tertiaire	4 278,7	4 503,7	4 725,3
Commerce de gros et de détail	1 035,3	1 058,0	1 160,1
Transports, Entrepôts et Communications	948,2	1 013,1	875,5
Autres services marchands (***)	1 554,5	1 648,6	1 795,2
Droits et taxes à l'importation et TVA	740,8	784,0	894,5
Services non marchands	511,8	595,3	670,4
Importation de biens et services	2 523,5	2 263,8	2 816,6
Ressources = Emplois	10 955,7	11 272,6	12 626,4
Consommation publique	872,1	1 026,9	988,4
Consommation privée	5 824,8	5 922,8	6 457,7
Formation brute du capital fixe	2 122,7	2 270,8	2 790,6
Variation des stocks	38,5	38,5	39,6
Exportation de biens et services	2 097,7	2 013,6	2 350,1
Variation du déflateur du PIB (%)	-0,40%	2,90%	1,60%
Taux de croissance du PIB nominal (%)	6,40%	6,80%	8,90%
Taux de croissance réel (%)	6,90%	3,80%	7,20%
Population (millions)	12,1	12,5	12,9
PIB au prix courant par habitant (milliers de francs CFA)	697,4	721,6	761,0

(*) Provisoires (**) Estimations

Source : Institut National de la Statistique et de l'Analyse Economique.

BURKINA - TABLEAU RESSOURCES-EMPLOIS DU PRODUIT INTERIEUR BRUT

	2019(*)	2020(**)	2021(**)
	Milliards de francs CFA		
PIB au prix du marché	9 377,0	10 153,7	10 802,4
PIB marchand	7 783,3	8 537,3	9 018,7
Secteur primaire	1 890,1	2 046,7	1 915,1
Agriculture, Elevage, Sylviculture, Forêt, Pêche	1 890,1	2 046,7	1 915,1
Secteur secondaire	2 404,4	3 000,8	3 278,3
Industries extractives	1 053,2	1 634,2	1 820,2
Industries manufacturières	955,3	934,5	1 005,1
Electricité, Gaz, Eau	84,5	109,3	118,6
Bâtiment, Travaux Publics	311,4	322,8	334,4
Secteur tertiaire	3 488,8	3 489,8	3 825,4
Commerce de gros et de détail	999,7	966,8	1 159,0
Transports, Entrepôts et Communications	380,0	395,9	415,2
Autres services marchands	1 198,5	1 178,9	1 211,3
Droits et taxes à l'importation et TVA	910,5	948,2	1 039,9
Services non marchands	1 593,7	1 616,4	1 783,7
Importation de biens et services	2 943,1	2 750,6	3 228,9
Ressources = Emplois	12 320,1	12 904,3	14 031,3
Consommation publique	1 781,9	1 825,7	2 040,3
Consommation privée	5 770,1	5 612,7	6 519,8
Formation brute du capital fixe	1 920,7	2 008,9	2 192,4
Variation des stocks	229,8	374,4	87,6
Exportation de biens et services	2 617,7	3 082,6	3 191,1
Variation du déflateur du PIB (%)	0,40%	6,30%	-0,50%
Taux de croissance du PIB nominal (%)	6,20%	8,30%	6,40%
Taux de croissance réel (%)	5,80%	1,90%	6,90%
Population (millions)	20,9	21,5	22,2
PIB au prix courant par habitant (milliers de francs CFA)	449,2	471,7	486,7

(*) Provisoires (**) Estimations

Source : Institut National de la Statistique et de l'Analyse Economique.

COTE D'IVOIRE - TABLEAU RESSOURCES-EMPLOIS DU PRODUIT INTERIEUR BRUT

	2019(*)	2020(**)	2021(**)
	<i>Milliards de francs CFA</i>		
PIB au prix du marché	34 298,9	35 311,4	39 190,4
PIB marchand	31 378,9	32 137,8	35 738,1
Secteur primaire	7 090,0	7 551,5	7 859,6
Agriculture, Elevage, Sylviculture, Forêt, Pêche	7 090,0	7 551,5	7 859,6
Secteur secondaire	7 267,0	7 364,9	8 348,5
Industries extractives	1 027,0	1 169,6	1 303,9
Industries manufacturières	4 042,0	3 953,4	4 676,0
Electricité, Gaz, Eau	930,0	887,9	841,7
Bâtiment, Travaux Publics	1 268,0	1 354,0	1 526,9
Secteur tertiaire	17 021,9	17 221,5	19 530,0
Commerce de gros et de détail	5 831,0	5 821,9	6 722,5
Transports, Entrepôts et Communications	3 236,0	3 348,5	3 801,5
Autres services marchands (***)	5 719,9	5 706,6	6 345,8
Droits et taxes à l'importation et TVA	2 235,0	2 344,5	2 660,2
Services non marchands	2 920,0	3 173,5	3 452,3
Importation de biens et services	7 546,9	7 287,0	8 548,3
Ressources = Emplois	41 845,8	42 598,4	47 738,7
Consommation publique	3 468,7	3 760,4	4 283,1
Consommation privée	23 417,0	23 407,2	26 086,0
Formation brute du capital fixe	7 239,6	7 922,8	9 181,8
Variation des stocks	-359,7	-108,0	-704,3
Exportation de biens et services	8 080,2	7 616,0	8 892,0
Variation du déflateur du PIB (%)	0,20%	1,00%	3,30%
Taux de croissance du PIB nominal (%)	6,40%	3,00%	11,00%
Taux de croissance réel (%)	6,20%	2,00%	7,40%
Population (millions)	25,8	26,4	27,1
PIB au prix courant par habitant (milliers de francs CFA)	1 330,7	1 335,2	1 444,3

(*) Provisoires (**) Estimations

Source : Institut National de la Statistique et de l'Analyse Economique.

GUINEE-BISSAU - TABLEAU RESSOURCES-EMPLOIS DU PRODUIT INTERIEUR BRUT

	2019(*)	2020(**)	2021(**)
	<i>Milliards de francs CFA</i>		
PIB au prix du marché	885,1	915,7	997,0
PIB marchand	751,2	765,7	849,8
Secteur primaire	291,7	302,5	340,7
Agriculture, Elevage, Sylviculture, Forêt, Pêche	291,7	302,5	340,7
Secteur secondaire	111,8	108,9	114,7
Industries extractives	3,5	3,5	3,5
Industries manufacturières	76,9	70,7	72,8
Electricité, Gaz, Eau	10,4	12,1	14,5
Bâtiment, Travaux Publics	21,0	22,6	23,8
Secteur tertiaire	347,7	354,3	394,4
Commerce de gros et de détail	138,7	148,0	178,0
Transports, Entrepôts et Communications	71,6	79,2	88,5
Autres services marchands	86,1	88,2	76,8
Droits et taxes à l'importation et TVA	51,3	38,9	51,1
Services non marchands	133,9	149,9	147,2
Importation de biens et services	294,2	253,2	294,0
Ressources = Emplois	1 179,3	1 168,9	1 291,0
Consommation publique	179,5	197,7	218,6
Consommation privée	631,3	605,3	649,6
Formation brute du capital fixe	197,7	201,1	201,9
Variation des stocks	0,0	31,0	38,8
Exportation de biens et services	170,9	133,8	182,1
Variation du déflateur du PIB (%)	-0,90%	1,90%	2,30%
Taux de croissance du PIB nominal (%)	3,60%	3,50%	8,90%
Taux de croissance réel (%)	4,50%	1,50%	6,40%
Population (millions)	1,8	1,8	1,9
PIB au prix courant par habitant (milliers de francs CFA)	495,3	500,4	532,1

(*) Provisoires (**) Estimations

Source : Institut National de la Statistique et de l'Analyse Economique.

MALI - TABLEAU RESSOURCES-EMPLOIS DU PRODUIT INTERIEUR BRUT

	2019(*)	2020(**)	2021(**)
	<i>Milliards de francs CFA</i>		
PIB au prix du marché	10 124,7	10 052,8	10 623,2
PIB marchand	9 144,4	9 023,0	9 508,0
Secteur primaire	3 724,3	3 586,3	3 766,7
Agriculture, Elevage, Sylviculture, Forêt, Pêche	3 724,3	3 586,3	3 766,7
Secteur secondaire	2 171,4	2 178,5	2 240,0
Industries extractives	1 029,6	1 030,7	1 028,4
Industries manufacturières	669,5	682,2	712,3
Electricité, Gaz, Eau	36,9	40,1	44,5
Bâtiment, Travaux Publics	435,4	425,5	454,9
Secteur tertiaire	3 248,6	3 258,1	3 501,3
Commerce de gros et de détail	1 010,1	977,3	1 051,5
Transports, Entrepôts et Communications	483,0	508,1	560,8
Autres services marchands (***)	918,1	945,6	1 002,0
Droits et taxes à l'importation et TVA	837,5	827,2	887,0
Services non marchands	980,3	1 029,9	1 115,2
Importation de biens et services	3 842,7	3 648,7	4 344,2
Ressources = Emplois	13 967,4	13 701,5	14 967,4
Consommation publique	1 593,9	1 588,9	1 712,6
Consommation privée	7 489,6	7 306,1	7 925,7
Formation brute du capital fixe	2 029,2	1 996,8	2 140,6
Variation des stocks	252,0	-180,8	122,8
Exportation de biens et services	2 602,6	2 990,5	3 065,7
Variation du déflateur du PIB (%)	1,90%	0,50%	2,50%
Taux de croissance du PIB nominal (%)	6,80%	-0,70%	5,70%
Taux de croissance réel (%)	4,80%	-1,20%	3,10%
Population (millions)	21,1	21,9	22,7
PIB au prix courant par habitant (milliers de francs CFA)	480,0	459,0	467,2

(*) Provisoires (**) Estimations

Source : Institut National de la Statistique et de l'Analyse Economique.

NIGER - TABLEAU RESSOURCES-EMPLOIS DU PRODUIT INTERIEUR BRUT

	2019(*)	2020(**)	2021(**)
	<i>Milliards de francs CFA</i>		
PIB au prix du marché	7 610,4	7 909,3	8 272,0
PIB marchand	6 837,1	7 060,3	7 361,2
Secteur primaire	2 860,3	3 036,0	3 012,6
Agriculture, Elevage, Sylviculture, Forêt, Pêche	2 860,3	3 036,0	3 012,6
Secteur secondaire	1 530,6	1 593,8	1 700,1
Industries extractives	540,7	543,6	563,6
Industries manufacturières	534,8	578,9	610,2
Electricité, Gaz, Eau	124,5	130,1	141,8
Bâtiment, Travaux Publics	330,6	341,2	384,6
Secteur tertiaire	2 446,1	2 430,5	2 648,6
Commerce de gros et de détail	935,3	969,0	1 021,8
Transports, Entrepôts et Communications	358,8	369,5	398,3
Autres services marchands	707,9	673,5	700,6
Droits et taxes à l'importation et TVA	444,2	418,4	527,9
Services non marchands	773,4	849,1	910,8
Importation de biens et services	1 989,2	2 039,2	2 305,6
Ressources = Emplois	9 599,6	9 948,5	10 577,6
Consommation publique	1 176,3	1 328,0	1 665,0
Consommation privée	5 389,0	5 595,7	5 802,3
Formation brute du capital fixe	2 199,6	2 241,0	2 457,5
Variation des stocks	22,2	13,4	-191,1
Exportation de biens et services	812,5	770,4	844,0
Variation du déflateur du PIB (%)	0,60%	0,30%	3,30%
Taux de croissance du PIB nominal (%)	6,60%	3,90%	4,60%
Taux de croissance réel (%)	5,90%	3,60%	1,30%
Population (millions)	22,4	23,3	24,2
PIB au prix courant par habitant (milliers de francs CFA)	339,7	339,8	342,1

(*) Provisoires (**) Estimations

Source : Institut National de la Statistique et de l'Analyse Economique.

SENEGAL - TABLEAU RESSOURCES-EMPLOIS DU PRODUIT INTERIEUR BRUT

	2019(*)	2020(**)	2021(**)
	<i>Milliards de francs CFA</i>		
PIB au prix du marché	13 709,6	14 097,9	15 319,1
PIB marchand	12 952,6	13 291,8	14 468,7
Secteur primaire	2 042,7	2 286,1	2 347,5
Agriculture, Elevage, Sylviculture, Forêt, Pêche	2 042,7	2 286,1	2 347,5
Secteur secondaire	3 232,5	3 275,0	3 778,6
Industries extractives	520,0	595,2	762,9
Industries manufacturières	2 042,1	2 016,0	2 261,3
Electricité, Gaz, Eau	277,9	298,7	316,5
Bâtiment, Travaux Publics	392,5	365,2	437,8
Secteur tertiaire	7 677,4	7 730,7	8 342,7
Commerce de gros et de détail	1 829,2	1 736,3	1 883,9
Transports, Entrepôts et Communications	1 053,0	1 009,8	1 095,2
Autres services marchands (***)	3 348,0	3 532,8	3 768,3
Droits et taxes à l'importation et TVA	1 447,2	1 451,7	1 595,3
Services non marchands	757,1	806,2	850,4
Importation de biens et services	5 372,7	5 540,9	6 349,1
Ressources = Emplois	19 082,3	19 638,9	21 668,2
Consommation publique	1 920,8	2 073,0	2 234,8
Consommation privée	9 364,9	9 700,7	10 508,7
Formation brute du capital fixe	4 066,7	4 155,2	4 804,8
Variation des stocks	310,9	795,8	700,0
Exportation de biens et services	3 419,1	2 914,1	3 419,9
Variation du déflateur du PIB (%)	2,10%	1,50%	2,40%
Taux de croissance du PIB nominal (%)	6,80%	2,80%	8,70%
Taux de croissance réel (%)	4,60%	1,30%	6,10%
Population (millions)	14,9	15,3	15,6
PIB au prix courant par habitant (milliers de francs CFA)	917,4	923,6	982,4

(*) Provisoires (**) Estimations

Source : Institut National de la Statistique et de l'Analyse Economique.

TOGO - TABLEAU RESSOURCES-EMPLOIS DU PRODUIT INTERIEUR BRUT

	2019(*)	2020(*)	2021(*)
	<i>Milliards de francs CFA</i>		
PIB au prix du marché	4 258,2	4 388,4	4 695,9
PIB marchand	3 666,9	3 776,9	4 061,5
Secteur primaire	826,1	809,2	889,0
Agriculture, Elevage, Sylviculture, Forêt, Pêche	826,1	809,2	889,0
Secteur secondaire	874,2	966,9	1 010,5
Industries extractives	41,7	58,0	60,8
Industries manufacturières	561,8	603,3	615,6
Electricité, Gaz, Eau	147,5	161,9	174,5
Bâtiment, Travaux Publics	123,1	143,6	159,6
Secteur tertiaire	1 966,6	2 000,8	2 162,0
Commerce de gros et de détail	314,8	304,6	331,2
Transports, Entrepôts et Communications	488,6	501,1	550,9
Autres services marchands	764,6	795,4	847,8
Droits et taxes à l'importation et TVA	398,7	399,7	432,1
Services non marchands	591,3	611,5	634,4
Importation de biens et services	1 324,6	1 375,2	1 549,1
Ressources = Emplois	5 582,8	5 763,6	6 245,0
Consommation publique	653,5	678,4	696,3
Consommation privée	3 085,5	3 086,5	3 358,9
Formation brute du capital fixe	868,1	1 007,7	1 102,0
Variation des stocks	0,0	0,0	0,0
Exportation de biens et services	975,6	990,9	1 087,8
Variation du déflateur du PIB (%)	1,50%	1,30%	1,70%
Taux de croissance du PIB nominal (%)	7,10%	3,10%	7,00%
Taux de croissance réel (%)	5,50%	1,80%	5,30%
Population (millions)	7,6	7,8	8,0
PIB au prix courant par habitant (milliers de francs CFA)	559,0	562,6	587,9

(*) Estimations

Source : Estimations BCEAO sur la base des données actualisées reçues de l'INSEED pour la période 2007-2015

UMOA - PRODUCTION DES PRINCIPALES CULTURES D'EXPORTATION

	2019	2020	2021
	Tonnes		
BENIN			
Arachides	172 783	172 641	161 297
Coton graine	714 714	731 057	779 934
Karité			
Régimes de palme			
Palmistes	10 179	10 634	-
Noix de cajou	130 276	136 269	150 602
Ananas	350 345	362 964	375 901
BURKINA			
Arachides	396 129	630 526	477 254
Coton graine	724 232	696 636	680 767
Karité	568 807	639 340	-
Sésame	261 088	293 462	-
Noix de cajou	98 922	62 182	87 988
COTE D'IVOIRE			
Café	94 171	82 388	61 312
Cacao	2 235 043	2 172 736	2 228 422
Coton graine	482 427	506 400	559 483
Régimes de palme			
Palmistes			
Caoutchouc	478 550	949 276	1 100 386
Canne à sucre	190 576	208 515	210 802
Tabac			
Bananes(2)	499 576	508 198	538 917
Ananas(2)	49 071	39 886	42 297
Bois en grume(1)			
Bois débité(1)			
Noix de cajou	634 631	848 700	968 676
Arachides	217 600	227 571	233 890
GUINEE-BISSAU			
Arachides	125 839	115 588	121 014
Noix de cajou	222 285	221 396	225 000
Palmistes	2 561	2 606	-
Coton graine	3 227	3 214	3 413
MALI			
Arachides	511 428	490 691	367 822
Coton graine	773 500	156 399	741 184
Karité			
Tabac			
NIGER			
Arachides	575 786	599 969	518 780
Coton graine			
Haricot et niébé	2 380 068	2 629 772	1 656 054
SENEGAL			
Arachides	1 421 288	1 797 486	1 677 804
Coton graine	16 511	19 571	21 381
Tomate industrielle			
TOGO			
Café	21 316	22 006	23 106
Cacao	14 264	15 030	15 782
Coton graine	133 411	68 163	50 463
Arachides	44 587	43 407	44 367
Karité			
Régimes de palme			
Palmistes	69 547	69 548	-
UMOA			
Cacao	2 249 307	2 187 766	2 244 204
Café	115 487	104 394	84 418
Coton graine	2 848 022	2 181 440	2 836 625
Régimes de palme			
Palmistes	82 287	82 789	
Karité	568 807	639 340	
Sésame	261 088	293 462	-
Arachides	3 465 440	4 077 879	3 602 228
Caoutchouc	478 550	949 276	1 100 386
Tabac			
Bananes(2)	499 576	508 198	538 917
Ananas	399 416	402 850	418 198
Bois en grume(1)			
Bois débité(1)			
Canne à sucre	190 576	208 515	210 802
Tomate industrielle			
Noix de cajou	1 086 114	1 268 548	1 432 266
Haricot et niébé	2 380 068	2 629 772	1 656 054

(1) : Milliers de m3.

(2) : Exportations.

Sources : Organismes nationaux de commercialisation.

UMOA - PRODUCTION DES PRINCIPALES CULTURES VIVRIERES

	2019	2020	2021 (*)
	Milliers de tonnes		
BENIN			
Maïs	1 580,8	1 611,6	1 628,1
Mil et sorgho	186,3	175,5	156,5
Riz paddy	406,1	411,6	519,7
Igname	3 365,5	3 150,2	3 203,2
Manioc	4 525,5	4 161,7	4 219,0
Haricot et niébé	132,5	134,9	136,6
Autres	1 056,5	973,6	1 044,5
BURKINA			
Maïs	1 710,9	1 920,1	1 853,5
Mil et sorgho	2 842,0	2 796,8	2 349,1
Riz paddy	376,5	451,4	451,0
Fonio	10,2	10,8	7,6
Autres	883,0	967,9	693,5
COTE D'IVOIRE			
Maïs	1 102,4	1 175,7	1 139,6
Riz paddy	1 884,0	1 481,2	1 659,0
Mil et sorgho	134,4	141,7	137,6
Igname	7 450,5	7 654,6	7 589,8
Manioc	5 877,2	6 443,6	6 302,3
Banane plantain	2 030,0	2 082,8	2 030,6
Autres	501,3	510,9	505,8
GUINEE-BISSAU			
Riz paddy	187,0	198,1	213,9
Maïs	9,7	13,5	17,0
Mil et sorgho	41,5	44,6	47,7
Patate douce	37,9	35,4	45,1
Manioc	52,9	53,8	49,3
Autres	2,4	2,6	2,9
MALI			
Maïs	3 816,5	3 516,9	3 587,6
Mil et sorgho	3 389,6	3 743,9	2 726,1
Riz paddy	3 196,3	3 010,0	2 418,6
Manioc	-	639,7	167,9
Igname	-	109,6	142,7
Patate	-	530,0	731,4
Haricot/Niébé	-	480,4	263,8
Autres	48,8	377,0	304,9
NIGER			
Maïs	5,7	6,4	5,7
Mil et sorgho	5 165,3	5 641,2	3 353,9
Riz paddy	119,5	115,1	134,1
Haricot et niébé	2 380,1	2 629,8	1 656,1
Autres	839,7	413,2	297,0
SENEGAL			
Maïs	530,7	766,8	754,6
Mil et sorgho	1 077,2	1 586,4	1 392,3
Riz paddy	1 155,3	1 451,8	1 326,8
Manioc	1 020,1	1 353,0	1 328,9
Haricot et niébé	211,6	268,2	239,2
Pastèques	1 190,5	1 766,8	1 611,2
Autres	1 529,0	1 616,3	1 698,0
TOGO			
Maïs	912,1	885,3	929,0
Mil et sorgho	309,4	306,3	304,6
Riz paddy	147,1	159,9	165,5
Igname	874,2	940,8	960,4
Manioc	1 117,8	1 158,0	1 204,2
Haricot et niébé	202,8	202,3	211,9
Autres	1 980,3	2 178,3	2 396,2
UMOA			
Maïs	9 668,8	9 891,1	9 915,2
Mil et sorgho	13 145,6	14 372,2	10 467,9
Riz paddy	7 472,2	7 177,0	6 888,5
Fonio	10,2	10,8	7,6
Igname	11 690,2	11 855,4	11 896,1
Manioc	12 593,5	13 803,2	13 271,6
Patate douce	37,9	565,4	776,5
Banane plantain	2 030,0	2 082,8	2 030,6
Haricot et niébé	2 926,9	3 701,3	2 507,5
Pastèques	1 190,5	1 677,5	1 611,2
Autres	6 841,1	7 039,7	6 942,8
Total	67 606,9	72 176,4	66 315,5

Sources : Ministères de l'agriculture des Etats.

(*) Estimations

UMOA - PRODUCTIONS MINIERES

Périodes	Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire		Mali	Niger			Sénégal			Togo	
	Pétrole	Or	Pétrole	Or	Or	Or	Uranium	Pétrole	Phosphates de calcium	Or	Sel marin	Phosphates de calcium	Clinker
	barils	kg	Milliers de barils	kg	kg	kg	tonnes	Milliers de barils (*)	tonnes	kg	tonnes	tonnes	
PRODUCTION													
1991	1 352 700	2 926	73 050	3 137	4 597		2 777		1 740 500		100 000	2 964 702	
1992	933 300	2 404	69 371	3 765	5 467		2 966		2 283 501		95 000	2 030 702	
1993	1 061 900	2 140	63 035	1 907	5 939		2 851		1 667 000		85 000	1 800 000	
1994	884 577	1 640		1 872	4 599		2 956		1 587 350		87 600	2 121 489	
1995	653 615	1 900	2 294	2 008	6 291		2 974		1 483 700		110 000	2 591 213	
1996	552 144	1 384	5 815	2 054	6 584		3 322		1 376 807		100 000	2 730 869	
1997	456 127	1 365	5 266	2 496	18 521		3 499		1 584 405		110 000	2 631 353	
1998	355 900	1 600	3 806	2 009	21 156		3 516		1 514 897		137 197	2 253 411	
1999		1 800	3 547	2 967	25 265		2 948		1 797 150		145 000	1 714 530	
2000		1 000	2 578	3 444	28 278		2 896		1 846 306		124 000	1 370 136	
2001		339	2 099	3 672	53 658		2 917		1 708 000		141 000	1 066 581	
2002		624	5 297	3 570	66 068		3 024		1 547 000		183 000	1 280 609	943 700
2003		780	7 506	1 313	51 598		3 149		1 761 924		159 223	1 471 328	1 650 928
2004		1 008	7 952	1 272	41 585	1 531	3 089		1 753 833		174 000	1 115 180	1 553 534
2005		1 257	14 566	1 638	49 058	5 326	3 000		1 689 040		156 138	1 020 868	1 675 779
2006		1 010	22 194	1 327	58 382	2 627	3 432		766 771		198 561	1 171 261	1 307 265
2007		1 579	17 503	1 466	52 753	2 615	3 155		747 614		212 394	750 059	1 162 339
2008		6 270	16 520	2 884	52 753	2 375	3 072		625 842		240 576	842 508	915 172
2009		13 274	18 542	7 055	48 533	1 929	3 242		903 000	4 975	222 297	725 547	1 050 198
2010		24 435	14 562	5 080	42 033	1 989	4 198		1 055 075	3 800	231 625	695 150	1 059 972
2011		33 173	12 391	12 357	42 038	1 872	4 159		1 283 000	3 200	216 587	868 616	1 200 551
2012		30 205	10 770	12 164	46 273	1 581	4 770	4 639	1 380 000	6 200	237 385	1 110 416	1 167 564
2013		33 500	9 141	15 516	46 997	1 016	4 259	6 536	881 453	6 500	238 888	1 213 657	911 030
2014		36 283	6 902	18 600	45 869	673	3 992	6 256	752 245	6 700	249 224	1 108 820	837 250
2015		36 451	10 735	23 540	46 503	1 206	4 115	5 459	1 006 000	5 600	268 176	1 150 194	1 565 646
2016		38 530	15 426	25 055	46 938	881	3 495	6 014	1 466 000	6 200	262 914	843 466	2 047 779
2017		46 392	12 441	25 396	49 622	843	3 485	6 665	1 575 416	7 400	268 160	732 503	2 117 652
2018		52 354	11 785	24 457	60 893	22	2 911	6 065	1 782 000	14 810	264 744	1 020 121	2 060 177
2019		50 302	13 194	32 568	71 190	311	2 981	6 607	1 701 000	16 070	286 103	703 573	2 224 259
2020		62 138	10 642	38 523	71 238	134	2 991	6 273	1 649 000	16 237	290 873	1 321 345	2 322 406
2021		66 859	9 909	40 000	69 460	407	2 285	6 402	1 618 000	19 120	280 599	1 456 368	2 266 241
VENTES													
1991	1 366 600	835	73 050	1 245			2 945		1 304 030		71 373	3 046 599	
1992	979 700		69 371	1 776			2 841		1 185 553		67 688	2 081 436	
1993	1 085 100	2 140	63 035	1 907			3 748		959 354		68 535	1 567 391	
1994	971 115	1 640		1 872			2 787		603 136		105 425	2 181 489	
1995	664 419	1 900	2 294	2 008	6 291		3 116		857 884		88 713	2 906 900	
1996	569 235	1 384	6 934	2 054	6 584		2 970		836 410		81 481	2 633 725	
1997	408 527	1 365	5 366	2 485	16 323		3 921		615 063		131 495	2 686 640	
1998	419 900	1 600	3 385	1 995	20 589		3 627		373 463		126 024	2 242 641	
1999		1 800	3 183	2 967	25 265		2 960		657 325		107 508	1 616 751	
2000		1 000	2 490	3 444	28 278		3 040		513 900		119 914	1 219 859	
2001		339	2 126	3 672	53 658		2 960		510 409		146 287	1 304 177	
2002		624	4 417	3 570	66 068		2 960		486 000		157 263	1 327 710	
2003		780	6 910	1 313	51 598		2 830		203 900		149 400	1 355 986	1 653 632
2004		1 008	7 526	1 272	41 585	611	3 048		197 900		149 000	1 235 642	1 585 143
2005		1 257	9 601	1 638	49 058	2 961	3 590		174 400		114 500	1 047 893	1 528 483
2006		1 010	22 482	1 452	58 382	2 627	3 160		177 900		171 700	1 173 260	1 280 567
2007		1 579	15 135	1 478	52 753	2 615	3 551		181 600		173 700	737 166	1 068 423
2008		6 270	17 811	3 087	52 753	2 375	3 129		209 100		195 700	686 472	533 752
2009		13 274	19 882	7 992	48 533	1 929	3 200		208 090	4 975	184 851	681 127	1 129 620
2010		24 435	14 861	5 419	42 033	1 989	4 200		198 428	3 800	190 188	857 772	1 060 864
2011		33 173	12 840	13 114	42 038	1 872	4 171		189 338	3 200	183 858	894 341	1 068 740
2012		30 205	11 608	13 120	46 273	1 581	4 690		177 329	6 200	202 980	1 033 390	1 140 300
2013		33 500	9 009	17 291	48 092	1 016	4 230		163 930	6 500	190 940	1 142 692	987 767
2014		36 283	6 481	19 141	45 869	673	3 992		155 720	6 700	205 782	1 182 043	846 251
2015		36 451	10 648	22 295	46 503	1 206	4 026		293 882	5 600	202 318	939 025	1 594 600
2016		38 530	15 426	25 055	46 938	881	2 984		158 045	6 200	204 858	845 900	2 062 900
2017		46 392	12 441	25 396	49 622	843	3 562		115 580	14 810	112 704	794 000	2 061 400
2018		52 354	11 785	24 457	60 893	586	2 879		114 230	16 070	204 471	1 045 433	2 221 146
2019		50 302	13 194	32 568	71 190	583	2 923		125 555	17 227	237 641	825 139	2 241 243
2020		62 138	10 642	38 523	71 238	133	2 904		135 689	18 130	257 723	1 332 101	2 490 611
2021		66 858	9 909	40 000	69 460	407	2 429				274 780	1 389 811	2 245 049

Sources : Ministère des Mines - Sociétés minières.

UMOA - PRIX A LA PRODUCTION DES CULTURES D'EXPORTATION (FCFA)

	2018/2019	2019/2020	2020/2021	2021/2022
BENIN				
Arachide en coque	-	-	-	-
Café	-	-	-	-
Coton graine	265	265	265	265
Régimes de palme	-	-	-	-
Palmistes	-	-	-	-
Noix de cajou			325	300
BURKINA				
Arachide décortiquée	-	-	-	-
Coton graine	-	265	240	270
COTE D'IVOIRE				
Cacao	750	825	1 000	825
Café	700	700	550	700
Coton graine	265	300	300	300
Régimes de palme	-	-	-	-
Noix de cajou	500	375	400	305
Caoutchouc	268	275		
GUINEE-BISSAU				
Arachide	-	-	-	-
Noix de cajou	500	500	375	360
Palmistes	-	-	-	-
Coton	-	-	-	-
MALI				
Arachide en coque	-	-	-	-
Coton graine	250	275	200	280
NIGER				
Arachide en coque	-	-	-	-
Coton graine	-	-	-	-
SENEGAL				
Arachide en coque	210	210	-	-
Coton graine	-	-	-	-
TOGO				
Arachide décortiquée				
Cacao	965	975	836	836
Café	815	827	827	827
Coton graine	250	265	265	265
Palmistes	-	-	-	-

Sources : Instituts Nationaux de la Statistique.

UMOA - INDICE HARMONISE DES PRIX A LA CONSOMMATION

Base 100=2014

	2019	2020	2021
BENIN			
1 ^{er} trimestre	101,5	103,6	102,6
2 ^e trimestre	101,1	104,3	106,6
3 ^e trimestre	100,4	104,9	107,3
4 ^e trimestre	101,4	104,0	107,4
Année	101,1	104,2	106,0
BURKINA FASO			
1 ^{er} trimestre	102,1	101,8	104,3
2 ^e trimestre	103,0	103,7	107,3
3 ^e trimestre	102,1	105,5	109,3
4 ^e trimestre	101,7	105,6	111,8
Année	102,2	104,2	108,2
COTE D'IVOIRE			
1 ^{er} trimestre	103,2	105,6	108,7
2 ^e trimestre	104,2	106,8	110,9
3 ^e trimestre	103,7	106,3	111,2
4 ^e trimestre	104,3	106,8	112,3
Année	103,8	106,4	110,8
GUINEE-BISSAU			
1 ^{er} trimestre	105,1	105,3	106,6
2 ^e trimestre	103,6	106,6	108,2
3 ^e trimestre	104,9	106,5	111,5
4 ^e trimestre	105,1	106,6	112,5
Année	104,7	106,3	109,7
MALI			
1 ^{er} trimestre	100,6	99,8	101,6
2 ^e trimestre	100,6	99,4	104,1
3 ^e trimestre	101,7	103,0	105,8
4 ^e trimestre	100,2	102,8	109,3
Année	100,8	101,3	105,2
NIGER			
1 ^{er} trimestre	101,4	101,9	106,1
2 ^e trimestre	101,5	104,2	107,7
3 ^e trimestre	101,5	107,0	110,9
4 ^e trimestre	101,6	104,7	109,2
Année	101,5	104,4	108,4
SENEGAL			
1 ^{er} trimestre	103,5	105,7	107,1
2 ^e trimestre	103,5	106,3	107,5
3 ^e trimestre	105,6	108,5	111,7
4 ^e trimestre	106,4	109,1	112,7
Année	104,8	107,4	109,7
TOGO			
1 ^{er} trimestre	104,3	105,5	107,2
2 ^e trimestre	105,3	106,3	111,0
3 ^e trimestre	103,7	106,0	112,8
4 ^e trimestre	103,2	106,2	112,3
Année	104,1	106,0	110,8
UEMOA			
1 ^{er} trimestre	102,5	103,7	106,0
2 ^e trimestre	103,0	104,8	108,2
3 ^e trimestre	103,0	106,0	110,0
4 ^e trimestre	103,1	105,9	111,2
Année	102,9	105,1	108,9

Sources : Instituts Nationaux de la Statistique.

UEMOA : TABLEAU CONSOLIDE DES OPERATIONS FINANCIERES DES ETATS
(en milliards de FCFA)

	2019	2020	2021(*)
1- RECETTES ET DONS	15 512,8	15 820,4	17 634,6
1.1 RECETTES BUDGETAIRES	13 918,8	14 051,1	16 114,4
Recettes fiscales	11 684,9	11 767,6	13 537,3
Recettes non fiscales	1 581,8	1 626,5	1 807,6
Autres recettes non classées	652,1	657,0	769,5
1.2 DONS	1 594,0	1 769,3	1 520,2
Dons-projets	910,9	956,9	1 093,1
Appuis Budgétaires	683,1	812,4	427,1
2 - DEPENSES ET PRÊTS NETS	17 576,2	21 007,4	23 125,7
2.1 DEPENSES TOTALES	17 609,6	20 976,0	23 078,9
2.1.1 DEPENSES COURANTES	11 588,7	13 396,1	14 481,4
Traitements et salaires	4 709,4	5 129,8	5 495,0
Autres dépenses de fonctionnement	5 562,6	6 677,2	7 127,0
dont subventions et autres transferts	2 811,8	3 858,7	3 594,3
Intérêts dus	1 316,7	1 589,1	1 859,4
Intérêts sur dette intérieure	667,2	771,5	957,0
Intérêts sur dette extérieure	649,5	817,6	902,4
2.1.2 DEPENSES EN CAPITAL	5 281,0	6 705,4	7 575,0
Sur ressources intérieures	3 052,3	3 908,8	4 218,6
Sur ressources extérieures	2 228,7	2 796,6	3 356,4
2.1.3 AUTRES DEPENSES NON CLASSEES (fonds spéciaux & fonds annexes)	739,9	874,5	1 022,5
2.2 PRÊTS NETS	-33,4	31,4	46,8
3 - SOLDE GLOBAL (base engagement) (hors dons)	-3 657,4	-6 956,3	-7 011,3
4 - SOLDE GLOBAL (base engagement) (y compris dons)	-2 063,4	-5 187,0	-5 491,1
5 - AJUSTEMENT BASE CAISSE	-48,9	51,7	188,6
6 - SOLDE GLOBAL (base caisse) (hors dons)	-3 706,3	-6 904,6	-6 822,7
7 - SOLDE GLOBAL (base caisse) (y compris dons)	-2 112,3	-5 135,3	-5 302,5

Sources : FMI, Services nationaux, BCEAO.

(*) Provisoire.

BENIN : TABLEAU DES OPERATIONS FINANCIERES DE L'ETAT (en milliards de francs CFA)

	2019	2020	2021(*)
1- RECETTES ET DONNS	1 185,7	1 294,3	1 390,2
1.1 RECETTES BUDGETAIRES	1 088,1	1 142,1	1 298,2
Recettes fiscales	893,3	947,9	1 084,8
Recettes non fiscales	194,8	194,2	213,4
Autres recettes non classées			
1.2 DONNS	97,6	152,2	92,0
Dons-projets	66,8	46,9	54,6
Appuis Budgétaires	30,8	105,3	37,4
2 - DEPENSES ET PRÊTS NETS	1 227,3	1 719,8	1 949,4
2.1 DEPENSES TOTALES	1 231,2	1 718,0	1 947,7
2.1.1 DEPENSES COURANTES	900,8	1 095,6	1 145,1
Traitements et salaires	369,7	395,1	386,9
Autres dépenses de fonctionnement	396,5	524,2	538,3
dont subventions et autres transferts	271,4	325,9	349,7
Intérêts dus	134,6	176,3	219,9
Intérêts sur dette intérieure	106,8	105,7	153,1
Intérêts sur dette extérieure	27,8	70,6	66,8
2.1.2 DEPENSES EN CAPITAL	330,4	622,4	802,6
Sur ressources intérieures	228,3	356,4	519,0
Sur ressources extérieures	102,1	266,0	283,6
2.1.3 AUTRES DEPENSES NON CLASSEES (fonds spéciaux & fonds annexes)			
2.2 PRÊTS NETS	-3,9	1,8	1,7
3 - SOLDE GLOBAL (base engagement) (hors dons)	-139,2	-577,7	-651,2
4 - SOLDE GLOBAL (base engagement) (y compris dons)	-41,6	-425,5	-559,2
5 - AJUSTEMENT BASE CAISSE	-7,3	48,7	15,3
6 - SOLDE GLOBAL (base caisse) (hors dons)	-146,5	-529,0	-635,9
7 - SOLDE GLOBAL (base caisse) (y compris dons)	-48,9	-376,8	-543,9

Sources : FMI, Services nationaux, BCEAO.

(*) Provisoire.

BURKINA : TABLEAU DES OPERATIONS FINANCIERES DE L'ETAT (en milliards de francs CFA)

	2019	2020	2021(*)
1- RECETTES ET DONS	1 882,0	1 975,3	2 223,8
1.1 RECETTES BUDGETAIRES	1 747,7	1 659,4	1 946,6
Recettes fiscales	1 424,9	1 377,0	1 687,5
Recettes non fiscales	322,8	282,4	259,1
Autres recettes non classées			
1.2 DONS	134,3	316,0	277,2
Dons-projets	45,9	156,3	196,3
Appuis budgétaires	88,4	159,7	80,9
2 - DEPENSES ET PRÊTS NETS	2 177,4	2 500,0	2 824,4
2.1 DEPENSES TOTALES	2 201,3	2 504,3	2 814,2
2.1.1 DEPENSES COURANTES	1 644,5	1 724,3	1 893,3
Traitements et salaires	844,4	897,2	965,0
Autres dépenses de fonctionnement	683,0	686,5	735,8
dont subventions et autres transferts	484,6	510,2	543,7
Intérêts dus	117,1	140,6	192,5
Intérêts sur dette intérieure	95,6	117,1	163,9
Intérêts sur dette extérieure	21,5	23,5	28,6
2.1.2 DEPENSES EN CAPITAL	556,8	780,0	920,9
Sur ressources intérieures	419,0	432,9	470,7
Sur ressources extérieures	137,8	347,1	450,2
2.1.3 AUTRES DEPENSES NON CLASSEES (fonds spéciaux & fonds annexes)			
2.2 PRÊTS NETS	-23,8	-4,4	10,2
3 - SOLDE GLOBAL (base engagement) (hors dons)	-429,7	-840,6	-877,8
4 - SOLDE GLOBAL (base engagement) (y compris dons)	-295,4	-524,7	-600,6
5 - AJUSTEMENT BASE CAISSE	-2,6	-8,2	7,8
6 - SOLDE GLOBAL (base caisse) (hors dons)	-432,3	-848,8	-870,0
7 - SOLDE GLOBAL (base caisse) (y compris dons)	-298,0	-532,9	-592,8

Sources : FMI, Services nationaux, BCEAO.

(*) Provisoire.

COTE D'IVOIRE : TABLEAU DES OPERATIONS FINANCIERES DE L'ETAT (en milliards de francs CFA)

	2019	2020	2021(*)
1- RECETTES ET DONNS	5 158,4	5 289,2	6 140,2
1.1 RECETTES BUDGETAIRES	4 883,5	5 095,9	5 955,6
Recettes fiscales	3 972,3	4 149,2	4 887,0
Recettes non fiscales	678,1	739,9	859,6
Autres recettes non classées	233,1	206,8	209,0
1.2 DONNS	274,9	193,3	184,6
Dons-projets	107,4	101,4	92,3
Appuis budgétaires	167,5	91,9	92,3
2 - DEPENSES ET PRÊTS NETS	5 943,9	7 255,0	8 102,0
2.1 DEPENSES TOTALES	5 943,9	7 255,0	8 102,0
2.1.1 DEPENSES COURANTES	4 149,8	4 912,7	5 439,2
Traitements et salaires	1 703,0	1 828,1	1 859,6
Autres dépenses de fonctionnement	1 925,9	2 420,8	2 795,1
dont subventions et autres transferts	431,1	1 026,4	913,7
Intérêts dus	520,9	663,8	784,5
Intérêts sur dette intérieure	221,6	273,5	329,5
Intérêts sur dette extérieure	299,3	390,3	455,0
2.1.2 DEPENSES EN CAPITAL	1 499,3	1 950,1	2 203,4
Sur ressources intérieures	977,3	1 274,8	1 271,0
Sur ressources extérieures	522,0	675,3	932,4
2.1.3 AUTRES DEPENSES NON CLASSEES (fonds spéciaux & fonds annexes)	294,8	392,2	459,5
2.2 PRÊTS NETS	0,0	0,0	0,0
3 - SOLDE GLOBAL (base engagement) (hors dons)	-1 060,4	-2 159,1	-2 146,4
4 - SOLDE GLOBAL (base engagement) (y compris dons)	-785,5	-1 965,8	-1 961,8
5 - AJUSTEMENT BASE CAISSE	-11,2	0,0	0,0
6 - SOLDE GLOBAL (base caisse) (hors dons)	-1 071,6	-2 159,1	-2 146,4
7 - SOLDE GLOBAL (base caisse) (y compris dons)	-796,7	-1 965,8	-1 961,8

Sources : FMI, Services nationaux, BCEAO.

(*) Provisoire.

GUINEE-BISSAU : TABLEAU DES OPERATIONS FINANCIERES DE L'ETAT (en milliards de francs CFA)

	2019	2020	2021(*)
1- RECETTES ET DONS	140,5	134,5	144,5
1.1 RECETTES BUDGETAIRES	105,6	99,8	108,2
Recettes fiscales	79,1	67,8	92,4
Recettes non fiscales	26,5	32,0	15,8
Autres recettes non classées	0,0	0,0	0,0
1.2 DONS	34,9	34,7	36,4
Dons-projets	22,6	23,7	33,5
Appuis budgétaires	12,3	11,0	2,9
2 - DEPENSES ET PRETS NETS	172,2	219,7	219,6
2.1 DEPENSES TOTALES	172,2	219,7	219,6
2.1.1 DEPENSES COURANTES	134,0	148,7	155,0
Traitements et salaires	45,5	52,9	57,9
Autres dépenses de fonctionnement	80,3	83,3	83,2
dont subventions et autres transferts	30,0	27,3	32,6
Intérêts dus	8,2	12,5	13,9
Intérêts sur dette intérieure	4,8	6,8	8,0
Intérêts sur dette extérieure	3,4	5,7	5,9
2.1.2 DEPENSES EN CAPITAL	38,2	71,0	64,6
Sur ressources intérieures	1,8	9,9	7,1
Sur ressources extérieures	36,4	61,1	57,5
2.1.3 AUTRES DEPENSES NON CLASSEES (fonds spéciaux & fonds annexes)			
2.2 PRÊTS NETS			
3 - SOLDE GLOBAL (base engagement) (hors dons)	-66,6	-119,9	-111,4
4 - SOLDE GLOBAL (base engagement) (y compris dons)	-31,7	-85,2	-75,1
5 - AJUSTEMENT BASE CAISSE	-13,2	-0,6	-9,1
6 - SOLDE GLOBAL (base caisse) (hors dons)	-79,8	-120,5	-120,5
7 - SOLDE GLOBAL (base caisse) (y compris dons)	-44,9	-85,8	-84,2

Sources : FMI, Services nationaux, BCEAO.

(*) Provisoire.

MALI : TABLEAU DES OPERATIONS FINANCIERES DE L'ETAT (en milliards de francs CFA)

	2019	2020	2021(*)
1- RECETTES ET DON	2 173,0	2 072,2	2 347,6
1.1 RECETTES BUDGETAIRES	1 981,7	1 958,8	2 281,2
Recettes fiscales	1 495,5	1 442,4	1 641,2
Recettes non fiscales	67,2	66,3	94,1
Autres recettes non classées	419,0	450,1	545,9
1.2 DON	191,3	113,4	66,4
Dons-projets	79,0	64,6	48,4
Appuis budgétaires	112,3	48,8	18,0
2 - DEPENSES ET PRÊTS NETS	2 343,9	2 625,3	2 868,4
2.1 DEPENSES TOTALES	2 349,7	2 632,3	2 873,5
2.1.1 DEPENSES COURANTES	1 280,6	1 569,7	1 686,8
Traitements et salaires	516,7	620,0	775,4
Autres dépenses de fonctionnement	659,8	826,1	764,7
dont subventions et autres transferts	366,4	505,5	328,4
Intérêts dus	104,1	123,6	146,7
Intérêts sur dette intérieure	70,6	90,2	108,7
Intérêts sur dette extérieure	33,5	33,4	38,0
2.1.2 DEPENSES EN CAPITAL	658,0	613,8	642,2
Sur ressources intérieures	465,6	468,3	495,2
Sur ressources extérieures	192,4	145,5	147,0
2.1.3 AUTRES DEPENSES NON CLASSEES (fonds spéciaux & fonds annexes)	411,1	448,8	544,5
2.2 PRÊTS NETS	-5,8	-7,0	-5,1
3 - SOLDE GLOBAL (base engagement) (hors dons)	-362,2	-666,5	-587,2
4 - SOLDE GLOBAL (base engagement) (y compris dons)	-170,9	-553,1	-520,8
5 - AJUSTEMENT BASE CAISSE	94,0	-10,8	121,9
6 - SOLDE GLOBAL (base caisse) (hors dons)	-268,2	-677,3	-465,3
7 - SOLDE GLOBAL (base caisse) (y compris dons)	-76,9	-563,9	-398,9

Sources : FMI, Services nationaux, BCEAO.

(*) Provisoire.

NIGER : TABLEAU DES OPERATIONS FINANCIERES DE L'ETAT (en milliards de francs CFA)

	2019	2020	2021(*)
1- RECETTES ET DONNS	1 362,5	1 388,4	1 502,0
1.1 RECETTES BUDGETAIRES	848,4	852,4	896,9
Recettes fiscales	783,6	760,1	831,2
Recettes non fiscales	64,8	92,3	51,1
Autres recettes non classées	0,0	0,0	14,6
1.2 DONNS	514,1	536,0	605,1
Dons-projets	320,9	372,2	446,1
Appuis budgétaires	193,2	163,8	159,0
2 - DEPENSES ET PRÊTS NETS	1 631,7	1 810,5	2 006,6
2.1 DEPENSES TOTALES	1 631,7	1 769,4	1 966,6
2.1.1 DEPENSES COURANTES	691,3	780,8	868,8
Traitements et salaires	282,3	297,6	317,7
Autres dépenses de fonctionnement	334,3	400,5	457,5
dont subventions et autres transferts	225,4	268,8	322,6
Intérêts dus	74,7	82,7	93,6
Intérêts sur dette intérieure	52,5	54,3	55,7
Intérêts sur dette extérieure	22,2	28,4	37,9
2.1.2 DEPENSES EN CAPITAL	908,4	956,2	1 079,3
Sur ressources intérieures	392,6	398,5	450,9
Sur ressources extérieures	515,8	557,7	628,4
2.1.3 AUTRES DEPENSES NON CLASSEES (fonds spéciaux & fonds annexes)	32,0	32,4	18,5
2.2 PRÊTS NETS	0,0	41,1	40,0
3 - SOLDE GLOBAL (base engagement) (hors dons)	-783,3	-958,1	-1 109,7
4 - SOLDE GLOBAL (base engagement) (y compris dons)	-269,2	-422,1	-504,6
5 - AJUSTEMENT BASE CAISSE	-2,9	23,0	52,8
6 - SOLDE GLOBAL (base caisse) (hors dons)	-786,2	-935,1	-1 056,9
7 - SOLDE GLOBAL (base caisse) (y compris dons)	-272,1	-399,1	-451,8

Sources : FMI, Services nationaux, BCEAO.

(*) Provisoire.

SENEGAL : TABLEAU DES OPERATIONS FINANCIERES DE L'ETAT (en milliards de francs CFA)

	2019	2020	2021(*)
1- RECETTES ET DONNS	2 789,1	2 842,7	2 968,9
1.1 RECETTES BUDGETAIRES	2 564,5	2 518,2	2 838,3
Recettes fiscales	2 410,0	2 368,2	2 583,6
Recettes non fiscales	154,5	150,0	254,7
Autres recettes non classées	0,0	0,0	0,0
1.2 DONNS	224,6	324,5	130,6
Dons-projets	207,9	129,8	113,5
Appuis budgétaires	16,7	194,7	17,1
2 - DEPENSES ET PRÊTS NETS	3 326,2	3 745,7	3 934,1
2.1 DEPENSES TOTALES	3 326,2	3 745,7	3 934,1
2.1.1 DEPENSES COURANTES	2 165,9	2 428,1	2 527,8
Traitements et salaires	733,3	804,1	885,8
Autres dépenses de fonctionnement	1 161,4	1 334,5	1 335,5
dont subventions et autres transferts	880,4	1 048,9	958,5
Intérêts dus	271,2	289,5	306,5
Intérêts sur dette intérieure	38,3	37,7	52,4
Intérêts sur dette extérieure	232,9	251,8	254,1
2.1.2 DEPENSES EN CAPITAL	1 160,2	1 317,7	1 406,4
Sur ressources intérieures	560,5	758,7	776,6
Sur ressources extérieures	599,7	559,0	629,8
2.1.3 AUTRES DEPENSES NON CLASSEES (fonds spéciaux & fonds annexes)			
2.2 PRÊTS NETS	0,0	0,0	0,0
3 - SOLDE GLOBAL (base engagement) (hors dons)	-761,7	-1 227,5	-1 095,8
4 - SOLDE GLOBAL (base engagement) (y compris dons)	-537,1	-903,0	-965,2
5 - AJUSTEMENT BASE CAISSE	0,0	0,0	0,0
6 - SOLDE GLOBAL (base caisse) (hors dons)	-761,7	-1 227,5	-1 095,8
7 - SOLDE GLOBAL (base caisse) (y compris dons)	-537,1	-903,0	-965,2

Sources : FMI, Services nationaux, BCEAO.

(*) Provisoire.

TOGO : TABLEAU DES OPERATIONS FINANCIERES DE L'ETAT (en milliards de francs CFA)

	2019	2020	2021(*)
1- RECETTES ET DONNS	821,7	823,8	917,2
1.1 RECETTES BUDGETAIRES	699,3	724,6	789,3
Recettes fiscales	626,2	655,2	729,5
Recettes non fiscales	73,1	69,4	59,8
Autres recettes non classées			
1.2 DONNS	122,4	99,2	127,9
Dons-projets	60,4	62,0	108,3
Appuis budgétaires	62,0	37,2	19,6
2 - DEPENSES ET PRÊTS NETS	753,6	1 131,3	1 220,9
2.1 DEPENSES TOTALES	753,4	1 131,3	1 221,0
2.1.1 DEPENSES COURANTES	621,7	736,1	765,5
Traitements et salaires	214,6	234,8	246,8
Autres dépenses de fonctionnement	321,2	401,2	417,1
dont subventions et autres transferts	122,6	145,6	145,2
Intérêts dus	85,9	100,1	101,6
Intérêts sur dette intérieure	77,0	86,2	85,6
Intérêts sur dette extérieure	8,9	13,9	16,0
2.1.2 DEPENSES EN CAPITAL	129,7	394,2	455,5
Sur ressources intérieures	7,3	209,3	228,1
Sur ressources extérieures	122,4	184,9	227,4
2.1.3 AUTRES DEPENSES NON CLASSEES (fonds spéciaux & fonds annexes)	2,0	1,0	0,0
2.2 PRÊTS NETS	0,2	0,0	-0,1
3 - SOLDE GLOBAL (base engagement) (hors dons)	-54,3	-406,7	-431,6
4 - SOLDE GLOBAL (base engagement) (y compris dons)	68,1	-307,5	-303,7
5 - AJUSTEMENT BASE CAISSE	-105,6	-0,4	0,0
6 - SOLDE GLOBAL (base caisse) (hors dons)	-159,9	-407,1	-431,6
7 - SOLDE GLOBAL (base caisse) (y compris dons)	-37,5	-307,9	-303,7

Sources : FMI, Services nationaux, BCEAO.

(*) Provisoire.

UMOA(1) - EVOLUTION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS

	2019	2020	2021(*)
	<i>Milliards de francs CFA</i>		
Compte des transactions courantes	-4 370,2	-4 174,0	-5 752,4
Biens et services	-5 058,0	-4 955,8	-6 433,7
Balance commerciale	-1 058,3	-360,3	-1 517,5
Exportations	17 662,9	18 325,8	20 527,5
dont coton	1 057,6	833,9	1 082,6
cacao	2 905,6	2 979,9	3 272,5
Or	4 308,9	5 899,3	6 017,2
Pétrole	1 807,8	1 060,7	1 539,8
Importations	-19 121,2	-18 686,1	-22 045,0
Dont Pétrole	-4 618,3	-4 252,0	-5 875,0
Balance des services	-3 599,7	-4 195,5	-4 916,2
Dont fret et assurances	-3 108,6	-3 195,5	-3 891,1
Revenu primaire	-2 222,7	-2 367,8	-2 516,3
Dont intérêts sur la dette	-721,3	-844,8	-907,7
Revenu secondaire	2 910,4	3 149,4	3 197,6
- Administrations publiques	1 031,4	1 085,4	909,2
- Autres secteurs	1 879,0	2 064,2	2 288,4
Compte de capital	1 235,5	1 307,4	1 734,4
Solde des comptes des transactions courantes et de capital	-3 137,8	-2 866,6	-4 018,0
Compte financier	-5 107,0	-3 280,1	-4 731,0
Investissement direct	-2 221,5	-1 846,1	-2 322,5
Investissements de portefeuille	-830,3	-31,1	-1 594,7
Dérivés financiers	-6,8	-62,3	0,0
Autres investissements	-2 048,4	-1 340,0	-813,7
Pour mémoire : financement exceptionnel	0,0	154,0	171,0
Erreurs et omissions nettes	32,2	34,6	0,0
Ajustement statistique	-369,2	-384,2	-237,4
SOLDE GLOBAL	1 635,1	15,8	475,6
Réévaluations et autres flux non transactionnels (2)	171,8	182,3	133,6
Variation des avoirs extérieurs nets	-1 806,9	-198,0	-609,2

(1) : Agrégation des balances des paiements nationaux

(2) : Rapprochement entre les statistiques monétaires et la BDP, notamment les réévaluations du stock d'or et des DTS et autres variations de volume d'actifs.

(*) Estimation

BENIN - EVOLUTION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS

	2019	2020	2021(*)
	<i>Milliards de francs CFA</i>		
Compte des transactions courantes	-337,3	-157,3	-432,4
Biens et services	-422,9	-250,2	-466,6
Balance commerciale	-260,4	-89,7	-252,8
Exportations	1 790,9	1 720,5	2 043,2
Dont Coton	325,5	319,3	430,8
Importations	-2 051,4	-1 810,2	-2 296,0
Dont Pétrole	-341,3	-280,6	-441,0
Balance des services	-162,4	-160,5	-213,7
Dont fret et assurances	-252,4	-231,5	-298,4
Revenu primaire	-41,5	-69,7	-70,2
Dont intérêts sur la dette	-38,8	-76,3	-73,0
Revenu secondaire	127,1	162,6	104,3
- Administrations publiques	49,5	107,6	38,7
- Autres secteurs	77,6	55,0	65,6
Compte de capital	116,3	100,5	116,5
Solde des comptes des transactions courantes et de capital	-221,0	-56,8	-315,9
Compte financier	-262,6	-361,8	-906,5
Investissement direct	-112,0	-87,6	-119,1
Investissements de portefeuille	-125,0	-76,4	-722,0
Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0
Autres investissements	-25,6	-197,7	-65,4
Pour mémoire : financement exceptionnel	0,0	0,0	0,0
. Erreurs et omissions nettes	4,0	2,0	0,0
Solde global	45,6	306,9	590,6

BURKINA - EVOLUTION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS

	2019	2020	2021(*)
	<i>Milliards de francs CFA</i>		
Compte des transactions courantes	-306,9	130,1	-32,7
Biens et services	-325,5	23,1	-37,8
Balance commerciale	214,3	592,0	540,5
Exportations	2 301,3	2 779,8	2 873,3
Dont Coton	206,1	150,7	209,0
Or	1 685,8	2 279,3	2 306,0
Importations	-2 087,0	-2 187,8	-2 332,8
Dont Pétrole	-704,3	-640,2	-704,4
Balance des services	-539,8	-569,0	-578,3
Dont fret et assurances	-404,6	-417,5	-445,2
Revenu primaire	-299,5	-312,1	-349,0
Dont intérêts sur la dette	-62,1	-23,5	-33,6
Revenu secondaire	318,0	419,1	354,2
- Administrations publiques	169,3	244,0	169,4
- Autres secteurs	148,7	175,1	184,8
Compte de capital	125,9	211,6	294,3
Solde des comptes des transactions courantes et de capital	-181,0	341,7	261,6
Compte financier	-252,9	-134,3	-459,7
Investissement direct	-85,9	52,7	-61,8
Investissements de portefeuille	-120,0	-233,3	-314,3
Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0
Autres investissements	-47,1	46,2	-83,5
Pour mémoire : financement exceptionnel	0,0	9,1	6,6
. Erreurs et omissions nettes	-4,2	0,0	0,0
Solde global	67,7	476,0	721,3

Source : BCEAO.

COTE D'IVOIRE - EVOLUTION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS

	2019	2020	2021(*)
	<i>Milliards de francs CFA</i>		
Compte des transactions courantes	-790,3	-1 136,4	-1 223,0
Biens et services	533,2	329,0	343,6
Balance commerciale	1 846,4	1 716,5	1 853,9
Exportations	7 399,2	7 194,8	8 409,1
Dont Cacao	2 899,7	2 971,5	3 263,6
Pétrole	1 201,7	597,9	946,6
Or	631,3	842,2	852,6
Importations	-5 552,8	-5 478,3	-6 555,2
Dont Pétrole	-1 315,3	-1 184,8	-1 730,1
Balance des services	-1 313,2	-1 387,5	-1 510,3
Dont fret et assurances	-913,4	-562,0	-1 166,3
Revenu primaire	-985,8	-1 062,8	-1 146,9
Dont intérêts sur la dette	-299,3	-390,3	-470,8
Revenu secondaire	-337,8	-402,6	-419,8
- Administrations publiques	94,4	22,6	20,6
- Autres secteurs	-432,1	-425,2	-440,4
Compte de capital	105,2	100,4	160,3
Solde des comptes des transactions courantes et de capital	-685,0	-1 036,0	-1 062,7
Compte financier	-1 164,2	-1 641,7	-2 077,2
Investissement direct	-433,4	-409,6	-494,9
Investissements de portefeuille	-9,6	-531,7	-928,8
Dérivés financiers	0,1	0,0	0,0
Autres investissements	-721,4	-700,4	-653,5
Pour mémoire : financement exceptionnel	0,0	83,7	16,6
. Erreurs et omissions nettes	-1,5	1,3	0,0
Solde global	477,7	607,0	1 014,5

GUINEE-BISSAU - EVOLUTION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS

	2019	2020	2021(*)
	<i>Milliards de francs CFA</i>		
Compte des transactions courantes	-74,7	-22,7	-15,2
Biens et services	-123,3	-119,4	-111,9
Balance commerciale	-50,7	-53,8	-39,0
Exportations	145,7	123,1	170,7
Dont noix de cajou	130,7	109,2	156,2
Importations	-196,4	-176,9	-209,7
Dont Pétrole	-38,1	-36,4	-56,0
Balance des services	-72,6	-65,6	-72,9
Dont fret et assurances	-29,4	-31,2	-34,9
Revenu primaire	15,5	14,5	14,7
Dont intérêts sur la dette	-1,8	-5,5	-5,1
Revenu secondaire	33,1	82,1	82,0
- Administrations publiques	10,0	27,8	26,7
- Autres secteurs	23,1	54,3	55,3
Compte de capital	16,3	9,0	31,8
Solde des comptes des transactions courantes et de capital	-58,4	-13,7	16,6
Compte financier	-46,6	-71,5	11,0
Investissement direct	-41,8	-11,9	-13,1
Investissements de portefeuille	-17,6	-52,2	-37,1
Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0
Autres investissements	12,8	-7,3	61,2
Pour mémoire : financement exceptionnel	0,0	0,0	0,0
. Erreurs et omissions nettes	-3,5	-5,2	0,0
Solde global	-15,3	52,6	5,7

Source : BCEAO.

(*) Estimation

MALI - EVOLUTION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS

	2019	2020	2021(*)
	Milliards de francs CFA		
Compte des transactions courantes	-755,1	-218,5	-777,2
Biens et services	-1 240,1	-658,2	-1 278,5
Balance commerciale	-373,6	290,1	-260,4
Exportations	2 153,4	2 759,4	2 781,1
Dont Coton	256,8	162,7	144,9
Or	1 566,1	2 262,9	2 287,8
Importations	-2 527,0	-2 469,3	-3 041,5
Dont Pétrole	-864,5	-815,9	-1 261,2
Balance des services	-866,6	-948,3	-1 018,2
Dont fret et assurances	-481,3	-470,3	-579,3
Revenu primaire	-407,5	-425,2	-424,1
Dont intérêts sur la dette	-33,5	-33,4	-33,0
Revenu secondaire	892,5	864,9	925,4
- Administrations publiques	441,9	372,8	407,4
- Autres secteurs	450,7	492,1	518,0
Compte de capital	113,9	126,5	197,0
Solde des comptes des transactions courantes et de capital	-641,2	-92,1	-580,3
Compte financier	-871,4	-510,3	-484,0
Investissement direct	-502,8	-308,3	-343,5
Investissements de portefeuille	-152,8	-191,2	-180,2
Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0
Autres investissements	-215,9	-10,8	39,7
Pour mémoire : financement exceptionnel	0,0	11,8	33,7
. Erreurs et omissions nettes	33,9	32,5	0,0
Solde global	264,2	450,8	-96,2

NIGER - EVOLUTION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS

	2019	2020	2021(*)
	Milliards de francs CFA		
Compte des transactions courantes	-921,3	-1 045,0	-1 236,4
Biens et services	-1 176,7	-1 268,8	-1 461,7
Balance commerciale	-703,2	-777,5	-922,3
Exportations	659,7	642,3	678,5
Dont uranium	128,5	145,5	97,2
Pétrole	128,4	105,4	144,4
Or	22,4	41,8	36,7
Importations	-1 362,9	-1 419,9	-1 600,7
Dont Pétrole	-81,3	-88,6	-117,9
Balance des services	-473,6	-491,2	-539,4
Dont fret et assurances	-354,7	-369,5	-417,8
Revenu primaire	-113,0	-119,7	-137,9
Dont intérêts sur la dette	-44,1	-50,1	-47,0
Revenu secondaire	368,4	343,4	363,3
- Administrations publiques	219,2	191,7	198,6
- Autres secteurs	149,3	151,8	164,7
Compte de capital	370,5	406,0	424,8
Solde des comptes des transactions courantes et de capital	-550,8	-639,0	-811,5
Compte financier	-873,2	-563,6	-938,2
Investissement direct	-401,4	-199,0	-386,5
Investissements de portefeuille	-155,7	-9,8	-171,6
Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0
Autres investissements	-316,1	-354,9	-380,1
Pour mémoire : financement exceptionnel	0,0	4,6	23,1
. Erreurs et omissions nettes	-4,5	-4,5	0,0
Solde global	317,9	-80,0	126,7

Source : BCEAO.

(*) Estimation

SENEGAL - EVOLUTION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS

	2019	2020	2021(*)
	Milliards de francs CFA		
Compte des transactions courantes	-1 112,1	-1 532,2	-1 823,6
Biens et services	-1 953,6	-2 626,9	-2 929,2
Balance commerciale	-1 687,7	-1 609,7	-1 928,6
Exportations	2 594,4	2 410,9	2 823,0
Dont produits halieutiques	330,8	321,5	339,5
Or	403,4	473,2	534,1
Importations	-4 282,1	-4 020,5	-4 751,6
Dont Pétrole	-1 234,3	-1 040,8	-1 303,1
Balance des services	-265,9	-1 017,2	-1 000,6
Dont fret et assurances	-509,4	-489,1	-647,2
Revenu primaire	-383,8	-340,9	-316,0
Dont intérêts sur la dette	-232,9	-251,8	-226,0
Revenu secondaire	1 225,3	1 435,5	1 421,6
- Administrations publiques	-11,8	168,0	17,5
- Autres secteurs	1 237,1	1 267,6	1 404,1
Compte de capital	216,6	138,9	234,4
Solde des comptes des transactions courantes et de capital	-895,5	-1 393,3	-1 589,2
Compte financier	-1 036,9	-1 295,6	-1 704,6
Investissement direct	-582,6	-1 005,2	-1 117,2
Investissements de portefeuille	-60,8	-298,8	-487,0
Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0
Autres investissements	-393,5	8,4	-100,5
Pour mémoire : financement exceptionnel	0,0	28,2	91,0
. Erreurs et omissions nettes	5,1	6,3	0,0
Solde global	146,5	-91,5	115,4

TOGO - EVOLUTION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS

	2019	2020	2021(*)
	Milliards de francs CFA		
Compte des transactions courantes	-32,5	-11,9	-107,1
Biens et services	-349,0	-384,3	-467,5
Balance commerciale	-443,5	-428,2	-508,8
Exportations	618,2	695,0	748,6
Dont Coton	57,3	36,5	51,6
Importations	-1 061,7	-1 123,2	-1 257,5
Dont Pétrole	-165,3	-164,8	-261,4
Balance des services	94,5	43,9	41,3
Dont fret et assurances	-163,4	-269,8	-302,0
Revenu primaire	13,0	24,6	21,9
Dont intérêts sur la dette	-8,9	-13,9	-19,3
Revenu secondaire	303,5	347,7	338,6
- Administrations publiques	78,9	54,3	30,4
- Autres secteurs	224,6	293,5	308,2
Compte de capital	169,9	214,5	275,2
Solde des comptes des transactions courantes et de capital	137,4	202,5	168,1
Compte financier	-29,9	-36,0	52,8
Investissement direct	-177,4	-30,5	52,7
Investissements de portefeuille	239,0	48,1	34,4
Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0
Autres investissements	-91,4	-53,5	-34,3
Pour mémoire : financement exceptionnel	0,0	12,6	0,0
. Erreurs et omissions nettes	2,9	2,1	0,0
Solde global	170,2	240,7	115,4

Source : BCEAO.

(*) Estimation

UMOA - AGREGATS DE MONNAIE

	2019	2020	2021
	A fin décembre		
	Milliards de francs CFA		
Circulation fiduciaire	6 942,0	8 326,7	9 424,9
Dépôts à vue	13 227,7	16 041,3	19 173,5
M1	20 169,7	24 367,9	28 598,4
Autres dépôts inclus dans la masse monétaire (1)	10 430,8	11 288,9	12 860,6
MASSE MONETAIRE (M2)	30 600,5	35 656,9	41 459,1
Actifs extérieurs nets	6 939,4	7 137,5	7 746,6
<i>Banque Centrale</i>	7 920,9	8 071,7	8 878,4
<i>Banques</i>	-981,5	-934,2	-1 131,7
Créances intérieures	31 626,3	36 981,0	43 080,3
<i>Créances nettes sur l'administration centrale</i>	8 118,1	12 344,2	15 651,1
<i>Créances sur les autres secteurs</i>	23 508,2	24 636,8	27 429,2
Passifs à caractère non monétaire (2)	8 398,8	9 186,3	10 607,5
Autres postes nets (3)	-433,6	-724,8	-1 239,6
TOTAL DES CONTREPARTIES DE M2 (4)	30 600,5	35 656,9	41 459,1

(1) Dépôts à terme et comptes d'épargne à régime spécial ouverts auprès des banques, dépôts rémunérés ouverts dans livres de la Banque Centrale.

(2) Composés des actions et autres participations dans les institutions de dépôts et de leurs engagements non monétaires envers les autres secteurs.

(3) Composés des ajustements de consolidation et de la balance nette des actifs non classifiés notamment les éléments divers et les actifs non financiers.

(4) Total des contreparties = Actifs extérieurs nets + Créances intérieures - Passifs à caractère non monétaire - Autres postes nets.

Source : BCEAO.

BENIN - AGREGATS DE MONNAIE

	2019	2020	2021
	A fin décembre		
	Milliards de francs CFA		
Circulation fiduciaire	562,9	707,2	758,0
Dépôts à vue	888,9	1 051,0	1 404,3
M1	1 451,8	1 758,1	2 162,3
Autres dépôts inclus dans la masse monétaire (1)	894,2	993,8	1 048,2
MASSE MONETAIRE (M2)	2 346,0	2 751,9	3 210,5
Actifs extérieurs nets	1 232,8	1 539,8	2 137,2
<i>Banque Centrale</i>	314,1	260,3	144,1
<i>Banques</i>	918,7	1 279,5	1 993,1
Créances intérieures	1 443,4	1 714,4	1 706,2
<i>Créances nettes sur l'administration centrale</i>	-207,1	52,3	-71,2
<i>Créances sur les autres secteurs</i>	1 650,5	1 662,1	1 777,4
Passifs à caractère non monétaire (2)	393,0	460,8	548,7
Autres postes nets (3)	-62,8	41,5	84,3
TOTAL DES CONTREPARTIES DE M2 (4)	2 346,0	2 751,9	3 210,5

(1) Dépôts à terme et comptes d'épargne à régime spécial ouverts auprès des banques, dépôts rémunérés ouverts dans livres de la Banque Centrale.

(2) Composés des actions et autres participations dans les institutions de dépôts et de leurs engagements non monétaires envers les autres secteurs.

(3) Composés des ajustements de consolidation et de la balance nette des actifs non classifiés notamment les éléments divers et les actifs non financiers.

(4) Total des contreparties = Actifs extérieurs nets + Créances intérieures - Passifs à caractère non monétaire - Autres postes nets.

Source : BCEAO.

BURKINA - AGREGATS DE MONNAIE

	2019	2020	2021
	A fin décembre		
	Milliards de francs CFA		
Circulation fiduciaire	655,9	697,7	833,5
Dépôts à vue	1 828,6	2 300,5	2 783,6
M1	2 484,5	2 998,2	3 617,2
Autres dépôts inclus dans la masse monétaire (1)	1 571,9	1 781,0	1 967,9
MASSE MONETAIRE (M2)	4 056,4	4 779,2	5 585,1
Actifs extérieurs nets	1 507,7	1 983,7	2 636,8
<i>Banque Centrale</i>	75,8	205,5	467,4
<i>Banques</i>	1 431,8	1 778,2	2 169,3
Créances intérieures	3 068,1	3 380,8	3 487,4
<i>Créances nettes sur l'administration centrale</i>	151,9	192,4	-66,5
<i>Créances sur les autres secteurs</i>	2 916,2	3 188,5	3 553,9
Passifs à caractère non monétaire (2)	718,8	842,3	1 020,1
Autres postes nets (3)	-199,4	-257,0	-481,1
TOTAL DES CONTREPARTIES DE M2 (4)	4 056,4	4 779,2	5 585,1

(1) Dépôts à terme et comptes d'épargne à régime spécial ouverts auprès des banques, dépôts rémunérés ouverts dans livres de la Banque Centrale.

(2) Composés des actions et autres participations dans les institutions de dépôts et de leurs engagements non monétaires envers les autres secteurs.

(3) Composés des ajustements de consolidation et de la balance nette des actifs non classifiés notamment les éléments divers et les actifs non financiers.

(4) Total des contreparties = Actifs extérieurs nets + Créances intérieures - Passifs à caractère non monétaire - Autres postes nets.

Source : BCEAO.

COTE D'IVOIRE - AGREGATS DE MONNAIE

	2019	2020	2021
	A fin décembre		
	Milliards de francs CFA		
Circulation fiduciaire	2 692,3	3 289,1	3 721,1
Dépôts à vue	4 612,4	5 843,5	7 192,0
M1	7 304,7	9 132,5	10 913,1
Autres dépôts inclus dans la masse monétaire (1)	3 465,3	3 910,0	4 574,3
MASSE MONETAIRE (M2)	10 770,0	13 042,6	15 487,4
Actifs extérieurs nets	2 499,7	3 139,7	4 206,3
<i>Banque Centrale</i>	2 104,5	2 389,1	2 944,2
<i>Banques</i>	395,1	750,7	1 262,1
Créances intérieures	10 236,2	12 040,4	13 761,8
<i>Créances nettes sur l'administration centrale</i>	2 791,8	3 908,8	4 614,6
<i>Créances sur les autres secteurs</i>	7 444,5	8 131,7	9 147,2
Passifs à caractère non monétaire (2)	1 660,8	1 957,3	2 404,0
Autres postes nets (3)	305,1	180,3	76,7
TOTAL DES CONTREPARTIES DE M2 (4)	10 770,0	13 042,6	15 487,4

(1) Dépôts à terme et comptes d'épargne à régime spécial ouverts auprès des banques, dépôts rémunérés ouverts dans livres de la Banque Centrale.

(2) Composés des actions et autres participations dans les institutions de dépôts et de leurs engagements non monétaires envers les autres secteurs.

(3) Composés des ajustements de consolidation et de la balance nette des actifs non classifiés notamment les éléments divers et les actifs non financiers.

(4) Total des contreparties = Actifs extérieurs nets + Créances intérieures - Passifs à caractère non monétaire - Autres postes nets.

Source : BCEAO.

GUINEE-BISSAU - AGREGATS DE MONNAIE

	2019	2020	2021
	A fin décembre		
	Milliards de francs CFA		
Circulation fiduciaire	235,3	246,5	305,2
Dépôts à vue	74,3	88,8	105,3
M1	309,5	335,3	410,5
Autres dépôts inclus dans la masse monétaire (1)	56,4	63,9	72,2
MASSE MONETAIRE (M2)	366,0	399,2	482,6
Actifs extérieurs nets	217,7	270,3	330,7
<i>Banque Centrale</i>	182,5	163,0	217,5
<i>Banques</i>	35,1	107,3	113,2
Créances intérieures	197,7	194,4	227,8
<i>Créances nettes sur l'administration centrale</i>	58,8	47,2	73,4
<i>Créances sur les autres secteurs</i>	138,9	147,1	154,4
Passifs à caractère non monétaire (2)	25,9	60,8	47,8
Autres postes nets (3)	23,6	4,6	28,1
TOTAL DES CONTREPARTIES DE M2 (4)	366,0	399,2	482,6

(1) Dépôts à terme et comptes d'épargne à régime spécial ouverts auprès des banques, dépôts rémunérés ouverts dans livres de la Banque Centrale.

(2) Composés des actions et autres participations dans les institutions de dépôts et de leurs engagements non monétaires envers les autres secteurs.

(3) Composés des ajustements de consolidation et de la balance nette des actifs non classifiés notamment les éléments divers et les actifs non financiers.

(4) Total des contreparties = Actifs extérieurs nets + Créances intérieures - Passifs à caractère non monétaire - Autres postes nets.

Source : BCEAO.

MALI - AGREGATS DE MONNAIE

	2019	2020	2021
	A fin décembre		
	Milliards de francs CFA		
Circulation fiduciaire	633,1	956,5	1 073,1
Dépôts à vue	1 478,7	1 660,4	2 030,1
M1	2 111,8	2 616,8	3 103,2
Autres dépôts inclus dans la masse monétaire (1)	880,0	1 040,2	1 216,8
MASSE MONETAIRE (M2)	2 991,8	3 657,1	4 320,0
Actifs extérieurs nets	578,1	1 028,9	971,1
<i>Banque Centrale</i>	288,3	481,9	525,2
<i>Banques</i>	289,8	547,0	446,0
Créances intérieures	2 991,4	3 374,1	3 981,1
<i>Créances nettes sur l'administration centrale</i>	328,6	565,2	750,3
<i>Créances sur les autres secteurs</i>	2 662,8	2 809,0	3 230,7
Passifs à caractère non monétaire (2)	663,2	687,4	769,2
Autres postes nets (3)	-85,4	58,6	-137,0
TOTAL DES CONTREPARTIES DE M2 (4)	2 991,8	3 657,1	4 320,0

(1) Dépôts à terme et comptes d'épargne à régime spécial ouverts auprès des banques, dépôts rémunérés ouverts dans livres de la Banque Centrale.

(2) Composés des actions et autres participations dans les institutions de dépôts et de leurs engagements non monétaires envers les autres secteurs.

(3) Composés des ajustements de consolidation et de la balance nette des actifs non classifiés notamment les éléments divers et les actifs non financiers.

(4) Total des contreparties = Actifs extérieurs nets + Créances intérieures - Passifs à caractère non monétaire - Autres postes nets.

Source : BCEAO.

NIGER - AGREGATS DE MONNAIE

	2019	2020	2021
	A fin décembre		
	Milliards de francs CFA		
Circulation fiduciaire	524,5	576,3	556,7
Dépôts à vue	502,8	607,8	725,2
M1	1 027,2	1 184,1	1 281,8
Autres dépôts inclus dans la masse monétaire (1)	268,5	332,1	381,9
MASSE MONETAIRE (M2)	1 295,8	1 516,2	1 663,8
Actifs extérieurs nets	641,1	559,8	700,9
<i>Banque Centrale</i>	466,7	396,5	419,2
<i>Banques</i>	174,4	163,3	281,7
Créances intérieures	988,0	1 237,9	1 351,5
<i>Créances nettes sur l'administration centrale</i>	26,3	193,4	145,8
<i>Créances sur les autres secteurs</i>	961,7	1 044,5	1 205,8
Passifs à caractère non monétaire (2)	268,8	281,2	320,4
Autres postes nets (3)	64,5	0,3	68,3
TOTAL DES CONTREPARTIES DE M2 (4)	1 295,8	1 516,2	1 663,8

(1) Dépôts à terme et comptes d'épargne à régime spécial ouverts auprès des banques, dépôts rémunérés ouverts dans livres de la Banque Centrale.

(2) Composés des actions et autres participations dans les institutions de dépôts et de leurs engagements non monétaires envers les autres secteurs.

(3) Composés des ajustements de consolidation et de la balance nette des actifs non classifiés notamment les éléments divers et les actifs non financiers.

(4) Total des contreparties = Actifs extérieurs nets + Créances intérieures - Passifs à caractère non monétaire - Autres postes nets.

Source : BCEAO.

SENEGAL - AGREGATS DE MONNAIE

	2019	2020	2021
	A fin décembre		
	Milliards de francs CFA		
Circulation fiduciaire	1 299,3	1 526,4	1 851,7
Dépôts à vue	2 674,2	2 992,1	3 400,0
M1	3 973,5	4 518,5	5 251,7
Autres dépôts inclus dans la masse monétaire (1)	1 718,5	1 875,8	2 123,5
MASSE MONETAIRE (M2)	5 692,0	6 394,3	7 375,2
Actifs extérieurs nets	1 972,8	1 880,3	2 022,5
<i>Banque Centrale</i>	1 471,3	1 169,4	1 348,0
<i>Banques</i>	501,5	710,9	674,5
Créances intérieures	5 153,5	6 099,5	6 967,9
<i>Créances nettes sur l'administration centrale</i>	556,9	1 432,0	1 856,1
<i>Créances sur les autres secteurs</i>	4 596,5	4 667,6	5 111,7
Passifs à caractère non monétaire (2)	1 197,3	1 382,0	1 516,7
Autres postes nets (3)	237,0	203,6	98,5
TOTAL DES CONTREPARTIES DE M2 (4)	5 692,0	6 394,3	7 375,2

(1) Dépôts à terme et comptes d'épargne à régime spécial ouverts auprès des banques, dépôts rémunérés ouverts dans livres de la Banque Centrale.

(2) Composés des actions et autres participations dans les institutions de dépôts et de leurs engagements non monétaires envers les autres secteurs.

(3) Composés des ajustements de consolidation et de la balance nette des actifs non classifiés notamment les éléments divers et les actifs non financiers.

(4) Total des contreparties = Actifs extérieurs nets + Créances intérieures - Passifs à caractère non monétaire - Autres postes nets.

Source : BCEAO.

TOGO - AGREGATS DE MONNAIE

	2019	2020	2021
	<i>A fin décembre</i>		
	<i>Milliards de francs CFA</i>		
Circulation fiduciaire	338,8	327,0	325,6
Dépôts à vue	624,1	759,0	922,0
M1	962,9	1 086,0	1 247,6
Autres dépôts inclus dans la masse monétaire (1)	841,3	927,2	1 013,1
MASSE MONETAIRE (M2)	1 804,3	2 013,3	2 260,7
Actifs extérieurs nets	731,5	975,5	1 096,7
<i>Banque Centrale</i>	249,4	70,5	-23,1
<i>Banques</i>	482,0	905,1	1 119,7
Créances intérieures	1 345,7	1 320,0	1 432,4
<i>Créances nettes sur l'administration centrale</i>	44,4	14,5	7,4
<i>Créances sur les autres secteurs</i>	1 301,3	1 305,5	1 425,0
Passifs à caractère non monétaire (2)	240,2	263,5	287,9
Autres postes nets (3)	32,7	18,7	-19,6
TOTAL DES CONTREPARTIES DE M2 (4)	1 804,3	2 013,3	2 260,7

(1) Dépôts à terme et comptes d'épargne à régime spécial ouverts auprès des banques, dépôts rémunérés ouverts dans livres de la Banque Centrale.

(2) Composés des actions et autres participations dans les institutions de dépôts et de leurs engagements non monétaires envers les autres secteurs.

(3) Composés des ajustements de consolidation et de la balance nette des actifs non classifiés notamment les éléments divers et les actifs non financiers.

(4) Total des contreparties = Actifs extérieurs nets + Créances intérieures - Passifs à caractère non monétaire - Autres postes nets.

Source : BCEAO.

UMOA - SITUATION RESUMEE DE LA BANQUE CENTRALE

	2019	2020	2021
	A fin décembre		
	Milliards de francs CFA		
Actifs extérieurs nets	7 920,9	8 071,7	8 878,4
<i>Créances sur les non-résidents</i>	10 361,7	11 735,7	14 044,6
<i>Engagements envers les non-résidents</i>	2 440,8	3 664,0	5 166,3
Créances sur les banques	4 710,1	5 794,9	6 298,5
Créances nettes sur l'administration centrale	44,4	1 135,0	2 366,6
Créances sur les autres secteurs	482,8	556,1	567,0
TOTAL ACTIF	13 158,2	15 557,7	18 110,4
Base monétaire	10 568,5	12 724,6	15 213,2
<i>Circulation fiduciaire</i>	7 751,2	9 215,8	10 406,7
<i>Engagements envers les banques</i>	2 123,6	2 809,3	4 265,5
<i>Engagements envers les autres secteurs</i>	693,7	699,6	541,0
Dépôts et titres autres qu'actions exclus de la base monétaire	4,5	3,8	4,9
Actions et autres titres de participation	2 596,9	2 802,6	3 140,0
Autres postes (net)	-11,6	26,6	-247,6
TOTAL PASSIF	13 158,2	15 557,7	18 110,4

Source : BCEAO.

BENIN - SITUATION RESUMEE DE LA BANQUE CENTRALE

	2019	2020	2021
	A fin décembre		
	Milliards de francs CFA		
Actifs extérieurs nets	314,1	260,3	144,1
<i>Créances sur les non-résidents</i>	602,8	850,1	962,6
<i>Engagements envers les non-résidents</i>	288,7	589,8	818,5
Créances sur les banques	560,0	712,6	967,0
Créances nettes sur l'administration centrale	-161,3	14,4	94,0
Créances sur les autres secteurs	4,0	4,0	3,5
TOTAL ACTIF	716,9	991,3	1 208,7
Base monétaire	712,5	986,9	1 157,2
<i>Circulation fiduciaire</i>	622,8	771,4	834,7
<i>Engagements envers les banques</i>	89,1	214,6	321,7
<i>Engagements envers les autres secteurs</i>	0,5	0,8	0,7
Dépôts et titres autres qu'actions exclus de la base monétaire	3,7	3,2	4,2
Actions et autres titres de participation	0,2	0,2	0,2
Autres postes (net)	0,5	1,0	47,1
TOTAL PASSIF	716,9	991,3	1 208,7

Source : BCEAO.

BURKINA - SITUATION RESUMEE DE LA BANQUE CENTRALE

	2019	2020	2021
	A fin décembre		
	Milliards de francs CFA		
Actifs extérieurs nets	75,8	205,5	467,4
<i>Créances sur les non-résidents</i>	1 033,8	970,2	1 044,1
<i>Engagements envers les non-résidents</i>	958,0	764,7	576,7
Créances sur les banques	864,2	886,1	1 088,8
Créances nettes sur l'administration centrale	-35,4	30,2	-88,8
Créances sur les autres secteurs	6,4	7,9	7,7
TOTAL ACTIF	911,0	1 129,7	1 475,1
Base monétaire	902,2	1 120,9	1 473,5
<i>Circulation fiduciaire</i>	752,8	809,8	953,4
<i>Engagements envers les banques</i>	146,9	307,9	517,9
<i>Engagements envers les autres secteurs</i>	2,5	3,2	2,2
Dépôts et titres autres qu'actions exclus de la base monétaire	0,8	0,6	0,6
Actions et autres titres de participation	0,5	0,5	0,5
Autres postes (net)	7,5	7,7	0,5
TOTAL PASSIF	911,0	1 129,7	1 475,1

Source : BCEAO.

COTE D'IVOIRE - SITUATION RESUMEE DE LA BANQUE CENTRALE

	2019	2020	2021
	A fin décembre		
	Milliards de francs CFA		
Actifs extérieurs nets	2 104,5	2 389,1	2 944,2
<i>Créances sur les non-résidents</i>	4 334,9	5 009,0	6 207,3
<i>Engagements envers les non-résidents</i>	2 230,3	2 619,9	3 263,1
Créances sur les banques	1 322,2	1 709,3	1 581,8
Créances nettes sur l'administration centrale	570,5	785,1	1 505,0
Créances sur les autres secteurs	10,4	10,7	7,9
TOTAL ACTIF	4 007,6	4 894,2	6 039,0
Base monétaire	4 004,0	4 890,3	6 034,7
<i>Circulation fiduciaire</i>	2 979,8	3 620,1	4 063,0
<i>Engagements envers les banques</i>	1 020,0	1 265,9	1 967,6
<i>Engagements envers les autres secteurs</i>	4,2	4,3	4,1
Dépôts et titres autres qu'actions exclus de la base monétaire	0,0	0,0	0,0
Actions et autres titres de participation	1,7	1,6	1,7
Autres postes (net)	2,0	2,3	2,6
TOTAL PASSIF	4 007,6	4 894,2	6 039,0

Source : BCEAO.

GUINEE-BISSAU - SITUATION RESUMEE DE LA BANQUE CENTRALE

	2019	2020	2021
	A fin décembre		
	Milliards de francs CFA		
Actifs extérieurs nets	182,5	163,0	217,5
<i>Créances sur les non-résidents</i>	290,2	258,5	295,0
<i>Engagements envers les non-résidents</i>	107,6	95,5	77,4
Créances sur les banques	29,4	67,5	62,5
Créances nettes sur l'administration centrale	42,7	40,2	66,8
Créances sur les autres secteurs	4,6	4,5	4,1
TOTAL ACTIF	259,2	275,2	350,9
Base monétaire	258,7	274,7	350,4
<i>Circulation fiduciaire</i>	242,6	255,7	313,8
<i>Engagements envers les banques</i>	16,0	18,8	36,4
<i>Engagements envers les autres secteurs</i>	0,2	0,2	0,2
Dépôts et titres autres qu'actions exclus de la base monétaire	0,0	0,0	0,0
Actions et autres titres de participation	0,1	0,1	0,1
Autres postes (net)	0,4	0,4	0,4
TOTAL PASSIF	259,2	275,2	350,9

Source : BCEAO.

MALI - SITUATION RESUMEE DE LA BANQUE CENTRALE

	2019	2020	2021
	A fin décembre		
	Milliards de francs CFA		
Actifs extérieurs nets	288,3	481,9	525,2
<i>Créances sur les non-résidents</i>	685,7	908,7	1 224,8
<i>Engagements envers les non-résidents</i>	397,4	426,7	699,6
Créances sur les banques	794,4	806,8	740,7
Créances nettes sur l'administration centrale	-89,0	135,9	385,9
Créances sur les autres secteurs	5,6	5,4	4,6
TOTAL ACTIF	999,3	1 430,1	1 656,4
Base monétaire	992,5	1 419,5	1 651,3
<i>Circulation fiduciaire</i>	749,9	1 069,5	1 206,7
<i>Engagements envers les banques</i>	241,3	348,7	443,5
<i>Engagements envers les autres secteurs</i>	1,2	1,2	1,1
Dépôts et titres autres qu'actions exclus de la base monétaire	0,0	0,0	0,0
Actions et autres titres de participation	0,3	0,3	0,3
Autres postes (net)	6,5	10,3	4,8
TOTAL PASSIF	999,3	1 430,1	1 656,4

Source : BCEAO.

NIGER - SITUATION RESUMEE DE LA BANQUE CENTRALE

	2019	2020	2021
	A fin décembre		
	Milliards de francs CFA		
Actifs extérieurs nets	466,7	396,5	419,2
<i>Créances sur les non-résidents</i>	923,6	917,0	1 075,7
<i>Engagements envers les non-résidents</i>	456,9	520,5	656,5
Créances sur les banques	241,6	244,0	306,2
Créances nettes sur l'administration centrale	-11,3	66,9	-12,1
Créances sur les autres secteurs	4,8	4,5	4,0
TOTAL ACTIF	701,7	711,9	717,3
Base monétaire	699,8	710,1	715,1
<i>Circulation fiduciaire</i>	582,5	637,9	620,6
<i>Engagements envers les banques</i>	116,8	71,4	93,7
<i>Engagements envers les autres secteurs</i>	0,6	0,8	0,8
Dépôts et titres autres qu'actions exclus de la base monétaire	0,0	0,0	0,0
Actions et autres titres de participation	1,1	1,1	1,1
Autres postes (net)	0,8	0,7	1,1
TOTAL PASSIF	701,7	711,9	717,3

Source : BCEAO.

SENEGAL - SITUATION RESUMEE DE LA BANQUE CENTRALE

	2019	2020	2021
	A fin décembre		
	Milliards de francs CFA		
Actifs extérieurs nets	1 471,3	1 169,4	1 348,0
<i>Créances sur les non-résidents</i>	1 736,6	1 673,0	2 459,3
<i>Engagements envers les non-résidents</i>	265,3	503,6	1 111,3
Créances sur les banques	551,4	844,0	1 105,1
Créances nettes sur l'administration centrale	-190,9	74,2	326,1
Créances sur les autres secteurs	4,7	4,6	4,2
TOTAL ACTIF	1 836,5	2 092,3	2 783,4
Base monétaire	1 834,7	2 085,3	2 797,0
<i>Circulation fiduciaire</i>	1 433,2	1 677,9	2 039,3
<i>Engagements envers les banques</i>	400,6	406,3	756,0
<i>Engagements envers les autres secteurs</i>	0,8	1,2	1,7
Dépôts et titres autres qu'actions exclus de la base monétaire	0,0	0,0	0,0
Actions et autres titres de participation	1,5	1,5	1,5
Autres postes (net)	0,2	5,5	-15,1
TOTAL PASSIF	1 836,5	2 092,3	2 783,4

Source : BCEAO.

TOGO - SITUATION RESUMEE DE LA BANQUE CENTRALE

	2019	2020	2021
	A fin décembre		
	Milliards de francs CFA		
Actifs extérieurs nets	249,4	70,5	-23,1
<i>Créances sur les non-résidents</i>	784,7	885,5	1 373,6
<i>Engagements envers les non-résidents</i>	535,2	815,0	1 396,6
Créances sur les banques	346,9	524,4	446,4
Créances nettes sur l'administration centrale	-114,8	-42,0	70,0
Créances sur les autres secteurs	2,9	2,9	14,3
TOTAL ACTIF	484,4	555,8	507,6
Base monétaire	482,7	553,8	506,4
<i>Circulation fiduciaire</i>	387,6	373,5	375,2
<i>Engagements envers les banques</i>	92,8	175,6	128,6
<i>Engagements envers les autres secteurs</i>	2,3	4,8	2,6
Dépôts et titres autres qu'actions exclus de la base monétaire	0,0	0,0	0,1
Actions et autres titres de participation	0,1	0,1	0,1
Autres postes (net)	1,6	1,8	1,0
TOTAL PASSIF	484,4	555,8	507,6

Source : BCEAO.

UMOA - SITUATION RESUMEE DES BANQUES

	2019	2020	2021
	A fin décembre		
	Milliards de francs CFA		
Actifs extérieurs nets	-981,5	-934,2	-1 131,7
<i>Créances sur les non-résidents</i>	868,7	913,2	1 028,0
<i>Engagements envers les non-résidents</i>	-1 850,2	-1 847,4	-2 159,7
Créances sur la banque centrale	2 804,7	3 672,7	5 160,7
Créances nettes sur l'administration centrale	8 102,9	11 241,4	13 315,0
Créances sur les autres secteurs	23 025,4	24 080,8	26 862,2
<i>Créances sur les autres sociétés financières</i>	802,3	767,2	822,4
<i>Créances sur les administrations d'états fédérés et locales</i>	98,0	216,1	156,3
<i>Créances sur les sociétés non financières publiques</i>	1 751,5	1 657,1	1 834,5
<i>Créances sur le secteur privé</i>	20 373,6	21 440,4	24 049,1
TOTAL ACTIF	32 951,5	38 060,5	44 206,3
Engagements envers la banque centrale	4 537,2	5 808,8	6 271,4
Dépôts transférables inclus dans la masse monétaire	12 638,0	15 153,9	18 462,1
Autres dépôts inclus dans la masse monétaire	10 029,9	11 133,1	12 671,4
Dépôts exclus de la masse monétaire	1 080,5	1 412,6	1 511,9
Titres autres qu'actions exclus de la masse monétaire	21,9	21,7	21,1
Emprunts	1 154,7	982,3	1 073,1
Actions et autres titres de participation	3 540,4	3 963,3	4 856,5
Autres postes (net)	-51,0	-415,1	-661,3
TOTAL PASSIF	32 951,5	38 060,5	44 206,3

Source : BCEAO.

BENIN - SITUATION RESUMEE DES BANQUES

	2019	2020	2021
	A fin décembre		
	Milliards de francs CFA		
Actifs extérieurs nets	918,7	1 279,5	1 993,1
<i>Créances sur les non-résidents</i>	1 282,8	1 584,9	2 340,6
<i>Engagements envers les non-résidents</i>	-364,2	-305,5	-347,5
Créances sur la banque centrale	134,9	292,0	392,0
Créances nettes sur l'administration centrale	-39,3	44,4	-158,7
Créances sur les autres secteurs	1 646,4	1 658,1	1 773,9
<i>Créances sur les autres sociétés financières</i>	12,5	13,0	16,8
<i>Créances sur les administrations d'états fédérés et locales</i>	4,2	95,3	82,7
<i>Créances sur les sociétés non financières publiques</i>	148,8	154,2	149,0
<i>Créances sur le secteur privé</i>	1 480,9	1 395,7	1 525,4
TOTAL ACTIF	2 660,8	3 274,0	4 000,3
Engagements envers la banque centrale	515,1	712,5	966,9
Dépôts transférables inclus dans la masse monétaire	878,1	1 039,8	1 393,3
Autres dépôts inclus dans la masse monétaire	894,0	993,5	1 048,0
Dépôts exclus de la masse monétaire	55,6	68,0	75,3
Titres autres qu'actions exclus de la masse monétaire	0,0	0,0	0,0
Emprunts	59,8	52,6	78,6
Actions et autres titres de participation	273,7	336,8	390,3
Autres postes (net)	-15,5	70,6	47,8
TOTAL PASSIF	2 660,8	3 274,0	4 000,3

Source : BCEAO.

BURKINA - SITUATION RESUMEE DES BANQUES

	2019	2020	2021
	A fin décembre		
	Milliards de francs CFA		
Actifs extérieurs nets	1 431,8	1 778,2	2 169,3
<i>Créances sur les non-résidents</i>	1 775,5	2 089,9	2 455,9
<i>Engagements envers les non-résidents</i>	-343,6	-311,7	-286,6
Créances sur la banque centrale	253,3	451,8	649,9
Créances nettes sur l'administration centrale	193,6	170,9	28,9
Créances sur les autres secteurs	2 909,8	3 180,6	3 546,2
<i>Créances sur les autres sociétés financières</i>	18,5	17,7	41,4
<i>Créances sur les administrations d'états fédérés et locales</i>	21,8	4,9	0,0
<i>Créances sur les sociétés non financières publiques</i>	211,0	237,1	289,4
<i>Créances sur le secteur privé</i>	2 658,6	2 920,9	3 215,4
TOTAL ACTIF	4 788,6	5 581,5	6 394,4
Engagements envers la banque centrale	815,0	904,0	1 088,2
Dépôts transférables inclus dans la masse monétaire	1 576,3	2 007,9	2 480,2
Autres dépôts inclus dans la masse monétaire	1 571,6	1 780,7	1 967,6
Dépôts exclus de la masse monétaire	149,8	181,8	228,3
Titres autres qu'actions exclus de la masse monétaire	0,0	0,0	0,0
Emprunts	33,4	26,7	67,1
Actions et autres titres de participation	534,3	632,7	723,6
Autres postes (net)	108,3	47,7	-160,6
TOTAL PASSIF	4 788,6	5 581,5	6 394,4

Source : BCEAO.

COTE D'IVOIRE - SITUATION RESUMEE DES BANQUES

	2019	2020	2021
	A fin décembre		
	Milliards de francs CFA		
Actifs extérieurs nets	395,1	750,7	1 262,1
<i>Créances sur les non-résidents</i>	1 482,5	1 613,0	2 249,2
<i>Engagements envers les non-résidents</i>	-1 087,4	-862,3	-987,1
Créances sur la banque centrale	1 253,7	1 584,9	2 275,3
Créances nettes sur l'administration centrale	2 223,4	3 125,9	3 111,8
Créances sur les autres secteurs	7 434,1	8 121,0	9 139,3
<i>Créances sur les autres sociétés financières</i>	182,4	218,8	228,1
<i>Créances sur les administrations d'états fédérés et locales</i>	11,7	3,7	3,4
<i>Créances sur les sociétés non financières publiques</i>	510,4	444,3	440,2
<i>Créances sur le secteur privé</i>	6 729,6	7 454,1	8 467,6
TOTAL ACTIF	11 306,4	13 582,5	15 788,5
Engagements envers la banque centrale	1 330,1	1 684,2	1 581,1
Dépôts transférables inclus dans la masse monétaire	4 609,8	5 840,4	7 188,5
Autres dépôts inclus dans la masse monétaire	3 463,8	3 908,8	4 573,7
Dépôts exclus de la masse monétaire	384,4	513,2	566,0
Titres autres qu'actions exclus de la masse monétaire	1,3	1,1	0,5
Emprunts	147,9	117,0	226,5
Actions et autres titres de participation	1 125,5	1 324,5	1 609,4
Autres postes (net)	243,5	193,3	42,9
TOTAL PASSIF	11 306,4	13 582,5	15 788,5

Source : BCEAO.

GUINEE-BISSAU - SITUATION RESUMEE DES BANQUES

	2019	2020	2021
	A fin décembre		
	Milliards de francs CFA		
Actifs extérieurs nets	35,1	107,3	113,2
<i>Créances sur les non-résidents</i>	106,1	128,5	138,0
<i>Engagements envers les non-résidents</i>	-70,9	-21,2	-24,8
Créances sur la banque centrale	26,1	25,7	43,7
Créances nettes sur l'administration centrale	16,2	7,0	6,6
Créances sur les autres secteurs	134,3	142,7	150,3
<i>Créances sur les autres sociétés financières</i>	0,1	0,3	0,3
<i>Créances sur les administrations d'états fédérés et locales</i>	4,1	4,8	5,4
<i>Créances sur les sociétés non financières publiques</i>	9,8	8,5	8,2
<i>Créances sur le secteur privé</i>	120,2	129,1	136,5
TOTAL ACTIF	211,7	282,7	313,8
Engagements envers la banque centrale	20,6	67,5	86,0
Dépôts transférables inclus dans la masse monétaire	74,1	88,6	105,0
Autres dépôts inclus dans la masse monétaire	56,4	63,9	72,2
Dépôts exclus de la masse monétaire	7,7	14,1	13,3
Titres autres qu'actions exclus de la masse monétaire	0,0	0,0	0,0
Emprunts	1,9	18,1	1,8
Actions et autres titres de participation	16,2	28,5	32,6
Autres postes (net)	34,8	2,0	2,9
TOTAL PASSIF	211,7	282,7	313,8

Source : BCEAO.

MALI - SITUATION RESUMEE DES BANQUES

	2019	2020	2021
	A fin décembre		
	Milliards de francs CFA		
Actifs extérieurs nets	289,8	547,0	446,0
<i>Créances sur les non-résidents</i>	839,3	1 035,7	1 111,6
<i>Engagements envers les non-résidents</i>	-549,4	-488,7	-665,6
Créances sur la banque centrale	338,6	423,1	536,3
Créances nettes sur l'administration centrale	425,6	437,2	372,4
Créances sur les autres secteurs	2 657,2	2 803,5	3 226,1
<i>Créances sur les autres sociétés financières</i>	36,3	55,4	27,0
<i>Créances sur les administrations d'états fédérés et locales</i>	7,3	7,8	5,0
<i>Créances sur les sociétés non financières publiques</i>	138,7	133,6	170,3
<i>Créances sur le secteur privé</i>	2 474,8	2 606,7	3 023,8
TOTAL ACTIF	3 711,2	4 210,9	4 580,7
Engagements envers la banque centrale	760,5	845,4	693,3
Dépôts transférables inclus dans la masse monétaire	1 478,1	1 659,8	2 029,6
Autres dépôts inclus dans la masse monétaire	879,4	1 039,6	1 216,2
Dépôts exclus de la masse monétaire	68,0	104,4	100,2
Titres autres qu'actions exclus de la masse monétaire	0,0	0,0	0,0
Emprunts	123,2	75,6	102,8
Actions et autres titres de participation	471,6	507,1	565,9
Autres postes (net)	-69,7	-21,1	-127,2
TOTAL PASSIF	3 711,2	4 210,9	4 580,7

Source : BCEAO.

NIGER - SITUATION RESUMEE DES BANQUES

	2019	2020	2021
	A fin décembre		
	Milliards de francs CFA		
Actifs extérieurs nets	174,4	163,3	281,7
<i>Créances sur les non-résidents</i>	435,4	375,5	511,0
<i>Engagements envers les non-résidents</i>	-261,0	-212,2	-229,3
Créances sur la banque centrale	126,1	127,6	148,7
Créances nettes sur l'administration centrale	40,3	129,3	160,6
Créances sur les autres secteurs	956,9	1 040,0	1 201,7
<i>Créances sur les autres sociétés financières</i>	8,7	10,2	14,8
<i>Créances sur les administrations d'états fédérés et locales</i>	15,8	16,1	3,9
<i>Créances sur les sociétés non financières publiques</i>	89,8	92,6	109,8
<i>Créances sur le secteur privé</i>	842,6	921,2	1 073,2
TOTAL ACTIF	1 297,8	1 460,3	1 792,8
Engagements envers la banque centrale	243,7	244,1	306,2
Dépôts transférables inclus dans la masse monétaire	500,3	605,1	722,4
Autres dépôts inclus dans la masse monétaire	268,4	332,0	381,8
Dépôts exclus de la masse monétaire	38,2	48,8	72,5
Titres autres qu'actions exclus de la masse monétaire	0,0	0,0	0,0
Emprunts	22,6	18,6	22,1
Actions et autres titres de participation	206,9	212,7	224,7
Autres postes (net)	17,7	-1,0	63,1
TOTAL PASSIF	1 297,8	1 460,3	1 792,8

Source : BCEAO.

SENEGAL - SITUATION RESUMEE DES BANQUES

	2019	2020	2021
	A fin décembre		
	Milliards de francs CFA		
Actifs extérieurs nets	501,5	710,9	674,5
<i>Créances sur les non-résidents</i>	1 245,2	1 446,9	1 670,0
<i>Engagements envers les non-résidents</i>	-743,7	-736,1	-995,5
Créances sur la banque centrale	534,2	547,8	945,2
Créances nettes sur l'administration centrale	750,9	1 360,8	1 533,1
Créances sur les autres secteurs	4 591,8	4 663,0	5 107,6
<i>Créances sur les autres sociétés financières</i>	174,5	165,7	123,6
<i>Créances sur les administrations d'états fédérés et locales</i>	1,4	0,8	1,0
<i>Créances sur les sociétés non financières publiques</i>	373,2	363,1	423,9
<i>Créances sur le secteur privé</i>	4 042,8	4 133,4	4 559,1
TOTAL ACTIF	6 378,4	7 282,5	8 260,3
Engagements envers la banque centrale	500,3	826,7	1 103,4
Dépôts transférables inclus dans la masse monétaire	2 665,9	2 983,4	3 390,9
Autres dépôts inclus dans la masse monétaire	1 718,1	1 875,4	2 123,0
Dépôts exclus de la masse monétaire	277,3	369,7	379,9
Titres autres qu'actions exclus de la masse monétaire	20,6	20,6	20,6
Emprunts	148,2	220,8	255,4
Actions et autres titres de participation	749,7	769,3	859,2
Autres postes (net)	298,5	216,6	127,8
TOTAL PASSIF	6 378,4	7 282,5	8 260,3

Source : BCEAO.

TOGO - SITUATION RESUMEE DES BANQUES

	2019	2020	2021
	<i>A fin décembre</i>		
	<i>Milliards de francs CFA</i>		
Actifs extérieurs nets	482,0	905,1	1 119,7
<i>Créances sur les non-résidents</i>	800,7	1 118,3	1 435,3
<i>Engagements envers les non-résidents</i>	-318,6	-213,2	-315,6
Créances sur la banque centrale	137,7	219,7	169,6
Créances nettes sur l'administration centrale	159,6	57,5	-61,1
Créances sur les autres secteurs	1 298,4	1 302,6	1 410,7
<i>Créances sur les autres sociétés financières</i>	10,9	14,9	24,8
<i>Créances sur les administrations d'états fédérés et locales</i>	0,0	0,0	0,0
<i>Créances sur les sociétés non financières publiques</i>	159,9	131,8	146,9
<i>Créances sur le secteur privé</i>	1 127,6	1 155,9	1 239,0
TOTAL ACTIF	2 077,8	2 484,8	2 638,9
Engagements envers la banque centrale	351,9	524,4	446,3
Dépôts transférables inclus dans la masse monétaire	595,6	720,8	881,8
Autres dépôts inclus dans la masse monétaire	841,3	927,2	1 013,1
Dépôts exclus de la masse monétaire	75,7	85,9	68,4
Titres autres qu'actions exclus de la masse monétaire	0,0	0,0	0,0
Emprunts	22,2	19,5	22,2
Actions et autres titres de participation	142,1	157,9	197,1
Autres postes (net)	48,9	49,0	9,9
TOTAL PASSIF	2 077,8	2 484,8	2 638,9

Source : BCEAO.

UMOA - CREANCES NETTES SUR L'ADMINISTRATION CENTRALE

	2019	2020	2021
	A fin décembre		
	Milliards de francs CFA		
Créances nettes de la BCEAO	15,2	1102,8	2336,0
Créances	2 061,1	3 447,1	4 759,1
Crédits	2 045,0	3 431,0	4 743,2
<i>Concours adossés aux DTS</i>	20,5	14,4	1 312,5
<i>Concours consolidés</i>	221,8	222,0	218,0
<i>Concours du FMI</i>	1 560,5	2 952,3	2 970,4
<i>Autres concours de Gouvernements étrangers</i>	0,0	0,0	0,0
<i>Autres crédits (créances financières) (2)</i>	242,3	242,3	242,3
Autres créances	16,1	16,1	15,9
Engagements	2 045,9	2 344,3	2 423,1
Encaisses du Trésor	29,2	32,2	30,5
Dépôts	1 947,7	2 239,0	2 304,3
Autres engagements	69,0	73,1	88,2
Créances nettes des banques	8 102,9	11 241,4	13 315,0
Créances	11 048,1	14 793,0	17 899,5
Crédits	2 219,6	2 833,6	3 026,2
Portefeuille de titres du Trésor	8 828,0	11 959,4	14 873,4
Engagements	2 945,2	3 551,6	4 584,5
TOTAL CREANCES NETTES SUR L'ADMINISTRATION CENTRALE	8 118,1	12 344,2	15 651,1

Source : BCEAO.

BENIN - CREANCES NETTES SUR L'ADMINISTRATION CENTRALE

	2019	2020	2021
	A fin décembre		
	Milliards de francs CFA		
Créances nettes de la BCEAO	-167,8	7,9	87,5
Créances	106,4	263,8	350,4
Crédits	106,4	263,8	350,4
<i>Concours adossés aux DTS</i>	0,6	0,4	94,2
<i>Concours consolidés</i>	0,0	0,0	0,0
<i>Concours du FMI</i>	105,7	263,4	256,1
<i>Autres concours de Gouvernements étrangers</i>	0,0	0,0	0,0
<i>Autres crédits (créances financières) (2)</i>	0,0	0,0	0,0
Autres créances	0,0	0,0	0,0
Engagements	274,2	256,0	262,8
Encaisses du Trésor	6,5	6,5	6,5
Dépôts	267,7	249,5	256,3
Autres engagements	0,0	0,0	0,0
Créances nettes des banques	-39,3	44,4	-158,7
Créances	538,9	614,7	576,2
Crédits	199,8	176,1	200,3
Portefeuille de titres du Trésor	339,1	438,6	375,9
Engagements	578,2	570,3	734,9
TOTAL CREANCES NETTES SUR L'ADMINISTRATION CENTRALE	-207,1	52,3	-71,2

Source : BCEAO.

BURKINA - CREANCES NETTES SUR L'ADMINISTRATION CENTRALE

	2019	2020	2021
	A fin décembre		
	Milliards de francs CFA		
Créances nettes de la BCEAO	-41,7	21,4	-95,4
Créances	118,6	214,7	290,0
Crédits	118,6	214,7	290,0
<i>Concours adossés aux DTS</i>	0,6	0,2	91,6
<i>Concours consolidés</i>	0,0	0,0	0,0
<i>Concours du FMI</i>	118,0	214,5	198,4
<i>Autres concours de Gouvernements étrangers</i>	0,0	0,0	0,0
<i>Autres crédits (créances financières) (2)</i>	0,0	0,0	0,0
Autres créances	0,0	0,0	0,0
Engagements	160,3	193,3	385,4
Encaisses du Trésor	6,3	8,7	6,6
Dépôts	154,0	184,5	378,8
Autres engagements	0,0	0,0	0,0
Créances nettes des banques	193,6	170,9	28,9
Créances	556,6	744,9	874,1
Crédits	8,6	65,1	113,7
Portefeuille de titres du Trésor	548,0	679,8	760,4
Engagements	363,0	574,0	845,2
TOTAL CREANCES NETTES SUR L'ADMINISTRATION CENTRALE	151,9	192,4	-66,5

Source : BCEAO.

COTE D'IVOIRE - CREANCES NETTES SUR L'ADMINISTRATION CENTRALE

	2019	2020	2021
	A fin décembre		
	Milliards de francs CFA		
Créances nettes de la BCEAO	568,3	782,9	1502,8
Créances	1 216,2	1 816,2	2 202,7
Crédits	1 216,2	1 816,2	2 202,7
<i>Concours adossés aux DTS</i>	5,3	1,8	495,0
<i>Concours consolidés</i>	216,7	219,9	216,7
<i>Concours du FMI</i>	852,3	1 452,6	1 349,1
<i>Autres concours de Gouvernements étrangers</i>	0,0	0,0	0,0
<i>Autres crédits (créances financières) (2)</i>	141,9	141,9	141,9
Autres créances	0,0	0,0	0,0
Engagements	647,9	1 033,3	699,9
Encaisses du Trésor	2,2	2,2	2,2
Dépôts	645,6	1 031,1	697,7
Autres engagements	0,0	0,1	0,0
Créances nettes des banques	2223,4	3125,9	3111,8
Créances	2 887,7	4 076,4	4 263,0
Crédits	686,4	997,9	952,4
Portefeuille de titres du Trésor	2 201,3	3 078,4	3 310,6
Engagements	664,3	950,5	1 151,2
TOTAL CREANCES NETTES SUR L'ADMINISTRATION CENTRALE	2 791,8	3 908,8	4 614,6

Source : BCEAO.

GUINEE-BISSAU - CREANCES NETTES SUR L'ADMINISTRATION CENTRALE

	2019	2020	2021
	A fin décembre		
	Milliards de francs CFA		
Créances nettes de la BCEAO	42,6	40,2	66,8
Créances	43,0	41,1	72,3
Crédits	43,0	41,1	72,3
<i>Concours adossés aux DTS</i>	9,9	9,9	31,5
<i>Concours consolidés</i>	1,3	1,3	1,3
<i>Concours du FMI</i>	18,2	16,3	25,9
<i>Autres concours de Gouvernements étrangers</i>	0,0	0,0	0,0
<i>Autres crédits (créances financières) (2)</i>	13,6	13,6	13,6
Autres créances	0,0	0,0	0,0
Engagements	0,4	0,9	5,5
Encaisses du Trésor	0,0	0,0	0,0
Dépôts	0,4	0,9	5,5
Autres engagements	0,0	0,0	0,0
Créances nettes des banques	16,2	7,0	6,6
Créances	34,7	32,0	32,0
Crédits	22,2	17,8	19,3
Portefeuille de titres du Trésor	12,5	14,2	12,7
Engagements	18,5	25,0	25,4
TOTAL CREANCES NETTES SUR L'ADMINISTRATION CENTRALE	58,8	47,2	73,4

Source : BCEAO.

MALI - CREANCES NETTES SUR L'ADMINISTRATION CENTRALE

	2019	2020	2021
	A fin décembre		
	Milliards de francs CFA		
Créances nettes de la BCEAO	-97,0	127,9	378,0
Créances	186,9	310,3	471,2
Crédits	186,9	310,3	471,2
<i>Concours adossés aux DTS</i>	0,7	0,6	142,0
<i>Concours consolidés</i>	0,0	0,0	0,0
<i>Concours du FMI</i>	186,2	309,7	329,2
<i>Autres concours de Gouvernements étrangers</i>	0,0	0,0	0,0
<i>Autres crédits (créances financières) (2)</i>	0,0	0,0	0,0
Autres créances	0,0	0,0	0,0
Engagements	283,9	182,4	93,3
Encaisses du Trésor	7,9	7,9	7,9
Dépôts	276,0	174,4	85,3
Autres engagements	0,0	0,0	0,0
Créances nettes des banques	425,6	437,2	372,4
Créances	774,0	927,7	1 049,4
Crédits	95,2	109,5	82,8
Portefeuille de titres du Trésor	678,8	818,2	966,6
Engagements	348,4	490,5	677,0
TOTAL CREANCES NETTES SUR L'ADMINISTRATION CENTRALE	328,6	565,2	750,3

Source : BCEAO.

NIGER - CREANCES NETTES SUR L'ADMINISTRATION CENTRALE

	2019	2020	2021
	A fin décembre		
	Milliards de francs CFA		
Créances nettes de la BCEAO	-14,0	64,1	-14,8
Créances	153,9	230,1	344,8
Crédits	153,9	230,1	344,8
<i>Concours adossés aux DTS</i>	0,8	0,7	100,2
<i>Concours consolidés</i>	3,8	0,8	0,0
<i>Concours du FMI</i>	149,3	228,6	244,7
<i>Autres concours de Gouvernements étrangers</i>	0,0	0,0	0,0
<i>Autres crédits (créances financières) (2)</i>	0,0	0,0	0,0
Autres créances	0,0	0,0	0,0
Engagements	168,0	166,0	359,7
Encaisses du Trésor	2,8	2,8	2,8
Dépôts	165,2	163,2	356,9
Autres engagements	0,0	0,0	0,0
Créances nettes des banques	40,3	129,3	160,6
Créances	167,7	278,5	322,7
Crédits	51,3	63,1	76,6
Portefeuille de titres du Trésor	116,5	215,3	246,1
Engagements	127,4	149,1	162,1
TOTAL CREANCES NETTES SUR L'ADMINISTRATION CENTRALE	26,3	193,4	145,8

Source : BCEAO.

SENEGAL - CREANCES NETTES SUR L'ADMINISTRATION CENTRALE

	2019	2020	2021
	A fin décembre		
	Milliards de francs CFA		
Créances nettes de la BCEAO	-193,9	71,2	323,0
Créances	4,3	266,6	612,8
Crédits	4,3	266,6	612,8
<i>Concours adossés aux DTS</i>	1,7	0,6	246,3
<i>Concours consolidés</i>	0,0	0,0	0,0
<i>Concours du FMI</i>	2,6	266,1	366,6
<i>Autres concours de Gouvernements étrangers</i>	0,0	0,0	0,0
<i>Autres crédits (créances financières) (2)</i>	0,0	0,0	0,0
Autres créances	0,0	0,0	0,0
Engagements	198,2	195,5	289,8
Encaisses du Trésor	3,1	3,1	3,1
Dépôts	195,1	192,3	286,7
Autres engagements	0,1	0,1	0,1
Créances nettes des banques	750,9	1 360,8	1 533,1
Créances	1 228,4	1 714,6	2 001,2
Crédits	699,4	949,0	1 091,3
Portefeuille de titres du Trésor	529,0	765,6	909,9
Engagements	477,5	353,8	468,1
TOTAL CREANCES NETTES SUR L'ADMINISTRATION CENTRALE	556,9	1 432,0	1 856,1

Source : BCEAO.

TOGO - CREANCES NETTES SUR L'ADMINISTRATION CENTRALE

	2019	2020	2021
	<i>A fin décembre</i>		
	<i>Milliards de francs CFA</i>		
Créances nettes de la BCEAO	-115,2	-43,0	68,5
Créances	128,9	201,3	312,1
Crédits	128,9	201,3	312,1
<i>Concours adossés aux DTS</i>	0,8	0,3	111,7
<i>Concours consolidés</i>	0,0	0,0	0,0
<i>Concours du FMI</i>	128,1	201,1	200,4
<i>Autres concours de Gouvernements étrangers</i>	0,0	0,0	0,0
<i>Autres crédits (créances financières) (2)</i>	0,0	0,0	0,0
Autres créances	0,0	0,0	0,0
Engagements	244,1	244,3	243,6
Encaisses du Trésor	0,4	1,0	1,5
Dépôts	243,7	243,3	242,2
Autres engagements	0,0	0,0	0,0
Créances nettes des banques	159,6	57,5	-61,1
Créances	515,3	490,2	474,0
Crédits	106,5	67,4	46,3
Portefeuille de titres du Trésor	408,7	422,8	427,8
Engagements	355,6	432,6	535,2
TOTAL CREANCES NETTES SUR L'ADMINISTRATION CENTRALE	44,4	14,5	7,4

Source : BCEAO.

UMOA - UTILISATIONS DECLAREES AUX CENTRALES DES RISQUES : CREDITS A COURT TERME

	2019	2020	2021 (*)
Secteurs d'activités			
Agriculture, sylviculture et pêche	303 408	296 169	301 422
- Agriculture, chasse	271 242	185 249	288 312
- Sylviculture, exploitation forestière, pêche	32 132	110 920	13 110
Industries extractives	148 712	188 684	222 115
- Pétrole brut et gaz naturel	16 990	21 267	19 999
- Autres	127 960	167 417	202 116
Industries manufacturières	1 443 914	1 292 818	1 270 333
- Produits alimentaires, boissons, tabacs	583 869	530 171	493 648
- Textiles, habillement, cuir	178 515	187 661	151 158
- Industries chimiques	291 570	263 482	304 187
- Autres	389 960	311 504	421 339
Electricité, gaz, eau	381 172	416 289	501 662
Bâtiment, travaux publics	900 989	883 493	1 027 183
Commerce gros et détail, restaurants, hôtels	2 768 226	3 056 156	3 569 195
- Commerce de gros	2 163 675	2 405 941	2 843 523
- Commerce de détail	517 941	578 544	633 933
- Restaurants, hôtels, installations touristiques	86 610	71 670	89 298
Transports, entrepôts et communications	635 850	523 951	749 899
Assurances, aff. immob., serv. Aux entreprises	487 090	536 606	610 728
- Etablissements financiers, assurances	122 316	119 206	153 084
- Affaires immobilières, services aux entreprises	364 774	417 399	457 644
Services fournis à la collect., serv. soc. et pers.	836 111	1 002 770	1 020 520
- Services divers fournis à la collectivité	90 780	127 569	88 386
- Prêts aux particuliers	388 512	379 683	352 172
- Autres	356 819	495 517	579 962
TOTAL	7 905 472	8 196 936	9 273 057

(*)Les données à fin décembre 2021 sont des estimations

Source : BCEAO.

UMOA - UTILISATIONS DECLAREES AUX CENTRALES DES RISQUES : CREDITS A MOYEN ET LONG TERME

	2019	2020	2021 (*)
Secteurs d'activités			
Agriculture, sylviculture et pêche	110 651	120 560	84 040
- Agriculture, chasse	93 600	50 532	80 143
- Sylviculture, exploitation forestière, pêche	17 051	70 027	3 899
Industries extractives	85 711	54 195	71 164
- Pétrole brut et gaz naturel	34 521	18 333	29 774
- Autres	51 190	39 317	41 391
Industries manufacturières	510 554	523 795	562 636
- Produits alimentaires, boissons, tabacs	153 153	128 903	171 284
- Textiles, habillement, cuir	14 365	66 023	63 949
- Industries chimiques	91 799	79 962	129 871
- Autres	251 237	248 906	195 399
Electricité, gaz, eau	248 569	278 399	299 813
Bâtiment, travaux publics	621 840	558 783	602 378
Commerce gros et détail, restaurants, hôtels	749 613	753 853	761 785
- Commerce de gros	506 418	498 072	539 180
- Commerce de détail	169 857	168 925	168 693
- Restaurants, hôtels, installations touristiques	73 338	86 856	53 476
Transports, entrepôts et communications	905 240	966 849	771 285
Assurances, aff. immob., serv. aux entreprises	488 473	666 932	679 441
- Etablissements financiers, assurances	150 650	195 755	216 443
- Affaires immobilières, services aux entreprises	337 823	471 176	462 998
Services fournis à la collect., serv. soc. et pers.	1 980 062	2 108 827	2 327 879
- Services divers fournis à la collectivité	165 847	238 295	300 755
- Prêts aux particuliers	1 224 099	1 208 422	1 284 855
- Autres	590 116	662 110	742 269
TOTAL	5 700 713	6 032 193	6 160 421

(*)Les données à fin décembre 2021 sont des estimations

Source : BCEAO.

BENIN - UTILISATIONS DECLAREES AUX CENTRALES DES RISQUES : CREDITS A COURT TERME

	2019	2020	2021
Secteurs d'activités			
Agriculture, sylviculture et pêche	37 282	51 477	46 266
- Agriculture, chasse	37 205	51 368	46 163
- Sylviculture, exploitation forestière, pêche	43	109	103
Industries extractives	3 399	8 204	2 517
- Pétrole brut et gaz naturel	1 622	7 320	519
- Autres	1 777	884	1 998
Industries manufacturières	75 351	78 893	66 060
- Produits alimentaires, boissons, tabacs	21 513	16 227	22 414
- Textiles, habillement, cuir	26 854	42 576	20 660
- Industries chimiques	4 651	4 016	3 869
- Autres	22 333	16 074	119 117
Electricité, gaz, eau	15 848	1 196	2 236
Bâtiment, travaux publics	106 767	74 757	119 617
Commerce gros et détail, restaurants, hôtels	157 688	132 764	135 191
- Commerce de gros	118 047	94 411	105 108
- Commerce de détail	25 190	24 569	14 629
- Restaurants, hôtels, installations touristiques	14 451	13 784	15 454
Transports, entrepôts et communications	23 097	14 961	15 376
Assurances, aff. immob., serv. Aux entreprises	19 298	18 641	35 453
- Etablissements financiers, assurances	10 729	9 450	21 979
- Affaires immobilières, services aux entreprises	8 569	9 191	13 474
Services fournis à la collect., serv. soc. et pers.	47 825	114 067	98 961
- Services divers fournis à la collectivité	2 626	2 508	2 146
- Prêts aux particuliers	27 917	19 220	31 152
- Autres	17 282	92 339	65 663
TOTAL	486 555	494 960	521 677

Source : BCEAO.

BENIN - UTILISATIONS DECLAREES AUX CENTRALES DES RISQUES : CREDITS A MOYEN ET LONG TERME

	2019	2020	2021
Secteurs d'activités			
Agriculture, sylviculture et pêche	3 289	5 647	9 710
- Agriculture, chasse	3 289	5 643	9 657
- Sylviculture, exploitation forestière, pêche	0	4	53
Industries extractives	9 113	7 248	9 476
- Pétrole brut et gaz naturel	7 621	224	1 499
- Autres	1 492	7 024	7 977
Industries manufacturières	57 187	45 089	61 326
- Produits alimentaires, boissons, tabacs	10 659	9 352	23 822
- Textiles, habillement, cuir	3	4 079	14 049
- Industries chimiques	2 224	2 381	1 573
- Autres	44 301	29 277	21 882
Electricité, gaz, eau	51 849	44 857	60 162
Bâtiment, travaux publics	282 055	174 186	227 545
Commerce gros et détail, restaurants, hôtels	48 126	69 622	88 711
- Commerce de gros	21 385	35 210	57 123
- Commerce de détail	12 518	14 204	23 319
- Restaurants, hôtels, installations touristiques	14 223	20 208	8 269
Transports, entrepôts et communications	49 696	70 683	72 255
Assurances, aff. Immob., serv. aux entreprises	25 589	82 826	58 472
- Etablissements financiers, assurances	7 060	13 576	14 873
- Affaires immobilières, services aux entreprises	18 529	69 250	43 599
Services fournis à la collec., serv. Soc. et pers.	284 739	422 492	476 753
- Services divers fournis à la collectivité	7 098	7 626	79 631
- Prêts aux particuliers	116 546	138 807	201 917
- Autres	161 095	276 059	195 205
TOTAL	811 643	922 650	1 064 410

Source : BCEAO.

BURKINA - UTILISATIONS DECLAREES AUX CENTRALES DES RISQUES : CREDITS A COURT TERME

	2019	2020	2021 (*)
Secteurs d'activités			
Agriculture, sylviculture et pêche	68 096	31 107	35 970
- Agriculture, chasse	67 940	30 997	35 864
- Sylviculture, exploitation forestière, pêche	156	110	106
Industries extractives	56 651	86 987	101 840
- Pétrole brut et gaz naturel	228	3 752	1 085
- Autres	56 423	83 235	100 755
Industries manufacturières	216 419	199 057	215 906
- Produits alimentaires, boissons, tabacs	31 554	22 271	31 874
- Textiles, habillement, cuir	116 786	124 244	118 565
- Industries chimiques	24 673	17 247	22 912
- Autres	43 406	35 294	42 555
Electricité, gaz, eau	10 420	21 152	28 150
Bâtiment, travaux publics	236 900	227 844	230 005
Commerce gros et détail, restaurants, hôtels	377 950	369 540	449 007
- Commerce de gros	342 209	331 718	393 029
- Commerce de détail	27 001	30 199	46 821
- Restaurants, hôtels, installations touristiques	8 740	7 622	9 157
Transports, entrepôts et communications	87 978	73 184	82 044
Assurances, aff. immob., serv. aux entreprises	69 199	86 530	96 488
- Etablissements financiers, assurances	11 464	25 088	25 428
- Affaires immobilières, services aux entreprises	57 735	61 441	71 060
Services fournis à la collect., serv. soc. et pers.	88 928	89 242	91 569
- Services divers fournis à la collectivité	13 535	22 603	18 785
- Prêts aux particuliers	51 674	62 869	53 797
- Autres	23 719	3 770	18 987
TOTAL	1 212 541	1 184 641	1 330 979

(*)Les données à fin décembre 2021 sont des estimations

Source : BCEAO.

BURKINA - UTILISATIONS DECLAREES AUX CENTRALES DES RISQUES : CREDITS A MOYEN ET LONG TERME

	2019	2020	2021 (*)
Secteurs d'activités			
Agriculture, sylviculture et pêche	22 915	16 705	18 259
- Agriculture, chasse	22 622	16 376	17 803
- Sylviculture, exploitation forestière, pêche	293	329	457
Industries extractives	43 806	30 137	38 762
- Pétrole brut et gaz naturel	11 076	6 439	20 784
- Autres	32 730	23 698	17 978
Industries manufacturières	78 097	114 650	97 949
- Produits alimentaires, boissons, tabacs	19 410	18 376	22 708
- Textiles, habillement, cuir	5 679	45 683	35 325
- Industries chimiques	4 836	2 710	4 266
- Autres	48 172	47 881	35 650
Electricité, gaz, eau	13 568	32 411	48 546
Bâtiment, travaux publics	163 976	199 946	201 727
Commerce gros et détail, restaurants, hôtels	72 045	78 377	117 704
- Commerce de gros	58 106	61 276	95 137
- Commerce de détail	5 946	6 992	9 801
- Restaurants, hôtels, installations touristiques	7 993	10 109	12 765
Transports, entrepôts et communications	176 951	182 489	155 726
Assurances, aff. immob., serv. aux entreprises	108 905	174 635	180 355
- Etablissements financiers, assurances	54 608	102 226	88 244
- Affaires immobilières, services aux entreprises	54 297	72 409	92 111
Services fournis à la collect., serv. soc. et pers.	540 712	534 819	599 582
- Services divers fournis à la collectivité	62 354	128 960	138 899
- Prêts aux particuliers	392 185	382 697	371 225
- Autres	86 173	23 162	89 458
TOTAL	1 220 975	1 364 168	1 458 610

(*)Les données à fin décembre 2021 sont des estimations

Source : BCEAO.

COTE D'IVOIRE - UTILISATIONS DECLAREES AUX CENTRALES DES RISQUES : CREDITS A COURT TERME

	2019	2020	2021
<i>Millions de francs CFA</i>			
Secteurs d'activités			
Agriculture, sylviculture et pêche	81 921	100 997	100 214
- Agriculture, chasse	59 795	0	96 744
- Sylviculture, exploitation forestière, pêche	22 126	100 997	3 470
Industries extractives	7 549	2 275	22 377
- Pétrole brut et gaz naturel	6 419	991	7 498
- Autres	1 130	1 284	14 879
Industries manufacturières	404 074	368 237	363 361
- Produits alimentaires, boissons, tabacs	242 656	209 275	197 020
- Textiles, habillement, cuir	12 920	14 386	6 518
- Industries chimiques	73 305	65 784	88 059
- Autres	75 193	78 792	71 764
Electricité, gaz, eau	197 538	278 723	316 348
Bâtiment, travaux publics	161 961	162 815	160 939
Commerce gros et détail, restaurants, hôtels	707 635	879 527	1 020 801
- Commerce de gros	522 398	625 090	788 527
- Commerce de détail	176 279	242 968	220 583
- Restaurants, hôtels, installations touristiques	8 958	11 469	11 691
Transports, entrepôts et communications	148 391	83 051	109 886
Assurances, aff. Immob., serv. aux entreprises	174 899	217 206	183 368
- Etablissements financiers, assurances	48 628	43 185	52 237
- Affaires immobilières, services aux entreprises	126 271	174 021	131 131
Services fournis à la collect., serv. soc. et pers.	59 323	90 477	96 818
- Services divers fournis à la collectivité	18 802	20 537	26 769
- Prêts aux particuliers	22 056	25 464	19 539
- Autres	18 465	44 476	50 510
TOTAL	1 943 291	2 183 308	2 374 112

Source : BCEAO.

COTE D'IVOIRE - UTILISATIONS DECLAREES AUX CENTRALES DES RISQUES : CREDITS A MOYEN ET LONG TERME

	2019	2020	2021
Secteurs d'activités			
Agriculture, sylviculture et pêche	53 818	65 497	29 512
- Agriculture, chasse	42 210	0	29 112
- Sylviculture, exploitation forestière, pêche	11 608	65 497	400
Industries extractives	3 299	231	269
- Pétrole brut et gaz naturel	3 265	231	269
- Autres	34	0	0
Industries manufacturières	187 699	188 997	176 914
- Produits alimentaires, boissons, tabacs	66 717	51 259	68 800
- Textiles, habillement, cuir	4 669	12 069	10 923
- Industries chimiques	58 502	51 108	71 217
- Autres	57 811	74 561	25 974
Electricité, gaz, eau	61 118	72 155	62 256
Bâtiment, travaux publics	22 840	23 543	28 472
Commerce gros et détail, restaurants, hôtels	164 987	148 970	150 177
- Commerce de gros	133 421	104 589	111 822
- Commerce de détail	25 287	41 045	37 216
- Restaurants, hôtels, installations touristiques	6 279	3 336	1 139
Transports, entrepôts et communications	223 720	221 176	181 707
Assurances, aff. Immob, serv. aux entreprises	110 855	131 206	146 498
- Etablissements financiers, assurances	56 883	28 223	52 009
- Affaires immobilières, services aux entreprises	53 972	102 983	94 489
Services fournis à la collec., serv. soc. et pers.	117 067	87 978	130 554
- Services divers fournis à la collectivité	9 787	8 921	14 941
- Prêts aux particuliers	48 692	46 777	60 020
- Autres	58 588	32 280	55 593
TOTAL	945 403	939 753	906 359

Source : BCEAO.

GUINEE-BISSAU - UTILISATIONS DECLAREES AUX CENTRALES DES RISQUES : CREDITS A COURT TERME

	2019	2020	2021 (*)
Secteurs d'activités			
Agriculture, sylviculture et pêche	616	599	1 564
- Agriculture, chasse	462	523	1 291
- Sylviculture, exploitation forestière, pêche	154	76	273
Industries extractives	141	1 672	1 304
- Pétrole brut et gaz naturel	141	422	509
- Autres	0	1 250	795
Industries manufacturières	7 339	22 451	31 150
- Produits alimentaires, boissons, tabacs	48	1 088	806
- Textiles, habillement, cuir	47	0	0
- Industries chimiques	0	7	152
- Autres	7 244	21 357	30 192
Electricité, gaz, eau	3 036	7 864	20
Bâtiment, travaux publics	7 359	9 739	9 338
Commerce gros et détail, restaurants, hôtels	22 510	33 477	68 202
- Commerce de gros	19 924	31 506	65 682
- Commerce de détail	957	17	221
- Restaurants, hôtels, installations touristiques	1 629	1 954	2 299
Transports, entrepôts et communications	8 775	7 889	7 162
Assurances, aff.i. immob., serv. aux entreprises	800	1 579	1 154
- Etablissements financiers, assurances	108	26	45
- Affaires immobilières, service aux entreprises	692	1 553	1 109
Services fournis à la collect., serv. soc. et pers.	20 362	33 983	18 841
- Services divers fournis à la collectivité	321	824	2 890
- Prêts aux particuliers	19 359	26 161	13 301
- Autres	682	6 998	2 650
TOTAL	70 938	119 254	138 735

(*)Les données à fin décembre 2021 sont des estimations

Source : BCEAO.

GUINEE-BISSAU - UTILISATIONS DECLAREES AUX CENTRALES DES RISQUES : CREDITS A MOYEN ET LONG TERME

	2019	2020	2021 (*)
Secteurs d'activités			
Agriculture, sylviculture et pêche	236	609	203
- Agriculture, chasse	177	529	178
- Sylviculture, exploitation forestière, pêche	59	80	25
Industries extractives	12	0	0
- Pétrole brut et gaz naturel	0	0	0
- Autres	12	0	0
Industries manufacturières	911	120	41
- Produits alimentaires, boissons, tabacs	58	0	0
- Textiles, habillement, cuir	0	0	0
- Industries chimiques	0	21	6
- Autres	853	99	35
Electricité, gaz, eau	10	7 172	499
Bâtiment, travaux publics	25	1 391	15
Commerce gros et détail, restaurants, hôtels	5 586	2 778	974
- Commerce de gros	5 001	2 183	764
- Commerce de détail	88	38	13
- Restaurants, hôtels, installations touristiques	497	557	198
Transports, entrepôts et communications	328	2 322	769
Assurances, aff.i. immob., serv. aux entreprises	327	65	47
- Etablissements financiers, assurances	13	0	0
- Affaires immobilières, service aux entreprises	314	65	47
Services fournis à la collect., serv. soc. et pers.	20 715	10 164	3 946
- Services divers fournis à la collectivité	52	522	0
- Prêts aux particuliers	18 401	9 642	3 631
- Autres	2 262	0	315
TOTAL	28 150	24 621	6 495

(*)Les données à fin décembre 2021 sont des estimations

Source : BCEAO.

MALI - UTILISATIONS DECLAREES AUX CENTRALES DES RISQUES : CREDITS A COURT TERME

	2019	2020	2021 (*)
Secteurs d'activités			
Agriculture, sylviculture et pêche	56 889	46 845	26 578
- Agriculture, chasse	55 935	45 883	25 864
- Sylviculture, exploitation forestière, pêche	954	962	714
Industries extractives	41 229	41 653	50 024
- Pétrole brut et gaz naturel	0	0	0
- Autres	41 229	41 653	50 024
Industries manufacturières	249 294	168 415	166 107
- Produits alimentaires, boissons, tabacs	118 294	102 876	113 000
- Textiles, habillement, cuir	17 935	2 447	1 020
- Industries chimiques	58 871	30 742	27 075
- Autres	54 194	32 350	25 011
Electricité, gaz, eau	81 837	23 007	27 282
Bâtiment, travaux publics	98 211	99 556	121 681
Commerce gros et détail, restaurants, hôtels	663 864	718 796	879 532
- Commerce de gros	601 906	677 364	813 218
- Commerce de détail	39 273	34 131	47 780
- Restaurants, hôtels, installations touristiques	22 685	7 301	18 533
Transports, entrepôts et communications	101 115	98 991	239 015
Assurances, aff. immob., serv. Aux entreprises	86 187	69 579	99 457
- Etablissements financiers, assurances	8 764	8 209	6 692
- Affaires immobilières, services aux entreprises	77 423	61 370	92 765
Services fournis à la collect., serv. soc. et pers.	65 981	35 449	47 585
- Services divers fournis à la collectivité	10 274	14 289	10 177
- Prêts aux particuliers	34 513	12 420	16 356
- Autres	21 194	8 740	21 052
TOTAL	1 444 607	1 302 291	1 657 261

(*)Les données à fin décembre 2021 sont des estimations

Source : BCEAO.

MALI - UTILISATIONS DECLAREES AUX CENTRALES DES RISQUES : CREDITS A MOYEN ET LONG TERME

	2019	2020	2021 (*)
Secteurs d'activités			
Agriculture, sylviculture et pêche	5 643	9 195	1 493
- Agriculture, chasse	4 810	8 502	958
- Sylviculture, exploitation forestière, pêche	833	693	536
Industries extractives	4 744	2 563	1 360
- Pétrole brut et gaz naturel	0	0	0
- Autres	4 744	2 563	1 360
Industries manufacturières	53 026	15 000	47 685
- Produits alimentaires, boissons, tabacs	25 451	15 000	27 625
- Textiles, habillement, cuir	18	0	0
- Industries chimiques	2 801	0	6 242
- Autres	24 756	0	13 818
Electricité, gaz, eau	19 268	12 668	8 498
Bâtiment, travaux publics	39 649	69 139	54 856
Commerce gros et détail, restaurants, hôtels	115 773	107 297	94 916
- Commerce de gros	106 238	88 570	86 272
- Commerce de détail	4 177	3 368	2 934
- Restaurants, hôtels, installations touristiques	5 358	15 359	5 710
Transports, entrepôts et communications	123 894	126 228	64 438
Assurances, aff. immob., serv. aux entreprises	93 621	121 545	121 801
- Etablissements financiers, assurances	4 023	2 373	1 262
- Affaires immobilières, services aux entreprises	89 598	119 172	120 539
Services fournis à la collect., serv. soc. et pers.	58 811	48 511	31 725
- Services divers fournis à la collectivité	12 368	23 809	3 994
- Prêts aux particuliers	23 221	16 945	12 689
- Autres	23 222	7 757	15 042
TOTAL	514 429	512 146	426 772

(*)Les données à fin décembre 2021 sont des estimations

Source : BCEAO.

NIGER - UTILISATIONS DECLAREES AUX CENTRALES DES RISQUES : CREDITS A COURT TERME

	2019	2020	2021
Secteurs d'activités			
Agriculture, sylviculture et pêche	4 217	5 945	4 745
- Agriculture, chasse	4 217	5 933	4 739
- Sylviculture, exploitation forestière, pêche	0	12	6
Industries extractives	8 859	6 689	6 571
- Pétrole brut et gaz naturel	0	30	0
- Autres	8 859	6 659	6 571
Industries manufacturières	21 489	21 630	17 645
- Produits alimentaires, boissons, tabacs	7 752	10 806	7 926
- Textiles, habillement, cuir	1 170	1 714	1 992
- Industries chimiques	1 200	2 541	3 708
- Autres	11 367	6 569	4 019
Electricité, gaz, eau	16 658	25 676	23 572
Bâtiment, travaux publics	60 544	80 271	76 349
Commerce gros et détail, restaurants, hôtels	140 673	177 279	181 262
- Commerce de gros	126 875	159 147	165 106
- Commerce de détail	13 504	16 171	14 184
- Restaurants, hôtels, installations touristiques	294	1 961	1 972
Transports, entrepôts et communications	28 405	28 164	31 285
Assurances, aff. immob., serv. Aux entreprises	10 560	18 887	7 339
- Etablissements financiers, assurances	3 938	11 687	3 801
- Affaires immobilières, services aux entreprises	6 622	7 200	3 538
Services fournis à la collect., serv. soc. et pers.	96 032	106 155	119 879
- Services divers fournis à la collectivité	1 532	10 174	8 932
- Prêts aux particuliers	23 816	32 514	19 620
- Autres	70 684	63 467	91 327
TOTAL	387 437	470 696	468 647

Source : BCEAO.

NIGER - UTILISATIONS DECLAREES AUX CENTRALES DES RISQUES : CREDITS A MOYEN ET LONG TERME

	2019	2020	2021
Secteurs d'activités			
Agriculture, sylviculture et pêche	1 454	2 634	3 911
- Agriculture, chasse	1 454	2 628	3 911
- Sylviculture, exploitation forestière, pêche	0	6	0
Industries extractives	2 058	2 318	7 395
- Pétrole brut et gaz naturel	0	96	0
- Autres	2 058	2 222	7 395
Industries manufacturières	25 702	26 376	20 931
- Produits alimentaires, boissons, tabacs	4 298	9 799	7 012
- Textiles, habillement, cuir	3 267	3 683	3 322
- Industries chimiques	895	240	326
- Autres	17 242	12 654	10 271
Electricité, gaz, eau	17 284	17 738	29 335
Bâtiment, travaux publics	30 478	42 922	28 629
Commerce gros et détail, restaurants, hôtels	48 583	57 242	47 990
- Commerce de gros	35 873	47 518	39 994
- Commerce de détail	4 768	5 982	5 544
- Restaurants, hôtels, installations touristiques	7 942	3 742	2 452
Transports, entrepôts et communications	35 294	47 666	52 502
Assurances, aff. immob., serv. aux entreprises	7 065	8 470	6 695
- Etablissements financiers, assurances	1 121	1 259	899
- Affaires immobilières, services aux entreprises	5 944	7 211	5 796
Services fournis à la collect., serv. soc. et pers.	126 972	201 295	235 613
- Services divers fournis à la collectivité	2 965	18 489	28 717
- Prêts aux particuliers	83 293	112 774	98 648
- Autres	40 714	70 032	108 248
TOTAL	294 890	406 661	433 001

Source : BCEAO.

SENEGAL - UTILISATIONS DECLAREES AUX CENTRALES DES RISQUES : CREDITS A COURT TERME

	2019	2020	2021 (*)
Secteurs d'activités			
Agriculture, sylviculture et pêche	53 662	58 561	85 698
- Agriculture, chasse	44 963	49 907	77 261
- Sylviculture, exploitation forestière, pêche	8 699	8 654	8 437
Industries extractives	26 704	39 853	35 163
- Pétrole brut et gaz naturel	8 580	8 752	9 387
- Autres	18 124	31 101	25 776
Industries manufacturières	436 816	399 962	390 348
- Produits alimentaires, boissons, tabacs	158 043	155 049	116 289
- Textiles, habillement, cuir	2 803	2 294	2 403
- Industries chimiques	121 943	136 521	150 981
- Autres	154 027	106 098	120 675
Electricité, gaz, eau	45 805	45 269	91 768
Bâtiment, travaux publics	192 490	119 126	176 859
Commerce gros et détail, restaurants, hôtels	563 786	574 850	651 044
- Commerce de gros	317 284	349 712	377 478
- Commerce de détail	220 252	199 535	246 718
- Restaurants, hôtels, installations touristiques	26 250	25 603	26 848
Transports, entrepôts et communications	189 803	180 122	219 308
Assurances, aff. immob., serv. Aux entreprises	117 366	110 798	172 724
- Etablissements financiers, assurances	36 031	18 166	37 744
- Affaires immobilières, services aux entreprises	81 335	92 632	134 980
Services fournis à la collect., serv. soc. et pers.	338 604	510 737	527 912
- Services divers fournis à la collectivité	26 164	56 820	23 940
- Prêts aux particuliers	110 471	185 329	180 757
- Autres	201 969	268 587	323 215
TOTAL	1 965 036	2 039 278	2 350 824

Source : BCEAO.

SENEGAL - UTILISATIONS DECLAREES AUX CENTRALES DES RISQUES : CREDITS A MOYEN ET LONG TERME

	2019	2020	2021 (*)
Secteurs d'activités			
Agriculture, sylviculture et pêche	23 189	20 145	20 789
- Agriculture, chasse	18 935	16 729	18 362
- Sylviculture, exploitation forestière, pêche	4 254	3 416	2 427
Industries extractives	18 834	11 662	12 340
- Pétrole brut et gaz naturel	9 195	9 217	7 222
- Autres	9 639	2 445	5 119
Industries manufacturières	101 484	128 876	148 925
- Produits alimentaires, boissons, tabacs	25 651	23 000	19 650
- Textiles, habillement, cuir	729	509	330
- Industries chimiques	21 316	22 344	42 453
- Autres	53 788	83 022	86 493
Electricité, gaz, eau	55 633	55 089	57 791
Bâtiment, travaux publics	39 703	43 451	25 050
Commerce gros et détail, restaurants, hôtels	219 363	222 085	186 575
- Commerce de gros	101 259	109 062	90 446
- Commerce de détail	95 851	86 158	79 250
- Restaurants, hôtels, installations touristiques	22 253	26 865	16 879
Transports, entrepôts et communications	200 057	230 309	150 228
Assurances, aff. immob., serv. aux entreprises	134 830	132 572	117 658
- Etablissements financiers, assurances	24 968	43 155	39 255
- Affaires immobilières, services aux entreprises	109 862	89 416	78 403
Services fournis à la collect., serv. soc. et pers.	611 356	659 281	686 161
- Services divers fournis à la collectivité	16 272	20 016	17 332
- Prêts aux particuliers	378 177	400 609	416 516
- Autres	216 907	238 656	252 313
TOTAL	1 404 449	1 503 468	1 405 518

Source : BCEAO.

TOGO - UTILISATIONS DECLAREES AUX CENTRALES DES RISQUES : CREDITS A COURT TERME

	2019	2020	2021
Secteurs d'activités			
Agriculture, sylviculture et pêche	725	638	387
- Agriculture, chasse	725	638	386
- Sylviculture, exploitation forestière, pêche	0	0	1
Industries extractives	4 180	1 351	2 319
- Pétrole brut et gaz naturel	0	0	1
- Autres	418	1 351	2 318
Industries manufacturières	33 132	34 173	19 756
- Produits alimentaires, boissons, tabacs	4 009	12 579	4 319
- Textiles, habillement, cuir	0	0	0
- Industries chimiques	6 927	6 624	7 431
- Autres	22 196	14 970	8 006
Electricité, gaz, eau	10 030	13 402	12 286
Bâtiment, travaux publics	36 757	109 385	132 395
Commerce gros et détail, restaurants, hôtels	134 120	169 923	184 156
- Commerce de gros	115 032	133 449	135 375
- Commerce de détail	15 485	34 498	45 075
- Restaurants, hôtels, installations touristiques	3 603	1 976	3 344
Transports, entrepôts et communications	48 286	37 589	45 823
Assurances, aff. immob., serv. Aux entreprises	8 781	13 386	14 745
- Etablissements financiers, assurances	2 654	3 321	4 834
- Affaires immobilières, services aux entreprises	6 127	10 065	9 911
Services fournis à la collect., serv. soc. et pers.	119 056	22 660	18 955
- Services divers fournis à la collectivité	17 526	6 300	892
- Prêts aux particuliers	98 706	15 706	17 650
- Autres	2 824	654	413
TOTAL	395 067	402 507	430 822

Source : BCEAO.

TOGO - UTILISATIONS DECLAREES AUX CENTRALES DES RISQUES : CREDITS A MOYEN ET LONG TERME

	2019	2020	2021
Secteurs d'activités			
Agriculture, sylviculture et pêche	107	128	163
- Agriculture, chasse	103	125	162
- Sylviculture, exploitation forestière, pêche	4	2	1
Industries extractives	3 845	36	1 562
- Pétrole brut et gaz naturel	3 364	0	0
- Autres	481	36	1 562
Industries manufacturières	6 448	4 687	8 865
- Produits alimentaires, boissons, tabacs	909	2 117	1 667
- Textiles, habillement, cuir	0	0	0
- Industries chimiques	1 225	1 158	3 788
- Autres	4 314	1 412	1 276
Electricité, gaz, eau	29 839	36 309	32 726
Bâtiment, travaux publics	43 114	29 431	36 084
Commerce gros et détail, restaurants, hôtels	75 150	67 482	74 738
- Commerce de gros	45 135	48 440	57 622
- Commerce de détail	21 222	12 362	11 052
- Restaurants, hôtels, installations touristiques	8 793	6 680	6 064
Transports, entrepôts et communications	95 300	85 976	93 660
Assurances, aff. immob., serv. aux entreprises	7 281	15 613	47 915
- Etablissements financiers, assurances	1 974	4 943	15 870
- Affaires immobilières, services aux entreprises	5 307	10 670	32 045
Services fournis à la collect., serv. soc. et pers.	219 690	144 287	163 545
- Services divers fournis à la collectivité	54 951	40 390	39 498
- Prêts aux particuliers	163 584	100 171	120 209
- Autres	1 155	3 726	3 838
TOTAL	480 774	383 949	459 258

Source : BCEAO.

UMOA - MOUVEMENTS DE BILLETS ET PIÈCES AUX GUICHETS DE LA BCEAO

Coupures	Prélèvements		Versements	
	31/12/20	31/12/21	31/12/20	31/12/21
	<i>Milliers de signes monétaires</i>			
Billets	3 002 148	3 399 800	2 713 854	3 240 251
10 000	1 669 417	1 889 461	1 576 408	1 784 374
5 000	622 808	729 524	543 361	708 072
2 500	0	0	0	0
2 000	204 769	211 329	171 963	218 897
1 000	259 936	301 965	218 253	273 885
500	245 219	267 521	203 870	255 022
Pièces	217 779	276 591	9 519	8 547
5 000	2	1	0	0
500	6	3	2 300	2 316
ANC 500 BC	0	0	87	4
250	17	33	793	538
200	980	138	2 847	1 898
100	76 955	108 833	2 485	2 170
50	52 207	70 315	583	621
25	27 469	35 322	185	390
10	32 635	34 670	204	534
5	27 426	27 168	17	57
1	83	108	17	18
Total	3 219 928	3 676 391	2 723 373	3 248 798
	<i>Millions de francs CFA</i>			
Billets	20 600 289	23 400 608	19 144 998	22 223 293
10 000	16 694 167	18 894 605	15 764 079	17 843 742
5 000	3 114 039	3 647 618	2 716 804	3 540 361
2 500	0	0	0	0
2 000	409 538	422 659	343 927	437 795
1 000	259 936	301 965	218 253	273 885
500	122 610	133 761	101 935	127 511
Pièces	11 667	15 806	2 246	1 937
5 000	8	4	0	0
500	3	1	1 150	1 158
ANC 500 BC	0	0	44	2
250	4	8	198	135
200	196	28	569	380
100	7 695	10 883	248	217
50	2 610	3 516	29	31
25	687	883	5	10
10	326	347	2	5
5	137	136	0	0
1	0	0	0	0
Total	20 611 956	23 416 414	19 147 243	22 225 230

Source : BCEAO.

ADRESSES DES DIFFERENTS SITES DE LA BCEAO

SIEGE SOCIAL

Avenue Abdoulaye FADIGA - Boîte Postale : n° 3108 - Dakar
Téléphone : (221) 33 839 05 00 - Télécopie : (221) 33 823 93 35
Site internet : <http://www.bceao.int>
Courriel : courrier.bceao@bceao.int

BENIN

Cotonou

Avenue Jean-Paul II
01 Boîte Postale : n° 325 RP
Téléphone : (229) 21 36 46 00 / 21 31 24 66 / 21 31 24 67
Télécopie : (229) 21 31 24 65
Courriel : courrier.BDN@bceao.int

Parakou

Boîte Postale : n° 201
Téléphone : (229) 23 61 03 25/29
Télécopie : (229) 23 61 10 91

BURKINA

Ouagadougou

Avenue Gamal Abdel NASSER
Boîte Postale : 01 BP 356
Téléphone : (226) 25 49 05 00/01 et 25 30 60 15
Télécopie : (226) 25 31 01 22
Courriel : courrier.CDN@bceao.int

Bobo-Dioulasso

Avenue Mamadou KONATE
Boîte Postale : n° 603
Téléphone : (226) 20 97 04 44
Télécopie : (226) 20 97 04 58

COTE D'IVOIRE

Abidjan

Avenue Abdoulaye FADIGA angle Bd. ROUSSEL
Boîte Postale : 01 BP 1769 Abidjan 01
Téléphone : (225) 27 20 20 84 00 et 27 20 20 85 00
Télécopie : (225) 27 20 22 00 40 et 27 20 22 28 52
Courriel : courrier.ADN@bceao.int

Abengourou

Boîte Postale : n° 905

Téléphone : (225) 27 35 91 37 15 et 27 35 91 38 15

Télécopie : (225) 27 35 91 31 76

Bouaké

Boîte Postale : n° 773

Téléphone : (225) 27 31 63 33 13 et 27 31 63 33 14

Télécopie : (225) 27 31 63 38 31

Daloa

Boîte Postale : n° 46

Téléphone : (225) 27 32 78 38 85

Télécopie : (225) 27 32 78 13 10

Korhogo

Boîte Postale : n° 54

Téléphone : (225) 27 36 86 01 10 et 27 36 86 01 11

Télécopie : (225) 27 36 86 15 30

Man

Boîte Postale : n° 1017

Téléphone : (225) 27 33 79 02 67

Télécopie : (225) 27 33 79 02 28

San Pedro

Boîte Postale : n° 387

Téléphone : (225) 27 34 71 21 84

Télécopie : (225) 27 34 71 24 48

Centre de Traitement Fiduciaire**Yamoussoukro**

Zone administrative - TF n° 18695 des Lacs

Boîte Postale : 445

Téléphone : (225) 27 30 6182 00

Courriel : courrier.z4dctf@bceao.int

GUINEE-BISSAU**Bissau**

Avenida Combatentes da Liberdade da Pátriá

Boîte Postale : n° 38

Téléphone : (245) 325 63 25 - 321 55 48 / 321 41 73

Télécopie : (245) 325 63 00

Courriel : courrier.SDN@bceao.int

MALI**Bamako**

94, Avenue Moussa TRAVELE

Boîte Postale : n° 206

Téléphone : (223) 20 70 02 00 / 20 22 25 41 / 20 22 54 06

Télécopie : (223) 20 22 47 86

Courriel : courrier.DDN@bceao.int

Mopti

Komoguel II, route de Sévaré

Boîte Postale : n° 180

Téléphone : (223) 20 21 01 02

Télécopie : (223) 21 43 05 07

Sikasso

Rue Mamadou TRAORE

Boîte Postale : n° 453

Téléphone : (223) 21 62 00 77

Télécopie : (223) 21 62 08 79

NIGER**Niamey**

Rue de l'Uranium

Boîte Postale : n° 487

Téléphone : (227) 20 72 33 30 et 20 72 33 40

Télécopie : (227) 20 73 47 43

Courriel : courrier.HDN@bceao.int

Maradi

Boîte Postale : n° 265

Téléphone : (227) 20 41 00 96

Télécopie : (227) 20 41 00 45

Zinder

Boîte Postale : n° 133

Téléphone : (227) 20 51 00 94

Télécopie : (227) 20 51 07 24

SENEGAL**Dakar**

Boulevard du Général De Gaulle x Triangle Sud

Boîte Postale : n° 3159

Téléphone : (221) 33 889 45 45

Télécopie : (221) 33 823 57 57

Courriel : courrier.KDN@bceao.int

Kaolack

Boîte Postale : n° 79

Téléphone : (221) 33 938 40 00

Télécopie : (221) 33 941 33 23

Ziguinchor

Boîte Postale : n° 317

Téléphone : (221) 33 991 10 39 et 33 938 80 35

Télécopie : (221) 33 991 16 59

TOGO**Lomé**

Rue Abdoulaye FADIGA

01 BP 120 Lomé 01 - Togo

Téléphone : (228) 22 23 50 00

Télécopie : (228) 22 23 50 50

Courriel : courrier.TDN@bceao.int

Kara

400 BP 75 Kara - Togo

Téléphone : (228) 26 60 10 79

Télécopie : (228) 26 60 14 69

REPRESENTATION DE LA BCEAO AUPRES DES INSTITUTIONS EUROPEENNES DE COOPERATION

29, rue du Colisée, 75008 Paris, France

Téléphone : (33) 1 42 25 71 60

Télécopie : (33) 1 42 56 00 37

Courriel : bceao@paris-bceao.org

SECRETARIAT GENERAL DE LA COMMISSION BANCAIRE DE L'UMOA

Boulevard Botreau ROUSSEL (rue privée CRRAE-UMOA)

01 BP 7125 Abidjan - Côte d'Ivoire

Tél. : (225) 27 20 25 57 57

Fax : (225) 27 20 22 45 52

Email : courrier.z02sgcb@bceao.int

ACHEVÉ D'IMPRIMER SUR LES PRESSES
DE L'IMPRIMERIE DE LA BCEAO
MAI 2022



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Avenue Abdoulaye Fadiga
BP 3108 - Dakar - Sénégal
www.bceao.int